

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

Mercure
Nr. 511 5 1792,3



Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

(N°. 9)

SAMEDI 3 Mars 1792.

MERCURE FRANÇAIS,

COMPOSÉ par M. DE LA HARPE, quant à la partie littéraire; par M. MARMONTEL, pour les Contes, & par M. FRAMERY, pour les Spectacles.

M. MALLET DU PAN est seul chargé de la partie politique.

Tous les Livres, Cartes, Estampes, Musique, & Avis divers, doivent être adressés à M. de la Harpe, rue du Hasard, n°. 2.

Le prix de l'Abonnement est de 36 liv. franc de port par tout le Royaume.

Digitized by Google

CALENDRIER

POUR L'ANNÉE 1792.

MARS a 31 jours & la Lune 30. Du 1 au 31, les jours croissent, matin & soir, de 55'.

JOURS du Mois.	NOMS DES SAINTS.	J. de D	PHASES de la LUNE.	Temps moyen au Midi vrai. H.	M.	S.
1 jeudi.	Aubin, Evêque.	9		0	12	30
2 vend.	Simplice.	10		0	12	17
3 sam.	Ste Cunegonde.	11		0	12	4
4	2 *D. Reminiscere.*	12		0	11	50
5 lundi.	Drausin, Evêque.	13	☉ *P. L.*	0	11	35
6 mardi	Godegrand.	14	le 8, à 6	0	11	21
7 merc.	Ste Perpétue.	15	h. 44 m.	0	11	6
8 jeudi.	Jean de Dieu.	16	du soir.	0	10	50
9 vend.	Ste Françoise.	17		0	10	34
10 sam.	Doctrovée.	18		0	10	18
11	3 *D. Oculi.*	19		0	10	2
12 lundi.	Pol, Evêque.	20		0	9	45
13 mardi	Ste Euphrasie.	21	☾ *D. Q.*	0	9	28
14 merc.	Lubin, Evêque.	22	le 1, à 7	0	9	11
15 jeudi.	Zachatie.	23	h. 12 m.	0	8	54
16 vend.	Abraham.	24	du soir.	0	8	36
17 sam.	Ste Gertrude, Vierge.	25		0	8	18
18	4 *D. Lætare.*	26		0	8	0
19 lundi	Joseph, Patr. PRINT.	27		0	7	42
20 mardi	Joachim.	28		0	7	24
21 merc.	Benoît, Abbé.	29	● *N. L.*	0	7	6
22 jeudi	Epaphrodite.	1	le 22, à 5	0	6	47
23 vend.	Victorien.	2	h. 59 m.	0	6	28
24 sam.	Simon, Martyr.	3	du soir.	0	6	10
25	5 *D. La Passion.*	4		0	5	52
26 lundi.	*L'ANNONCIATION.*	5		0	5	33
27 mardi	Ruppert.	6		0	5	15
28 merc.	Gontran, Roi.	7	☽ *P. Q.*	0	4	56
29 jeudi	Eustase, Abbé.	8	le 30, à 3	0	4	38
30 vend.	la Compassion.	9	h 45 m.	0	4	19
31 sam.	Acace, Evêque.	10	du soir.	0	4	1

Digitized by Google

MERCURE FRANÇAIS,

POLITIQUE, HISTORIQUE ET LITTÉRAIRE;

Composé par M. DE LA HARPE, *quant à la partie Littéraire ; par M.* MARMONTEL, *pour les Contes ; & par M.* FRAMERY, *pour les Spectacles.*

M. MALLET DU PAN, *Citoyen de Genève, est seul chargé du* Mercure *Politique & Historique.*

SAMEDI 3 MARS 1792.

A PARIS,

Au Bureau du *Mercure*, Hôtel de Thou, rue des Poitevins, N°. 18.

Digitized by Google

TABLE GÉNÉRALE

Du mois de Février 1792.

VERS.	3	*Essai.*	22
Le Trépied, 1e. Part.	4	*Spectacles.*	34
Charade, En. Log.	10.		

PIGMALION	37	*Mémoire.*	46
Charade, Enig. Logog.	40	*Variétés.*	49
Histoire.	43	*Notices.*	56

CHANSON.	61	*Spectacles.*	77
Charade, Enig. & Log.	63	*Notices.*	82
Traité Philosophique.	65		

CHANSON.	85	*Accord de la Religion.*	90
A Madame ...	86	*Spectacles.*	105
Charade, Enig. Log.	88	*Variétés.*	107

A Paris, de l'Imprimerie de *Moutard*, rue des Mathurins, Hôtel de Cluni.

BIBLIOTHECA REGIA MONACENSIS

Digitized by Google

MERCURE FRANÇAIS.

Nota. Le prix de ce Journal eſt actuellement de 36 livres pour les Départemens, l'Aſſemblée Nationale, par ſon Décret du 17 Août 1791, en ayant doublé les frais de port.

PIECES FUGITIVES.

VERS
*A MADAME DE LA M**.*

SAINTE & mondaine Eliſabeth,
Qui n'en êtes qu'à l'alphabet
De la dévotion profonde,
Et des voluptés de ce Monde;
De votre ſavoir imparfait,
Et de votre inexpérience
Dans l'une & dans l'autre ſcience,
Dieu ni Diable n'eſt ſatisfait.
Décidez-vous donc tout-à-fait;
Devenez tout-à-fait pieuſe,
Ou tout-à-fait voluptueuſe.
Que voulez-vous décidément,

Digitized by Google

D'un Confeſſeur ou d'un Amant ?
Eſt-ce l'amour & ſes délices
Que vous préférez aux cilices ?
Pour les cilices penchez-vous ?
Voyez qui peut le plus vous plaire,
Des traits d'amour ou de la haire,
D'un cœur armé de petits clous (1),
Ou d'un cœur & ſenſible & tendre
Qui ſe prend & qui ſait nous prendre,
Et qui fait naître le déſir,
Le ſentiment & le plaiſir.
Aimez-vous mieux les diſciplines ?
En voici de corde & de fer,
Et qui, ſelon les Capucines,
Vous garantiront de l'Enfer.
Mais je vous vois déterminée :
Belle Cloris, vous êtes née
Avec des attraits ſi touchans,
Pour être heureuſement damnée,
Et pour damner beaucoup de gens.
Vous en rappellerez peut-être,
Et peut être dans quarante ans
Ferez-vous revenir le Prêtre ;
Mais vous avez encor du temps.

(*Par feu Collé.*)

(1) On lui en avait envoyé un pour ſa Fête, avec ces vers, & quelques autres inſtrumens, ſoit de dévotion, ſoit de mondanité.

Digitized by Google

IL LE FALLAIT,

CONTE MORAL.

PREMIERE PARTIE.

ON ne ceſſe de dire aux jeunes femmes combien délicate & fragile eſt la fleur de leur innocence, & combien eſt gliſſant pour elles le ſentier du devoir & de l'honnêteté. On ne dit pas aſſez aux jeunes hommes combien pour eux les loix de la probité ſont ſéveres, & dans quel labyrinthe de malheur & de honte un ſeul pas au delà des bornes du vrai, du juſte & de l'honnête, ſe trouve quelquefois les avoir engagés. Je vais en donner un exemple.

Un Gentilhomme de Normandie, jeune, riche, d'une figure aimable, d'une valeur brillante, d'une loyauté reconnue, & juſque-là, d'une fierté, d'une délicateſſe extrême ſur l'article du point d'honneur, d'Orcilly venait d'épouſer la Servante d'un vieux Curé.

Cette méſalliance étrange avait triſtement affecté la Nobleſſe du voiſinage. On ne pouvait pas croire qu'un homme auſſi bien né ſe fût rabaiſſé juſque-là. Cependant comme la haute eſtime dont il avait joui n'était pas tout-à-fait perdue, c'était plutôt par ménagement que par mépris qu'on s'abſtenait de l'aller voir; & lui, trop fier pour mettre ſes voiſins mal à leur aiſe par ſa préſence, ne ſe plaignait

Digitized by Google

point s'en être délaiſſé ; mais il n'en recherchait aucun.

Le Comte de Giſors, dont on allait bientôt pleurer la perte comme un malheur public, Giſors, le plus intéreſſant de nos jeunes Guerriers, Giſors, l'exemple & le modele de la Nobleſſe de ſon âge, vint de ce côté-là, dans le pays de Caux, voir, hélas ! ſes riches domaines qu'il ne devait point poſſéder. Il avait fait ſes premieres armes avec d'Orcilly, il l'aimait tendrement, il était pour lui plein d'eſtime. Il le citait ſouvent comme ayant dans le cœur toutes les vertus de Bayard ; & c'était le ſeul comme il ambitionnait d'être loué lui-même. Il fut auſſi affligé que ſurpris d'apprendre ce qu'on appelait ſa folie. Il eut encore plus de regret de le ſavoir retiré du ſervice, lui qui avait ſi bien fait ſes preuves de valeur & de volonté. Cette faute eſt, dit-il, une ſuite de l'autre, je le ſens bien ; mais dans toute cette conduite, ſi oppoſée à ſon caractere, il y a quelque myſtere que je ne conçois pas.

Lui écrire était embarraſſant pour tous les deux ; il l'alla voir.

D'Orcilly le reçut d'un air libre, aiſé, naturel, de l'air d'une ancienne amitié ; & avec cette même cordialité, il lui préſenta ſon épouſe tenant entre ſes bras l'enfant qu'elle allaitait. Celle-ci ne parut pas plus confuſe que ſon mari : nul embarras dans ſon accueil, rien d'humble dans ſa modeſtie, rien de gêné dans ſes manieres : une politeſſe auſſi ſimple & auſſi unie que ſi elle était née avec elle ; & quand Giſors eut la bonté de careſſer l'enfant, il

Digitized by Google

observa dans les yeux de la mere une sensibilité mêlée de pudeur & de dignité dont il fut vivement ému.

Il vit bien que ni d'Orcilly, ni sa femme ne croyaient avoir à rougir ; & parmi les pensées qui s'offrirent à son esprit, celle à laquelle il se fixa, fut que Mme. d'Orcilly était une fille bien née que l'infortune avait réduite à l'état de Servante chez quelque bon Curé, & qui pouvait avoir encore quelque raison de cacher sa naissance. Il lui tardait de démêler le nœud de ce petit Roman.

Après un dîner simple & bon, où les attentions les plus délicates se firent sentir sans étude, & avec cette liberté amicale & affectueuse qui ne recherche rien & ne néglige rien ; Mme. d'Orcilly, prétextant les soins que demandait son nourrisson, laissa Gisors & son mari causer ensemble tête à tête.

Gisors commença par se plaindre de ce que, sans l'instruire de sa résolution, à son âge, avec l'assurance de faire son chemin, sur-tout sous un Ministre pere de son ami, il avait quitté le service.

Vous venez, lui dit d'Orcilly, de voir la cause de ma retraite. On peut encore servir l'Etat, lui dit Gisors, quoiqu'on soit marié. — Non pas, Monsieur le Comte, non pas quand on l'est comme moi. Je respecte l'opinion sur l'article de la naissance ; la noblesse est un sentiment que j'ai toujours eu dans le cœur, & qui ne mourra qu'avec moi ; & cependant j'ai fait un mariage qui répugne à ce sentiment. Mais il est des situations où le vrai noble se

Digitized by Google

dégrade, s'il craint de se mésallier : telle a été la mienne. Mes raisons, je ne les dis point : peu de gens voudraient les entendre. Vos camarades & les miens les trouveraient légeres ; car rien dans leur estime ne balance le point d'honneur. J'aurais donc essuyé, non pas des reproches (vous savez bien qu'on ne va point avec nous jusque-là), mais des froideurs, & un accueil que je n'aurais pas mieux souffert. On m'aurait infailliblement vu de mauvais œil dans mon Corps ; & sans avoir droit de m'en plaindre, j'ai senti en moi-même que je m'en serais plaint. Je n'ai jamais aimé les querelles injustes ; & je n'en veux jamais avoir où le tort soit de mon côté. En vivant retiré, je laisse à l'opinion tous ses droits & tout son empire. Mon estime, à moi, me suffit, & je ne la perdrai jamais. Enfin, Monsieur le Comte, en épousant une Servante, j'ai fait ce que j'ai dû ; en vivant obscur avec elle, je fais ce que je dois ; & vous voyez que je suis content.

Puisque vous me parlez avec cette franchise, lui dit Gisors, je vais risquer d'être indiscret. D'abord, mon ami, je vous crois incapable d'avoir manqué aux bienséances de votre état sans quelque raison plus sérieuse & plus grave qu'un fol amour ; & quoique Mme. d'Orcilly soit jeune & belle, & mieux que belle, ce n'est point ici, j'en suis sûr, un mariage d'inclination. Non, ce n'en est pas un, dit d'Orcilly : l'amour a pu le suivre ; mais il ne l'a point précédé.

J'avais pensé, reprit Gisors, que l'état & le nom de votre jeune épouse pouvait être encore un mystere. — Non. Ma femme est tout

Digitized by Google

simplement la fille d'un bon Laboureur, d'un village voisin de Mantes, & qui depuis a bien voulu, à ma priere, venir faire valoir mes biens. Il s'appelle Vincent Réné.

Je n'y conçois plus rien, dit le Comte, à moins que..... Il n'achevait pas. A moins, dit d'Orcilly, qu'après l'avoir séduite, je ne me sois fait un devoir de l'épouser ? Non, Louise ne fut jamais de celles qu'on épouse ainsi. Mon crime est à moi seul. Elle en était victime sans en être complice; & c'est ce crime d'un moment, ce crime involontaire que j'ai dû expier. Voici mon aventure, dont je ne déguiserai rien, hormis des noms que je dois taire, & que vous n'êtes pas curieux de savoir.

J'étais à la campagne, près de Paris, chez un homme, ou plutôt chez une femme de finance; car le maitre de la maison n'en était gueres que l'intendant. La femme était honnête, aimable & bienfaisante. Son unique malheur était de n'avoir point d'enfans; & pour s'en consoler, elle était devenue comme la mere commune des orphelins du voisinage. Mais elle avait plus particuliérement adopté une petite payfanne qui, dès l'enfance, avait perdu sa mere; & après avoir pris plaisir à l'élever & à l'instruire, elle venait tout récemment de la céder, pour femme de chambre, à sa sœur.

Sa sœur, Madame d'Al**, mariée à un homme d'un état honorable, était une espece de Prude myftérieusement galante, & si adroite dans son manége, qu'aux yeux même de ses Amans elle paffait pour une vertu, dont cha-

Digitized by Google

cun d'eux s'attribuait la gloire d'avoir triomphé. J'eus cette gloire, comme un autre, & je crus l'avoir à moi seul. Je ne sais par quel art imperceptible pour tout le monde & pour moi-même, elle sut m'attirer dans ses filets; mais je me trouvai son Amant sans presque avoir songé à l'être.

La campagne est, comme vous savez, favorable à ces aventures; & dans cette maison, tout y était commode. Des corridors tranquilles, où, les lampes éteintes, on se communiquait sans bruit; des appartemens divisés & distribués de maniere à concilier pour les femmes la décence & la liberté; des gonds & des ressorts si doux & si liants que les portes étaient muettes: enfin vous savez jusqu'où va la prévoyance des Architectes dans ces recherches délicates; celui de la maison n'y avait rien négligé.

Ainsi, la nuit, à la faveur de l'ombre & du silence, je faisais la cour à ma Prude; & le jour pas un mot, pas un signe, pas un regard d'intelligence d'elle à moi. Son honneur était un trésor dont j'étais le dépositaire; & il fallait que ce fût moi pour qu'elle me l'eût confié: encore ne pouvait-elle s'imaginer comment elle avait eu cette faiblesse; & ma probité seule pouvait justifier un si imprudent abandon.

Je répondais à cette confiance par la plus scrupuleuse attention sur moi-même; & un mois s'était écoulé sans que les yeux même les plus perçans eussent apperçu entre nous aucune apparence de mystere. L'heure où j'allais la voir était celle où sa jeune femme de

Digitized by Google

chambre, Lise, dormait du sommeil de son âge, le plus calme & le plus profond. Je passais bien près d'elle, mais d'un pas si léger, qu'il n'aurait pas réveillé un malade. La Dame elle-même avait soin de m'ouvrir doucement la porte, & de la refermer lorsque j'étais sorti.

« Mais un jour (je dis bien, un jour, car l'aube nous avait surpris.) Ce jour donc & à l'heure où le corridor commençait à s'éclairer, je sortais de chez elle dans un négligé peu décent; lorsque tout à coup je me trouve vis à-vis d'un jeune homme, frere de son mari, & le plus pétulant des étourdis de notre siecle. Il était en veste de chasse, un fusil sous le bras, & un chapeau rond sur tes yeux. Il s'arrete & il me regarde. Ah! ah! dit-il, je vous y prends. D'où venez-vous? Qui? moi? lui dis-je tout interdit, je prends l'air; je ne sais ce que j'ai dans le sang; mais de toute la nuit je n'ai pu fermer l'œil. Je le crois, me dit-il; mais cette porte s'est ouverte, & je vous en ai vu sortir. Vous rêvez, lui dis-je en riant; & j'allais m'échapper. Doucement, me dit-il en s'opposant à mon passage. Il ne couche là que ma belle-sœur, & Lise sa femme de chambre; vous me direz donc, s'il vous plait, chez laquelle des deux vous êtes introduit. Dans toute autre situation, j'aurais appris à ce jeune homme à être moins présumant; mais quel bruit, quel éclat n'aurait pas fait notre querelle! Je pris le ton du badinage. Entre la Dame & la Servante, y a-t-il à badauder, lui dis-je? Le seul nom de Madame d'A**, vous laisserait-il dans le doute? &

Digitized by Google

n'auriez-vous pas honte d'hésiter un moment ? Convenez donc, insista-t-il encore, que cette friponne de Lise est chez ma belle-sœur l'objet de vos menus plaisirs. Allez, lui répondis-je, & faites bonne chasse, sans vous inquiéter de ce qui ne vous touche point ; mais n'oubliez pas qu'à notre âge on se doit réciproquement & loyalement le secret. J'y compte, à charge de revanche. A ces mots, je me retirai, assez content d'avoir donné le change à ce curieux importun.

Quand je fus seul, je réfléchis au tour captieux & trompeur que j'avais donné à mes paroles ; & j'y trouvai non seulement de l'équivoque, mais du mensonge ; car j'avais eu la coupable intention de détourner l'idée du rendez-vous sur cette pauvre Lise, qui dormait si innocemment. Cependant comme dans le Monde on traite les jeunes personnes de cet état un peu légérement, d'après les mœurs de la Scène comique ; je ne me fis pas un scrupule bien sérieux de ce moyen de sauver une femme dont l'honneur m'était confié. Je comptais bien d'ailleurs insister auprès du jeune homme, pour en exiger le silence.

Mais il n'eut rien de plus pressé, au retour de la chasse, que d'aller faire une scène à sa belle-sœur : il m'avait vu sortir au point du jour de son appartement, il en avait vu refermer la porte sur mes pas ; il voulait bien croire que Lise était l'objet du rendez-vous, comme je le lui avais fait entendre ; mais j'étais doublement coupable d'avoir séduit cette innocente, & d'avoir exposé la femme de son frere aux bruits les plus déshonorans. Vous feriez

Digitized by Google

qu'il avait beau jeu à se montrer inexorable sur un procédé mal-honnête, & qui le touchait de si près. Il exigea de sa belle-sœur qu'elle me fît, sans bruit, me retirer d'une maison dans laquelle, dit-il, nous ne pouvions plus être ensemble.

La Prude, sans affectation, prit le moment de la promenade, & ayant ralenti son pas pour se trouver seule avec moi : D'Orcilly, me dit-elle, vous tenez mon sort dans vos mains. Mon beau-frere vous a surpris ; il m'a tout raconté. Heureusement pour moi vous avez eu l'adresse de lui persuader que c'était avec Lise que vous étiez d'accord. Mais il n'en est que plus piqué & plus animé contre vous. Car cette jeune fille, dont il est amoureux, lui tient rigueur ; & il est indigné de vous croire heureux avec elle. Dans son dépit, il exagere un tort qu'il aurait bien voulu avoir lui-même : il dit que si tout autre que lui vous avait vu sortant de chez moi à l'aube du jour, j'étais une femme perdue ; & ce n'était pas Lise, c'était son frere & moi que vous auriez déshonorés. Et puis la maison de ma sœur profanée ! & puis l'innocence de cette jeune fille indignement séduite !.... Enfin il exige de moi de vous engager à partir, sinon, dit-il, ce sera lui qui vous y engagera lui-même. Vous sentez de quelle importance il est pour moi que ceci se passe sans bruit. Vous êtes l'objet & la cause de ma criminelle imprudence. Sauvez-moi, je vous en conjure ; & avant de vous engager à soutenir une querelle, évitez-la. Je vous ai confié mon honneur, mon repos, ma vie ; & vous seriez le plus cruel des hommes si vous

Digitized by Google

n'en étiez pas le plus prudent & le plus généreux.

Le sang me bouillait dans les veines, de voir un jeune fat prétendre me faire la loi. Cependant le bon droit était de son côté; & déjà coupable envers son frere, j'allais encore l'être envers lui en usant du droit de l'épée. J'aimai mieux lui céder la place. Seulement j'exigeai qu'il gardât le silence sur tout ce qui s'était passé. Oh! ne craignez rien, me dit-elle; il m'a déjà demandé lui-même d'avoir pitié de cette enfant, de lui pardonner sa faiblesse, & de ne pas la renvoyer. Il l'aime trop pour lui faire aucun mal; & en lui promettant moi-même d'user d'indulgence envers elle, je lui ferai jurer de garder le secret.

Je m'en allai donc le soir même; & appaisé par mon départ, le jeune homme ne songea plus qu'à justifier Lise aux yeux de sa maîtresse, voulant gager qu'elle n'était pas même confidente de mon audace, & m'accusant d'avoir voulu la surprendre dans le sommeil.

Mais moins persuadé qu'il ne feignait de l'être, de l'innocence de cette infortunée, il voulut tirer avantage du secret qu'il croyait avoir à lui garder. Il devint donc plus familier & plus téméraire avec elle, se jouant des rigueurs qu'elle lui témoignait, voulant tourner en dérision sa modestie & sa sagesse, lui disant qu'il savait ce qu'elle avait dans l'ame, qu'elle n'était pas si sévere, si cruelle envers tout le monde, & qu'il croyait au moins avoir son favori du point du jour. Enfin, comme la pauvre enfant, interdite de ses insultes, le priait en pleurant de les lui épargner, lui, croyant la

Digitized by Google

confondre & la vaincre en s'expliquant, il me nomma, se vanta de m'avoir surpris un matin sortant de chez elle, & de m'avoir fait avouer que je venais d'y passer la nuit.

Ce fut alors que se désolant, & prenant le Ciel à témoin de mon mensonge & de son innocence, elle parut dans sa douleur si éperdue & si hors de défense, que l'insolent voulut saisir le moment de tout décider. D'abord elle se défendit avec un courage modeste Mais il porta l'audace & l'impudence à un tel excès, que la plus douce & la plus timide des femmes connut pour la premiere fois l'égarement de la colere ; & en s'échappant de ses bras, sa main lui laissa sur la joue la flétrissure du mépris.

Furieux & hors de lui-même, il oublia qu'il l'avait offensée, & se crut tout permis pour venger son affront. Dans la maison il la dénonça comme une petite impudente, disant avoir la preuve de son libertinage, & racontant à qui voulait l'entendre, l'aventure du corridor.

Il fallut la congédier. Ni ses larmes, ni ses sermens, ni ce caractere si vrai, si touchant, si sensible qu'avait son innocence, lorsqu'à genoux, les yeux & les mains vers le Ciel, fondant en pleurs, & attestant le Dieu de vérité, elle le conjurait de prendre sa défense ; rien ne put prévaloir contre le témoignage du jeune homme, appuyé du mien. Plus d'un, peut être, soupçonna le vrai de l'aventure, aucun n'osa le dire, & la bonne maîtresse de la maison en pleurant la laissa partir.

La malheureuse en s'en allant délibéra long-

Digitized by Google

temps si elle ne devait pas venir m'accabler de ses plaintes, me reprocher son déshonneur, me demander l'éclatant témoignage que je devais à son innocence. Mais je n'étais pas connu d'elle ; & sans pénétrer le mystere, elle me crut capable de ces légéretés dont on accusait mes pareils. Elle n'aurait donc fait, en paraissant chez moi, qu'autoriser le bruit de notre intelligence, & faire parler d'elle encore avec plus d'assurance & de malignité. Et comment l'aurais-je reçue ? N'étais-je pas un de ces jeunes gens qui ne daignent pas croire à la vertu dans l'infortune, ou qui, s'ils y croyaient, n'en feraient aucun cas ? Enfin, quand même j'aurais voulu me démentir pour elle, ce désaveu, qu'elle aurait mendié, aurait-il été cru sincere ? Ne s'en serait-on pas moqué ? Sage encore dans son désespoir, elle ne vint donc pas chez moi ; mais du moins elle se donna le soulagement de m'écrire.

On vous accuse, me disait-elle dans sa lettre, d'avoir donné lieu, par vos propos, à un bruit qui me déshonore, & qui m'a fait chasser de la maison où j'ai eu le malheur de vous voir. Vous, Monsieur, à qui de ma vie je n'ai parlé, vous avez avoué, dit-on, que nous avions ensemble des rendez-vous la nuit. J'ai une extrême répugnance à vous croire capable de cette calomnie ; mais si vous avez été assez cruel pour vous en faire un jeu, soyez-en puni, en apprenant que vous avez percé le cœur à une pauvre & honnête fille qui ne vous a fait aucun mal. Et elle avait signé : *la malheureuse & innocente Lise.*

Jugez, Monsieur le Comte, de ma situation,

Digitized by Google

après avoir lu cette lettre; & combien grave devint le crime dont, jusqu'à ce moment, à peine m'étais-je accusé. Mais, si mon premier mouvement fut de douleur & de compassion pour cette fille intéressante, le second fut d'indignation & de fureur contre celui qui s'était servi de mon nom pour la déshonorer. Je montai à cheval, & en arrivant dans le bois voisin de la maison où je l'avais laissé, je lui fis dire de s'y rendre. Il y vint; & on l'emporta corrigé, au moins pour quelque temps, de son indiscrétion & de sa pétulance.

Mais ma vengeance personnelle ne remédiait point au mal que j'avais fait à l'innocente Lise. Où lui répondre? Où la trouver? Je l'ignorais: sa lettre n'avait point de date.

Je présumai qu'elle serait allée cacher sa douleur chez son pere. Je ne me trompais pas. Mais le bruit de sa honte l'y avait devancée. Tout le village de Sailli, où elle était née, en était plein. Son pere, homme sévere & brusque, indigné de se voir déshonoré, dans sa vieillesse, par une fille déshonnête, ne put soutenir sa présence, & la rebuta durement. Ses freres, non moins irrités, l'accablerent d'injures.

Elle eut beau attester le Ciel, pleurer, & conjurer son pere de l'entendre. Les bontés de la Dame qui l'avait élevée faisaient sa condamnation; & puisqu'une si douce & si bonne Maîtresse l'avait abandonnée & honteusement renvoyée, elle l'avait trop mérité. Va, malheureuse, lui dit son pere, va gagner ton pain loin de moi. Tu m'as meurtri le cœur. Je ne veux plus te voir. Désolée, abattue, la pauvre

Digitized by Google

fille était partie sans savoir où se retirer, ni ce qu'elle allait devenir.

Ce fut ce que j'appris à Serincour, près de Sailli, en m'informant si Lise, la fille de Vincent Réné, avait paru dans ce canton.

Aller trouver son pere, me nommer, lui jurer que sa fille était innocente, l'appaiser, s'il était possible, par mes sermens, par mes bienfaits, me parut le plus saint, le plus pressant de mes devoirs : je me hâtai de le remplir. Mais mon âge, & mes larmes, que Vincent prit pour celles de l'amour, ne lui laisserent voir en moi qu'un seducteur au désespoir de ne pas retrouver chez lui celle qu'il poursuivait pour l'enlever encore. L'aîné de ses deux fils, debout à côté du vieillard, paraissait consterné; mais l'autre regardait sa faux pendue au mur, & il la regardait d'un œil farouche & menaçant. Le vieillard prévint sa colere. Allez, malheureux, me dit-il avec un froid mépris qui m'accabla, retirez-vous, & laissez un pere pleurer sa fille qui n'est plus, ou qui ne sera plus pour lui. Tout votre or ; (car dans ce moment j'en avais les mains pleines,) tout votre or ne payerait point les larmes que vous nous coûtez.

A la fois accablé de honte, ravi d'étonnement, prosterné devant la vertu, je redoublai tous mes sermens, je demandai qu'on assemblât le Village pour les entendre. Ils ne vous croiraient pas, me dit le pere. — Eh bien ! vous du moins, croyez-moi ; je vous en somme au nom de ce Dieu qui m'entend, & je vous en supplie au nom de la Nature. Ah ! mon pere, s'écrie alors, d'une voix déchirante, une petite fille qui

Digitized by Google

pleurait dans un coin, je vous le disais bien que Louise était innocente. Ma pauvre sœur! elle m'a dit en m'embrassant qu'elle allait se noyer. Alors de tous les yeux, comme des miens, des ruisseaux de larmes coulerent.

Et si je vous en crois, me dit le vieillard subjugué par cette vérité dont le caractere est inimitable & l'ascendant irrésistible, c'est donc moi qui suis criminel! pere trop malheureux! ma fille est innocente; & moi je l'ai réduite au désespoir! elle s'en est allée, comme une criminelle, chargée d'humiliation, accablée de ma colere! qui me rendra ma fille? qui nous rendra l'honneur?

Moi, l'honneur; j'en réponds, lui dis-je. Vous, de votre côté, s'il en est temps encore, tâchez de sauver votre enfant. Je ne tarderai pas à venir vous revoir. Alors remontant à cheval, & semant à leurs pieds cet or qu'ils refusaient de prendre de ma main, je retourne à Paris, & j'écris à la Prude qu'elle s'y rende incessamment.

(*Par M. Marmontel.*)

(*La suite au 1^er^. Mercure d'Avril.*)

Digitized by Google

Explication de la Charade, *de l'*Énigme *& du* Logogriphe *du dernier* MERCURE.

Le mot de la Charade eſt *Mal-aiſe*, celui de l'Enigme eſt *Dictionnaire*, & celui du Logogriphe eſt *Action*, où l'on trouve *Aconit*, *Cain*, *Taon*, *Tic*.

CHARADE.

Mon premier nourrit les mortels ;
Mon ſecond appartient aux Directeurs des ames ;
Et mon tout eſt un Sage aimable aux yeux des Dames ;
Car c'eſt au ſeul plaiſir qu'il dreſſa des Autels.

ÉNIGME.

J'ai pour pere un des Dieux, pour mere une Déeſſe.
J'attrape ſans courir même les plus diſpos.
Je fais de mes ſujets la peine & le repos,
Et des plus grands Seigneurs je me rends la maîtreſſe.
Le poltron ſous mes loix, ferme dans ſa faibleſſe,
Aux plus affreux périls ne tourne point le dos.

Digitized by Google

On rit en ma présence, on dit mille bons mots,
Et je suis cependant pire qu'une tigresse.
Au gré de mon humeur, je puis en liberté
Etre chaude l'hiver, être froide l'été.
Des astres inconstans je prédis le caprice ;
Et sans être sensible au cri le plus perçant,
Mon ardeur est si grande à châtier le vice,
Qu'on me le voit punir même sur l'innocent.

LOGOGRIPHE.

MA foi, sur l'avenir bien fou qui se fiera.
Tel qui rit Vendredi, Dimanche pleurera.

En deux mots voilà mon histoire.
Mais sans consulter le grimoire,
Si tu veux me connaître mieux,
Ami, lis un peu dans ton ame,
Et si jamais pour deux beaux yeux
Tu conçus la plus tendre flamme,
Je précédai chez toi le désir amoureux.
Il se peut qu'à ce trait déjà tu me devines.
Je te tiens, diras-tu ; peut-être... en cet instant
Je pourrais t'abuser... Je trompe si souvent.

Ne précipitons rien ; car si tu m'examines,
D'abord en mes six pieds, je découvre à tes yeux
D'un reptile étonnant le travail précieux ;
Un mortel révéré ... quelquefois fait pour l'être ;

Digitized by Google

Le titre qu'on lui donne ; un métal désiré ;
Ce bien délicieux que ne saurait connaître
Un cœur aux passions livré ;
La plus belle des fleurs ; un fruit dont on raffole ;
Ce qui, dit-on, jadis sauva le Capitole ;
Un oiseau babillard... Oh ! ma foi, c'est bien vous,
Dira quelqu'un... Lecteur, modérez ce courroux ;
Encore un mot, ma peinture est finie.

De mes illusions le Sage se défie,
Et je n'abuse que les foux.

(*Par M. C.....*)



Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

ÉLÉMENS de l'Art des Accouchemens, par JOSEPH-JACQUES PLENCK, *Professeur Royal d'Anatomie & de l'Art des Accouchemens dans l'Université de Bude ; traduits par J.* PITT, *Docteur en Médecine, de l'Université de Montpellier, & Professeur-Agrégé au Collége des Médecins de Lyon. A Lyon, chez* Dombey, *rue St-Dominique. In-8°.*

CE Traité est divisé en deux Parties, & chaque Partie en trois Sections. La 1re. Section de la 1re. Partie contient les généralités & les notions préliminaires de l'Art des Accouchemens ; la 2e. tout ce qui concerne les accouchemens naturels ; & la 3e. tous les accidens & les singularités dont les accouchemens naturels sont quelquefois accompagnés.

Les accouchemens laborieux sont le sujet de la 2e. Partie. Une division lumineuse fournit à l'Auteur deux Sections. Les accouchemens sont laborieux ou par le vice des parties de la mere, ou par le vice de celles du fœtus. Il examine quels sont ces vices qui, de l'une ou de l'autre part, rendent l'accouchement laborieux. Chaque vice

Digitized by Google

caractériſe une eſpece, & l'Auteur indique la maniere d'y remédier. La 3^e. & derniere Section comprend toutes les opérations relatives aux accouchemens.

La méthode, l'eſprit d'analyſe, la préciſion & la netteté font diſtinguer ce Traité, que l'on peut regarder comme le manuel des Accoucheurs.

VARIÉTÉS.

FRAGMENT ſur Rabelais & Montagne (1).

DEUX hommes à cette époque (au 16^e. Siecle) méritent une attention parti-

(1) On a ſouvent ſollicité l'Auteur d'inſérer dans le MERCURE des morceaux de ſon *Lycée* ou *Cours de Littérature*. Il ne peut guere, en cédant à ce déſir obligeant, choiſir que des morceaux de peu d'étendue, pour ne pas excéder les bornes typographiques de ce Journal; mais il prendra du moins ceux qui, dans leur briéveté, forment un tout; il les prendra de différens genres; c'eſt une variété de plus dans ce Journal, & qui pourra ſervir à tempérer de temps en temps la ſévérité des *Extraits* d'Ouvrages, la plupart néceſſairement relatifs aux objets importans qui occupent tous les eſprits, & qu'il eſt naturel de préférer à la Littérature de pur agrément, aujourd'hui ſi ſtérile pour les bons juges.

culiere,

Digitized by Google

culiere, mais sous des rapports bien différens, Rabelais & Montagne. Le premier était aussi naturellement gai que le second était naturellement raisonnable; mais l'un abusa presque toujours de sa gaieté jusqu'à la plus basse bouffonnerie; l'autre laissa quelquefois aller la paresse de sa raison jusqu'à l'excès du Scepticisme. Rabelais, à qui La Fontaine trouvait tant d'esprit, & qui en avait réellement beaucoup, ne s'exerça que dans le genre le plus facile, celui de la Satire déguisée en allégorie, & habillée en grotesque. Il voulut se moquer de tous ses contemporains, des Rois, des Grands, des Prêtres, des Moines, & pour jouer impunément ce rôle dangereux, il prit celui de ces Fous de Cour, à qui l'on permettait tout, parce qu'ils faisaient rire, & qui disaient souvent la vérité sans danger, parce qu'on les croyait sans conséquence. Il n'est pas vrai cependant, quoi qu'on en ait dit, qu'il n'ait pas été deviné sous ce masque; car la Sorbonne & le Parlement condamnerent ses Ecrits. Mais les ordures & les extravagances dont ils étaient pleins, empêcherent du moins qu'on y fît une attention sérieuse & suivie. Sa gaieté lui fit des protecteurs; en l'excusant sur ses saillies, on sauva l'intention, & c'est sur-tout l'intention qu'on ne pardonne pas. Voilà ce qui fut cause qu'on laissa mourir en paix

Digitized by Google

dans le Presbytere de Meudon un homme nourri de l'esprit de la Réforme, & dans le fond plus hardi, plus irréligieux cent fois que ceux qui la prêchaient en Europe. A l'égard de son talent, on l'a tour à tour trop exalté & trop déprécié. Ceux que rebutait son langage bizarre, ont laissé là Rabelais comme un Ecrivain tout-à-fait insensé : ceux qui se sont un peu plus familiarisés avec lui, ont reconnu une imagination vraiment originale, une verve satirique, souvent très-piquante, des connaissances en plus d'un genre, & beaucoup de traits heureux. En un mot, on ne peut croire qu'un homme que La Fontaine lisait sans cesse, & dont il a souvent profité, n'ait été qu'un fou vulgaire.

Montagne était, sans doute, d'une trempe d'esprit bien supérieure : aussi se proposa-t-il un objet bien plus relevé & plus difficile ; ce ne fut pas la Satire des vices & des préjugés de son temps, attaqués déjà de tous côtés ; ce fut l'homme tout entier qu'il se proposa d'examiner en s'examinant lui-même. Il avait beaucoup lu ; mais il fondit son érudition dans sa philosophie. Après avoir écouté les Anciens & les Modernes, il se demanda ce qu'il en pensait : l'entretien fut assez long, & il y avait de quoi parler long-temps. Avouons d'abord ses défauts ; c'est par-là

Digitized by Google

qu'il faut commencer avec les gens qu'on aime, afin de les louer ensuite plus à son aise. Sa diction est incorrecte, même pour le temps, quoiqu'il ait donné à la Langue des expressions & des tournures qu'elle a conservées comme des richesses. Il abuse quelquefois de la liberté de converser, & perd de vue le point de la question qu'il avait établie. Il cite de mémoire, & fait quelques applications fausses ou forcées des passages qu'il rapporte. Il resserre un peu trop les bornes de nos connaissances sur plusieurs objets que depuis l'expérience & la raison n'ont pas trouvés inaccessibles. Voilà, je crois, tous les reproches qu'on peut lui faire ; mais combien ils sont compensés par les éloges qu'on lui doit ! Comme Ecrivain, il a imprimé à notre Langue une énergie qu'elle n'avait pas avant lui, & qui n'a point vieilli, parce qu'elle tient à celle des sentimens & des idées, & qu'elle ne s'éloigne pas, comme dans Ronsard, du génie de notre idiome : comme Philosophe, il a peint l'homme tel qu'il est. Il loue sans complaisance, & blâme sans misanthropie. Il a un caractere de bonne foi que ne peut avoir aucun autre Livre de morale : en effet, ce n'est pas un Livre qu'on lit ; c'est une conversation qu'on écoute. Il persuade, parce qu'il n'enseigne pas. Il parle souvent de lui, mais de maniere à vous occuper de

Digitized by Google

vous. Il n'eſt ni vain, ni hypocrite, ni ennuyeux; trois choſes très-difficiles à éviter toutes les fois qu'on parle de ſoi. Il n'eſt jamais ſec : ſon cœur ou ſon caractere eſt par-tout. Et quelle foule de penſées ſur tous les ſujets ! quel tréſor de bon ſens ! que de confidences où ſon hiſtoire eſt auſſi la nôtre ! Heureux qui retrouvera la ſienne propre dans ce Chapitre de l'Amitié, qui a immortaliſé le nom de l'ami de Montagne ! Ses *Eſſais* ſont le Livre de tous ceux qui liſent, & même de ceux qui ne liſent pas.

FRAGMENT ſur Catulle.

UNE douzaine de morceaux d'un goût exquis, pleins de grace & de naturel, l'a mis au rang des Poëtes les plus aimables ; ce ſont de petits chef-d'œuvres où il n'y a pas un mot qui ne ſoit précieux ; mais qu'il eſt auſſi impoſſible d'analyſer que de traduire. On définit d'autant moins la grace qu'on la ſent mieux. Celui qui pourra expliquer le charme des regards, du ſourire, de la démarche d'une femme aimable, celui-là pourra auſſi expliquer le charme des vers de Catulle. Les Amateurs les ſavent par cœur, & Racine les citait ſouvent avec admiration. On peut croire que ce Poëte tendre & religieux ne parlait pas des Epigrammes obſcenes ou

Digitized by Google

satiriques, qui même, en général, ne sont pas dignes de l'Auteur. Il y en a plusieurs contre César, qui, pour toute vengeance, l'invita à souper. Il ne faut pas trop admirer la magnanimité de César ; car les Epigrammes ne sont pas bonnes, & je croirais volontiers que le bon goût de César fit grace aux Epigrammes en faveur des Madrigaux. Si Catulle lui récita ses vers sur le *Moineau de Lesbie*, & son Epithalame de *Thétis & Pelée*, son hôte dut être content de lui. Il dut voir dans Catulle un génie facile qui excellait dans les sujets gracieux, & qui s'élevait, quand il voulait, au sublime de la passion. L'Episode d'*Ariane*, abandonnée dans l'Isle de Naxos, qui fait partie de l'Epithalame, est du petit nombre des morceaux où les Anciens ont su faire parler l'amour. On ne peut le louer mieux qu'en disant que Virgile, dans son 4^e^ Livre de l'*Enéide*, en a emprunté toutes les idées, tous les mouvemens, quelquefois même les expressions, & jusqu'à des vers entiers. L'*Ariane* de Catulle a servi à embellir la *Didon* de Virgile. Peut-on douter qu'un homme qui a rendu ce service à l'Auteur de l'*Enéide*, n'eût pu devenir un grand Poëte, s'il eût aimé le travail & la gloire ? Mais Catulle n'aima que le plaisir & les voyages, deux choses qui laissent peu de loisir pour les Lettres. Il était né pauvre, & des amis généreux

Digitized by Google

l'enrichirent, entre autres, Manlius, dont il fit l'*Epithalame*, sujet usé, mais dont il sut faire un Ouvrage charmant, parce que le talent rajeunit tout. Il fut lié aussi avec Cicéron & Cornelius Nepos. C'est à ce dernier qu'il a dédié son Livre : nous l'avons tout entier ; il ne contient pas cent pages, & a rendu son Auteur immortel. A-t-il eu tort de n'en pas faire davantage ? Tous les Ecrivains de l'ancienne Rome l'ont comblé d'éloges, sans doute parce qu'il écrivait bien, peut-être aussi parce qu'il écrivit peu. Il suivit son goût, satisfit celui des autres, & n'effraya pas l'envie. Que lui a-t-il manqué ? rien, que de jouir plus long-temps d'une vie qu'il savait si bien employer pour lui-même. Il mourut à cinquante ans.

SPECTACLES.

Le Théâtre de Richelieu a donné avec un succès éclatant une Tragédie en 5 actes, intitulée *Caïus Gracchus*, par M. de Chénier.

On sait quels étaient les *Gracchus*, ces illustres Républicains, élevés par leur mere Cornelie dans la haine du Sénat & des Grands. Tous deux, successivement, placerent leur ambition dans l'amour du Peuple. Leur projet favori était de faire passer la Loi agraire, qui

Digitized by Google

consistait à partager entre le Peuple, non pas, comme beaucoup de gens paraissent le croire aujourd'hui, les terres patrimoniales, qui appartenaient aux familles; mais les terres conquises par le Peuple Romain, & qui, selon eux, devaient appartenir à tout le monde, puisqu'elles n'étaient à personne en particulier.

Un Lecteur qui avait traité insolemment un homme du Peuple, est massacré. Le Sénat veut rendre le Tribun du Peuple, Caius, responsable de ce meurtre. Fulvius, son ami, vient l'en avertir, & lui amene une foule de ses partisans. Gracchus les fait jurer sur l'urne cinéraire de son frere Tibérius, assassiné douze ans auparavant par les ordres du Sénat, de venger sa mort. Licinia, femme de Gracchus, veut en vain adoucir des sentimens dont elle sent le danger; Cornelie les encourage. On voit au second Acte que le projet du Sénat est de traiter Caïus comme son frere. Il paraît avec ses amis. On l'accuse. Fulvius le défend à la Tribune. Caius, à cette même Tribune, propose la Loi agraire, & dévoile aux yeux du Peuple les injustices & les vexations des Grands. Drusus, second Tribun, mais vendu au Sénat, s'efforce de le défendre. A la fin de ce combat de Harangues, l'éloquence de Caïus l'emporte, & le Peuple animé veut massacrer les Sénateurs. Le Tribun s'y oppose; il se jette entre eux & le Peuple, à qui il reproche de se montrer aussi barbare qu'eux. Le Consul Opimius, qui n'ose dans ce moment ordonner la mort d'un homme si chéri des Plébéiens, se contente de lui faire enlever son fils, qu'on arrache des bras de sa mere & de ceux de Cornelie aux yeux de ce même Peuple. Au troisieme Acte, le Consul

Digitized by Google

cherche à gagner le Tribun par les moyens ordinaires, en lui offrant des richesses & des honneurs. On croit bien qu'il n'y réussit pas. Mais Fulvius vient lui apprendre que leurs têtes sont mises à prix. Tous deux se condamnent à un exil volontaire. Une troupe d'assassins les poursuit. Caïus se donne la mort pour ne pas tomber entre leurs mains, & revient expirer entre les bras de ses amis & de sa famille.

Comme Ouvrage dramatique, ce sujet est sans doute insuffisant. Les moyens même employés par l'Auteur ne sont pas exempts de reproches : l'enlévement du fils de Caïus, hors de toute vraisemblance, ne produit absolument rien. Le troisieme Acte est sans aucun effet ; mais la beauté du style, presque d'un bout à l'autre de l'Ouvrage, la foule de vers superbes dont il est semé, les rapports fréquens de cette Piece avec les circonstances présentes, ne pouvaient manquer d'obtenir un grand succès, augmenté encore par le conflit des passions différentes. La Scène des Harangues à la Tribune, sera toujours d'un effet inexprimable. L'Auteur, dit-on, s'occupe à refaire le 3^e. Acte.

M. Monvel, qui a été demandé, rend avec une supériorité marquée le rôle de Caïus. Il est parfaitement secondé par les autres Acteurs.

Digitized by Google

NOTICES.

Lettres originales de Mirabeau, écrites au Donjon de Vincennes, pendant les années 1777, 1778, 1779 & 1780, contenant tous les détails sur sa vie privée, ses malheurs, & ses amours avec Sophie Ruffey, Marquise de Mounier; recueillies par P... Manuel, Citoyen Français. 4 Vol. in-8°. caractere de Didot j., beau papier. Prix, 16 liv. & 18 liv. francs de port. A Paris, chez Garnery, Libr. rue Serpente, N°. 17.

On rendra compte incessamment de ce Recueil, qui annonce un si grand intérêt par le nom de son Auteur, le lieu où il a été composé, & les objets qu'il traite, & qui tient tout ce qu'il promet.

Elémens de Cavalerie, Ouvrage propre aux Officiers-Généraux, Adjudans-Généraux; par M. d'Harambure, Maréchal de Camp, employé à la 2e. Division des Troupes de Ligne. Se trouve à Paris, chez Firmin Didot, Libr. rue Dauphine, N°. 116.

Ce petit Ouvrage, orné de Planches où sont gravées des évolutions de Cavalerie, peut être fort utile aux Officiers de tous les grades, à qui les diverses branches de commandement sont confiées.

Digitized by Google

La Morale universelle, tirée des Livres sacrés; rédigée pour la Jeunesse, avec des citations. A Paris, de l'Imprimerie de Couret, rue Christine, N°. 2, & chez ce même Libraire; chez Leclerc, Libr. rue St-Martin, à côté de la rue aux Ours; & chez Froullé, Libr. quai des Augustins, au coin de la rue Pavée.

Toutes les Religions, tous les Législateurs ont prêché une bonne Morale, & les hommes ont violé le précepte de cette Morale en se disputant sur le dogme. Ce petit Livre, bon à être mis entre les mains des enfans, ne leur apprendra de la Religion Chrétienne que ce qu'il est bon à tous d'en savoir.

Recherches historiques sur la connaissance que les Anciens avaient de l'Inde, & sur les progrès du commerce avec cette partie du Monde avant la découverte du Passage par le Cap de Bonne-Espérance; suivies d'un Appendix, contenant des observations sur l'état civil, les Loix, & les formalités judiciaires, les Arts, les Sciences, & les Institutions religieuses des Indiens. Traduit de l'Anglais de W. Robertson, Docteur en Théologie, Membre de la Société Royale d'Edimbourg, Principal de l'Université, & Historiographe de Sa Majesté Britannique pour l'Ecosse. Un Volume in-8°. de 536 pages, belle édition & beau papier; avec deux grandes Cartes, gravées en taille-douce. Prix, 5 liv. 10 s. br., & 6 liv. 2 s. franc de port par la Poste. On en a tiré quelques Exemplaires en papier vélin. Prix, 9 liv. & 9 liv. 12 s. franc. A Paris, chez Buisson, Lib. rue Haute-feuille, N°. 20.

Nous reviendrons sur cet Ouvrage.

Digitized by Google

GRAVURES.

Portrait de Mably, de 9 pouces sur 8, de forme ovale, gravé en couleur au lavis, par P. L. Alix; faisant pendant à *Voltaire* & *J. J. Rousseau*, gravés par le même. Prix, 6 liv. chacun. A Paris, chez M. Drouhin, Editeur & Propriétaire des Antiquités Nationales, rue Christine, N°. 2.

Ce Portrait joint au mérite d'une très-belle exécution celui d'une ressemblance frappante, de l'aveu de tous ceux qui ont connu l'Abbé de Mably.

Recherches Géographiques; 1°. sur les différentes hauteurs des Plaines du Royaume, avec la Carte explicative de leurs graduations essayées; 2°. sur les Mers & leurs Côtes presque pour tout le Globe, objet que quelques figures sur la même Carte rendent plus sensible; 3°. sur les diverses especes de Montagnes, représentées & expliquées par une Carte particuliere. Ouvrage spécialement destiné à l'instruction de la Jeunesse; présenté à l'Assemblée Nationale constituante, qui a bien voulu en faire une mention honorable & encourageante dans l'extrait de son procès-verbal, dont copie a été délivrée aux Auteurs, M. Dupain-Triel, Géographe du Roi, ci-devant Censeur Royal; & M. d'Abancourt, Ingén. Géog. Militaire, Officier d'Infanterie. A Paris, chez M. Dupain-Triel, Cloître Notre-Dame, N°. 40; Vignon, Libr. rue Dauphine; la veuve Lesclapart, à l'Assemblée Nationale; Lherault, Imp-Lib. rue du Harlay, au Marais, N°. 15. Prix, 3 liv. en blanc; avec le Mémoire, 3 liv. 10 s. à demi-enluminure; & 5 liv. totalement enluminé.

Digitized by Google

MUSIQUE.

Six Romances nouvelles, par M. de Champcienetz, musique de M. Garat, avec accompagnement de Guitare; par M. Porro. Prix, 2 liv. 8 sous. A Paris, chez M. Porro, Professeur & Editeur de Musique, rue Tiquetonne, N°. 10.

Journal d'Ariettes Italiennes, dédié à la Reine. N°. 313. del Signor Paisiello. Prix, 4 livres 16 s. A Paris, chez Bailleux, Marchand de Musique ordinaire du Roi & de la Famille Royale, à la Regle d'or, rue Saint-Honoré, près celle de la Lingerie.

AVIS.

DEVAUX, Libr. au Palais-Royal, N°. 181, à Paris, vient d'acquérir de Mad. Lejay l'Ouvrage ayant pour titre *Collection complette des travaux de M. Mirabeau à l'Assemblée Nationale*. 5 Vol. in-8°. On délivrera les 3 derniers aux personnes qui ont déjà les 2 premiers, avec le Portrait de l'Auteur. Prix, 14 liv. francs de port pour les Départemens; & l'Ouvrage complet, 20 livres, aussi franc.

TABLE.

VERS. 3
Il le fallait. 5
Charade, En. Log. 20
Etémens. 23
Variétés. 24
Spectacles. 30
Notices. 33

Digitized by Google

Fev. 135.

MERCURE FRANÇAIS.

SAMEDI 10 MARS 1792.

Nota. Le prix de ce Journal est actuellement de 36 liv. pour les Départemens, l'Assemblée Nationale, par son Décret du 17 Août 1791, en ayant doublé les frais de port.

PIECES FUGITIVES.

LE CHEVAL ET LA FILLE, CONTE.

DANS un sentier passe un cheval,
Chargé d'un sac & d'une fille.
J'observe en passant le cheval;
Je jette un coup d'œil à la fille,
Voilà, dis-je, un fort beau cheval;
Qu'elle est bien faite, cette fille!
Mon geste fait peur au cheval;
L'équilibre manque à la fille;
Le sac glisse à bas du cheval,
Et sa chute entraîne la fille.

Digitized by Google

J'étais alors près du cheval ;
Le sac tombant avec la fille,
Me renverse aux pieds du cheval,
Et sur moi se trouve la fille,
Non assise comme à cheval
Se tient d'ordinaire une fille,
Mais comme un garçon à cheval.
En me trémoussant sous la fille,
Je la jette sous le cheval,
La tête en bas ; la pauvre fille !
Craignant coup de pied de cheval,
Bien moins pour moi que pour la fille,
Je saisis le mors du cheval,
Et soudain je tire la fille
D'entre les jambes du cheval,
Ce qui fit plaisir à la fille.
Il faudrait être un franc cheval,
Un ours, pour laisser une fille
A la merci de son cheval :
Moi, j'aide au besoin femme ou fille.
Le sac remis sur le cheval,
Je voulais remonter la fille.
Mais bon ! voilà que le cheval
S'enfuit & laisse-là la fille.
Fille court après le cheval,
Et moi, je cours après la fille.
Il paraît que votre cheval
Est bien fringant pour une fille,

BIBLIOTHECA REGIA MONACENSIS
Digitized by Google

— Lui dis-je ; au lieu de ce cheval,
Ayez un âne, belle fille.
Il vous convient mieux qu'un cheval ;
C'eſt la monture d'une fille.
Outre les dangers qu'à cheval
On court en qualité de fille,
On riſque, en tombant de cheval,
De montrer qu'on eſt une fille.

N. B. M. le Chevalier de B***. avait fait ſix vers ſur ces deux rimes. On le défia d'en faire trente. Il en fit beaucoup plus, comme on voit. Ce n'eſt pas le ſeul tour de force qu'il ait fait en ce genre ; mais je ne crois pas qu'il en ait fait aucun d'une originalité auſſi piquante.

Explication de la Charade, de l'Énigme & du Logogriphe du Mercure *précédent.*

La mot de la Charade eſt *Epicure*, celui de l'Enigme eſt *la Goutte*, & celui du Logogriphe eſt *Eſpoir*, où l'on trouve *Soie, Roi, Sire, Or, Repos, Roſe, Poire, Oie, Pie.*

CHARADE.

JE ſuis dans mon premier l'oppoſé de *mauvais* ;
Et puis de *propre* ou *clair*, ſynonyme à peu près ;
Pour mon tout, de travers ne le mettez jamais.

Digitized by Google

ÉNIGME.

Plus vîte qu'un éclair, je vole en mille lieux.
Du Nord en un instant je passe sous la Ligne.
Mes sujets sont parens d'un Patriarche insigne;
Doux & bons la plupart, quelques-uns furieux.
Je visite bien moins les jeunes que les vieux.
Par cent sortes de noms un chacun me désigne.
Qui n'ose me nommer me déclare par signe;
Du secret toutefois je suis fort curieux.
J'épargne des humains la plus faible partie;
La plus forte à mes loix seule est assujettie.
Je compte des vassaux de toute qualité.
S'il sont tels qu'on les fait, la forme en est horrible;
Cette forme, il est vrai, ne fut jamais visible;
On la croit cependant comme une vérité.

LOGOGRIPHE.

De mes sept pieds dérangeant la structure,
Vous trouvez un chemin, une arme, une voiture;
Le chef d'un sanglier, ce qui faisait les Grands;
Etranger à la ville, on ne me voit qu'aux champs.

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

ENTRETIENS POLÉMIQUES de Théodoſion & d'Hyacinthe, ſur l'Ouvrage de M. Necker, ex-Directeur des Finances de France, (de l'Importance des opinions religieuſes) ; *avec des Notes & des Obſervations ſur J. J. Rouſſeau & quelques autres Philoſophes du Siecle.* 1re. *Partie. A Paris, chez* Gaſtelier, *Libraire, rue Neuve-Notre-Dame, N°.* 11, *Prix,* 30 *ſ. br. La* 2e. *Partie ſous preſſe.*

QUELQUES perſonnes avaient penſé que l'éloquent Ouvrage de M. Necker ſur l'*Importance des opinions religieuſes*, était en général plutôt d'un Orateur que d'un Philoſophe ; qu'il avait conſidéré plutôt ce qui était & ce qui avait été, que ce qui pouvait être ; qu'il n'avait peut-être pas fait aſſez d'attention au pouvoir de l'éducation ſur l'eſprit humain, ſouverainement modifiable par les prémieres idées qu'on y imprime, & tout auſſi ſuſceptible, à cette premiere époque, de recevoir des

Digitized by Google

notions simples & claires, que des doctrines mystiques & merveilleuses; que si l'homme est, comme on l'a dit (1), *un être naturellement religieux, parce qu'il est naturellement faible*, il n'est point du tout impossible, il n'est pas même très-difficile, par le moyen des premieres institutions, de diriger cette disposition de l'homme à l'adoration pure & simple d'un Dieu dont la sagesse & la puissance nous parlent par la voix de l'Univers, & dont la justice nous parle par la voix de la conscience; de faire dériver de cette idée, qui est à la portée de tout le monde, l'idée d'une ame immortelle, qui n'a besoin que d'être probable pour être utile, & dans tous les cas, les devoirs de fraternité si nécessaires à des êtres qui ne peuvent supporter la vie qu'en se supportant les uns les autres; que des hommes élevés dans cette doctrine si plausible & si consolante, & préservés de bonne heure des erreurs de l'imagination, pourraient fort bien s'accoutumer, sans être des Philosophes, à n'avoir d'autre Culte extérieur qu'une réunion fraternelle à certaines époques de l'année, qui seraient celles des bienfaits de la Nature, pour adorer en commun le Pere commun de tous les êtres; qu'en un mot, il ne s'agit

(1) *Eloge de Voltaire.*

pas ici de transformer l'homme, & de lui ôter ses passions, comme voulaient faire les Stoïciens; mais qu'il s'agit seulement de savoir s'il n'est pas aussi facile de former l'intelligence humaine à des vérités extrêmement accessibles, &, pour ainsi dire, maniables, qu'à des dogmes absolument incompréhensibles. Je ne conçois pas, je l'avoue, comment on pourrait, sur cette question, rejeter l'affirmative.

Ces mêmes personnes pensaient aussi que l'argument moral que M. Necker a si bien fait valoir, tiré des consolations que le Peuple peut recevoir des Ministres du Culte & de ce qu'on appelle les secours de la Religion, n'est malheureusement fondé que sur la profonde misere & la flétrissante abjection où les Gouvernemens absolus ont réduit la plus nombreuse classe de l'humanité; mais qu'heureusement aussi ce mal politique n'étant pas incurable, la nécessité des remedes religieux tombe en même temps; que c'est même une triste défense, en faveur de la Religion & du Sacerdoce, que de montrer l'homme si cruellement accablé par les Maîtres qui le gouvernent, qu'il ne puisse avoir de ressource que les Prêtres qui le trompent; & que sera-ce, si l'on ajoute, ce qui n'est que trop prouvé par l'Histoire de tous les Siecles, & sur-tout des Siecles chrétiens, que les Prêtres en tout temps (comme cela

Digitized by Google

devait arriver) n'ont gueres trompé qu'à leur profit, & ont surchargé la condition humaine, particuliérement & éminemment dans le Christianisme, d'une foule de maux & de crimes que la Religion seule a produits; en sorte que l'humanité déplorable a été, comme le dit Rousseau avec tant de vérité & d'énergie, *sous le double joug du Fanatisme & du Despotisme, écrasée à la fois de ses Rois & de ses Dieux.*

Assurément un homme tel que M. Necker est également ennemi de ces deux monstres, alliés par un même intérêt contre le bonheur des Nations; mais on peut regretter qu'entraîné par une imagination sensible & exaltée, ou peut-être par l'ambition de résister à son Siecle, il ne se soit pas apperçu que quand le moment était venu de terrasser à la fois les deux Tyrans de l'humanité; quand la vraie philosophie n'avait combattu l'un que pour aller à l'autre, ce n'était pas le moment d'encourager la crédulité qui mene nécessairement à la superstition, & de la superstition au fanatisme; d'employer de grands talens à relever les avantages de l'erreur & de l'illusion dans les ames faibles & tendres, quand une si longue expérience avait prouvé que l'erreur, généralement parlant, n'est bonne à rien, & qu'elle n'est le plus souvent qu'une arme terrible dans les mains des pervers & des hypocrites, qui ne trou-

Digitized by Google

vent alors que des instrumens dociles dans cette même tendresse religieuse, & dans cette superstitieuse pusillanimité que l'Ouvrage de M. Necker tend à mettre en recommandation ; qu'enfin, à l'époque où nous sommes, il ne s'agit plus de tromper les hommes ni pour ce Monde-ci ni pour l'autre, mais de les rendre dignes d'une Liberté légale & d'une Religion raisonnable, ce qui ne peut être l'ouvrage que de l'éducation & du temps.

Tel est le résumé de réflexions beaucoup plus étendues qu'a fait naître en moi la lecture du Livre de M. Necker, & qu'alors je n'ai pas cru devoir publier, mais qui paraîtront ailleurs, sans nuire en rien à la haute estime dont je fais profession pour sa personne, ses talens & ses services.

On peut bien s'imaginer que les *Entretiens polémiques*, annoncés dans cet article, sont d'une toute autre espece, & contiennent des reproches d'une toute autre nature : ces Entretiens sont un Ouvrage de Théologie ; c'est tout dire. M. Necker y est mis au rang des *impies* : qui est-ce qui s'en serait douté ? mais les Docteurs, comme on sait, font un Monde à part, Monde beaucoup plus plaisant aux yeux de la raison que le Monde de Gulliver, & qui heureusement n'est plus que plaisant ; cependant on ne sent point encore assez, non, l'on n'a pas encore assez senti com-

Digitized by Google

bien c'eſt une choſe curieuſe, inouie, unique, dans les Annales de l'Univers, que l'exiſtence de nos Docteurs en Théologie. Un jour viendra (qui peut-être n'eſt pas bien loin) où en liſant les Décrets de la Sorbonne & les Cahiers de la Faculté, on ne ſortira pas d'étonnement. On ſe demandera s'il eſt bien vrai que dans une Nation éclairée on ait ſouffert une claſſe d'hommes, qui, ſur des matieres évidemment inacceſſibles à l'eſprit humain, ſur l'eſſence divine, ſur l'exiſtence & la nature de l'ame, ſur l'origine des choſes & la création, &c. dictent au monde entier leurs opinions comme des oracles; n'ont jamais, ſur quoi que ce ſoit, l'expreſſion du doute, qui eſt ſi ſouvent pour l'homme le dernier terme de ſes études; damnent à jamais, au nom de Dieu, quiconque ne penſe pas comme eux; regardent en pitié tous les plus grands Génies de l'Antiquité, dont ils traitent la ſageſſe de *folie*; anathématiſent les vertus des plus grands Hommes comme des *péchés brillans*; veulent abſolument qu'on les regarde comme éclairés par une révélation divine, ſans pouvoir jamais ſortir d'un puéril & miſérable cercle vicieux où ils prouvent cette révélation par l'autorité de l'Egliſe, & l'Egliſe par la révélation; enfin qui, débitant avec un ſérieux imperturbable les plus inepres rêveries, ont l'air de ne pas s'appercevoir

Digitized by Google

des éclats de rire qui s'élevent autour d'eux de tout côté, depuis que le monde est déniaisé ; semblables à ces graves foux des Petites-Maisons, qui débitent tranquillement leurs extravagances au milieu de gens qui leur rient au nez. Il faut en convenir : la démence orgueilleuse de nos Théologiens est certainement le plus haut degré de la sottise, comme la Jurisprudence des Inquisiteurs est le plus haut degré d'atrocité où la méchanceté humaine puisse parvenir : ainsi ce qu'il y a de plus ridicule & de plus odieux dans notre espece, se trouve incontestablement réuni dans les Prêtres de l'Eglise Chrétienne, qui, certes, ne sont pas, comme a dit Rousseau, les Prêtres de l'Evangile, puisque ce Livre, quel qu'il soit, divin ou non divin, selon ce qu'on en voudra croire, ne contient pas un mot de la Religion qu'ils ont faite.

Le Théologien qui réfute ici M. Necker, est bien digne de ce titre : c'est ce que l'on reconnaît d'abord aux éloges qu'il se prodigue à lui-même dans son *Avant-Propos*, & aux injures qu'il vomit contre son adversaire, à la page suivante. » La » matiere est discutée ici avec une entiere » liberté, telle que doit l'avoir tout dé» fenseur de la cause de Dieu. «. *La cause de Dieu !* & c'est en France, c'est dans notre Siecle qu'on ose encore proférer ces paroles véritablement *impies* ? *La cause de*

Digitized by Google

Dieu ! ... Vil atome ! Dieu t'a-t-il chargé de le défendre ? S'il y a des insensés qui croient l'attaquer, & d'autres insensés qui croient le défendre, penses-tu que *celui qui est* les regarde tous autrement que comme d'imperceptibles créatures *qu'il n'apperçoit qu'à cause de l'immensité de ses connaissances* (1) ?

» Ici, la modération, la sincérité, la » franchise *se donnent par-tout la main* «. Voilà bien la modestie & le style de nos Docteurs : l'un est digne de l'autre.

» Si l'amour de la vérité l'emporte sur » *celui de la personne*, c'est sans préjudice » de l'*amitié chrétienne* qu'on lui porte «. Oh ! oui ; c'est bien de l'*amitié chrétienne* toute pure. En voici la preuve quelques pages après. » Il y a trop de fard dans le » style, & trop d'enflure dans les expres- » sions, pour ne pas soupçonner qu'ils ca- » chent quelque *difformité criminelle* «. D'autres se contenteraient de penser que l'Auteur qu'ils réfutent se trompe ; mais un Docteur ! Quiconque n'est pas de son avis est nécessairement *criminel*. La belle chose que l'*amitié chrétienne* de nos Docteurs ! Et *la modération*, qu'en dites vous ? Elle peut *donner la main* à l'*amitié chrétienne*. En voici encore un trait.. » Propo-

(1) Montesquieu, *Lettres Persanes*.

Digitized by Google

» ser comme une *opinion* l'existence d'un » Dieu, *n'est-ce pas faire douter du légitime* » *pouvoir du Souverain qui le représente sur* » *la Terre ? N'est ce pas ébranler & saper* » *même l'Etat & la Religion dans leurs* » *fondemens* » ? Ainsi voilà bien M. Necker coupable du crime de lese-Majesté, pour avoir mis l'existence de Dieu au nombre des *opinions religieuses*. Si ce n'est pas là de la *charité chrétienne*, c'est au moins de la *charité théologique*. Et *le Souverain qui représente Dieu sur la Terre !* Nous y voilà donc revenus encore. Ah ! les Rois sont les *Représentans de Dieu !* Si M. le Docteur a lu l'Histoire, je le défie, tout Docteur qu'il est, de me nier que Dieu n'ait été, le plus souvent, étrangement *représenté*. M. le Docteur croit-il que Dieu ait eu lieu d'être fort satisfait de ses *Représentans?* On rit aujourd'hui de cette ineptie, mais il n'y a pas long-temps; & comme elle a été, pendant des Siecles, érigée en maxime positive & en vérité religieuse, appuyée sur les saintes Ecritures, on me pardonnera peut-être de mettre sous les yeux du Lecteur la maniere dont je parlai de cette absurdité si accréditée, au mois de Décembre 1788, six mois avant la convocation des Etats-Généraux, devant cinq cents personnes qui peuvent l'attester : peut-être puis-je me savoir aujourd'hui quelque gré d'être le premier Ecrivain Français qui se

Digitized by Google

soit expliqué publiquement & formellement sur un sujet que l'on craignait encore de toucher. Voici le morceau où je n'ai pas changé un seul mot, & tel que le reconnaîtront tous ceux qui l'ont entendu.

» Tel est le malheureux pli que donne » aux ames l'habitude de l'esclavage, fortifiée » par l'exemple général & les vices particuliers, que dès qu'on avait prononcé » ce mot fatal, *l'autorité du Roi*, c'était » la tête de Méduse qui changeait tout en » rocher. Là venaient se briser tous les » droits, toutes les réclamations, toutes » les forces de la raison & de la justice. » Ce seul mot répondait à tout; quiconque ne l'eût pas trouvé péremptoire, » s'exposait à passer pour un mauvais Citoyen, pour un séditieux, pour un rebelle; c'était à qui le ferait plus valoir » pour se donner plus de valeur à soi-» même. Mais aussi comme un pareil abus » de mots ne peut subsister qu'avec le » renversement de toutes les idées saines, » que devient-il, quand la raison, si long-» temps forcée au silence & par la crainte » qu'elle inspirait & par celle qu'elle éprouvait, peut enfin élever la voix; quand » elle s'adresse à ces vils esclaves (car ils » le sont, en effet, ces Tyrans subalternes, » & cent fois plus que ceux qu'ils oppriment : ceux-ci ne le sont que par la » contrainte; ceux-là le sont dans le cœur),

Digitized by Google

» quand elle leur dit : entendez-vous le
» mot que vous prononcez ? savez-vous ce
» que c'est que *l'autorité* ? Ou ce mot n'a
» point de sens dans votre bouche, ou il
» signifie évidemment le droit d'être injuste.
» Et où donc existe ce droit ? d'où peut-il
» émaner ? est-ce du Ciel ou de la Terre ?
» de Dieu ou des hommes ? Répondez.
» L'Etre, qui est souverainement juste, a-
» t il donné à quelqu'un le droit de ne
» l'être pas ? Les hommes qui ont tous be-
» soin de justice ; en ont-ils dispensé ceux
» qu'ils ont chargés de la faire rendre à
» tous ? Articulez donc, si vous l'osez,
» que l'autorité royale est le droit d'être
» injuste. Vous vous taisez : vous baissez
» les yeux.... Je vais vous dire ce que c'est
» que l'*autorité* : c'est le pouvoir donné
» par la Loi de veiller à l'observation de la
» Loi. Qu'on exerce ce pouvoir comme
» Juge, comme Magistrat, comme Monar-
» que, c'est toujours de la Loi qu'on le
» tient. Et qu'est-ce que la Loi ? c'est l'ex-
» pression de la volonté générale, qui as-
» sure les droits de chacun. Où il n'y a
» point de Loi, il n'y a point de Roi : il
» ne peut y avoir qu'un Tyran ; car on
» appelle Tyran celui qui ne regne que par
» la force. Me répéterez-vous ces misé-
» rables lieux communs de la flatterie, dont
» on a tant abusé, qu'un Roi ne tient son
» pouvoir *que de Dieu & de son épée* ?

Digitized by Google

» Vous mentez, & vous vous jouez des
» mots comme de la vérité. Ces mots, *ne*
» *relever que de Dieu & de son épée*, sont
» originairement du système féodal ; ils
» signifiaient posséder une Souveraineté
» indépendante, un Etat qui ne relevait
» d'aucun Suzerain ; & dans ce sens, ils
» sont vrais de tous les Rois. On en a fait
» depuis des figures de diction, que l'adu-
» lation a détournées de leur vrai sens, &
» érigées en principes contraires à toute raî-
» son. Dieu n'a point fait de Rois ; il a
» fait des hommes, & les hommes ont fait
» des Rois pour être les vivantes images,
» non pas de ce Dieu qui régit l'immensité
» des Mondes, mais de la Loi qui doit
» régir les Peuplades du petit Globe que
» nous habitons. *L'épée* ne fait pas non
» plus de Rois ; elle fait des Conquérans ;
» & ne sentez-vous pas combien il serait
» absurde & contradictoire de fonder sur
» *l'épée* un titre permanent & légitime,
» puisque ce serait reconnaître que *l'épée*
» peut aussi le détruire ? Ce qui dépend de
» la force est incertain & passager comme
» elle ; ce qui est fondé sur la Loi est du-
» rable & saint comme la Loi. Et qui est
» plus intéressé que le Monarque lui-
» même à ce que tout soit légal dans une
» Monarchie ? S'il n'y avait pas un contrat
» entre la Nation & lui, où serait la base
» de son pouvoir ? sur quoi reposerait-il ?

Digitized by Google

» S'il était assez peu sensé pour prétendre
» que c'est sur la force, la conséquence
» immédiate & inévitable en serait terri-
» ble : il avouerait lui-même que du mo-
» ment où il cesserait d'être le plus fort,
» il cesserait d'être Roi. En est-il un qui
» voulût s'exposer & se soumettre à une
» pareille conséquence, & dégrader à ce
» point son titre & son caractere ? O que
» les Loix, que les Anciens appelaient si
» bien *Filles du Ciel*, sont une belle &
» grande chose ! Ce sont elles qui peuvent
» ôter, autant qu'il est possible, aux choses
» humaines ce qu'elles ont de plus vicieux
» dans leur nature, leur instabilité. Les
» Loix consacrent & perpétuent tout ce
» qu'elles ont marqué de leur sceau, & le
» rendent, sinon par le fait, au moins par
» le droit, indépendant de la fortune (1) «.

---

(1) A ces mots, *Dieu n'a point fait de Rois, il a fait des hommes*, la salle retentit d'acclamations. Ce morceau faisait partie de l'examen de l'*Esprit des Loix*, dans lequel examen je réfutai, durant cinq Séances, la doctrine de Montesquieu sur *les Pouvoirs intermédiaires*, le Clergé, la Noblesse, les Parlemens, *pouvoirs* que les préjugés de Noble & de Président de Cour Souveraine lui rendaient si chers. L'Assemblée me pressa vivement de publier, à part, ces cinq Séances, qui pouvaient faire un petit Volume ; mais je ne voulus pas morceler un grand Ouvrage. Ce que je viens de dire peut en don-

Digitized by Google

Ce mot seul d'*Opinions religieuses* fait une peine mortelle à notre Docteur, qui ne saurait le digérer. Il veut que l'on n'applique ce mot qu'*aux Questions théologiques sur lesquelles l'Eglise n'a pas encore décisivement prononcé, & qu'elle livre aux disputes des Théologiens. Ce n'est pas sans doute de celle-ci* (dit-il) *que l'Auteur veut parler.* Il a raison pour cette fois; ces belles questions n'occupent gueres que les cerveaux creux des disputeurs de l'école. Mais, à dire vrai, comment se peut-il que l'Eglise, qui fait tout, ait laissé quelques questions en litige? C'est pure malice de sa part : n'a-t-elle pas le Saint-Esprit à ses ordres? On sait qu'au Concile de Trente il arrivait, disaient les Peres du Concile, *par la malle du Courrier.* Mais qu'importe comme il arrive, pourvu que l'Eglise décide? Vous verrez que c'est par complaisance pour ceux qui aiment à disputer; car si elle avait prononcé sur tout, il est clair qu'il ne faudrait plus parler de rien.

Au reste, j'imagine qu'on n'attend pas

---

ner une idée. On doit voir que dans le plan de mon *Cours de Littérature*, je n'ai pas compris seulement les Arts d'imagination & de goût; mais tout ce qui est du ressort de la raison cultivée; toutes les grandes questions de Philosophie & de Législation y sont traitées : il n'exclut que les Sciences exactes & les Sciences physiques.

Digitized by Google

de moi que j'entre dans aucun détail sur cette Brochure théologique, ni que je fasse un moment à M. Necker l'injure de lui mettre en présence un si ridicule adversaire, qui n'est pas même en état de l'entendre, & qui ne parle, en aucun sens, la même Langue que lui. Qui a vu un de ces Livres de controverse, les a vus tous; ce sont toujours les mêmes lieux communs, les mêmes sophismes, les mêmes déclamations, les mêmes injures, le même esprit, le même style. On peut les apprécier toutes par ces deux vers charmans de Voltaire, sur Saint Thomas, *l'Ange de l'Ecole*,

Qui de tant d'argumens se tira toujours bien,
Et répondit à tout, sans se douter de rien.

VARIÉTÉ.

PORTRAIT de la Duchesse du Maine.

MME. LA DUCHESSE DU MAINE, à l'âge de soixante ans, n'a encore rien acquis par l'expérience. C'est un enfant de beaucoup d'esprit: elle en a les défauts & les agrémens. Curieuse & crédule, elle a voulu s'instruire de toutes les différentes connaissances; mais elle s'est contentée de leur superficie. Les décisions de ceux qui l'ont élevée, sont devenues des principes & des regles pour elle, sur lesquelles son esprit n'a

Digitized by Google

jamais formé le moindre doute. Elle s'est soumise une fois pour toutes. Sa provision d'idées est faite. Elle rejetterait les vérités les mieux démontrées, & résisterait aux meilleurs raisonnemens, s'ils contrariaient les premieres impressions qu'elle a reçues. Tout examen est impossible à sa légéreté, & le doute est un état que ne peut supporter sa faiblesse.

Son Catéchisme & la Philosophie de Descartes sont deux systêmes qu'elle entend également bien, & dans lesquels elle persistera jusqu'à la mort. Son amour-propre, quoiqu'excessif, n'a cependant fait de chemin que celui qu'on lui a fait faire. L'idée qu'elle a d'elle-même est un préjugé qu'elle a reçu comme toutes ses autres opinions. Elle croit en elle de la même maniere qu'elle croit en Dieu, & en Descartes, sans examen & sans discussion. Son miroir n'a pu l'entretenir dans le moindre doute sur les agrémens de sa figure. Le témoignage de ses yeux lui est plus suspect que le jugement de ceux qui ont décidé qu'elle était belle & bien faite. Sa vanité est d'un genre singulier; mais il semble qu'elle soit moins choquante, parce qu'elle n'est pas réfléchie, quoiqu'en effet elle en soit plus absurde.

Son commerce est un esclavage; sa tyrannie est à découvert: elle ne daigne pas la colorer des apparences de l'amitié. Elle dit ingénument qu'elle a le malheur de ne pouvoir se passer des personnes dont elle ne se soucie point; effectivement elle le prouve. On la voit apprendre avec indifférence la mort de ceux qui lui faisaient verser des larmes, lorsqu'ils se trouvaient un quart d'heure trop tard à une partie de jeu ou de promenade.

Digitized by Google

On ne peut se faire d'illusion avec elle. Sa franchise, ou pour parler plus juste, le peu d'égard qu'elle a pour tout le monde, fait qu'elle ne dissimule aucun de ses mouvemens, & qu'elle ne réprime aucun de ses caprices. Elle a fait dire à une personne de beaucoup d'esprit : Que » les Princes étaient en Morale ce que les » Monstres sont dans la Physique ; on voit en » eux à découvert les replis de la vanité, & de » la plupart des vices qui sont imperceptibles » dans les autres hommes ».

Son humeur est impétueuse & inégale. Elle se courrouce & s'afflige, s'emporte & s'appaise vingt fois en un quart d'heure. Souvent elle sort de la plus profonde tristesse par des accès de gaieté où elle devient fort aimable. Sa plaisanterie est noble, vive & légere. Sa mémoire est prodigieuse ; elle parle avec éloquence, mais avec trop de véhémence & de prolixité. On n'a point de conversation avec elle. Elle ne se soucie pas d'être entendue ; il lui suffit d'être écoutée ; aussi n'a-t-elle aucune connaissance de l'esprit, des talens, des défauts & des ridicules de ceux qui l'environnent : l'on a dit d'elle qu'elle n'était point sortie de chez elle, & qu'elle n'avait pas même mis la tête à la fenêtre.

Elle a passé sa vie à rassembler des plaisirs & des amusemens de tout genre ; elle n'épargne ni soins ni dépense pour rendre sa Cour agréable & brillante. Enfin, Mme. la Duchesse du M...., est faite pour faire dire d'elle, sans blesser la vérité, beaucoup de bien & beaucoup de mal. Elle a de la hauteur sans fierté, le goût de la dépense sans générosité, de la Religion sans piété, une grande opinion d'elle-même sans mépris pour les autres, beaucoup

Digitized by Google

de connaissance sans aucun savoir, & tous les empressemens de l'amitié sans en avoir les sentimens.

N. B. Ce Portrait est de Mme. de Staal, qui pourtant (comme on peut aisément le concevoir) ne l'a pas mis dans ses *Mémoires*.

SPECTACLES.

ON a donné sur le Théâtre de la Nation une Comédie en cinq Actes & en vers, intitulée *le Vieux Célibataire*, par M. Collin : les quatre premiers Actes ont fait grand plaisir ; mais comme l'Auteur a fait le cinquième, qui a moins réussi, nous différerons d'en rendre compte, jusqu'à ce que le succès général ait répondu à l'idée que doit inspirer le talent connu de l'Auteur.

Digitized by Google

NOTICES.

Analyse alphabétique & raisonnée du Tarif du Droit d'enregistrement des Actes civils & judiciaires ; suivie des Dispositions, tant du Décret du 5 Décembre 1790, rendu sur l'établissement dudit Droit, que de la Loi relative au Timbre, ainsi que des Décrets additionnels du 10 Juin & du 29 Septembre 1791 : le tout mis dans un ordre qui en facilite l'explication ; Ouvrage utile à MM. les Juges, Hommes de Loi, Notaires, Avoués, Greffiers, Huissiers, Négocians, Gens d'affaires & autres, & particulièrement aux personnes chargées de la perception du Droit d'enregistrement & du Timbre : par M. Lagache, ci-devant Vérificateur des Domaines du Roi, présentement Receveur du Droit d'enregistrement à Guise. Prix, 30 s. A Paris, chez Belin, Lib. rue St-Jacques, près St-Yves.

Tout Citoyen doit savoir ce qu'il doit payer à l'Etat, & les Livres qui le lui apprennent sont des services qu'on rend au Public. Ce qui serait à souhaiter, c'est qu'il fallût moins de Livres pour s'instruire de ce qu'on doit.

Hommage fait à l'Assemblée Nationale de quelques idées sur un Vêtement uniforme & raisonné, à l'usage des enfans ; par M. Faust, Docteur en Médecine. A Strasbourg, chez André Meyer fils, ami de l'Auteur ; & se trouve à Paris, chez Aubry, Libr. rue de la Monnoie, N°. 5, au Cabinet Bibliographique. Prix, 30 s.

Digitized by Google

Lettres Philosophiques & Politiques sur l'Histoire de l'Angleterre, depuis son origine jusqu'à nos jours; traduites de l'Anglais, & enrichies de Notes sur l'original; par M. Brissot de Warville, Député à la seconde Législature. 2e. édition. 2 Vol. in-8°. d'environ 400 pages chacun. Prix, 7 liv. 4 s. br. pour Paris, & 8 liv. 4 s. pour les Départemens, francs de port. A Londres; & se trouve à Paris, chez Regnault, Libr. rue St-Jacques, vis-à-vis la rue du Plâtre.

Défense des Constitutions Américaines, ou de la nécessité d'une Balance dans les pouvoirs d'un Gouvernement libre; par M. John Adams, ci-devant Ministre Plénipotentiaire des Etats-Unis près la Cour de Londres, & actuellement Vice-Président des Etats-Unis, & Président du Sénat: avec des Notes & Observations de M. de la Croix, Professeur de Droit Public au Lycée. 2 Vol. in-8°. formant 1070 pages. Prix, 9 livres brochés, & 10 liv. francs de port par la Poste. A Paris, chez Buisson, Libr. rue Haute-feuille, N°. 20.

On reviendra sur ces deux Ouvrages.

TABLE.

LE Cheval & la Fille.	37	Variété.	55
Charade. Enig. Log.	39	Spectacles.	58
Entretiens polémiques.	41	Notices.	59

Digitized by Google

Jeu. 135.

MERCURE FRANÇAIS.

SAMEDI 17 MARS 1792.

Nota. Le prix de ce Journal eſt actuellement de 36 livres pour les Départemens, l'Aſſemblée Nationale, par ſon Décret du 17 Août 1791, en ayant doublé les frais de port.

PIÈCES FUGITIVES.

AUX REPRÉSENTANS D'UN PEUPLE LIBRE.

O vous dont l'ame active & pleine d'énergie,
S'occupe chaque jour du bonheur des Français,
Légiſlateurs, mettez le comble à vos bienfaits;
Achevez d'extirper du ſein de la Patrie
Ces préjugés cruels, nés de la tyrannie,
Qui ſubſiſtent encore à la honte des Loix.

D'un ſexe malheureux vous entendrez la voix,
Qu'étouffa juſqu'ici la ſtupide ignorance;

Digitized by Google

Victime d'une triste & longue dépendance,
Contre l'homme barbare il réclame ses droits.
N'a-t-il donc à choisir, au sein de sa misère,
Que les fers ... ou la mort ... lorsque son caractere
Et celui d'un époux ne sympathisent pas ?

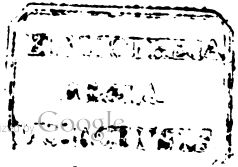
Oui, c'est encore à vous à tenir lieu de pere
A l'enfant opprimé qui vers vous tend ses bras,
Du pouvoir paternel en fixant la mesure,
Vous saurez mettre un terme à ces honteux combats,
Dont s'indigne à la fois & gémit la Nature.

Libres de contracter le plus doux des liens,
Que par vous aujourd'hui, devenus *Citoyens*,
Nos Prêtres ne soient plus étrangers à la France.

Que maître de choisir qui fermera ses yeux,
Tout homme désormais puisse, au gré de ses vœux,
Adopter un ami dont la reconnaissance,
Sur l'hiver de ses ans répande quelques fleurs.

Voilà ce que de vous, augustes Sénateurs,
Un Peuple libre attend avec impatience.
C'est en vain qu'aujourd'hui l'amour-propre irrité,
Regrette des vieux temps l'antique barbarie....
Osez nous rendre heureux en dépit de l'envie ;
Et que chacun de vous, fier de la Liberté,
Puisse dire, en bravant les clameurs du vulgaire :
Je fais le bien que j'aime ... & voilà mon salaire.

(Par François-Gabriel Urfin.)


Digitized by Google

LA TENDRE MERE ET LE BERCEAU,

ROMANCE.

Sous ces arbriſſeaux en fleurs,
O mon enfant ! goûte un ſommeil paiſible ;
Au moindre cri de tes douleurs,
L'Amour fera voler une mere ſenſible.

Quelle fraîcheur ! quel air délicieux !
Un doux frémiſſement agite le feuillage.
Ah ! folâtres Zéphirs, ne quittez pas ces lieux :
Le plus beau des enfans repoſe en ce bocage.

Sous ces, &c.

Petits oiſeaux qui peuplez ce rameau,
Vos chants font retentir l'écho du voiſinage.
Ah ! volez doucement autour de ce berceau.
Le plus beau des enfans repoſe en ce bocage.

Sous ces, &c.

Charmant ruiſſeau, l'orgueil de ce boſquet,
De ton onde plaintive ah ! j'entends le langage.
Son cours l'entraîne, hélas ! elle quitte à regret
Le plus beau des enfans qui dort dans ce bocage.

Sous ces, &c.

Digitized by Google

O bel enfant ! objet cher à mon cœur,
Je sens, en te voyant, redoubler mon ivresse :
Si tu me dois le jour, je te dois le bonheur.
Ah ! compte pour jamais sur toute ma tendresse.

(Par M. Lemettayer, anc. Sec. du Roi.)

Explication de la Charade, *de l'*Énigme *& au* Logogriphe *du dernier* MERCURE.

Le mot de la Charade est *Bonnet*, celui de l'Énigme est *Cocuage*, & celui du Logogriphe est *Charrue*, où l'on trouve *Rue*, *Arc*, *Char*, *Hure*, *Race*.

CHARADE.

Pour mon premier un Amant se noya ;
Chez les Romains mon second se compta ;
Et par mon tout maint Rimeur ennuya.

ÉNIGME.

Souvent, quoique léger, je lasse qui me porte.
Un mot de ma façon vaut un ample discours.
J'ai, dans l'âge dernier, commencé d'avoir cours.
Mince, long, plat, étroit, d'une étoffe peu forte ;
Les doigts les moins savans me taillent de la sorte.
Sous mille noms divers je parais tous les jours.

Digitized by Google

Aux Valets étourdis je ſuis d'un grand ſecours.
Le Roi ſeul ne voit point ma figure à ſa porte.
Une groſſiere main vient, la plupart du temps,
Me prendre de la main des plus honnêtes gens.
Civil, officieux, je ſuis né pour la ville.
Dans le plus rude hiver j'ai le dos toujours nu;
Et quoique fort commode, à peine m'a-t-on vu,
Qu'auſſi-tôt négligé, je deviens inutile.

LOGOGRIPHE.

MON origine eſt très-ancienne;
Je renais & meurs tous les ans.
Mais quelle exiſtence eſt la mienne!
Bals, parure, bons alimens,
Sont tous bannis de mon régime.
Retraite & jeûne ſont mon lot;
D'un rien on me fait preſque un crime;
Pas un ami qui ne ſoit très-dévot.
Mon voiſin eſt pourtant d'une humeur fort gaillarde,
Et quelquefois j'ai part à ſon plaiſir;
Mais de moi le fripon ſe garde,
Et quand j'arrive, il eſt prêt à partir.
De mes ſix pieds dérangez la ſtructure,
Vous trouvez un mets très-friand;
Le plus grand amas d'eau qui ſoit dans la Nature;
Un Saint; un poids; le nom d'un Révérend;
Ce qui ſert à votre défenſe;
Du genre humain le plus bel attribut.
Reſpectez-moi, car de mon obſervance,
Lecteur, dépend votre ſalut.

(*Par un Abonné.*)

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

Œuvres Posthumes de M. de Rulhieres. Petit in-12 de 250 pages. A Paris, chez la Villette, *Libraire, rue du Battoir, N°.* 8.

IL ne faut pas tout-à-fait s'en rapporter aux titres de Livres, non plus qu'à toute autre espece de titres. De ces prétendues *Œuvres de Rulhieres*, il n'y a que le morceau intitulé, *Anecdotes sur M. de Richelieu*, qui puisse être de lui. Celui qui a pour titre, *Tableau esquissé de la fermentation qui agite actuellement l'Empire Othoman, la Russie & la Pologne*, est certainement d'une autre main, & faisait, sans doute, partie des matériaux que M. Rulhieres amassait pour son *Histoire des Révolutions de Pologne*. Ce fragment, écrit d'un style très-médiocre & très-incorrect, ne ressemble en rien au style soigné & ingénieux de l'Ecrivain à qui on l'attribue. On voit qu'il a été composé au moment de la premiere rupture de la Porte avec la Russie; que l'Auteur avait voyagé dans les Cours du Nord, & qu'il en connaît

Digitized by Google

les intrigues & la politique; mais il montre contre les Russes & contre Catherine une partialité violente & aveugle qui n'est ni d'un Historien ni d'un homme d'Etat. Rulhieres n'aimait pas non plus les Russes; mais il avait trop d'esprit pour ne pas mettre beaucoup plus de mesure dans sa maniere de voir & de montrer les objets. Quiconque ne les considere que sous une seule face, est toujours un esprit borné. L'Auteur prouve fort au long que Catherine, en élevant Poniatouski sur le Trône de Pologne, n'a songé qu'à s'assujettir ce beau Royaume, & à s'en faire un appui, un point de défense, & un moyen d'attaque contre les Turcs. Qui en doute? Cette politique est-elle mauvaise, & lui a-t-elle mal réussi? Mais les moyens de cette politique sont-ils conformes à la morale? — Non, sans doute; mais ce n'est pas ce dont il s'agit. Pour que ce fût-là le point de la question, il faudrait avoir prouvé d'abord que la conduite des Souverains ne doit être examinée que sous les rapports de la morale. Certes, rien ne serait plus à souhaiter; mais comme une Puissance, dans l'ordre des choses établi jusqu'ici, pourrait fort bien, en ne consultant que la morale, être écrasée par celles qui ne consulteraient que la politique, il reste à décider si dans ce cas il est défendu de se servir des mêmes armes.

Digitized by Google

qu'on peut employer contre vous. Ce serait le sujet d'un traité que l'Auteur n'a pas entrepris. Il a donc tort de juger une seule Puissance sur des principes qu'il n'applique pas à toutes les autres.

» La valeur Polonaise (dit-il) est bien supérieure à la férocité & à l'instinct qui guident les Soldats Russes «. Personne ne contestera la valeur Polonaise ; mais ne peut-on lui rendre justice sans injurier celle des Russes ? Le caractere particulier de celle-ci est l'immobilité sous le feu. Est-ce là de la *férocité ? On peut tuer ces gens-là; mais on ne saurait les vaincre*, disait le Grand Frédéric, qui en fit, à la bataille de Francfort, *un massacre épouvantable* (ce sont ses expressions), & qui pourtant finit par être complétement battu. Il me semble que c'est là un bel éloge, & qu'on reconnaît-là une valeur froide & disciplinée, plutôt que de la *férocité*. S'agit-il du pillage ? Et à quelle Nation ne pourrait-on pas faire de pareils reproches ? Voyez dans les *Mémoires* du Général St-Germain, ce qu'il dit des excès & des brigandages dont les Soldats Français épouvanterent l'Allemagne dans la guerre de 1756. Tout dépend de celui qui commande, du talent qu'il a pour se faire obéir, & de l'esprit de discipline qu'il sait donner à son armée. Sous tel Général, le pays est en sûreté ; sous tel autre, il

Digitized by Google

est dévasté. A l'égard du courage, toutes les Nations de l'Europe ont fait à peu près les mêmes preuves, & toutes ont été battues; parce que la bravoure seule ne décide pas du sort des batailles. Cette bravoure a aussi différens caracteres; dans les Français, par exemple, c'est particuliérement l'impétuosité. Je dis particuliérement; car il y a eu aussi des occasions où ils ont fait voir la plus grande fermeté sous le feu. Encore une fois, le premier mobile est toujours dans le Général: le Français sur-tout a besoin de se confier au sien, parce qu'il est plus porté qu'aucun autre Peuple à juger celui qui commande. Dans la guerre de la succession, nos Troupes fuyaient par-tout dès qu'elles avaient à leur tête ce que Villars appelait *des Généraux de Cour*; dès qu'elles étaient aux ordres de Villars, elles étaient invincibles, & ne se plaignaient de rien, pas même en manquant de pain: elles bravaient la faim & l'ennemi. On ne fait pas assez ce que vaut un homme, & comme disaient les Anciens, *Quid homo homini præstet*; c'est une des grandes parties de la science de gouverner. Voltaire se permit aussi contre le Soldat Anglais ce reproche de *férocité*. Il dit dans son *Poëme de Fontenoi*,

Et la férocité le cede à la vertu.

Digitized by Google

Tous les gens sensés l'en ont blâmé, & il aurait dû supprimer ce vers : mais alors il était le Poëte de la Cour ; il écrivait en Courtisan. N'était-ce pas bien prendre son temps pour insulter au courage des Anglais, lorsqu'ils venaient de faire cette belle manœuvre de leur fameuse colonne, qui, quoique forcée par la position & par l'abandon de leurs Alliés qui laissait leurs flancs découverts, n'en était pas moins également admirable par la tactique & l'intrépidité ? Cette colonne, sans cesse battue de droite & de gauche par notre canon, successivement attaquée de front par différens Corps, s'avança ainsi, repliant tout devant elle, jusqu'au milieu de notre armée, fut victorieuse pendant deux heures ; & entamée enfin de toute part & par quatre nouvelles batteries & par la réunion de nos plus braves Troupes, se retira sans désordre, au milieu d'un carnage affreux. Et c'est-là ce que Voltaire appelle de *la férocité* ? Comme Poëte & comme Historien, il ne pouvait trop louer cette manœuvre peut-être aussi belle que la victoire ; il le pouvait d'autant plus que l'éloge des vaincus ajoute nécessairement à celui des vainqueurs. Il est si beau, il est si doux de louer ceux qu'on a battus ! Je me suis laissé aller à ce détail par une suite de cette disposition qui m'est naturelle, de ne pas manquer

Digitized by Google

une occasion de recommander la justice, si souvent oubliée. Eh ! soyons justes envers tout le monde : il y a toujours à gagner.

L'Auteur est-il juste, quand il dit : » Les batailles que les Russes ont gagnées, *sont des jeux de hasard*, d'après lesquels on ne peut rien conclure « ? Je sais qu'il entre toujours du *hasard* dans les batailles ; mais à peu près comme au jeu des échecs, où une faute d'attention, une piece oubliée peut faire perdre une partie au meilleur joueur ; mais où cependant il y a toujours à parier pour ce dernier. A l'époque où l'Auteur écrivait, c'est contre le Roi de Prusse que ces batailles avaient été gagnées ; & quand ces sortes de *hasards* se réperent contre le plus grand Capitaine de l'Europe, j'ose croire qu'il y a un peu plus que du *hasard*. Je ne prétends pas comparer les Généraux Russes à Frédéric ; mais puisqu'ils l'ont battu plusieurs fois, ce ne peut être que l'inébranlable fermeté de leurs Troupes qui a decidé la victoire. Frédéric lui-même, qu'il faut toujours citer en pareille matiere, disait que *les batailles étaient gagnées par les plus obstinés* ; & puisqu'il l'emportait évidemment par la supériorité du talent & des manœuvres, il faut bien que cette *obstination*, qui a vaincu, soit bonne à quelque chose, & soit toute autre chose que le *hasard*.

Digitized by Google

» Je n'ignore pas que l'impétuosité Musulmane, aidée par un peu d'opium, viendrait facilement à bout de la stupide férocité des Russes, qui savent se faire tuer dans leurs places, sans savoir attaquer, parce que leur ame n'a pas le degré d'élévation & de hardiesse qu'il faut pour assaillir «.

L'Auteur qui écrivait ces injures avant la guerre, a dû s'appercevoir ensuite qu'il n'était pas Prophete. Malgré *l'impétuosité & l'opium*, les Turcs furent constamment battus, & ce furent toujours les Russes qui *attaquerent*, quoiqu'ils *n'eussent pas cette hardiesse & cette élévation qu'il faut pour assaillir*. Et que de paroles dénuées de sens, au lieu d'avouer ce qui est si simple & si clair, que la bravoure disciplinée l'a emporté sur la bravoure sans discipline !

Je doute que l'on soit plus content de la politique de l'Auteur, quand il prétend que le Roi de Prusse, pour avoir un port sur la Baltique, échangerait contre le Duché de Courlande & l'Evêché de Varmie, le Comté de Glatz & toute la Haute-Silésie. On peut douter qu'un pareil arrangement pût agréer au Cabinet de Berlin, qui n'ignore pas que le Comté de Glatz, entre les mains des Autrichiens, leur ouvrirait ses Etats, & que la Haute-Silésie, dans les mains des Prussiens, obligera toujours l'Empereur, à la premiere

Digitized by Google

menace de guerre, de porter cent mille hommes en Boheme & en Moravie, sans quoi le chemin est ouvert jusqu'à Prague, & si Prague est prise, jusqu'à Vienne.

Viennent ensuite des *Lettres écrites de Pétersbourg en* 1776 : elles ne peuvent sûrement être de Rulhieres, qui était alors à Paris : j'ignore si elles sont de la même main que le *Tableau esquissé* ; mais il y regne le même esprit de malveillance & de détraction. On y représente la Russie comme dénuée de ressources : elle a fait voir depuis ce temps qu'elle en avait. On juge dans ces Lettres les hommes comme les choses ; on y assure que le Grand-Duc *ne marque aucun esprit*. Il a donc bien changé depuis ce temps-là. Peut-être se connaît-on en esprit à Paris aussi bien qu'ailleurs ; on y a vu ce Prince pendant long-temps ; des personnes qui passent pour s'y connaître, l'ont souvent entretenu, & l'ont trouvé plein d'esprit & de jugement. Tout le monde d'ailleurs l'a vu & entendu à la Cour & à la ville : on peut s'en rapporter à la voix publique, & demander si l'on était mécontent de ses discours, de son maintien & de ses réponses. Il est reconnu que jamais Prince Etranger n'y a plu davantage & n'a laissé plus de regrets. Il se pourrait, à toute force, que sa mere nous fît la guerre (quoiqu'au fond je n'en croie pas un mot);

Digitized by Google

mais quand même elle enverrait des Troupes contre nous, de la Baltique à Ostende, il suffirait de les recevoir comme les Français, & sur-tout les Français devenus libres, savent recevoir leurs ennemis; c'est-à-dire, de les battre le mieux possible, de les traiter le mieux possible après les avoir battus, & de ne contester ni à la mere ses talens pour gouverner, ni au fils son esprit & ses connaissances.

Suit un morceau qui a pour titre, *Examen de ce problême : Si les progrès de la Russie sont plus à craindre pour l'Europe que ceux de la France.* Cette Dissertation politique est datée de 1735, & attribuée par les Editeurs eux-mêmes à Chavigny, Négociateur habile & homme fort instruit des intérêts des Princes : sa Dissertation le prouve : ce sont encore des matériaux trouvés dans les papiers de Rulhieres.

Enfin le Volume est terminé par les *Anecdotes sur Richelieu*, qui peuvent être de lui. Il y a des traits où l'on apperçoit sa tournure d'esprit. Le fond de ces Anecdotes est déjà connu par les différens *Mémoires* qui ont paru depuis la mort du Maréchal de Richelieu ; mais il y a ici des circonstances curieuses qui ne sont pas ailleurs, & que l'Auteur a pu savoir, soit du Maréchal lui-même qu'il a connu, soit de sa famille, & de sa Société qu'il voyait. La narration est agréable, mais

Digitized by Google

d'un tour romanesque, qui ferait croire que Rulhieres a écrit ce morceau avant que son goût fût mûri. Il ne pouvait pas ignorer qu'il ne faut pas écrire des Aventures réelles du style d'un Roman, ni rapporter des conversations entre les Amans, attendu qu'il n'y a que les Romanciers qui se trouvent en tiers dans le tête à tête des rendez-vous, & qui rapportent mot pour mot tout ce que deux Amans se sont dit quand ils étaient seuls. On peut se rappeler une saillie, citer un trait, une réponse; mais celui qui transcrit une conversation amoureuse, ne songe qu'à donner son esprit aux autres. Au reste, il est bon d'avertir les Curieux, que ces *Anecdotes* ne sont pas très correctement imprimées. Le Prince de Cellamare y est appelé *Celaman*; faute que l'on aisément suppléer quiconque sait l'Histoire de la Régence; mais ce qui est plus grave & plus important, Mad. de la Marthelière y est appelée *la Marthière*, & l'on sent qu'il n'est pas permis de tromper ainsi *les Amateurs du genre* sur le nom d'une des Maîtresses de Richelieu, qui n'est pas aussi connu que celui du Prince Cellamare? il faut respecter en tout la Postérité.

Peut-être ne serait-on pas fâché que je joigne ici une espece de Notice, assez courte, sur les talens & les Ouvrages de Rulhieres, tirée d'une correspondance par-

Digitized by Google

ticuliere qui a duré quinze ans, & dont je garde les originaux. Je me flatte que cette Notice ne sera pas accusée de partialité.

» Rulhieres était un homme d'esprit & de talent : il a prouvé l'un & l'autre, quoique fort tard, en prose & en vers. Il avait suivi jusqu'à quarante ans la carriere des affaires politiques, & avait été employé dans les Ambassades. Soit que ce genre de travail se trouvât analogue au caractere de son esprit, soit que ce travail même ait servi à le déterminer, il choisit pour sujet de ses premiers Ecrits la Politique & l'Histoire. Il revint de Pétersbourg à Paris, avec un *Precis historique sur la derniere Révolution de Russie*, qui excita d'autant plus de curiosité, que l'Auteur avait été témoin oculaire des événemens, & que l'ouvrage n'était pas destiné à l'impression. Je l'ai lu plusieurs fois ; j'ignore à quel point il est fidele dans les détails ; mais ce qui est certain, c'est qu'il est écrit d'une maniere piquante, originale, pittoresque, qui cependant est plus dans le goût de ce qu'on appelle *Mémoires*, que dans celui de l'Histoire. Il se rapproche de Tacite par la précision & le tour de pensée, mais non par la dignité & les grands tableaux. Je ne connais de ses *Révolutions de Pologne* que des fragmens : c'était un ouvrage beaucoup plus consi-

Digitized by Google

dérable ; il devait former plusieurs Volumes. Ce que j'en ai entendu m'a paru plus fort & plus substantiel que le morceau sur la Russie, & il m'a semblé que l'Auteur avait acquis plus de connaissances & de maturité. On pourra bientôt en juger ; car, sans doute, ces deux Productions ne tarderont pas à voir le jour.

» Son Livre sur la *Révolution de l'Edit de Nantes*, entrepris par ordre du Ministere, ne lui en a pas fait moins d'honneur. Ce n'est point un ouvrage de commande ; c'est celui d'un Philosophe & d'un Historien. Il y a dit des vérités importantes, puisées dans une exacte recherche des faits & dans la lecture des pieces originales qui lui avaient été communiquées. Il a répandu une lumiere nouvelle sur cette matiere si souvent traitée ; il a été impartial & vrai : nous n'avons en ce genre rien de mieux.

» Son Discours de réception à l'Académie a mérité d'être distingué, comme tout ce qui sortait de sa plume : il est bien pensé & bien écrit, mais sans s'élever nulle part à la grande éloquence ; le talent de l'Auteur ne l'y portait ni en prose ni en vers. Il ne va nulle part au delà de ce qui s'appelle esprit & raison ; mais c'est toujours beaucoup d'aller jusque-là, sur-tout à l'époque de la corruption & des excès de toute espece.

Digitized by Google

» En Poésie, il débuta par un *Discours en vers sur les disputes*, qui eut un grand succès, & qui est resté dans la mémoire de tous les connaisseurs. Il s'y montra capable d'atteindre au grand sens, à la bonne plaisanterie & à l'élégant mécanisme de la versification de Boileau; mais si l'on imprime son Poëme sur *les Jeux de main*, dont j'ai entendu la lecture, on verra, je crois, qu'il était bien loin de la conception féconde & de la riche imagination qui caractérisent le chef-d'œuvre unique du *Lutrin*. Le petit Poëme de Rulhieres, qui n'a que deux Chants, est plein de jolis vers, de détails finement saisis sur les mauvaises mœurs de la *Bonne Compagnie*: il est sur-tout remarquable par le talent de peindre poétiquement les petites choses; mais il manque absolument de fond, de plan, d'objet, d'intérêt (j'entends de celui que comportait l'ouvrage). Il est dépourvu d'imagination, de variété, d'épisodes. L'Auteur n'a rien de ce qu'on peut appeler la verve de conception, qui anime le Lutrin d'un bout à l'autre. Il fait voir la distance qu'il y a d'une Epître à un Poëme, & que le talent qui a pu suffire à l'une n'est pas celui qu'il fallait pour l'autre.

» On connaît de lui de petits Contes & des Epigrammes; on a reproché celles-ci à la malignité de son caractere; mais

Digitized by Google

s'il aimait trop en faire, il les faisait bien : toutes ces petites Pieces, qui seront sûrement recueillies, sont d'une égale perfection. Personne n'a été plus propre que lui, en Poésie, à tout ce qui ne demandait pas une longue haleine. Il finit laborieusement une bagatelle ; mais le travail ne s'y fait pas sentir.

» Bon plaisant dans ses vers, il n'était point gai dans la Société : il y était même lourd & important. L'un de ces défauts venait de ce qu'il ne pouvait rien être sans travail ; rien n'était chez lui de premier mouvement ; il ne conversait guere qu'en obtenant la parole ou la prenant ; il s'écoutait beaucoup plus qu'il n'écoutait les autres, & savait peu dialoguer. L'autre défaut tenait à ce qu'il aurait voulu être dans le monde un peu plus qu'un Homme de Lettres ; petitesse d'amour-propre fort au dessous d'un homme qui avait autant d'esprit que lui.

» Il avait commencé à écrire sur la Révolution actuelle ; je doute que l'ouvrage soit fort à regretter. Il était devenu sur ce point un homme de parti dans toute la force du terme : il détestait la Révolution : on voyait trop en lui un homme qui avait eu toute sa vie la faiblesse d'attacher toute sa considération au commerce des Grands ; & celle d'un homme de Lettres doit appartenir sur-tout à l'usage de ses talens, réglé sur des principes invariables «.

Digitized by Google

SPECTACLES.

Nous nous garderons bien de retracer les scènes qui se sont passées au Théâtre du Vaudeville, & dont les Feuilles du jour ont rendu compte; ni de tirer de l'oubli les Pieces qui y ont donné lieu; mais nous citerons deux Nouveautés sur-tout qui rempliſſent parfaitement l'idée qu'on doit avoir de ce Théâtre.

La premiere eſt intitulée *la Revanche forcée.* C'eſt un Officier qui, dans ſa vie, a eu ſi ſouvent à ſe plaindre des Abbés, qu'il les a tous pris en haine, & n'en peut voir un ſans avoir envie, au moins, de le perſiffler. Il arrive chez une jeune perſonne qu'il aime, & à laquelle il n'a pu être uni, encore par les conſeils d'un Abbé. Il trouve juſtement dans l'avenue du Château un jeune Abbé, couſin & amoureux de la Suivante Marton, brave & peu fait pour l'état Eccléſiaſtique, mais que ſon peu de fortune oblige d'y reſter. Il compoſe une Chanſon pour ſa belle couſine, lorſque l'Officier le ſurprend, & l'oblige aſſez brutalement de la lui chanter. Le jeune Abbé, ſans armes, eſt obligé de ſe ſoumettre; il annonce d'autres Chanſons, & obtient la permiſſion de les aller chercher; mais il revient avec une épée & un piſtolet. Cette derniere arme lui ſert à prendre ſa *revanche*; il oblige l'Officier de danſer, préciſément avec les mêmes menaces qui l'ont contraint à chanter. L'Officier cede à ſon tour par cette réflexion naturelle, qu'*un coup eſt ſi-tôt*

Digitized by Google

Lâché ! Quand la vengeance de l'Abbé eſt complette, il offre à l'Officier un autre genre de ſatisfaction, & ſe préſente à lui l'épée à la main. Mais l'Officier l'embraſſe, & profite de la leçon que ſa légéreté a reçue ; il lui promet de l'avancer dans l'état Militaire, & lui fait épouſer Marton, qui lui apprend que la mere de ſa Maîtreſſe eſt fléchie, & tout le monde eſt heureux.

Cette petite Piece eſt de M. Deſchamps, auquel on doit auſſi une Traduction d'un Roman Anglais, intitulé *Simple Hiſtoire*, qui réuſſit beaucoup. On trouve dans l'Opéra-Comique un grand nombre de Coupſets remplis d'eſprit, & en général un dialogue charmant. Les ſcènes y ſont bien filées, & l'Auteur a tiré tout le parti poſſible de ſes ſituations.

La ſeconde Nouveauté a pour titre *le Prix* ou *l'Embarras du Choix*. Il y a dans un village un Prix fondé pour la plus belle fille. Pauline & Juſtine partagent les ſuffrages ; les deux ſcrutins ſont égaux. On convient de faire décider la queſtion par un Officier qui paſſe dans le village. Il n'eſt pas moins embarraſſé que les autres ; & pour mieux décider, il demande un tête à tête avec chacune. Il l'obtient avec aſſez de peine ; cependant on y conſent. Seul avec Pauline, il lui propoſe le Prix, moyennant un baiſer. Celle-ci le refuſe. Son Amant, *qui l'adore*, lui *en demande un depuis ſix mois & ne l'a pas encore*, ce n'eſt pas pour le donner à un homme qu'elle voit pour la premiere fois. Juſtine, qui a tout entendu, paraît à ſon tour. Son caractere vif & agaçant produit une ſcène très-bien contraſtée avec la précédente. Elle

Digitized by Google

fait entendre qu'elle sera moins difficile que son amie, & elle finit par consentir au baiser ; mais elle ne reçoit le Prix que pour l'offrir à son amie. L'Officier enchanté donne un second Prix pour Justine ; c'est sa cocarde & 25 louis. Les jeunes filles détachent une partie de leurs parures pour lui former une autre cocarde aux trois couleurs.

Si l'on pouvait être difficile sur ce genre d'Ouvrage, on serait fâché peut-être que l'Auteur ait fait paraître en Scène, pour un sujet aussi frivole, les Officiers-Municipaux en écharpe ; rien ne doit altérer la gravité de ces objets, qu'il faut réserver à la vénération du Peuple. Mais on est peu disposé aux reproches, quand on entend les jolis Couplets semés en foule dans ce charmant Ouvrage. Il est impossible de rassembler plus de grace, de délicatesse & de gaieté ; on en jugera par le Couplet suivant, que nous avons retenu parmi beaucoup d'autres. C'est l'Officier qui chante :

En voyant ce couple charmant,
Qu'aisément la raison se trouble !
Et puis à parler franchement,
Moi, j'y vois mal quand j'y vois double.
Malgré moi je suis maîtrisé
Par je ne sais quoi d'invincible :
En choisir une est bien aisé ;
Mais laisser l'autre est impossible.

La Piece est de M. Radet, déjà connu au Théâtre Italien par plusieurs Ouvrages charmans, *la Soirée orageuse*, *Renaud d'Ast*, *la Négresse*, &c.

Digitized by Google

NOTICES.

Gonzalve de Cordoue, ou Grenade reconquise; par M. de Florian, de l'Académie Française, de celles de Madrid, Florence, &c. 2e. édition. 3 petits Volumes, faisant suite aux autres Ouvrages de l'Auteur, du même format. A Paris, de l'Imprimerie de Didot l'aîné; & se trouve au Magasin des Ouvrages de l'Auteur, chez Girod & Teissier, Libr. rue de la Harpe, au coin de celle des deux Portes, N°. 162; & chez Debure, rue Serpente, hôtel Ferrand.

Cette seconde édition, qui prouve le succès de la premiere, est très-supérieure par l'exécution typographique.

La nouvelle Constitution civile du Clergé, justifiée par les Evêques opposans, ou Tableau des Canons de l'Eglise qui l'autorisent, présentés à la suite de l'explication des principes; avec des Notes qui rappellent l'état primitif de l'Eglise de France, puisées dans la même source des Canons & des Ecrits des Saints Peres. A Paris, chez Leclere, Libraire, rue St-Martin, près la rue aux Ours, N°. 254. Prix, 10 s.

La Veillée du Presbytere, par M. le Curé de M***. Petit Ouvrage agréable & utile pour l'instruction des Habitans de la campagne. A Paris, même adresse & prix que ci-dessus.

Digitized by Google

Accord des vrais principes de l'Eglise, de la Morale & de la Raiſon, ſur la Conſtitution civile du Clergé de France; par les Evêques des Départemens, de l'Aſſemblée Nationale conſtituante. 2^e. édition, revue, corrigée & augmentée. A Paris, chez Deſenne, Imprim-Libr. au Palais-Royal.

Tous ces Ouvrages, compoſés dans le même eſprit & pour la défenſe de notre Conſtitution, méritent d'être lus. Mais l'abondance des matieres ne nous permet pas toujours d'en rendre compte, & nous ſommes obligés de choiſir de préférence pour nos Extraits les nouveautés qui roulent ſur des ſujets moins épuiſés, & qui ſont ſuſceptibles de plus de variété.

MUSIQUE.

Journal d'Ariettes Italiennes, dédié à la Reine. N°. 313. del Signor Martini. Prix, 4 livres 16 ſ. A Paris, chez Bailleux, Marchand de Muſique ordinaire du Roi & de la Famille Royale, à la Regle d'or, rue Saint-Honoré, près celle de la Lingerie.

TABLE.

Aux Repréſentans.	61	*Œuvres poſthumes.*	66
Romance.	63	*Spectacles.*	80
Charade, Enig. Logog.	64	*Notices.*	83

Digitized by Google

MERCURE FRANÇAIS.

SAMEDI 24 MARS 1792.

Nota. Le prix de ce Journal est actuellement de 36 liv. pour les Départemens, l'Assemblée Nationale, par son Décret du 17 Août 1791, en ayant doublé les frais de port.

PIECES FUGITIVES.

MERCURE,

A M. DE LA HARPE, son Secrétaire.

Moi, de Jupin la géniture,
Dieu des Fripons, Dieu des Marchands,
Courtier de la Littérature,
Et Proxénete des Amans,
Et pour tout dire enfin..., Mercure;
A vous, de Clio favori,
De Melp mene & de Thalie;
A vous, Curé de Mélanie,

Digitized by Google

De Voltaire éleve chéri,
Et l'héritier de ſon génie :
Salut ; ſanté toujours fleurie,
Avec cela fidelle amie,
Et philoſophiques ébats ;
Sommeil doux & tranquille... en ſomme
Tout ce que Dieu donne ici-bas
Pour amuſer un honnête homme.

Cent ans en çà je m'aviſai
D'être un Meſſager Littéraire,
Et le Bas-Normand Deviſé
Devint mon premier Secrétaire.
Sur moi le blâme en rejaillit,
Et ce Commis ne valut guere :
Pauvre de goût, pauvre d'eſprit,
Le bavard dénigra Moliere ;
A Racine qu'il n'aimait pas,
Préféra Pradon & Coras,
Et Thomas Corneille à ſon frere ;
Si que, pour égayer Cotin,
Il traitait Boileau de faquin,
Quand au rebours l'Abbé de Pure
Se trouvait un homme divin,
Canoniſé dans le *Mercure*.

Dufrény fut ſon ſucceſſeur,
Inſouciant, gai, très-aimable,
Quoique déterminé jureur,
Et parfois s'enivrant à table.

BIBLIOTECA REGIA MONACENSIS
Digitized by Google

Je changeai d'humeur & de ton ;
Je fus plus badin que sévere ;
Et d'une main tenant son verre,
Saisissant de l'autre un crayon,
Mon très-enjoué Secrétaire,
Dans des soupers de cabaret,
Jugea l'Empire Littéraire,
Et tout en rédigeant l'extrait,
Suffisant à plus d'une affaire,
Apprenait à quelque Glicere
A frédonner quelque Couplet,
Perdait son argent au Piquet ;
Et dans ses accès de colere,
Des coups du sort se consolait,
En enrichissant l'Alphabet
D'un juron à la Grenadiere.

Il mourut .... le poste vaqua.
Alors tour à tour l'occuperent
De Beaux-Esprits de ce temps-là,
Boissy, Brucre, & cétéra,
Qui tous diversement ornerent
Mon périodique *Agenda*.

Mais un reproche est à leur faire :
Ces trop doucereux Rédacteurs,
Indulgens, même un peu flatteurs,
Aux sots craignaient trop de déplaire,
Montaient leur Feuille débonnaire
Au ton d'un éloge banal ;

Onc d'une critique légere
N'aiguiſaient le benin Journal ;
Si que, d'après cette maniere,
L'encens ſe partageait égal
Entre Gacon, l'Abbé Nadal,
Pellegrin, La Motte & Voltaire.

En ce temps-là, Monſieur Fréron
Vint nous faire bâiller en France,
Joignant l'orgueil à l'ignorance,
Et le fiel de l'intolérance
Au babil de la déraiſon.
Fils de l'Orgueil & de l'Envie,
Ce lourd Zoïle fronda tout ;
Déclara la guerre au Génie,
La guerre à la Philoſophie,
La guerre aux Arts, enfans du Goût.
Mais tel était le Satirique,
Que celui qu'il préconiſait
Soudain dans l'eſtime publique,
Au dernier cran ſe ravalait ;
Et que renom de bon augure
Etait le lot de l'Ecrivain,
Qui, par heureux cas, du vilain
Attrapait quelque égratignure.

A cet ennemi des Beaux-Arts,
La Harpe vint, nouvel Alcide
Enrôlé ſous mes étendards,
De Minerve oppoſer l'égide.

Digitized by Google

Ce fut alors qu'à mes arrêts
Vint préſider un goût ſévere,
La raiſon dicta mes extraits ;
Et graces à mon Secrétaire,
Impartial, ſobre d'encens,
Je ſus inſtruire & je ſus plaire,
Ne célébrer que les talens,
Fixer les rangs ſur le Parnaſſe,
Et mettant chacun à ſa place,
De l'or ſéparer l'oripeau,
Venger Saint-Lambert de Zoïle,
De Gilbert diſtinguer Boileau,
Pope l'Anglais de Colardeau,
Et de Roucher l'Abbé Delille.

Bravo, cher & loyal Guerrier !
Rappelez-vous votre jeune âge,
Et ſans dormir ſur le laurier,
Vengeur des Beaux-Arts qu'on outrage,
Déployez ce mâle courage
Dont on vous vit, dans le bon temps,
Tenant le fouet de la Critique,
Fuſtiger les Sots, les Pédans,
Martin Fréron le Satirique,
Les Sabatierss & le Clémens.

A la rigueur tout vous invite.
Juſtice ! allons, flagellez-moi
L'écervelé Coſmopolite,
Célebre ... je ne ſais pourquoi,

Digitized by Google

Prédicateur de ſon mérite ;
Miſſionnaire des carrefours,
Qu'on vit colporter ſes ſophiſmes
Dans les hameaux & les fauxbourgs ;
Qui mit Jean-Jacque en ſillogiſmes,
Le Patriotiſme en jargon,
Et dans ſa morgue doctorale,
Va louer Franklin à la Halle,
En vrai ſtyle de Franc-Maçon.

Anathême à cet Annaliſte,
Impur écho du Journaliſte,
Petit Biographe à ſifflets,
Plus affamé d'or que de gloire,
Qui prend pour ſources de l'Hiſtoire
Des Almanachs & des Pamphlets.

N'épargnez pas, je vous en prie,
Ce Drame *Lirico-Folie*
Dont le Théâtre eſt infecté,
Bâtard de la Dramomanie,
Où l'on donne pour bonhomie
Un argot de ruſticité,
Et pour de la naïveté
L'excès de la niaiſerie.

N'oubliez pas ces Viſigots
Qu'on voit, d'un ton d'Energumène,
Prêcher le Peuple ſur la Scène,
Où les Acteurs ſont des Bourreaux.

Digitized by Google

Petits Corneilles de tréteaux,
Qui, fideles au nouveau ſtyle,
Font de Louvois un imbécille,
Et du Coupe-tête un Héros.

Ferme, croyez-moi : point de grace
Pour cet eſſaim de vieux enfans,
Faiſeurs de Bouquets innocens,
Et d'Epigrammes à la glace ;
Pour le clinquant & le jargon,
Les concetti, le mauvais ton :
N'enregiſtrez, je vous conjure,
Que vers coulants, que proſe pure ;
Et que l'Agenda de Mercure
Soit le Chartrier d'Apollon.

Mais qu'ai-je dit, mon Secrétaire ?
Je me condamne en étourdi.
D'après ce que j'exige ici,
N'allez-vous pas, Juge ſévere,
De mon Journal exclure auſſi
L'Epître du Propriétaire ?

(Par M. Charlemagne.)

Digitized by Google

Explication de la Charade, de l'Énigme & du Logogriphe du Mercure *précédent.*

Le mot de la Charade eſt *Héroïdes*, celui de l'Enigme eſt *Billet de viſite*, & celui du Logogriphe eſt *Carême*, où l'on trouve *Crême*, *Mer*, *Marc*, *Marc*, *Carme*, *Arme*, *Ame*.

CHARADE.

Croyez-moi, jeune Clarice,
N'allez pas ſur mon dernier,
Bien ſouvent le pied y gliſſe ;
Vous y feriez mon entier,
Et l'on verrait mon premier.

(*Par un Abonné.*)

ÉNIGME.

De tout temps, cher Lecteur, je fus fort uſité.
Je ſuis connu par-tout & par-tout redouté ;
Mais dans les Cours ſur-tout j'exerce mon empire ;
Je ſuis vil & rampant, & je cherche à détruire :
Et bien que quelquefois je ſois officieux,
Toujours à la vertu je parais odieux.

(*Par un Abonné.*)

Digitized by Google

LOGOGRIPHE.

A ÉGLÉ.

VOULEZ-VOUS, belle Eglé, connaître ma ſtructure ?
Je marche ſur huit pieds ; vous pouvez y trouver
Un Saint qui, quoique Roi, ſut dompter la Nature,
Et d'un Trône mortel dans les Cieux s'élever ;
Un pronom perſonnel ; trois notes de muſique ;
Un mot affirmatif qu'on prononce à l'Autel ;
Ce qu'on trouve toujours au fond de la barrique ;
Ce qui devrait ſervir de frein au criminel ;
Un des plus grands oiſeaux ; un homme qui chancelle ;
Un immenſe pays de la France éloigné ;
D'un habitant des bois la féconde femelle ;
Un goût ſouvent fatal quand il n'eſt pas borné
Ce qu'on doit avec ſoin ôter des cheminées ;
D'un inſecte ouvrier le produit précieux,
Et dont on eſt vêtu dans les chaudes journées ;
Eglé, ce que l'on voit au deſſous de vos yeux,
Des roſes & des lis trop ſéduiſante image ;
Et puiſqu'il faut finir en vous parlant de vous,
En moi l'on trouve auſſi ce qu'eſt votre viſage.
Ah ! peut-il l'être, Eglé, ſans faire des jaloux ?

(Par M. de la Croix.)

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

LE DIVORCE, par M. HENNET. 3e. Edition. A Paris, chez Dupont, *Impr-Libr. rue de Richelieu, N°. 145, & Desenne, Libraire, au Palais-Royal.*

DE tout côté la voix de la raison & de l'humanité réclame à grands cris le Divorce, & accuse le silence de l'Assemblée Nationale, de qui la France attend cet important bienfait.

De tous les Ouvrages récemment composés sur cette matière, le meilleur est celui de M. Hennet. Il est rédigé avec méthode, bien raisonné, écrit avec pureté & intérêt. L'Auteur fait d'abord l'histoire du Divorce, & prouve qu'établi par la Nature, qui ne veut pas que l'on contrarie le premier de ses desseins, il a été admis chez tous les Peuples, ordonné par tous les Législateurs, reçu parmi les Chrétiens pendant les douze premiers Siecles de l'Eglise. Il cite cinq Empereurs Chrétiens qui ont formellement prescrit le Divorce dans leurs Ordonnances, entre autres, Léon VI, qui s'exprime ainsi : » Si

Digitized by Google

les époux *restaient comme au commencement* du mariage, malheur à qui les séparerait ; mais quand une épouse insensée n'a plus même une voix humaine, lorsqu'on ne peut plus trouver avec elle les douceurs de l'hymen, qui pourrait ne pas *séparer* une union si cruelle & si affreuse » ? *Const. de Léon VI.*

Cette version n'est pas élégante : au lieu de *restaient comme au commencement* (ce qui n'est pas français), il fallait, étaient toujours ce qu'ils sont : *séparer une union* est une expression impropre : on *sépare* ce qui est uni ; on rompt, on dissout une union ; mais l'Auteur tombe rarement dans ces fautes.

Remarquez que l'Empereur Léon VI est celui qui soumit le premier le mariage à la bénédiction ecclésiastique au 9^e. Siècle, & à qui les Papes durent leur pouvoir sur le lien conjugal.

C'est le Concile de Trente qui a prononcé la prohibition du Divorce, & l'on sait que ce Concile, quant à la discipline, n'a jamais été reçu dans l'Eglise de France, & qu'en conséquence on ne l'a jamais cité comme autorité dans les Tribunaux. L'Auteur a donc toute raison, lorsqu'il fait l'hypothèse suivante.

» Que répondraient des Juges au Citoyen qui leur tiendrait ce discours : — Je

Digitized by Google

ſuis marié, & mes liens, marqués du ſceau de la réprobation céleſte, ſont mon malheur, celui de l'être qui m'eſt uni, celui de tout ce qui m'environne, celui des familles qu'ils diviſent, celui de la Société qu'ils me forcent de troubler. Je réclame les droits de la Nature qui permet de ſortir d'où l'on eſt mal, & d'aller où l'on ſera mieux. Je réclame les Loix civiles qui autoriſent la diſſolution d'une union mal aſſortie, & la formation d'une union plus raiſonnable. Que m'objecterez-vous ? Les Loix Canoniques ? Le plus grand nombre m'eſt favorable, & vous défendez de citer dans vos Tribunaux la ſeule qui me ſoit vraiment contraire : l'uſage ? Mais c'eſt moi qui vous oppoſe l'uſage de tous les temps & de tous les Peuples. Aux ſix derniers Siecles du Chriſtianiſme, j'oppoſe les douze premiers : des treize Siecles de la Monarchie Françaiſe, les ſix premiers ſont pour moi. L'uſage, dites-vous ? Mais l'uſage ne doit parler que quand la Loi ſe tait. J'invoque des Loix formelles ; répondez par d'autres Loix qui les aient abrogées : Juſques-là c'eſt moi qui leur ſuis fidele ; c'eſt vous qui êtes les prévaricateurs. Rendez-moi donc la juſtice & le bonheur que la Société doit à tous ſes Membres ; ou craignez que, par mes déſordres involontaires, je ne puniſſe la Société qui aura violé, à

Digitized by Google

mon égard, les principes du droit divin, du droit naturel, du droit politique & du droit civil «.

Voilà, en effet, l'argument péremptoire d'après lequel il ſerait impoſſible de condamner deux perſonnes qui ſe divorceraient volontairement ; c'eſt qu'il n'exiſte aucune Loi qui ait annullé celles qui permettaient autrefois le Divorce : or, il eſt de principe que tant qu'une ancienne Loi n'eſt pas anéantie par une autre plus récente, elle eſt cenſée en vigueur. La conſéquence eſt facile à tirer : elle n'eût pas été admiſe, ſans doute, dans nos Parlemens, qui n'auraient pas manqué d'y oppoſer *la Juriſprudence des Arrêts* ; mais dans les Tribunaux de la nouvelle Conſtitution, où l'on ne connaît que la Juriſprudence du bon ſens, la logique de notre Auteur reſterait ſans réplique.

Cet Ouvrage a été accueilli honorablement par l'Aſſemblée Nationale ; mais ce n'eſt pas aſſez d'avouer des principes : elle nous doit les Loix qui en ſont l'application. Peut-elle douter que le vœu de la France ſur cet objet ne ſoit à peu près unanime ? Pourquoi donc tant tarder à le remplir ?

Digitized by Google

Les Thermopyles, Tragédie de circonstance; une Musique en Pot-pourri, & analogue aux circonstances, sert d'ouverture aux entr'Actes. Valeur & prix de ce Pamphlet, 2 s. A Paris, de l'Imprimerie de Didot l'aîné, *rue Pavée.*

Après la maniere dont l'Auteur évalue son Ouvrage dans le titre & s'exécute lui-même dans sa Préface, il y aurait de l'humeur à le soumettre aux regles ordinaires de la critique. D'ailleurs M. d'Estaing pourrait dire avec plus de justice & moins de morgue que le renommé Gascon Scudery : *Je sais mieux arranger des Bataillons que des Périodes.* Ce qui est certain, c'est que son Ouvrage, s'il n'est ni très-poétique ni très-théatral, est très-patriotique & très-*constitutionnel.* L'Auteur aime tellement ce dernier mot qu'il l'a fait entrer dans un vers, quoique le mot s'y prête peu. A la vérité, il lui a retranché une syllabe, mais très-sciemment & pour rendre la chose plus facile.

En rappelant le généreux dévouement de trois cents Spartiates, l'Auteur s'est proposé d'inspirer à ses Concitoyens le même courage, s'ils se trouvaient dans la même position. On dira peut-être que les

Digitized by Google

Français sont plus Athéniens que Spartiates : Eh ! quand ils ne seraient qu'Athéniens, c'en serait assez pour savoir défendre la Liberté jusqu'à la mort. A Marathon, à Salamine, à Platée, ces frivoles Athéniens ne se battirent pas mal ; mais, de plus, les Français sont naturellement tout ce qu'ils veulent être. Depuis qu'ils sont devenus libres, ils seront Spartiates au besoin, dès qu'ils le voudront. On peut tout attendre des Français dès qu'ils sont raisonnables, & ils le seront ; car la Liberté commence par faire des hommes raisonneurs, & finit par faire des hommes raisonnables.

L'Auteur des *Thermopyles*, en sa qualité de Général, recommande aussi l'ordre & la discipline, & il a grande raison. Aucun Peuple n'a porté plus loin la sévérité de la discipline militaire que les Lacédémoniens & les Romains, les deux Peuples les plus passionnés pour la Liberté. L'amour de la discipline, dans un vrai Soldat, est inséparable de l'amour de la Liberté ; car l'une ne saurait subsister sans l'autre. Il est reconnu que c'est la discipline Romaine & Spartiate qui rendit Rome & Sparte invincibles. Ceux qui ont voulu rapprocher l'état militaire de l'état civil, & soumettre l'un & l'autre aux mêmes principes, ont, dit une énorme sottise. Comment n'ont-ils pas vu que la guerre était un état

Digitized by Google

forcé ? Quel état eſt plus forcé que celui où il faut que cent mille hommes obéiſſent à la voix d'un ſeul, s'ils veulent avoir une action ? ils n'en ont plus aucune ſans cette obéiſſance néceſſairement paſſive : ils ſont nuls ; ils ſont la proie de l'ennemi, ou, ce qui eſt encore pis, la terreur & le fléau de leurs Concitoyens. Aſſimiler cet état à celui de la Société, c'eſt être abſurde & ne pas mériter même de réponſe.

— Mais ſi le Général leur ordonne de paſſer à l'ennemi, de lui livrer leurs armes, de tirer les uns ſur les autres ? &c.

Voilà pourtant les beaux raiſonnemens qu'on a entendus cent fois dans une Aſſemblée de Légiſlateurs, & qu'on a répétés depuis dans les Clubs ! Quelle profonde déraiſon ! quelle honteuſe ignorance ! Et comment, lorſqu'on n'eſt plus un enfant, ignore-t-on que dans aucune Légiſlation quelconque on ne fait entrer la ſuppoſition de l'extravagance, ſans quoi l'on ne chargerait jamais perſonne d'aucun pouvoir ? Eh bien ! ſi le Général devient fou, il ſera deſtitué ſur le champ, & un autre commandera à ſa place ; & tous les ordres abſurdes qu'on met ici en ſuppoſition atteſteraient ſur le champ la démence, & par conſéquent diſpenſeraient d'obéir ; car jamais il n'a été ordonné à perſonne d'obéir à la folie.

Digitized by Google

Puisque j'en trouve l'occasion, ajoutons ici un principe qui me paraît presque universellement ignoré ou méconnu, puisque jamais je ne l'ai vu opposer aux ineptes Déclamateurs, qui, dans la crainte des abus possibles, restreignent le pouvoir reconnu nécessaire au point de lui ôter son action, & tombent ainsi dans la plus révoltante inconséquence. Ce principe, le voici (il est incontestable; car, sans lui, il n'y aurait sur la Terre aucune autorité constituée) : Jamais on ne doit limiter les dispositions générales d'une Loi reconnue bonne & salutaire en elle-même, par des cas d'exception qui ne sont pas dans le cours ordinaire des choses. Si vous violez ce principe, vous ôterez à la Loi toute son énergie, protectrice de l'ordre général. La seule garantie légale contre l'abus du pouvoir, c'est la responsabilité; & la garantie naturelle contre l'excès d'abus que la Loi ne suppose pas, c'est *la résistance à l'oppression* ou à la folie, résistance qui fait rentrer l'homme dans son indépendance originelle.

Autre principe : Quand vous voulez, de peur de tel ou tel abus, limiter une Loi ou un pouvoir, commencez par prouver de ces deux choses l'une, ou que la limitation proposée n'arrête pas l'action du pouvoir ou de la Loi, ou que l'abus est plus dangereux que la Loi ou le pou-

Digitized by Google

voir ne peut être utile. Sans l'une ou l'autre de ces deux démonſtrations, vous ne prouvez rien, ſi ce n'eſt ce que tout le monde ſait, qu'il y a dans toutes les choſes humaines une imperfection inévitable. Si l'on avait une fois bien établi cet axiome politique, que de parleurs on aurait arrêtés tout court ! car rien n'eſt plus aiſé que de ſe faire valoir auprès des ignorans, en déclamant contre toute eſpece d'abus; mais il n'eſt pas ſi facile de faire voir quel eſt le degré d'imperfection auquel la prudence humaine doit ſe réſigner dans tous les cas, pour éviter un plus grand mal : cela n'eſt donné qu'aux eſprits excellens.

Me voilà un peu loin des *Thermopyles*, pas ſi loin pourtant qu'on le croirait; car le but principal de l'Auteur eſt de faire ſentir la néceſſité de cette obéiſſance aux Loix, qui eſt la ſeule Liberté ſociale. S'il n'a pas l'habitude de tourner des vers, ni de dialoguer des Scènes, en général il penſe avec juſteſſe & avec force, & quelquefois même exprime fort bien ſa penſée en vers. En voici des exemples.

Ce qu'un Deſpote habile eût craint de propoſer,
Le Citoyen le voit, devine & ſait l'oſer.
S'honorant de ſon choix & de l'obéiſſance,
Par la ſoumiſſion il accroît ſa puiſſance.
En ſe donnant un guide, il en devient l'appui;
Il reſpecte & défend ce qu'on reçoit de lui.

Digitized by Google

On aimera sûrement ces vers que dit Léonidas.

De mes Concitoyens j'acquis la confiance ;
Si je regne sur eux, c'est par reconnaissance.
Pour eux seuls j'ai perdu l'heureuse Liberté,
Que l'on ne trouve, ami, que dans l'égalité.
Ce don si précieux, présent de la Nature,
Est le premier des biens que goûte une ame pure.
Tout homme est malheureux dès qu'il n'a point d'égaux.

C'est-là, ce me semble, un bel éloge de l'égalité. Le dernier vers sera sûrement démenti par l'orgueil ; mais l'ambition elle-même, qui n'est que le plus haut degré de l'orgueil, a confessé la vérité de ce vers, quand elle a dit par la bouche d'Auguste,

Et monté sur le faîte, il aspire à descendre ;

car si Corneille a fait ce beau vers, Auguste a eu ce sentiment naturel, puisqu'il a plus d'une fois été prêt d'abdiquer. Un homme qui n'a point d'égaux est tout seul, & il est triste d'être seul. Aussi les Rois qui veulent avoir des amis, sont obligés de se faire des égaux. *Amongst inequals no society*, a très-bien dit Pope : *Sans égalité, point de société* ; & un des hommes de nos jours qui a le plus d'esprit, a dit fort plaisamment : *Je ne connais que le Pere Eternel qui ait un assez*

Digitized by Google

grand fonds de gaieté pour tenir à tous les hommages qu'on lui rend.

SPECTACLES.

THÉATRE DE LA NATION.

Nous avons déjà fait connaître le succès du *Vieux Célibataire* ; voici comment l'Auteur a traité ce sujet.

M. Dubrillage, vieux garçon riche, n'a pour héritier qu'un neveu qui, dans sa premiere jeunesse, a fait des folies ; il s'est engagé, il s'est marié à une fille sans fortune ; mais ce qui fâche le plus son oncle, c'est que le sachant justement irrité contre lui, il ne lui donne point de ses nouvelles, & ne cherche aucun moyen de l'appaiser. Ce M. Dubrillage a pour Domestiques une espece d'Intendant, nommé Ambroise, & Mad. Evrard qui lui sert de Gouvernante. Ambroise, d'un caractere dur & emporté, affectant cette franchise brutale qu'on veut faire ressembler à la probité, a réussi, en se faisant craindre, à s'emparer de la plus grande autorité dans la maison ; Mad. Evrard, par des moyens plus doux, mais non moins hypocrites, sous l'extérieur du zele, de l'intérêt, de l'amour même, & paraissant remplie des attentions délicates, est parvenue au même but. Ils ont inspiré tous deux une confiance aveugle à leur Maître, qui s'est livré entiérement à eux. Ces deux fripons ne s'aiment ni ne

s'estiment, mais ils s'entendent; & pour ne pas être perdus l'un par l'autre, ils se soutiennent mutuellement. Ambroise, afin d'assurer ses vues de fortune, veut épouser Mad. Evrard. Celle-ci porte ses prétentions plus loin, elle les éleve jusqu'à son Maître; mais elle ménage Ambroise, dans la crainte que son projet ne réussisse pas. — Nous nous attachons à faire connaître ces caracteres, parce que c'est sur-tout la maniere dont ils sont tracés qui fait le grand mérite de l'Ouvrage, & que l'Auteur les a supérieurement nuancés. — On conçoit que d'après de pareilles dispositions, les deux fourbes se sont bien gardés de laisser approcher de la maison le neveu de M. Dubrillage; ils ont intercepté ses lettres, aigri contre lui les ressentimens de son oncle, & tâché de l'amener au point de le déshériter. Mais c'est un procédé dont le bon Vieillard est incapable, & l'Auteur a mis dans sa bouche, en vers faits à sa maniere, c'est-à-dire infiniment agréables, l'opinion de Mirabeau contre les Testamens. Cependant ce neveu, Armand, jeune homme doué d'un cœur généreux, sensible & capable de faire oublier ses premiers égaremens, s'est présenté chez son oncle avec sa femme, & l'on se doute bien qu'il n'a pu pénétrer jusqu'à lui. Mais il a vaincu tous les obstacles; & sans se faire connaître, il a réussi, par les soins mêmes de Mad. Evrard, à se faire agréer comme Domestique. Il lui plaît au point qu'elle lui confie tous ses projets. De son côté, la jeune femme d'Armand est présentée, au même titre, par la protection d'Ambroise, malgré la résistance de Mad. Evrard, qui n'aime pas à voir dans la maison d'autre femme qu'elle, & sur-tout une femme jeune & jolie; mais M. Dubrillage, se prévient fort

Digitized by Google

rement en faveur de sa figure, & veut obstinément la garder. Il ose même se permettre un coup d'autorité bien fort pour sa faiblesse, c'est de mettre le marché à la main à cette même Mad. Evrard, quoique dans une scène précédente, filée avec une adresse infinie & de main de Maître, cette rusée Gouvernante l'ait amené au point d'envisager avec plaisir son union avec elle, & même de la désirer. La jeune Armand se fait bientôt connaître à M. Dubrillage pour sa niece : on sent que la haine de sa rivale en redouble. Ambroise lui-même, désespéré de l'avoir introduite, se prête à une nouvelle noirceur qui peut la perdre. On produit une lettre ancienne d'Armand, dans laquelle il parle de sa femme, comme étant avec lui à Colmar. On en conclut que celle-ci est une aventuriere ; mais heureusement que l'imprudente Evrard a mis Armand lui-même dans sa confidence : il dévoile tout ce mystere odieux, que sa seule présence détruit. Les fourbes sont chassés, & Armand recouvre facilement la confiance de son oncle, qui la lui avait déjà accordée comme à un simple Valet.

Cette Piece mérite tout son succès, sur-tout par les détails charmans & pleins de vérité dont elle est remplie. On y a reproché quelque ressemblance avec le *Consentement forcé*. Il n'est pas douteux que le moyen ne soit le même ; mais M. Collin en a tiré un parti très-différent. Nous croyons que cet Ouvrage doit ajouter à la juste réputation que ses premiers lui ont mérité.

Il est impossible de concevoir rien de plus parfait que l'exécution. Il n'y a pas une nuance du caractere de Madame Evrard, si habilement tracé par l'Auteur, que Mademoiselle Contat

Digitized by Google

laisse échapper. Cette faiblesse du bon Dubrillage, d'un homme qui se sent blessé du joug qu'on lui impose, mais qui n'a pas la force de le secouer, est également bien rendue par M. Molé. Mad. Petit & M. Fleury, dans les rôles de neveux; M. Larochelle, chargé de celui d'Ambroise; & jusqu'à un vieux Portier, bon & sensible, que fait M. Dazincourt, ne sont pas moins dignes d'éloges. Mais on sait avec quelle supériorité la Comédie est jouée à ce Théâtre, qui, dans ce genre, est loin d'être encore égalé par ses rivaux.

NOTICES.

Lodoiska, Comédie en trois Actes, mêlée de chants; par M. Fillette-Loraux; représentée pour la premiere fois, sur le Théâtre de la rue Feydeau, le 18 Juillet 1791; musique de M. Cherubini. Prix, 30 sous. A Paris, chez Régent & Bernard, Libr. quai des Augustins, N°. 37; & chez les Mds. de Nouveautés.

Le Collatéral ou l'Amour & l'Intérêt, Comédie en trois Actes & en vers; par P. F. N. Fabre-d'Eglantine, représentée sur le Théâtre de Monsieur, au Palais des Tuileries, le 26 Mai 1789; & reprise au Théâtre Français, rue de Richelieu, le 27 Octobre 1791. A Paris, chez L. F. Prault, Impr-Libr. quai des Augustins, à l'Immortalité. Prix, 30 s.

Nous reviendrons sur cet Ouvrage.

Digitized by Google

AVIS.

L'Etabliſſement de BAINS de mer froids & chauds, à volonté, à Boulogne-ſur-Mer (qui eſt le ſeul de ce genre en France), ſera rouvert au Public, depuis le 15 Avril juſqu'au 15 Novembre 1792.

Ces Bains, dont les ſubſtances portent avec l'eau dans le tiſſu de la peau une action plus tonique que ne peut faire l'eau ordinaire, convient à tout âge, aux tempéramens ardens, bilieux, mélancoliques, aux femmes maigres, nerveuſes, à celles qui ont la peau ſeche, qui éprouvent des ſpaſmes, des ſuppreſſions, &c. Ils ſont très-utiles dans les maux de nerfs, les rhumatiſmes & ſciatiques ſur-tout, dans les maladies ſecrettes, & dans la plupart de celles qui, lorſqu'elles ne peuvent être guéries, en retirent toujours un ſoulagement réel : ces Bains ſont un des moyens les plus sûrs de rétablir & conſerver la ſanté ; nombre de perſonnes, tant de Paris que de Londres, & notamment des Médecins diſtingués de ces deux villes, en ont fait uſage avec la plus grande ſatisfaction. On y a établi des Douches d'eau de mer au chaud & au froid, & un grand Bain dans lequel pluſieurs perſonnes du même ſexe peuvent ſe baigner enſemble. Le prix de ces Bains, qui ſont de 30 ſous, de 3 livres & de 6 livres, diminue de moitié en s'abonnant pour un mois, & d'un tiers ſi on s'abonne pour quinze jours.

Nota. Boulogne, plus près de Londres que de Paris, eſt le Port de mer le plus avantageuſement ſitué pour paſſer en Angleterre dans l'eſpace de 3 à 4 heures.

TABLE.

MERCURE. 85
Charade, Enig. Logog, 92
Le Divorce. 94
Les Thermopyles, 90
Spectacles, 104
Notices. 107

Digitized by Google

MERCURE FRANÇAIS.

SAMEDI 31 MARS 1792.

Nota. Le prix de ce Journal est actuellement de 36 livres pour les Départemens, l'Assemblée Nationale, par son Décret du 17 Août 1791, en ayant doublé les frais de port.

PIECES FUGITIVES.

IMITATION

Du joli Conte *intitulé* LE CHEVAL & LA FILLE, *inséré au Mercure du* 10 *Mars.*

EN me promenant à cheval,
L'autre jour je vis une fille
Que portait un mauvais cheval :
Tout à coup pensant à la fille
Qui culbuta de son cheval,
J'aurais voulu que cette fille,
Plus fringante que son cheval,
Eût même chance que la fille

Digitized by Google

Dont Boufflers se vit le cheval.

Je m'approchai de cette fille,
Qui cheminait sur son cheval.
Vous avez là pour une fille,
Lui dis-je, un bien mauvais cheval.
Puis voulant embrasser la fille,
Un maudit faux pas du cheval
Survint à propos pour la fille,
Et j'embrassai son vieux cheval.
Cela fit sourire la fille,
Assise sur son laid cheval.
Voulant amadouer la fille :
Prenez, lui dis-je, mon cheval :
Je le veux bien, répond la fille ;
Alors je descends de cheval ;
Aussi-tôt s'avance la fille
Tout à côté de mon cheval,
Et puis, zeste, voilà la fille
Bien en selle sur mon cheval.
Beau Cavalier, me dit la fille,
Montez vîte sur mon cheval.
Pendant que je monte, la fille
Pique des deux mon bon cheval ;
Comme un éclair, je vis la fille
Disparaître avec mon cheval.

Heureux qui dupe d'une fille,
En est quitte pour un cheval !

(Par M. Lagache fils ; Receveur des Domaines Nationaux à Guise.)

Digitized by Google

RÉPONSE

A des COUPLETS *parodiés sur l'Air de* Pauvre Jacques, *qui commencent ainsi :* Pauvre Peuple, quand tu n'avais qu'un Roi, *&c.*

HEUREUX Peuple, jadis au nom des Rois,
Mille impôts comblaient ta misere ;
Mais aujourd'hui, sous l'Empire des Loix,
Jouis des présens de la Terre.

L'argent n'est pas le prix de tes travaux ;
En as-tu moins le nécessaire ?
De tes Seigneurs les écus étaient beaux ;
Mais, hélas ! tu n'en avais guere.

Heureux Peuple, &c.

Sûr désormais de récolter pour toi,
Que ta peine sera légere !
Jadis c'était pour les Flatteurs d'un Roi
Que tes sueurs baignaient la Terre.

Heureux Peuple, &c.

Digitized by Google

La Liberté t'offre un fort enchanteur :
Sache en user avec justice.
L'égalité qui fera ton bonheur,
De tes Tyrans est le supplice.
Heureux Peuple, &c.

(Par B... Lamothe.)

Explication de la Charade, *de l'*Énigme & *du* Logogriphe *du dernier* MERCURE.

Le mot de la Charade est *Culbute*, celui de l'Enigme est *Mensonge*, & celui du Logogriphe est *Jalousie*, où l'on trouve *Louis, Soi, Sol, La, Si, Oui, Lie, Loi, Oie, Saoul, Asie, Laie, Jeu, Suie, Soie, Joue, Joli.*

CHARADE.

Mon premier a deux sens ; l'un, à l'homme impossible,
Fut vainement tenté par des audacieux ;
Et l'autre, trop commun, présente un crime horrible
Aux yeux de l'homme vertueux.
Mon second change tout, les goûts & le visage ;
Eglé, qui le sait bien, change aussi de langage,
Et dans son désespoir ne cesse de crier :
Les Amans autrefois n'étaient pas mon entier.

(Par un Abonné.)

Digitized by Google

ÉNIGME.

JE suis un meuble fort utile ;
Mais songez bien, filles qui me portez,
Que je suis aussi fort fragile.
Ainsi que bien des gens, je montre deux côtés ;
Pris dans un autre sens, je peins un imbécille.

(*Par le même.*)

LOGOGRIPHE.

AMI Lecteur, veut-tu me deviner ?
De mes neuf pieds renverse l'ordre ;
C'est, comme on dit, fil à retordre,
Mais plus de gloire à me trouver.
Dans mon sein je nourris la céleste Déesse
Qu'invoquait autrefois la charmante Jeunesse ;
Le nom de Diane aux Enfers ;
Un animal traître & pervers ;
De tout oiseau la plus maigre partie ;
La prison de nos corps quand l'ame en est sortie ;
Une salutaire boisson ;
Le synonyme de volume ;
Ce qui rend de la voix fidélement le son ;
Ce qui vole dans l'air sans ailes & sans plume.

(*Par un Curé, District de Joinville.*)

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

HISTOIRE de la Vacance du Trône Impérial, tirée de Mémoires authentiques; in-8°. Prix, 3 livres broché. A Paris, chez Lavillette, *Libr. rue du Battoir, N°. 8.*

Les circonstances ne pouvaient être plus favorables pour la publication de cet Ouvrage, qui, par lui-même, est instructif & fait pour être lu par tous ceux qui veulent acquérir des connaissances sur le Droit public de l'Europe. L'Auteur a puisé dans les meilleures sources, & rédigé ses résultats avec méthode & clarté. Il y joint des pieces justificatives; l'une des plus curieuses est la capitulation de l'Empereur Charles VI, de l'année 1711, lorsqu'à cette époque de son couronnement, il crut devoir reconnaître par un acte solennel tous les droits des Electeurs & des Membres du Corps Germanique. Il n'y a point d'Ouvrage où l'on puisse prendre une idée plus juste de la Constitution de l'Empire. L'Auteur, qui le remet sous nos yeux, n'y a pas ajouté la fameuse Bulle d'or de Charles IV, de l'année 1356: on la trouve

Digitized by Google

par-tout, & l'on sait qu'elle a servi depuis ce temps à régler la forme des élections & le régime du Collége Electoral ; mais on trouve ici, du moins le préambule de cet Ecrit mémorable : il est d'une tournure très-propre à faire connaître l'esprit du temps ; en voici un passage.

» Dis, Orgueil, comment aurais-tu régné en Lucifer, si tu n'avais appelé la Dissention à ton secours ? Dis, Satan envieux, comment aurais-tu chassé Adam du Paradis Terrestre, si tu ne l'avais détourné de l'obéissance qu'il devait à son Créateur ? Dis, Colere, comment aurais-tu détruit la République Romaine, si tu ne t'étais servie de la Division pour animer Pompée & Jules à une guerre intestine l'un contre l'autre ? Dis, Luxure, comment aurais-tu ruiné les Troyens, si tu n'avais séparé Hélene de son mari ? Mais toi, Envie, combien de fois t'es-tu efforcée de ruiner par la division l'Empire Chrétien que Dieu a fondé sur les trois Vertus théologales, la Foi, l'Espérance & la Charité, &c.

Il faut avouer que cette apostrophe à Satan & aux sept Péchés capitaux est une étrange introduction à un acte Législatif, mais c'était alors le goût général qui se reproduisait dans tous les sujets. L'Ecriture Sainte servait de base à toutes les discus-

Digitized by Google

sions politiques. La Cour de Rome, qui trouvait tout dans les Ecritures, avait mis ce ton à la mode, & dans des temps beaucoup plus récens, lorsque Cromwel fit condamner Charles Ier., un des griefs spécifiés dans l'Arrêt de mort, était que ce Prince *avait contristé au possible l'Eglise de Dieu.*

VARIÉTÉ.

ESSAI d'une nouvelle Histoire Romaine.

J'AIME le merveilleux ; toutes les Nations l'ont aimé dans leur enfance, & quelques-unes dans un âge très-avancé. Il nous garantit de la peine de penser, des tourmens du doute & des écarts du savoir, souvent plus dangereux que ceux de l'ignorance.

L'amour du merveilleux peuple l'Univers d'une foule de Dieux & de Génies qui ne s'occupent que de nous. Tout se fait pour l'homme, ce qui est très-flatteur ; tout se fait sans lui, ce qui est très-commode. Dans la dépendance où nous sommes de ces êtres invisibles, le malheureux croit avoir une ressource, & le coupable mériter quelque indulgence.

Quand je lis l'Histoire dans les Auteurs anciens, des fictions agréables me soutiennent quelquefois contre le récit des atrocités ; quand je la lis dans les Ecrivains modernes, je ne vois

Digitized by Google

qu'une suite effrayante de tableaux, dont rien n'adoucit l'horreur. L'homme paraissant tout seul sur la Scène, j'ai honte de sa prétendue perfection, & je préfere des mensonges qui m'amusent, à des vérités qui me révoltent.

C'est ce qui m'a fait naître l'idée de rendre à l'Histoire ancienne les ornemens dont on l'a dépouillée. Je commence par celle des Romains, & je vais renfermer dans un petit nombre de pages ce qu'elle offre de plus essentiel, depuis la prise de Troie jusqu'à la mort de Romulus.

Dans ce temps-là vivait un homme qui s'appelait Enée. Il était bâtard, dévot & poltron. Ces qualités lui attirerent l'estime du Roi Priam, qui, ne sachant que lui donner, lui donna une de ses filles en mariage.

Ses aventures commencerent à la nuit de la prise de Troie. Il sortit de la ville, perdit sa femme en chemin, s'embarqua, eut une galanterie avec une Reine de Carthage, qui vivait 400 ans après lui, donna des jeux très-amusans auprès du tombeau de son pere Anchise, mort en Sicile, & parvint enfin en Italie, vers l'embouchure du Tibre, où le premier objet qui frappa ses regards fut une truie qui venait de mettre bas trente cochons blancs. Là devaient se terminer ses voyages; les Oracles l'avaient prédit. Il prit aussi-tôt possession de la contrée, & commença par tracer l'enceinte d'une ville.

Il demanda ensuite à qui ces lieux appartenaient avant son arrivée. On lui dit: c'est ici le Latium; ces campagnes offertes à vos yeux sont cultivées par les Latins; la ville que vous voyez sur cette colline s'appelle Laurentum, &, ce château garni de tours qui la couronne, est

Digitized by Google

le séjour du Roi Latinus, fils de la Nymphe Marica.

Latinus était très-vieux, & n'avait qu'une fille très-jeune, nommée Lavinie. Il l'avait promise à Turnus, Roi des Rutules, qui joignait une valeur brillante aux agrémens de la jeunesse & de la figure. Cet hymen allait se conclure, lorsque des nouvelles effrayantes en suspendent les apprêts. On apprend que des Corsaires, descendus sur le rivage, abattent les forêts, s'emparent des propriétés, & sèment la terreur aux environs. En même temps on voit dans la plaine deux Ambassadeurs Troyens venir à pas précipités. Latinus n'a que le temps de se jeter sur le vieux Trône de ses aïeux; & les Troyens introduits, lui déclarent qu'ils sont venus par l'ordre des Dieux, sous la conduite du fils de Vénus, s'établir dans ses États, & lui donnent le choix de la guerre ou de la paix. La Cour de Laurentum fut étonnée d'un pareil langage; mais elle le fut bien plus, quand elle entendit le Roi proférer gravement ces paroles: Je vous laisse ce que vous avez pris, & je choisis pour gendre le fils de Vénus, à condition qu'il viendra voir le fils de Marica.

Les cris de la Reine, les pleurs de Lavinie, le désespoir de Turnus, rien ne put changer la résolution du Roi. On courut aux armes, & la guerre finit par la mort de Turnus, que le pieux Enée abattit d'un coup de pierre.

Devenu possesseur du Royaume des Latins, il acheva la ville qu'il avait commencé de bâtir, & qu'il nomma Lavinium, du nom de la femme. Pendant qu'il s'occupait de ce pénible soin, l'avenir lui fut révélé par un prodige singulier. Le feu ayant pris naturellement à un bouquet

Digitized by Google

de bois ; on vit presque dans le même instant un loup y accourir & l'alimenter, en y jetant des matières combustibles ; un aigle descendre des cieux pour agiter de ses ailes ; un renard en arrêter les progrès en se couchant sur la flamme naissante, sur-tout qu'il avait trempée dans le fleuve. Cette scène se réitéra plusieurs fois ; à la fin, le bois fut consumé, & le renard se retira. A l'aspect de ces événemens, qu'on ne peut révoquer en doute, puisqu'on avait conservé pendant long-temps dans la place de Lavinium les figures de ces trois animaux en bronze, Enée augura que la Colonie trouverait de grands obstacles à son établissement ; mais que par la faveur des Dieux, elle triompherait avec éclat de la jalousie des hommes.

Cependant ce sentiment germait parmi les Nations voisines. Il fut attaqué par les Etrusques & les Rutules. Le combat se donna sur les bords du Numicus, petit ruisseau dont les eaux étaient employées par préférence au Culte de Vesta, & qui s'épuisa, dit-on, un jour que les libations devinrent plus fréquentes. Enée, au milieu de l'action, fut poussé dans le ruisseau, & s'y établit si bien qu'il s'y noya.

Ainsi finit l'histoire de ses exploits. Celle de sa renommée serait plus étendue & aussi surprenante. Errant, fugitif, ayant besoin de tout le monde, & personne n'ayant besoin de lui, ses voyages laissaient par-tout des traces profondes. Ceux qui mouraient à sa suite avaient le privilége d'illustrer les lieux témoins de leurs derniers soupirs. Des Isles, des Promontoires quittèrent leurs anciens noms, & prirent ceux de ses Cousines, de ses Nourrices, de son Pilote, de son Trompette ; enfin, quoique suivant la

Digitized by Google

remarque d'un Ecrivain judicieux, on ne puisse être enterré que dans un endroit, plusieurs villes se félicitaient de conserver son tombeau.

Ascagne son fils se hâta de le mettre au nombre des Dieux, de l'enfermer dans les murs de Lavinium, & de proposer la paix aux ennemis. Mézence, Roi des Etrusques, en dicta les articles, & exigea pour tribut tout le vin qu'on recueillait dans le pays des Latins.

Nous devons à cette liqueur, dit le plus savant des anciens Naturalistes, un privilége qui nous distingue des autres animaux, celui de boire sans en avoir besoin. C'est de tous les droits de l'homme le plus généralement reconnu. Les Latins allaient en être dépouillés, lorsqu'Ascagne prit le parti de consacrer à Jupiter toutes les vignes de ses Etats, & d'en avertir Mézence.

La paix se fit à de plus douces conditions. Le vœu d'Ascagne ne fut pas exécuté. Il n'empêcha pas les Romains de s'enivrer du vin de Latium, ni un Ambassadeur Grec de le trouver aussi mauvais qu'il l'est en effet; mais il empêcha les Généraux Romains de former des sermens indiscrets. Papirius, dans sa guerre contre les Samnites, implora l'assistance de Jupiter, & ne lui promit pour prix de la victoire qu'un petit verre de vin.

Ascagne se promenait un jour sur les bords du lac d'Albano, & racontait, peut-être pour la centieme fois, à ses Courtisans, les circonstances de son arrivée en Italie. Il observa que depuis cette époque, il s'était écoulé trente ans. Ce mot, en lui rappelant les trente petits cochons blancs qu'il avait vus au sortir du vaisseau, fut un coup de lumiere pour lui, & le germe des plus grandes choses qui se soient

Digitized by Google

faires dans le Monde. Il conclut du nombre de ces animaux qu'il devait, sans différer, bâtir une ville, & de leur couleur lui donner le nom d'Albe, parce que ce mot en latin désigne la couleur blanche. Il en fit aussi-tôt jetter les fondemens, & cette ville, remplacée aujourd'hui par un Couvent de Récollets, fut l'origine de Rome & de ses hautes destinées.

Après la mort de ce Prince, Albe fut successivement gouvernée par douze Rois, pendant l'espace d'environ 350 ans. Ils régnerent dans le plus grand silence, excepté Allodius, qui avait trouvé l'art de forger la foudre, & qui finit par l'attirer sur sa maison.

Procas, le dernier de ces douze Rois, laissa deux fils, Numitor, à qui le Trône appartenait, & Amulius qui s'en empara. Cet usurpateur, dans la crainte que Sylvie, sa niece, ne trouvât dans un époux le vengeur de son pere, l'obligea de se consacrer à Vesta.

Sylvie, chargée du soin de sa virginité & des fonctions du Ministere, partageait ses efforts entre ses devoirs. Un jour que devant offrir un sacrifice, elle allait chercher de l'eau pure dans une source placée hors de la ville, dans l'épaisseur d'un bois, elle vit à l'entrée de la grotte, au lieu d'une Nymphe, nonchalemment penchée sur son urne, un grand homme debout, tenant d'une main son bouclier, de l'autre sa lance, la tête couverte d'un casque qui ne laissait entrevoir qu'une barbe fort noire & fort épaisse. Cet homme était le Dieu Mars. Elle en fut effrayée; mais ils étaient seuls, & cette solitude, ce gazon, cette fontaine, Neuf mois après, Sylvie mit au jour deux jumeaux, qui furent nommés Romulus & Remus. Le Roi d'Albe

Digitized by Google

qui n'avait pas été prévenu de leur arrivée, ordonna de les jeter dans le Tibre, & condamna leur mère à passer le reste de ses jours dans une prison, où il n'y avait ni Dieux ni fontaine.

On mit les enfans dans un berceau, & le fleuve, après l'avoir balotté pendant quelque temps sur ses flots, grossis par la fonte des neiges, le déposa doucement au pied du Mont-Aventin, sous un figuier, qui, pour prix de l'ombrage qu'il avait prêté en cette occasion, subsistait encore mille ans après.

Alors s'approchèrent du berceau deux animaux, une louve qui leur donna le premier lait, & un pivert qui, de son bec, glissait dans leur bouche de petites miettes ramassées çà & là.

Je raconte des choses étranges; j'en rapporterai d'autres qui ébranlent également notre foi. Mais Plutarque l'affermit par deux fortes raisons; la première, tirée de l'ordre éternel des convenances, suivant lequel le colosse prodigieux de la grandeur Romaine ne pouvait s'établir que sur des prodiges; la seconde, tirée des jeux de la Fortune, qui, suivant Pindare, gouverne le Monde, & qu'il est inutile d'interroger, puisqu'elle a toujours dédaigné de rendre ses comptes. Je continue.

Après la louve & le pivert, arrivent auprès du berceau Faustulus & Larentia sa femme. Faustulus était un homme vertueux, que ses services avaient élevé au rang de premier Berger du Roi; Larentia n'avait pas de grandes vertus, mais elle avait de grandes faiblesses qui lui valurent d'assez grandes douceurs pendant sa vie, & les honneurs divins après sa mort.

Ces heureux époux se chargèrent de l'enfance

Digitized by Google

des Princes, & confierent ensuite leur éducation à un Maître d'Ecole résidant à Gabies, à quatre lieues de distance de leur chaumiere.

Ils s'y distinguerent dans les exercices du corps & dans ceux de l'esprit; & après y avoir puisé le goût des Lettres, de la Musique, & de la Tactique des Grecs, ils revinrent, à l'âge de 18 ans, au Mont-Palatin, pour y garder les troupeaux du Roi Amulius.

Tout en eux était imposant, la taille, le maintien, l'éloquence, mais sur-tout la force & le courage. Leurs bras vigoureux portaient des coups mortels aux animaux qu'ils poursuivaient à la chasse, aux Pâtres étrangers qui osaient franchir les limites qu'on leur avait assignées.

Faustule leur apprit enfin le secret de leur naissance, & dès l'instant même, ils rassemblent un grand nombre de gens sans aveu, marchent à la Capitale, brisent les fers de leur mere Sylvie, font mourir Amulius, & rendent la Couronne à leur grand-pere Numitor, qui tenta vainement de les retenir auprès de lui. Ils savaient, qu'obligés de vivre en mauvaise compagnie, ils ne pouvaient plaire à la Cour d'Albe, & qu'une liberté sans licence commençait à déplaire à leurs Soldats. Un autre motif hâta leur départ. Ils voulaient, à l'exemple des anciens Héros, bâtir une ville qui transmît leur nom à la Postérité: déja même Romulus en avait tracé le plan.

Autour du Mont-Palatin sont six autres collines qui pouvaient toutes, à leur sommet, recevoir la ville éternelle. Remus se décida pour le Mont-Aventin; Romulus pour le Palatin. Les deux projets furent agités dans l'Assemblée gé-

Digitized by Google

nérale, & il fut réglé qu'on s'en tiendrait à celui que les Dieux indiqueraient eux-mêmes. Remus apperçut six vautours dans un coin du Ciel ; Romulus s'écria aussi-tôt qu'il en voyait douze dans un autre coin. Fallait-il se décider sur la priorité de la découverte, ou sur le nombre des oiseaux ? Les esprits s'échaufferent, on en vint aux mains, Remus périt dans le combat. On dit que ce fut son frere qui le tua, le pleura & l'enterra.

On acheva aussi-tôt l'enceinte de Rome. La forme en était aussi carrée que celle de Babylone. Dans le milieu s'éleverent mille cabanes ; celle de Romulus les surpassait toutes en magnificence. Des roseaux, artistement entrelacés, soutenaient le chaume dont elle était couverte. Il avait pour lit de la paille, pour chevet une botte de foin.

Le goût des Arts & l'amour de la gloire attirerent son attention sur les Monumens publics. Il conserva une petite Chapelle, située au pied du Mont-Palatin, où les chiens & les mouches n'osaient entrer, depuis qu'Hercule y avait offert un sacrifice. Il bâtit sur le Capitole, en l'honneur de Jupiter, un Temple dont la longueur était d'environ quinze pieds, & la hauteur telle qu'il fut possible d'y placer la Statue de Jupiter, quoiqu'elle fut en pied & de grandeur naturelle. Enfin s'étant emparé d'une ville d'Italie, il se trouva parmi les dépouilles un char de bronze ; il eut l'attention de le consacrer à Vulcain, & d'y placer sa propre Statue, avec une inscription qui fut composée en Grec, parce qu'elle devait être lue par des Latins.

L'Histoire nous a laissé quelques traits du caractere de ce Prince. Elle parle en particulier

Digitized by Google

de la noblesse de ses sentimens, de ses vertus, de sa prudence consommée, de son respect pour les Dieux, & de sa haine contre toute espece d'oppression. Voici l'usage qu'il fit de ces belles qualités, quand il voulut augmenter le nombre de ses Sujets.

Il ouvrit un asile où fondirent tout à coup des troupes d'esclaves fugitifs, de débiteurs insolvables, & d'assassins convaincus. Il les mit au rang des Citoyens, & répondit aux plaintes qu'il recevait de toutes parts, que telle était la volonté d'Apollon.

Aristote nous apprend que dans l'espece humaine, le concours des deux sexes est nécessaire pour donner le jour à un enfant. Cette vérité, qui n'avait pas échappé à Romulus, l'affligeait sensiblement. Il voyait sa colonie prête à périr faute de femmes. Les Nations voisines refusaient de s'allier avec ce tas de brigands dont il était entouré; mais il trouva le moyen de vaincre leur répugnance, en les invitant à des Jeux, qu'on devait célébrer à Rome. Des Tribus de Sabins s'y rendirent avec leurs familles. Les premiers Spectacles exciterent une admiration générale. Le dernier jour des fêtes, Romulus prescrivit à ses Soldats d'enlever les filles de ces Etrangers, mais de respecter leurs femmes. Ce serait un beau sujet de Prix, à proposer, de demander comment dans ce tumulte épouvantable, au milieu de tant de cris & de fureurs, les ravisseurs purent exécuter les ordres de leur Maître. Cependant ils mirent tant de discernement dans leur choix, que de trente, ou fix cent quatre-vingt-trois prisonnieres (car les Auteurs anciens varient un peu sur le nombre), il ne se trouva qu'une femme mariée. On

Digitized by Google

l'ayait enlevée par mégarde, & Romulus l'épousa pour la singularité du fait.

Cette entreprise eut des suites ; on fit la guerre, la paix, la guerre une seconde fois, enfin un traité qui confondit en un seul Peuple les Romains & une partie des Sabins.

Romulus n'avait cessé de s'occuper du Gouvernement & des Loix. Un jour ayant rassemblé sous les Habitans de Rome, il dit aux uns : Soyez Patriciens & protecteurs ; il dit aux autres : Soyez Plébéiens & protégés ; & cela se fit ainsi. Il choisit dans la première classe cent Conseillers d'Etat, qui devaient partager avec lui les soins d'une si grande administration ; car il commandait à plus de trois mille hommes. Quand un certain nombre de familles Sabines se furent établies au Capitole, on nomma cent autres Sénateurs.

Des Loix qui entretenaient les mœurs & la tranquillité dans Rome, donnerent une haute idée du Législateur ; des guerres & des victoires continuelles en donnerent une plus haute du Conquérant. Mais Romulus fut trop ébloui de tant de succès ; il flatta les Plébéiens pour augmenter son pouvoir, & blessa les Sénateurs en cessant de les consulter.

Sa mort fut aussi merveilleuse que sa vie. Pendant qu'il parlait au milieu de l'Assemblée générale, il s'éleva une tempête dont on ne peut décrire la violence. Il partait de tous les points du Ciel des tourbillons & des tonnerres effroyables ; des torrens d'eau tombaient sur la Terre ; & la nuit la couvrait de ténebres épaisses. Le Peuple épouvanté prend la fuite ; il revient après l'orage ; il voit les Patriciens immobiles dans leur place ; & n'apperçevant point Romu-

Digitized by Google

lus, il les soupçonne & bientôt les accuse de l'avoir mis en pieces, & d'en avoir caché les morceaux dans leurs poches. On allait les fouiller, lorsqu'un Sénateur, nommé Proculus, arriva ; & tint ce discours qui ne surprit personne : En revenant à l'Assemblée, j'ai rencontré Romulus couvert d'armes étincelantes comme le feu. Je lui ai demandé pourquoi il nous avait si cruellement abandonnés. Voici sa réponse : Je remonte au Ciel d'où je descendis il y a cinquante-quatre ans. Va dire à l'Assemblée que Rome sera la maîtresse de l'Univers, & que sous le nom de Quirinus, je ne cesserai de la protéger.

Le Peuple applaudit avec transport, & choisit Quirinus pour son Dieu tutélaire.

Je finis par un trait de haute érudition.

Les plus habiles Critiques n'ont jamais pu découvrir l'origine du mot Quirinus. Je présume que Romulus portait ce nom dans le Ciel, avant que de se montrer aux hommes. Hôme cite plus d'une fois la Langue des Dieux ; il en rapporte quelques mots. On doit peut-être y joindre celui de Quirinus ; peut-être aussi faut-il recourir au Bas-Breton, qui, dit-on, renferme les racines de toutes les Langues qu'on a parlées, qu'on parle & qu'on parlera dans la suite.

N. B. Le Rédacteur a fait usage de ce morceau, qui lui a été envoyé anonyme, comme d'un Essai agréable, mais dans un genre de plaisanterie qu'il ne faudrait ni répéter ni prolonger ; car rien n'est plus facile que de tourner en parodie & en ridicule les Fables & les Origines anciennes ; & cette sorte de travestissement deviendrait bientôt monotone & froide. On peut tirer une autre instruction de ce mot-

ceau ; ceux qui, en le lisant, se moqueront des fables que croyaient les anciens Romains, n'ont qu'à se rappeler celles qu'on nous a long-temps fait croire en tout genre, & se dire ce vers d'Horace :

Mutato nomine de te
Fabula narratur. HOR.

Tu ris ! change les noms : la Fable est ton histoire.
BOIL.

ANNONCES ET NOTICES.

Suite du Préservatif contre le Schisme, ou Nouveau développement des principes qui y sont établis ; par M. Larriere. In-8°. Prix, 3 liv. & 3 liv. 15 s. franc de port pour les Départemens. A Paris, chez Leclere, Libr. rue Saint-Martin, N°. 254, près la rue aux Ours.

Moyens de rectifier la Gamme de la Musique & de faire chanter juste ; par Gabriel-Antoine de Lorthe. A Paris, chez l'Auteur, Hôtel d'Orléans, rue Dauphine.

Observations de Physique & de Médecine, faites en différens lieux de l'Espagne ; on y a joint des Considérations sur la Lépre, la Petite-Vérole, & la Maladie Vénérienne ; par M. Thyerry, Docteur-Régent de la Faculté de Médecine de Paris, Médecin-Consultant du Roi, &c. 2 Vol. in-8°. A Paris, au Bureau du Cercle Social, rue du Théâtre Français, N°. 4 ; chez Garnery, Lib. rue Serpente ; & chez les principaux Libr. de l'Europe.

Digitized by Google

Catéchisme de la Constitution civile du Clergé, par M. Molinier, Prêtre de la Doctrine Chrétienne, Evêque de Tarbes. 2e. édition. Prix. 6 f. A Paris, chez Leclere, Libr. rue Saint-Martin, près la rue aux Ours.

Lettre sur les Prêtres séditieux & réfractaires, par J. B... Demengeon. A Paris, chez Froullé, Libr. quai des Augustins, N°. 39; & chez Leclere, Libr. rue St-Martin, N°. 254.

Contraste de la Réformation Anglicane par Henri VIII, & de la Réformation Gallicane par l'Assemblée constituante; par M. Gratien, Vicaire de la Cathédrale de Chartres. In-8°. Prix, 30 f. & 2 liv. franc de port pour les Départemens. A Paris, chez Leclere, rue St-Martin, près la rue aux Ours, N°. 254.

L'Adultere, Drame en 3 Actes & en prose; par M. Chalumeau, Administrateur du District de Melun. A Paris, chez Belin, Libr. rue Saint-Jacques, près St-Yves; Née de la Rochelle, Libr. rue du Hurepoix, N°. 13; & Defenne, Libr. au Palais-Royal.

De la Dette publique en France, en Angleterre & dans les Etats-Unis de l'Amérique; par M. Ducher. A Paris, chez Buisson, Imp-Libr. rue Haute-feuille, N°. 20, près la rue des Cordeliers. Prix, 6 f. & 8 f. franc de port.

Etrennes aux Enfans, ou Petit Théâtre de la Jeunesse; par M. L... P... D... A Paris, chez Mérigot jeune, Libr. quai des August. N°. 38.

Digitized by Google

Lettres de Charlotte, pendant sa liaison avec Werther, traduites de l'Anglais par M. D... D... S... G... ; avec un extrait d'*Eléonore*, autre Ouvrage Anglais, contenant les premieres Aventures de Werther. A Paris, chez Royez, Libr. quai des Augustins, à la descente du Pont-Neuf.

Les deux Prisonniers, ou la Fameuse Journée, Drame historique & Lyrique en 3 Actes, dédié à Henry Masers de la Tude ; par Joseph Martin. Prix, 30 sous. A Paris, chez l'Auteur, rue Montmartre, N°. 5, près le Boulevart ; & chez Denné, Libr. au Palais-Royal, près le passage du Perron, en face de la rue Vivienne.

Instruction donnée par M. l'Evêque de Viviers pour les Habitans de la campagne, avec cette épigraphe :

(Si deux Augures ne pouvaient se regarder sans rire, comment deux Evêques qui refusent de prêter le Serment constitutionnel, peuvent-ils se regarder sans rougir ?)

A Paris, chez Froullé, Impr-Libr. quai des Augustins, N°. 39 ; & chez Leclerc, Libr. rue St-Martin, N°. 254.

Sur les Troubles des Colonies, & l'unique moyen d'assurer la tranquillité, la prospérité & la fidélité de ces dépendances de l'Empire, en réfutation des deux Discours de M. Brissot, des 1^er^. & 3 Décembre 1791 ; par M. Dumorier. A Paris, de l'Imprimerie de Didot jeune, quai des Augustins.

Digitized by Google

Derniere Livraison de l'*Abrégé des Transactions philosophiques* de la Société Royale de Londres ; Ouvrage traduit de l'Anglais, & rédigé par M. Gibelin, Doct. en Méd. Membre de la Société Médicale de Londres, &c. 2 Vol. in-8°. de plus de 500 pag. chacun, avec des Planches en taille-douce ; contenant la Médecine, la Chirurgie & la Chimie. Prix, 4 liv. 10 s. le Vol. br, & 5 liv. franc de port. L'Ouvrage complet forme 14 Volumes. A Paris, chez Buisson, Impr-Libr, rue Haute-feuille, N°. 20.

Mémoires divers d'Agriculture, couronnés ou approuvés par la Société Royale d'Agriculture de Paris, ou par l'Académie de Valence en Dauphiné. Par M. Duvaure, Cultivateur, Membre de diverses Académies & Sociétés d'Agriculture. A Paris, chez Delalain le jeune, Libr. rue St-Jacques. In-8°. Prix, 3 liv.

Les suffrages qu'ont obtenus ces Mémoires, & qui sont indiqués dans le titre, dispensent de tout autre éloge : l'Auteur a été apprécié par des Juges compétens.

Essai sur une Education Nationale, par M. Maubach ; nouvelle édition. A Paris, de l'Imprimerie du Cercle Social, rue du Théâtre Français, N°. 4.

GÉOGRAPHIE.

Le Sr. Desnos, Ingénieur-Géographe pour les Globes & Spheres, & Libraire du Roi de Danemarck, à Paris, rue Saint-Jacques, N°. 254,

Digitized by Google

annonce qu'il délivre présentement aux Souscripteurs son ATLAS National & général de la France, en 6 grandes feuilles, dressé d'après celui de M. Cassini de Thury, de l'Académie Royale des Sciences. Volume in-folio br. ; prix, 27 liv. L'ATLAS en 83 Cartes, présenté à l'Assemblée Nationale. Vol. grand in-4°. toutes les Cartes encadrées de vignettes agréables, belle édition. Relié, 84 liv. Le même ATLAS, petit in-4°. avec un Précis élémentaire & méthodique de la nouvelle Géographie de la France. Broché, 48 liv. L'ATLAS National en 20 feuilles, ayant plusieurs Départemens sur chacune, encadrée aussi d'une vignette, propre à être mise sous verre. Vol. in-folio. Relié, 24 liv. L'ATLAS Ecclésiastique, divisé en 83 Départemens, Evêchés, & en 10 Arrondissemens Métropolitains. Volume in-folio. Relié, 24 liv.

Le petit ATLAS en 48 Cartes, renfermant les 83 Départemens, grandeur d'Almanach, pour être mis en poche. Relié en maroquin, 12 liv.

On trouve aussi chez ledit Desnos tous les Livres élémentaires & méthodiques de la Nouvelle Géographie de la France, avec Cartes, pour servir de développemens à tous les Atlas nouveaux, qui se vendent séparément, adopté dans tous les Colléges, Pensions, Maisons d'Education, & par les Instituteurs. Le Catalogue s'en distribue gratuitement chez le S^r. Desnos.

TABLE.

IMITATION. 109
Réponse. 141
Charade, Enig. Log. 113
Histoire. 114
Variété. 116
Annonces & Notices. 128

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE
ET
POLITIQUE.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 20 Février 1792.

LES dernières lettres de Stockholm ne nous fourniſſent aucune particularité importante des opérations de la Diète depuis ſon ouverture, & depuis la formation du Comité ſecret. Les Miniſtres des Cours de Pétersbourg, de Vienne, Berlin, Londres & Varſovie, ont aſſiſté, ainſi que le Comte *de St. Prieſt*, à la première ſéance, où Sa Maj. Suédoiſe prononça la harangue d'ouverture. On reconnoîtra dans ce diſcours le talent facile du Roi, ſon art de préparer les eſprits, ſon adreſſe à flatter les paſſions nationales & celles de chaque Ordre; enfin, le but de la convocation

Digitized by Google

des Etats, & le sujet immédiat de leurs délibérations.

Discours du Roi de Suède.

MESSIEURS,

« Il y aura bientôt 21 ans, depuis l'époque où je vous reçus, pour la première fois, devant mon Trône, comme Roi de Suède. --- Les bases constitutives du Royaume étoient ébranlées, son indépendance menacée, la considération dont il avoit joui anciennement, & que vos ancêtres avoient si glorieusement payée de leur sang, étoit perdue; l'armée dépérissoit, la grande flotte n'existoit que dans des nomenclatures; la flotte légère n'étoit que projettée, & à peine commencée; le pays déchiré par des Factions étrangères étoit devenu la victime de l'ambition de quelques Grands; la Banque sans numéraire; point de sûreté individuelle; en un mot, l'Etat étoit à la veille de sa dissolution. »

« Mais la main puissante de l'Etre Suprême, qui plus d'une fois avoit sauvé ce pays de sa ruine entière, rétablit son Corps politique; tout prit une nouvelle face. Quatorze années de repos suivirent ces secousses. L'union, l'harmonie de tous & une confiance réciproque facilitèrent mes soins, guidèrent l'inexpérience de ma jeunesse, & aidèrent mon zèle ardent à relever le Royaume. Les Finances furent remises en ordre, la Banque, que sans numéraire vous aviez confiée à mes soins, vous fut rendue par moi, après un intervalle de 6 ans, dans un état satisfaisant; l'Agriculture prit des accroissemens; l'armée de terre fut réorganisée & exercée; on construisit des flottes; le Commerce fut protégé par le pavillon Suédois, & quiconque se rappelloit ce qu'avoit été le Royaume quelques années au-

Digitized by Google

paravant, pouvoit à peine croire qu'un temps aussi court eût produit de si grands changemens. »

« Je m'arrête avec une jouissance secrette au souvenir de ce temps heureux de mes premières années de Gouvernement; alors il n'existoit point de division dans les sentimens, & l'on espéroit que la tranquillité générale prolongeroit long-temps cette félicité. »

« D'autres temps succédèrent à cette heureuse époque. Il sembloit que, las de notre bonheur mutuel, nous ne fussions plus propres à demeurer dans un pareil état de choses, & que le vœu secret, qui porte toujours l'homme à changer de situation, ne lui permît plus de jouir de cette tranquillité; ce bonheur nous étoit à charge, nous quittâmes l'état de repos où nous étions; des orages se formèrent, l'esprit de discorde remua, le Royaume fut ébranlé, la guerre le menaça, tout parut être dans la situation la plus critique. »

« Je connoissois la fermentation des esprits; je savois combien je hasardois; mais je me reposois sur la générosité de la Nation (elle ne m'a point trompé); je vous assemblai. Les délibérations prirent un caractère factieux, le Royaume eut besoin d'un prompt secours; vous l'accordâtes; l'armée se montra comme il convient à des Suédois; elle prouva qu'elle n'avoit point dégénéré; elle combattit vaillamment; la Finlande fut protégée & la paix extérieure rétablie. »

« Tel a été le cours des événemens, qui ont marqué ces 21 années. Si elles n'ont pas été toutes heureuses, si elles n'ont pas toutes apporté de l'avantage, elles ont néanmoins toutes été glorieuses pour le Royaume; & elles ont servi à confirmer les Puissances Etrangères dans l'opinion, que le nom Suédois s'étoit acquis, & dans l'idée des forces

Digitized by Google

Su'doiſes, lorſqu'elles ſont réunies; idée que les temps de nos anciennes diſſentions avoient preſqu'entièrement effacée de leur ſouvenir, mais qui a fait près d'elles une impreſſion d'autant plus forte, qu'il étoit réſervé à votre courage, & à votre conſtance, de donner à vos Contemporains ce grand exemple, & ce, dans un temps, qu'un Peuple naguères ſi puiſſant, notre ancien Allié, en donne un ſi horrible, ſi affreux, des ſuites funeſtes qu'une licence effrénée entraîne pour la perte des Etats.»

« Une paix glorieuſe a été le fruit de votre conſtance; une paix ſûre, conclue entre deux Nations indépendantes, ſans autre Médiation que l'eſtime réciproque, que deux Peuples, qui ont meſuré leur valeur & leurs forces, nourriſſent l'un pour l'autre; une paix, raffermie par une Alliance d'amitié entre deux branches d'une même Famille, déjà liées de près par les liens du ſang; une paix, qui promet au Royaume ſûreté & repos, & lui aſſure un redoublement d'eſtime & de conſidération en Europe; cette conſidération que l'intrépidité de ſes Habitans lui a acquiſe, & cette force qu'une ſi puiſſante Alliance lui fournit. Si pour moi j'ai pu y contribuer en quelque choſe, mon unique mérite ſeroit celui de n'avoir pas déſeſpéré de la Patrie; que je ne me ſuis pas trompé dans la force d'ame de la Nation, & dans ſon courage, jamais abattu; que j'ai ſu apprécier votre conſtance, votre généroſité, votre zèle pour la Patrie; que j'ai montré combien j'étois ſûr que la Nation Suédoiſe n'abandonna jamais ſes Rois dans le danger, toutes les fois qu'ils ſe ſont mis à ſa tête. »

« C'eſt donc après ces différens changemens que je vous rejoins aujourd'hui. Avec combien

Digitized by Google

de ſenſibilité vous vois-je aſſemblés actuellement devant mon Trône, vous bons Seigneurs & Citoyens Suédois, mes chers & fidèles Sujets, lorſque je me rappelle le zèle que chaque Ordre en ſon particulier a manifeſté dans ces momens d'anxiété. Quand parmi vous, bons Seigneurs de l'Ordre Equeſtre & de la Nobleſſe, je reconnois ceux que je vis combattre à mon côté, qui, par la prévoyance, le courage, le mérite & la victoire, ſe ſont montrés dignes Chevaliers Suédois, & qui paroiſſent maintenant au milieu de vous avec les marques d'honneur qu'ils acquirent à ſi juſte titre ſur le champ de bataille, ſur les flots de la mer, ou qui ſont couverts de bleſſures honorables, dignes fruits de leur héroïſme. Quand je me ſouviens du zèle exemplaire, que vous, dignes Citoyens de l'Ordre Eccléſiaſtique, témoignâtes à moi & au Pays, en encourageant le Peuple à la conſtance, dans ces momens où la fortune nous favoriſoit le moins, vous remplîtes l'emploi reſpectable qui vous eſt confié, celui de reſſerrer par le reſpect dû à la Divinité, le nœud d'union qui lie le Roi, le Peuple & la Patrie. »

« Comment, en faiſant mention de cette époque, pourrois-je oublier la noble émulation que l'Ordre des Bourgeois de ce Royaume témoigna pour rétablir la flotte des galères, lorſqu'après un combat glorieux contre des forces plus que doubles, elle exigea un prompt ſecours? Quand je me rendrois coupable d'une ingratitude pareille, la Poſtérité n'oublieroit jamais, bons Citoyens de l'Ordre louable de la Bourgeoiſie, ce Monument viſible de votre pouvoir & de votre zèle en faveur du Royaume, lorſqu'elle lira un jour, dans nos Annales, que preſque chaque ville conſtruiſit des bâtimens armés, & que l'Eu-

Digitized by Google

rope vit avec étonnement sortir du fond de la mer, dans l'espace de six mois, une flotte trois fois plus nombreuse que ne fut celle qu'elle crut détruire, pour chercher le combat, & mettre nos côtes en sûreté. »

« Et vous, Citoyens intègres du louable Ordre des Payſans, vous qui avez été ce que vous fûtes toujours, & ce que les ennemis du royaume, Oppresſeurs ou Libérateurs, vous trouvèrent sous les drapeaux de *Charles Knutſſon*, ou de *Guſtave Erieſſon*, & en tout temps, vous qui êtes partis pour la défenſe du pays, qui y avez volontairement dévoué vos enfans, qui abandonnâtes votre charrue, pour monter à bord de ces mêmes bâtimens que leurs mains avoient conſtruits & gouvernés; vous, dont les mains laborieuſes remuèrent la terre pour élever des fortifications à la défenſe du Royaume! Pour vous exprimer ma reconnoiſſance, je ne trouve d'autres paroles que celles-ci : Vous vous êtes comportés en Suédois; vous avez prouvé être les dignes Deſcendans de ceux dont *Guſtave Waſa* diſoit : *Dieu & les Payſans Suédois.* »

« Puiſque la tranquillité extérieure ſe trouve actuellement affermie, il nous reſte à terminer un travail non moins important, à rétablir l'ordre dans les Finances, dérangé par les opérations de la guerre. Telle eſt la cauſe de votre Convocation. Par les Mémoires que je remettrai à vos Collègues dans le Comité, vous verrez que ce qui exiſte réellement, eſt plus que l'on ne s'imagine, & que ſi les réſolutions ſont priſes avec unanimité, il ne ſera point néceſſaire d'impoſer un fardeau plus aggravant que celui dont vous êtes déja chargés. »

« Je vous ai convoqué dans un temps où un

Digitized by Google

vertige fanatique ébranle presque tous les Pays, & où plusieurs de mes Contemporains auroient trouvé de grandes difficultés à s'exposer à l'effervescence, que des Assemblées nombreuses font souvent naître. Je ne l'ai point redoutée, je me suis confié à votre attachement, & à la sincérité avec laquelle je vous proposerai les objets dont vous devez délibérer. Votre confiance venant au-devant de la mienne, il ne peut résulter d'une réunion si noble, que le bien de chaque Citoyen, l'affermissement de l'Etat, l'estime des Etrangers & la tranquillité générale. C'est pour l'achèvement de ce grand Ouvrage, pour l'exécution prospère de ces délibérations, que je vous souhaite le secours & la bénédiction de l'Etre Suprême, tandis que je reste à vous tous en général, & à chacun en particulier, très-affectionné, avec toute la faveur & bénévolance royale. »

De Vienne, le 14 Février 1792.

Le Gouvernement, ainsi que nous l'avons dit antérieurement, a instruit le Cabinet de Berlin que, pour la sûreté de l'Empire, l'Empereur a ordonné à un Corps de ses troupes de se mettre en mouvement. Par la même notification, S. M. I. a exprimé sa confiance dans le concours des mesures du Roi de Prusse pour le même but, & des dispositions de ce Monarque, proportionnelles à celles qui se font ici. Ces desseins ont été aussi communiqués aux principales Cours de l'Europe, dont les réponses détermineront probablement la

Digitized by Google

conſervation de la paix ou la certitude de la guerre. Si la rupture vient à être décidée, plus de 300,000 hommes de troupes de ligne ſeront employés. Tous nos régimens ſe préparent; ſi le cas l'exige, ils ſe ſuivront rapidement. Juſqu'à préſent, néanmoins, ces ordres donnés ne ſont que proviſoires; une ſeule diviſion de huit bataillons & de ſix diviſions de Cavalerie, devant marcher dans le Briſgau, auſſitôt que le paſſage requis aura été accordé. La marche des autres Corps paroît être moins prochaine. Voici l'état plus détaillé & plus exact de ces différentes forces encore immobiles.

Le Corps du *Briſgau* ſera formé de deux bataillons de *Gemmingen* (un bataillon y eſt déjà), deux de *Klebeck*, un d'*Archiduc Ferdinand*, deux de *Neugebauer*, un d'Infanterie de l'Etat-Major, trois diviſions des Cuiraſſiers de *Hohenzollern* (ces diviſions y ſont), & trois diviſions de Chevaux-légers; en tout huit bataillons & ſix diviſions. Le Prince *de Hohenlohe* eſt déſigné au commandement de ce Corps: il aura ſous lui les Généraux *Olivier de Wallis*, *de Brentano*, *de Koſpoth*, *d'Erbach*, *de Welſch*.

Les Troupes commandées pour les Pays-Bas, ſont un bataillon de *Mattheſen*, un de *François Kinsky*, un d'*Ulric Kinsky*, un de *Hohenlohe*, un d'*Edouard d'Alton*, un de *Stuart*, un de *Joſeph Colloredo*, deux de *Brechainville*, deux de *Brentano*, deux d'*Archiduc Ferdinand*, deux de *Stein*, deux de *Jordis*, un de *Ginlay*, un de *Devins*, un de *Jellachith*, un de *Croates*,

Digitized by Google

un d'*Eſclavons*, deux de *Guillaume Schroeder*; (les ſeconds bataillons de ſix de ces régimens ſont dans les Pays-Bas.) Ces Troupes ſeront ſous les ordres des Généraux *Edouard d'Alton*, *Straſoldo*, *Stuart*, *Kavanagh*, *Schmaker*, *Lichtenberg*, *Turkheim*, *Draskowitz*, *Einſiedel*, *Kollonitz*, *Furſtenberg*, *Auerſperg* & *Wernek*. Chaque bataillon aura ſon artillerie de campagne. L'artillerie de réſerve partira en même-temps que les régimens.

C'eſt un fait certain, quoique rapporté par des Gazettes, que la requête qu'a préſenté à l'Empereur le Corps des Grenadiers de la Bohême, formant environ 8 mille hommes. Ayant obtenu du Général-Major Prince *d'Aversberg* leur Brigadier, la permiſſion de dreſſer à S. M. I. le Mémoire de leur demande, ils ont expoſé leur deſir de marcher contre les ennemis de l'Empereur, de ſa Famille, & de l'Empire. On remarque la même ardeur dans toute notre armée. Les ſollicitations des Grenadiers de la Bohême ont été acceptées avec d'autant plus de facilité, que ce Corps, à ſon grand regret, eſt reſté inactif dans la dernière guerre contre la Porte.

Ceux qui voient dans ces premières diſpoſitions le projet d'attaquer inceſſamment la France, & ceux qui la croient aſſurée de conſerver la paix, ſe trompent également. Les Folliculaires ont beau avoir le mot de tous les Cabinets, &

Digitized by Google

savoir mieux que les Souverains eux-mêmes ce que l'Europe sera dans trois mois, on ne peut leur passer ce talent de deviner à coup sûr. Ici l'opinion ne diffère point sur la première destination des troupes qu'on mettra en mouvement : elles auront certainement pour objet de couvrir les frontières du côté de la France. Lorsqu'on sera en présence, & cet évènement ne peut guères précéder la fin d'Avril, les circonstances, la conduite de l'Assemblée de France, les incidens immanquables dans la confusion toujours croissante où se trouve ce royaume, développeront l'exécution des plans combinés dans l'Empire, & qui, quoi qu'on en dise, ne sont peut-être pas si indépendans des conjonctures à venir.

GRANDE-BRETAGNE.

De Londres, le 22 Février.

M. *Pitt* a ouvert le *Budget* dans la séance du 17, en exposant aux Communes le tableau détaillé des recettes & dépenses pour l'année courante 1792. Peu d'ouvrages de ce genre furent aussi méthodiques, même parmi nous : nul de nos comptes ministériels n'offrit moins d'hypothèse, nul ne renferma un état de finances plus brillant après des jours de détresse, & une leçon plus instructive à ceux qui veulent calculer

Digitized by Google

l'influence d'un bon Gouvernement, les reſſources prodigieuſes qu'il peut développer à la ſuite des revers, par le ſecours de l'ordre, des talens, de l'eſprit public; & enfin, à quelle proſpérité peut atteindre une nation induſtrieuſe, ſervie par des Miniſtres dont la liberté publique protège le génie, & favoriſe les combinaiſons, bien loin de les détruire par de fauſſes & imbécilles défiances.

Nous ne pouvons préſenter qu'un extrait reſſerré de ce compte rendu : ceux qui aiment les comparaiſons, pourront le rapprocher du ridicule bilan que M. *de Monteſquiou* préſenta à la Nation Françoiſe, pour amuſer ſon égarement juſqu'au moment d'une ruine complette.

	liv. ſterl.
1°. Les taxes permanentes ont produit dans la dernière année depuis le 5 Janvier 1791, juſqu'au 5 Janvier dernier.....	14,132,000
La moyenne proportionnelle & réelle du produit des taxes ſur les terres, & ſur la drèche, avoit été de.....	2,558,000
A quoi il falloit ajouter l'augmentation dans la taxe ſur les lettres de change, & les reçus d'après les nouveaux droits.....	40,000
Total du revenu de l'année dernière.	16,730,000
L'an. précédente n'avoit produit que	16,437,000

Digitized by Google

Le produit de l'année 1789 avoit été de 15,991,000

Le produit de 1789 étoit de..... 15,565,000

La moyenne proportionnelle du produit de quatre années étoit donc de..... 16,212,000

En priant le comité de se former une opinion sur cette moyenne proportionnelle, qu'on ne l'accuseroit pas de vouloir exagérer les espérances de la nation, si l'on considéroit qu'en estimant le revenu futur à seize millions deux cents douze mille livres sterling, il le portoit à cinq cents mille livres sterling de moins que le produit actuel de l'année dernière.

Ce revenu devoit être comparé avec la dépense annuelle & permanente pour l'avenir. La donnée d'après laquelle il alloit procéder pour faire cette comparaison, étoit le rapport du comité des finances de l'année dernière.

D'après l'estimation du comité, la dépense permanente étoit de..... 15,969,000

A cette somme il falloit ajouter une charge additionnelle sur le fonds d'amortissement pour le Duc de Clarence, de..... 12,000

Pour l'établissement du haut Canada 12,000

Pour l'établissement à proposer pour le Duc d'*York*..... 18,000

Ce qui forme un total de..... 16,011,000

De ce total, il falloit ôter les réductions suivantes dans les différens articles de dépenses, en y comprenant le subside Hessois, qui étoit actuelle-

Digitized by Google

ment expiré, & que les ministres de S. M. ne croyoient pas devoir renouveller dans la situation où se trouvoit le royaume ; savoir :

Dans la dépense de la marine...	104,000
Dans celle des chantiers.....	10,000
Dans celle de l'armée.....	50,000
Pour le subside Hessois.....	36,000
Total.....	200,000

Toutes ces épargnes pouvoient être regardées comme permanentes. Ainsi, d'après ces déductions, on pouvoit fixer la dépense future permanente à la somme 15 millions 811,000 liv. sterl. Donc le revenu futur permanent calculé d'après la moyenne proportionnelle de quatre années, excédoit la dépense permanente, *en y comprenant le million approprié à la réduction graduelle de la dette nationale*, de quatre cents un mille livres ; laquelle somme pouvoit être employée, soit en addition au million consacré à réduire la dette nationale, soit à diminuer immédiatement le fardeau des taxes, soit à ces deux objets d'une manière égale, ce qui seroit peut-être plus prudent.

Telle est, dit M. *Pitt*, l'agréable perspective que nous avons pour l'avenir. Examinons maintenant le compte courant pour l'année présente.

Subsides votés par la chambre pour les matelots.....	832,000
— pour l'ordinaire de la marine..	672,000
— pour l'extraordinaire *idem*....	350,000
Pour la réduction de la dette de la marine, on couvroit l'augmentation occasionnée par l'armement contre la Russie.....	131,000
Total.....	1,983,000

Digitized by Google

Pour l'armée, en y comprenant 63,000 liv. sterl. avancées aux troupes dans l'inde, somme qui seroit remboursée par la compagnie des Indes	1,814,000
Pour l'artillerie	423,000
Pour le service des colonies	31,000
Pour service secret	145,000
Déficit dans les octrois	436,000
A ces sommes il faut ajouter pour la révocation du nouveau droit sur la drèche	100,000
Et pour la réduction de la dette nationale	400,000
Ce qui forme un total pour les subsides de	5,694,000

Les ressources sont :

Le produit de la taxe sur les terres & sur la drèche (*malt*)	2,750,000
Le surplus du fonds consolidé (pour 3 quartiers seulement) au 5 Janvier 1792	155,000
Le produit du quartier restant, en y ajoutant le montant des nouvelles taxes	486,000
Le produit croissant du fonds consolidé depuis le 5 Avril 1792, jusqu'au 5 Avril 1793, d'après une moyenne proportionnelle de 4 années	2,300,000
Total des ressources	5,691,000
Total des subsides	5,654,000
Reste un surplus dans les ressources de	37,000

Digitized by Google

M. *Pitt* observa qu'il falloit déduire de la dépense permanente les dépenses suivantes, qui ne seroient point permanentes, savoir ;

Pour les ouvrages extraordinaires de la marine	10,000
Pour la réduction dans l'établissement de l'armée	52,000
Pour l'argent avancé aux troupes de l'Inde, qui doit être remboursé,	63,000
Pour les dépenses de l'artillerie, auxquelles il n'a pas été pourvu . .	44,000
Surplus dans la somme pour le service secret	23,000
TOTAL	191,000

Il s'ensuivoit donc que les ressources de la présente année suffisoient amplement, non-seulement pour couvrir la dépense, mais pour faire face au vuide que causeroit la révocation du droit momentané mis sur la drêche, & à l'addition ci-dessus mentionnée à la somme destinée à réduire la dette nationale. Autant que la prévoyance pouvoit actuellement s'étendre, il étoit très-probable que la dépense varieroit fort peu pour l'avenir. Au reste, quand même il surviendroit quelques dépenses imprévues, il avoit la plus parfaite confiance qu'elles pourroient être couvertes par les ressources extraordinaires.

D'après ce qu'il venoit de dire, il se flattoit que le comité penseroit comme lui, qu'il n'existoit rien qui s'opposât à la révocation immédiate du nouveau droit sur la drêche, & à ce que les 400 mille livres fussent partagées entre la liquidation de la dette nationale, & l'allègement des taxes, si la chambre étoit d'avis qu'il fût à propos

Digitized by Google

d'accorder immédiatement un soulagement de plus. . .

Le Ministre proposa ensuite la suppression de cinq taxes, portant spécialement sur plusieurs classes du Peuple.

1°. La taxe additionnelle sur la drêche évaluée à 100,000 liv. sterl.

2°. La taxe sur les servantes, 31,000 l. st.

3°. — sur les charettes & fourgons 30,000

4°. — de trois schellings (3 l. 16 tourn.) sur les maisons à sept fenêtres 56,000

5°. Enfin, un demi-sou par livre de la taxe sur les chandelles . . . . . .

Ces suppressions réunies forment un total de 222,000 l. st. par année.

A la suite de grands développemens sur la progression croissante & successive de chaque branche du revenu public, M. *Pitt* ajouta :

« En 1782 les exportations s'étoient montées à la somme de 9 millions 714 mille livres ; en 1790 à celle de 19 millions 130 mille livres ; en 1782 les exportations d'articles Britanniques avoient été de 9 millions 109 mille livres ; en 1791 de 16 millions 124 mille livres. En 1782 les exportations d'articles Britanniques, & étrangers avoient été de 12 millions 239 mille liv., & en 1790, de 20 millions 120 mille livres. Il étoit également probable que le commerce in-

Digitized by Google

térieur avoit augmenté dans une proportion plus grande, & plus avantageuse. »

« En voyant un accroissement aussi prodigieux dans le revenu, & dans le commerce il étoit naturel d'en rechercher les causes. La première de toutes étoit indubitablement l'industrie & l'énergie de la nation, mais il y avoit des causes secondaires, telles qu'un accroissement de capacité dans les artisans, & les manufacturiers, les grandes améliorations faites dans l'application des machines à fabrique, pour épargner la main d'œuvre, & la facilité du crédit, qui provenoit de la confiance dans la foi publique, qui donnoit de grands avantages aux fabricans dans l'intérieur du pays, & qui mettoit le négociant à même d'étendre son crédit au-dehors, ce qui lui donnoit de très-grands avantages dans les marchés étrangers. Les troubles qui ont régné, & qui règnent encore en France avoient aussi beaucoup contribué à la prospérité de l'Angleterre. Mais de toutes les causes la plus efficace, avoit été celle de l'accumulation du capital, dont les effets avoient été développés avec la plus grande clarté, & une profondeur étonnante par le Docteur *Adam Smith*, le célèbre Auteur de *la Richesse des Nations*. Cette accumulation avoit opéré avec tout l'effet de l'intérêt composé; chaque addition qu'on y avoit faite, avoit été la cause immédiate d'un autre, & sa force augmentoit en raison de l'accélération de ses progrès;

Mobilitate viget, viresque acquirit eundo.

« Si tel a été déjà l'effet de ce principe, dit M. *Pitt*, que ne devons nous pas en attendre pour l'avenir? On ne doit pas l'abandonner dans des temps difficiles & de détresse, parce que s'il

Digitized by Google

ne prévient pas tous les maux nationaux, il sert au moins à les mitiger, & dans la prospérité, il ne faut mettre aucune borne à sa vigueur. Loin d'avoir touché au faîte suprême, notre prospérite peut être long-temps permanente, & progressive. Cependant tous ces avantages sont intimément liés avec la paix au-dehors, & principalement avec la tranquillité intérieure. Depuis une longue suite d'années, nous jouissons sous la famille qui est sur le trône, des inestimables bienfaits de la paix domestique, sans presqu'aucune interruption; nous jouissons des bienfaits de la constitution, telle qu'elle a été fixée au temps de la révolution, de cette constitution, qui unit le règne de la liberté à l'empire des loix, & qui forme à-la-fois une barrière insurmontable contre les usurpations de la puissance, & contre les innovations populaires. C'est à cette constitution, c'est à cet heureux accord du règne de la liberté & des loix, que l'industrie laborieuse de nos cultivateurs, l'intelligence de nos fabricans, l'esprit d'entreprise de nos négocians, doivent leur énergie, & leur activité. Redoublons donc de zèle & de vigilance pour conserver dans toute sa pureté, une constitution qui est la source delaquelle découlent tous les biens dont nous sommes comblés; elle est la base de la prospérité de la Nation. »

« M. *Pitt* termina son discours en proposant sa première résolution pour la révocation de la taxe passagère sur la drêche. »

M. *Sheridan* & après lui M. *Fox* attaquèrent, mais beaucoup plus foiblement qu'à l'ordinaire, l'exposé, les preuves, les résolutions du Ministre qui répondit à

Digitized by Google

toutes les objections, & dont le *Budget* a produit un extrême enthousiasme dans la Nation. Cette journée a affermi son crédit dans les Communes & sa popularité au dehors.

Dans les deux Chambres, l'Opposition a inutilement tenté de faire improuver la conduite politique des Ministres dans leurs négociations avec la Porte & la Russie. Ils ont eu, dans la Chambre Haute, 73 voix contre 18; & dans les Communes, 235 contre 120. Nous réservons pour le Journal suivant, quelques détails historiques qui ont percé dans cette discussion.

Le Général *Clarke*, Lieutenant-Gouverneur du Canada, remplace Milord *Effingham* dans le Gouvernement de la Jamaïque.

M. *de Biron* a recouvré sa liberté, Vendredi dernier, & sur-le-champ est repassé sur le continent.

FRANCE.

De Paris, le 28 Février 1792.

SECONDE ASSEMBLÉE NATIONALE.

Du lundi, 20 février.

Si l'on excepte, 1°. un rapport, ajourné,

sur la prohibition de la sortie de quelques matières premières hors du royaume ; 2°. le renvoi au comité central d'une lettre de sa mère de M. *Delâtre*, qui sollicite, à 94 ans, sous le règne de la liberté, la permission d'entrer chez elle & de jouir de sa propriété, d'avoir l'accès d'une de ses chambres, & l'usage de son linge, mis sous les scellés depuis l'arrestation de M. *Delâtre* ; 3°. un décret d'accusation rendu, à la demande de M. *Lecointre*, contre M. *Dulery*, ci-devant capitaine-général des fermes du Roi, comme enrôleur pour les émigrés, cette séance s'est passée toute entière en longs débats divagatoires, dont il faut donner une idée.

Entre le rapport récent & le décret prochain sur la ville d'Arles, sont arrivés naturellement à la barre des députés extraordinaires de Marseille, chargés de travailler l'opinion dans le même sens, en paroissant d'abord vouloir s'occuper d'autre chose.

L'orateur a protesté à l'Assemblée « du civisme des Phocéens, dont le sang appartient à la constitution ; » puis il a révélé que les Bouches-du-Rhône sont mal défendues ; qu'Aiguemortes a de foibles fortifications & peu de patriotisme ; que Carpentras, Avignon, le camp de Jalès, ces factieux, ces aristocrates, l'Espagne & la Savoie menacent tout le Midi des horreurs de la guerre ; que « la ville d'Arles a déjà formé dans son sein des bandes contre-révolutionnaires dont les chefs sont les *Descombiers*, auteurs des troubles de Nîmes, les soldats, les rebelles du département, & les *minois à houpettes rouges*. » Que les Arlésiens font des enrôlemens, & correspondent avec les princes émigrés, &c.

Organe de la commune de Marseille, l'ora-

Digitized by Google

teur accuse les commissaires civils, le directoire du département, les frères du procureur-général-syndic, & le commandant militaire, tous. « Je suis, a-t-il dit, un témoin irrécusable des faits que je viens d'exposer, car c'est Arles, ma patrie, Arles qui me combla de bienfaits, c'est la ville d'Arles que je vous dénonce; c'est le maire actuel d'Arles, c'est mon frère reconnu pour être le chef de ce parti, que l'amour de la patrie, au-dessus de toute considération humaine, m'oblige également de dénoncer à votre justice. » (Grands applaudissemens). Il a demandé que Marseille fût autorisée à acheter 12,000 fusils & 12,000 sabres, du produit de la vente des biens nationaux.

Le président a répondu que « l'Assemblée ne souffrira pas que la clef de cette frontière reste *dans des mains suspectes* »; & la députation dénonciatrice a reçu les honneurs de la séance.

M. *Reboul* s'est plaint de ce que le ministre de l'intérieur n'avoit pas insisté, dans ce sens, sur les troubles du midi; il a soutenu qu'on arboroit la cocarde blanche à Mende & à Villefort, que « les auteurs du massacre de Nîmes sont à la tête des contre-révolutionnaires d'Arles », bien qu'il soit de notoriété publique, que, les paisibles Arlésiens ne se sont armés, que pour éviter le sort affreux des catholiques égorgés impunément à Nîmes.

D'autant plus estimable, qu'il avoit la générosité de combattre énergiquement les conséquences directes de plus d'une de ses propres erreurs, M. *de Vaublanc* a rappellé l'attention de l'Assemblée sur les causes de l'effrayante désorganisation du royaume, a repoussé toute mesure partielle, & a prouvé qu'il n'y avoit qu'un gouvernement vigoureux, que l'activité rendue au

Digitized by Google

pouvoir exécutif, & la considération nécessaire à cette activité, à ses agens, aux administrateurs, aux ministres, qui puissent sauver la France : « Il faut que ce pouvoir émané du » peuple, soit respecté dans la dernière des ad- » ministrations, comme dans la main du Roi » lui-même. Car je demande s'il est possible que » le moyen de maintenir par-tout l'ordre, n'é- » chappe pas aux administrateurs, quand, » de tout côté, ils voient leur autorité méconnue, sans que l'Assemblée nationale manifeste » l'indignation profonde dont elle doit être saisie; » quand des administrateurs, un procureur-général-syndic de département, sont arrachés de » leur siège.... traînés par les cheveux, & que, » lorsqu'on vient apprendre cette nouvelle à » l'Assemblée nationale, au lieu de se couvrir de » deuil, l'Assemblée entend un de ses membres » s'oublier jusqu'à dire : Le sujet du trouble est, » d'une part, le civisme de la municipalité patriote, & de l'autre, l'incivisme du département » aristocrate ? »

M. *de Vaublanc* a développé ces idées avec autant de sagesse que de véhémence : « L'avons-nous, a-t-il dit, ce gouvernement ? non, » nous ne l'aurons point, tant que des sociétés » populaires, que je ne prétends pas calomnier, » dont je ne condamne pas les intentions, mais » dont je blâme les excès, tant que des sociétés populaires entraveront la marche des administrations; mépriseront & avilirent l'exercice de leur autorité; tant que des sections » du peuple exerceront une vengeance qui ne » peut être exercée que par la justice... Sans le » despotisme de la loi, il n'existe pas de gouvernement... Surveillons les ministres, mais

» ne les aviliſſons pas... Je voudrois que les » ordres du Roi pour l'exécution des loix, ne ren- » contraſſent aucun obſtacle. Dès-lors je dirois » que le corps légiſlatif a véritablement le reſpect » & la vénération qui lui ſont dus... puiſque c'eſt » lui qui a fait la loi. »

On doit regretter qu'à de ſi preſſantes vérités, ſe ſoit mêlé un paradoxe inconſtitutionnel : « il » faut donc, a pourſuivi M. *de Vaublanc*, » pour que vous jouiſſiez de la *majeſté qui vous* » *eſt due*, il faut que les ordres de celui qui » eſt chargé d'exécuter la loi, *qui n'eſt que votre* » *volonté, exprimée au nom de la nation*, ſoient » reſpectés. » 1°. On ne *doit* pas de *majeſté*; 2°. dire : *celui qui eſt chargé*, pour déſigner le Roi, c'eſt bleſſer le reſpect que l'on recommande; 3°. quoique, dans le fait, la loi puiſſe n'être que la volonté des députés exprimée, pour la forme, au nom de la nation, l'acte conſtitutionnel ne la définit pas ainſi ; il la ſuppoſe *la volonté générale, exprimée par la légiſlature & la ſanction royale*, ce qui eſt très-différent.

Mais, au ſujet d'Arles, on avoit parlé de Marſeille, & à propos d'Arles & de Marſeille l'opinant avoit cité les adminiſtrateurs maltraités par les *patriotes* d'Auch. M. *Laplaigne* a entrepris de démontrer que, c'eſt la faute des adminiſtrateurs s'ils ont été maltraités : « Où en » ſerions-nous, Meſſieurs, a-t-il ajouté, ſi » nous étions obligés de nous en rapporter aux » procès-verbaux du directoire du département ? » Et depuis trois ans, bientôt, on ne rend des décrets judiciaires que ſur des procès-verbaux, & M. *Laplaigne*, ne s'eſt appuyé que des procès-

verbaux de la municipalité & du district, mais patriotes.

Etonné de voir justifier ainsi les excès justement blâmés par M. *de Vaublanc*, M. *Crestin* a dit : « C'est le comble de l'horreur & de la » désorganisation que d'entendre, dans le sein » de l'Assemblée nationale, des membres *canoniser* l'esprit d'insurrection des municipalités » contre les départemens. Ne sentez-vous pas » que tous les liens du gouvernement se brisent, » chaque jour, entre vos mains? » Il a relevé l'immoralité d'un frère qui vient à la barre se faire honneur d'accuser son frère. --- « Si vous étiez le mien, je vous dénoncerois, lui a crié M. *Ducos*.

Après un tumulte causé par la partie jacobite de l'Assemblée, qui avoit l'impolitique bonne-foi de voir des personnalités dans ces vérités générales, M. *Guadet* a soutenu qu'il étoit impossible de prouver aucun fait qui pût inculper les sociétés *patriotiques* de concourir à perpétuer l'anarchie. Les unes ont offert d'aider les municipalités pour l'assiette des contributions; d'autres ont ouvert des souscriptions pour l'échange des assignats; presque toutes n'ont cessé de dénoncer.... Selon lui, la racine du mal est l'*inaction volontaire* du pouvoir exécutif, qui exclut les patriotes de toutes les places, & n'accorde ses faveurs qu'à des aristocrates. « Que les ministres nétoient leurs bureaux de cette pourriture d'aristocratie qui les déshonore. »

Les huées & les clameurs ont souvent interrompu M. *Ramond*, qui vouloit opposer des faits à l'assertion de M. *Guadet*, & qui a fini par recommander un écrit de M. *Machenot*, écrit

écrit lu aux Jacobins, adressé à tous les départemens du royaume. Alors M. *Rouyer* (que, par erreur, nous nommions *Rouillier*), montrant, comme toujours, autant de justice que d'urbanité, oubliant que l'injure de l'homme inviolable est une insigne lâcheté lorsqu'elle n'est pas motivée, ou sentant bien, malgré lui, qu'il ne peut plus injurier que ceux qu'il loue, s'est mis à crier que M. *Ramond* auroit dû dénoncer *l'infâme* abbé *Royou*, auteur de l'*ami du Roi*, l'*infâme Mallet du Pan*, l'*infâme Durosoy*; que la constitution étoit souillée dans la bouche impie de ces *infâmes*..... Et ce seront encore les écrivains qui peindront M. *Rouyer* tel qu'il est, tel qu'au moment même il ne rougit pas de se montrer en spectacle à l'Europe, qu'il accusera d'avilir en lui le caractère de législateur, de déprimer tous les pouvoirs constitués, de souiller la constitution ! « Nous ne devons point exercer l'*ordre judiciaire*, a dit M. *Cambon*; je suis étonné que des amis de la constitution, &c. viennent ici nous engager, par de belles phrases, à nous écarter de nos pouvoirs. Elle permet aux citoyens de s'assembler paisiblement & sans armes... Qu'on passe à l'ordre du jour. »

M. *de Girardin* a invoqué la question préalable, ou sur l'opinion de M. *Rouyer*, ou sur la liberté de la presse; & l'Assemblée a décrété qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur les amendemens de MM. *Ramond* & *Rouyer*, & a adopté la motion de M. *Reboul*.

Du mardi, 21 février.

Au nom du comité militaire, M. *Blanchard* a rapporté les résolutions à prendre au sujet des rations de viande à donner aux soldats.

Digitized by Google

L'objet étoit d'épargner le numéraire & d'échapper à la coalition des bouchers, qui ne veulent plus fournir la viande aux troupes, pour des assignats, en alléguant qu'ils tirent leurs bestiaux de l'étranger où ils les paient argent comptant. Or, ni le projet de loi ni la discussion n'ont levé ces inconvéniens pécuniaires, & personne ne s'est occupé de la question bien autrement embarrassante : d'où tirera-t-on les bestiaux, si, devenu notre ennemi, l'étranger les garde ? Quant à la perte des assignats, qu'on paie au soldat ou au boucher, il faudra toujours solder la différence ; c'est à quoi le décret n'a pas obvié.

M. *Duhem* a dit : « le soldat veut aujourd'hui manger de la viande, demain il n'en voudra pas ; il aime à faire ce qu'il veut. » Et il en a conclu que le mieux seroit d'augmenter la paie, & de laisser le soldat se nourrir à sa fantaisie. « Voici le mot de l'énigme, a dit M. *Merlin* ; il ne suffisoit pas de mettre l'armée entière dans les mains du pouvoir exécutif, il falloit y mettre encore sa subsistance. Aussi verrez-vous bientôt le soldat prendre les armes *contre ceux qu'il doit défendre.* » Des clameurs & le président ayant rappellé M. *Merlin* à l'ordre, il a cru se disculper en s'écriant : « que voulez-vous qu'il devienne le soldat ?..... J'ai dit, je le répète « que si vous mettez la subsistance des soldats de la patrie *dans les mains d'un système* qui se déclare contre la patrie, ils ne seront bientôt plus les soldats de la patrie..... C'est dans la supposition que l'Assemblée se porteroit à mettre les vivres, la vie des soldats *entre les mains d'un système* qui n'est pas *le système de la patrie.* »

« Indiquez-nous le moyen de trouver des

entrepreneurs qui ne soient pas des fripons ; demandoit M. *Thuriot*. — Nommez les fripons afin que l'Assemblée les corrige, lui disoit M. *Léopold*. » De longs débats de cette force ont produit un décret d'urgence, portant qu'à compter du 15 mars prochain, il sera donné à chaque soldat de ligne & volontaire national, 4 onces de viande, poids de marc, par jour, & qu'on leur retiendra 15 deniers. . . .

En preuve de la possibilité de citer des faits qui attestent la funeste influence des sociétés populaires, M. *Lemontey* a lu, non sans de bruyantes contradictions, un extrait des registres des délibérations de *la société des anti-politiques* d'Aix, du 5 février 1792. Ces frères écrivent aux *amis de la constitution* de Marseille, qu'eux & six mille de leurs affiliés sont prêts à les venger des porte-faix qui ont eu l'incivisme de se réunir pour défendre les propriétés des marchands menacés de pillage sous le prétexte d'accaparement de sucre, &c ; qu'il est urgent « de faire connoître *aux traîtres qui égarent ces porte-faix*, ce que peuvent notre union & notre *force patriotique* contre les ennemis du bien public, & que nous ne devons jamais souffrir qu'il soit porté atteinte aux sociétés des vrais amis de la constitution. » L'Assemblée nationale est passée à l'ordre du jour sur ce manifeste de guerre civile.

Admis à la barre, aussi-tôt sa demande lue, M. *Goury d'Arcy* est venu réclamer les forces nécessaires pour l'exécution de la loi du 18, en vertu d'une réquisition du département de l'Oise. Il a dit que sa femme & ses enfans, à Paris, ses propriétés d'Arcy, étoient menacées ; qu'intendant à Saint-Domingue, il se voyoit exposé à périr en France ; que le comble de la calom-

Digitized by Google

nie seroit de lui imputer les malheurs des colonies, fléaux dont il fut le prophète & la victime; il a déclaré qu'il vouloit qu'un jugement de la haute-cour d'Orléans le condamnât, ou lui maintînt l'estime publique indispensable à l'officier-général, ou qu'il prendroit le silence de l'Assemblée pour un aveu de la fausseté des inculpations qui lui ont été faites, & comme la réparation la plus éclatante qu'un citoyen puisse obtenir.

Le président lui a répondu : « .... Quant à ce qui vous concerne, la véritable opinion publique ne quitte jamais la ligne des vertus & des devoirs ». Tous les procès-verbaux lus dans cette affaire de Noyon, offrent des ordres du Roi qui supposent des réquisitions du directoire, des réquisitions municipales, des réquisitions du général aux administrateurs pour avoir leurs réquisitions au général, puis encore des réquisitions de ceux-ci au ministre de la guerre, de donner de nouveaux ordres du Roi... cahos où l'autorité descend & remonte au même instant, étrange manière de gouverner les hommes, qu'en tout autre pays on prendroit pour une vraie organisation d'anarchie. L'étonnant est qu'un pareil phénomène ne cause pas la moindre surprise.

Le ministre de la guerre, après avoir dit qu'il ne pouvoit approuver « qu'un officier (il parloit de M. *Gouy d'Arcy*) vînt, sans être mandé *par l'Assemblée*, donner des détails sur une mission dont il a été chargé (par le Roi) » ; a annoncé que le directoire du département de l'Oise requéroit deux bataillons de Gardes-Suisses, deux bataillons de troupes de ligne, dix pièces d'artillerie, 400 chevaux, & le surplus des forces qui seront jugées nécessaires, en gardes

Digitized by Google

nationales ; que M. *de Wittinghof*, qui commande la réserve, avoit reçu l'ordre du Roi d'employer toutes les voies de douceur ; mais, en définitif, de faire que force reste à la loi. « Autrement, a dit M. *de Narbonne*, la constitution seroit calomniée avant d'avoir été exécutée. » On a applaudi le ministre & levé la séance.

Du mercredi, 22 février.

Un décret rendu au commencement de cette séance, portant qu'il n'y a pas lieu à accusation, opérera probablement la liberté d'un malheureux vicaire détenu en prison, depuis le 5 janvier, à Longwy, sur une inculpation de complicité de désertion, quoique le dénonciateur fût l'unique témoin, l'allégation déniée, & le mandat d'arrêt donné par un autre juge que celui du lieu du délit & du domicile de l'accusé. On n'a improuvé personne.

Au nom du comité de législation, un membre a promis un rapport sur la question : de quel jour les loix sont-elles obligatoires pour les ministres ? Et il n'a lu qu'un long mémoire au sujet de provisions de notaires, délivrées par le garde-du-sceau huit jours après la sanction du décret du 29 septembre, qui s'oppose à ce qu'on en délivre. Plus d'une heure d'irsignifians débats, des divisions, des préalables, des phrases de M. *Vergniaud*, ont amené la décision que, le comité examinera s'il y a lieu d'exercer encore la responsabilité contre le garde-du-sceau, & enfin l'ordre du jour.

Organe du même comité, M. *Hérault de Séchelles* a fait un rapport sur la responsabilité, en thèse générale. Il en a distingué une *particulière*, une *criminelle*, une *civile*, une *active*,

Digitized by Google

une *passive*, une *positive*, & une *négative* : il a prétendu que c'est *une sorte de découverte* que d'avoir acquis la certitude, qu'à cet égard les bases essentielles sont dans les lois sur l'organisation du ministère, dans le code pénal, & dans la constitution. Etonné de n'y trouver aucune définition de la responsabilité, il l'a définie : « La longue chaîne de tous les devoirs du ministre, & la peine ou la réparation qui correspond à chacun des anneaux. » En y voyant *la dégradation civique*, *la détention*, *la gêne*, *la chaîne*, *les fers* & *la mort*, il a admiré avec complaisance l'heureuse fécondité du génie législatif moderne, & s'est écrié, dans sa joie : « Tous ceux qui savent mettre un prix à l'égalité civile, doivent bénir cette conquête récente de la philosophie. » L'énumération des *cas négatifs* lui a paru inutile, impossible & dangereuse. Il a beaucoup regretté que l'Assemblée constituante n'eût pas créé un *tribunal politique*. Selon lui, ce *tribunal politique* auroit été exclusivement affecté aux jugemens des délits de tout *agent public*. Mais il s'en est consolé en songeant à la haute-cour nationale : « où le corps législatif, accusateur, traduit le *pouvoir exécutif* devant le *pouvoir judiciaire*..... attendu que le *pouvoir judiciaire* ne peut être exercé ni par le corps législatif ni par le Roi. »

Nous soupçonnions, à la vérité, que la constitution ayant voulu séparer les *pouvoirs*, il étoit tout simple qu'*un pouvoir* n'exerçât pas *un pouvoir*, d'autant mieux que c'eût été du galimatias même avant le règne des lumières & la constitution. Mais nous aurions vu avec surprise *un pouvoir* juger *un pouvoir*, persuadés qu'on ne jugeoit que les agens d'*un pouvoir*, si tout

Digitized by Google

étonnement n'avoit cessé lorsque le rapporteur s'est demandé : « L'appareil de la publicité, les arrêts sévères de l'opinion, la conscience d'une Assemblée d'hommes libres, où il s'élève toujours quelque zélé défenseur de l'humanité, ne sont-ce pas *des garans infaillibles* que les représentans de la nation ne hasarderont, *en aucune circonstance*, une accusation qui seroit dépourvue de fondement ? »... Sur-tout lorsqu'énumérant les responsabilités, & montant des administrateurs aux ministres & des ministres au monarque, il a dit : « La troisième responsabilité est celle du chef suprême de l'administration générale du royaume » ; & lorsqu'il a commenté l'art. VI du chapitre II de la constitution, sur les cas où le Roi seroit censé avoir abdiqué la couronne, & ajouté, un peu plus loin : « La responsabilité n'est pas toujours la mort ; elle est aussi la perte de la liberté, la perte de l'honneur »... système de doctrine où l'accusateur dicte les jugemens ; puisqu'il est tout-puissant & infaillible ; & que devant lui l'inviolable est responsable. Aussi cet amphigouri n'a-t-il abouti qu'à conclure qu'il falloit s'en tenir aux loix existantes, & qu'il n'y avoit pas lieu à délibérer.

Celui qui, le 29 novembre dernier, signifioit impérativement au Roi les volontés guerrières de l'Assemblée, & qui, de retour à la tribune, raconta si puérilement que le Roi s'étoit incliné le premier, & que lui s'étoit incliné ensuite ; un membre qui n'avoit pas combattu le cynisme du billet de M. *de Condorcet* à l'héritier de 60 Rois ; subitement guéri de ce vertige anarchique, peut-être par la crainte d'être pendu à Ourcam, M. *de Vaublanc* prêche maintenant, avec plus d'ardeur que de succès, le respect dû au pou-

Digitized by Google

voir exécutif, seule ressource pour réprimer l'insurrection ; *le plus saint des devoirs* tant qu'elle faisoit la fortune d'un parti, criminelle depuis qu'elle le met en danger. Conséquent à ses maximes de la veille, M. *de Vaublanc* s'est mis à défendre les agens de ce pouvoir tutélaire si long-temps outragé, contre la manie d'agir sans méditer, de n'écouter, n'exciter, ne flatter que les passions populaires, de ne voir dans la liste civile qu'un moyen de corruption, dans ce pouvoir suprême qu'un ennemi, dans son éclat que de l'orgueil. A l'en croire, à présent, l'homme qui médite, y chérit, y révère l'exercice de la volonté & de la majesté nationales, l'action de la loi, un obstacle à l'ambition des factieux, un moyen de résistance mis sagement en réserve, pour s'opposer « aux mouvemens trop vifs & irréfléchis d'un grand corps délibérant. »

« Il faut, a-t-il dit, un gouvernement solide à une nation ardente & légère qui a conquis la liberté sans en avoir pris les mœurs ; à des citoyens qui dédaignent les fonctions attachées à ce titre sacré, & s'éloignent de l'urne des scrutins pour inonder en foule les portiques des salles de spectacles.... *Le gouvernement doit être plus fort quand le peuple est plus nombreux. Pour que l'Etat soit dans un juste équilibre, il faut qu'il y ait égalité entre la puissance du gouvernement & celle des citoyens qui sont souverains d'un côté & sujets de l'autre* ».... (*Contr. social.*)

Trouvant des causes d'inaction dans l'incohérence de certaines loix, & dans le tort de vouloir tout faire avec des décrets de détail, M. *de Vaublanc* a établi que l'Assemblée devoit se borner à décréter l'effet desiré & l'époque de l'exécution, charger le ministre du choix des

Digitized by Google

moyens ; & l'accuser si la loi n'est pas accomplie au terme fixé ; qu'il falloit que les ministres trouvassent dans l'Assemblée *une force de confiance, une protection marquée contre la calomnie*, sans que rien pût les dérober à la vigilance la plus sévère. -- « Mais c'est augmenter leur autorité ! -- Eh ! que servent les loix si elles ne sont pas exécutées ? Il faut l'exécution avant tout, ou plus de respect pour le corps législatif. Voyez comme on enfreint la loi de la libre circulation des subsistances... Ecartez la calomnie, on s'en servit toujours pour éloigner les hommes vertueux & éclairés, & pour élever des factieux aussi nuls de talens, que méprisables de caractère. Sans la calomnie, la révolution auroit-elle été souillée de scènes atroces ?... La responsabilité des ministres dépend de la maturité des décisions du corps législatif... Une législature peut être indécise, foible, frappée des circonstances du jour & non de l'avenir, se traîner sur les détails au lieu de saisir puissamment l'ensemble. Quelle, saisisse les objets en grand, pèse ses décisions, n'ordonne rien que d'exécutable, elle imprimera au gouvernement une marche imposante, elle commandera le respect aux nations & aux *despotes*... » Ce dernier mot est un reste d'enflure que d'autres expériences pourront guérir.

M. *de Vaublanc* a crié de tous ses poumons qu'il craignoit l'anarchie, que la glacière d'Avignon obtédoit sa pensée, que la constitution ne peut périr, que la révolution ne rétrogradera pas ; mais il a vu la licence remplacer la liberté, que chacun veut commander, que personne ne veut obéir ; & pour sauver la constitution, & prévenir la dissolution du royaume, il n'a imaginé qu'un nouveau comité chargé de tenir re-

Digitized by Google

gistre des dénonciations portées contre les ministres, & de les mettre à-la-fois sous les yeux de l'Assemblée. On a décrété l'impression de son discours, très-souvent applaudi.

Le ministre de la marine a écrit au président : « Je ne puis me dispenser de renouveller aujourd'hui les mêmes instances (que les 10 & 16 de ce mois), & supplier l'Assemblée de considérer que c'est dans la détermination des fonctions & du service attachés à chaque grade, que consiste évidemment l'organisation de la marine, & qu'il n'existe aucune loi à cet égard... » On a renvoyé sa lettre au comité.

M. *de Narbonne* a représenté que l'adjudication au rabais de l'entreprise des fournitures de viande décrétée hier, pour les soldats, alloit faire renchérir les viandes, & il a demandé que divers marchés qu'il a passés pour les préparatifs de la guerre, fussent déposés aux archives & tenus secrets, sauf la communication libre à tous les membres curieux.

Du jeudi, 23 février.

Peu après les premiers & stériles débats de la séance s'est ouverte une scène, que nous nous garderons bien d'offrir à nos lecteurs avec toutes ses circonstances. Notre journal n'y suffiroit pas. Elle a duré plus de six heures, & la notice la moins détaillée en sera encore affligeante pour toute ame honnête & citoyenne.

Des membres du *club* des *jacobins*, & des membres du *club* ci-devant dit des *feuillans*, tous législateurs, avoient conçu le projet ou de fondre les deux sociétés, on ignore dans quelles intentions ultérieures, ou de former un troisième *club* qui ne participât ni de la nullité no-

Digitized by Google

pulaire du second, ni de l'exécration publique attachée au premier.

Quoi qu'il en fût, M. *Mouisset* ayant obtenu la parole, sous le prétexte d'une motion d'ordre, a dit que 300 membres du corps législatif, qui ne sont pas occupés aux comités, desiroient qu'un décret les autorisât à s'assembler dans la salle, les jours où il n'y auroit pas de séance du soir, pour conférer, s'instruire réciproquement de l'état & des besoins des départemens, & préparer les lumières qui éclaireroient les discussions.

M. *Lasource* a dit qu'il y avoit de grands avantages à cette réunion, & de grands dangers à y consacrer la salle des séances, & s'est informé, si l'on y admettroit le peuple. L'Assemblée a répondu : *non*, *non*; les galeries ont crié : *oui*, *oui*. L'opinant a conclu que le peuple habitué à voir ses représentans conférer simplement sans décréter, perdroit beaucoup de son respect. Comme il s'élevoit des murmures : « Je ne dis pas, a-t-il repris, de son respect pour ses représentans; mais pour la salle où ils s'assemblent » & de peur que cela ne devînt un comité général, il invoquoit la préalable appuyé de M. *Bazire*.

Ce dissentiment a persuadé à M. *Ducos* que la question étoit très-importante à discuter, & M. *Vergniaud* en a disserté tout à son aise. Il a soutenu que ces 300 individus devroient, ainsi que les *clubs*, prévenir la municipalité. *Oui*, *oui*, ont crié les galeries. Puis, il a craint qu'il ne leur prît envie de rendre des décrets; enfin, il a observé que les colonies sont en feu, que les secours à leur donner étoient à l'ordre du jour.... & MM. *Duhem*, *Chabot*, *Merlin*, &c., ont

Digitized by Google

réclamé l'ordre du jour. Aux conférences *amicales*, M. *Reboul* substituoit un comité général tenu deux fois par semaine.

Suivant M. *de Vaublanc*, pour qui cette réunion fraternelle étoit un *besoin pressant*, elle défendroit mieux la constitution & la France qu'une armée de 500,000 hommes bien payés, bien disciplinés. Il a refuté toutes les objections, prouvé que la dignité de l'Assemblée est dans la sagesse de ses décrets, & non dans les galeries, & ajouté que si les 300 vouloient, ou devoient, par un événement imprévu, se transformer de société de conférence en Assemblée nationale, il suffiroit d'ouvrir les portes, d'appeller le président & les secrétaires, & d'avertir le public en faisant battre la générale. Mais M. *Grangeneuve* a démontré que les députés ne peuvent être dans cette salle que législateurs, ou en comité; que des galeries peuplées sont de l'essence constitutionnelle d'un corps législatif, & sur-tout qu'il y auroit de terribles inconvéniens à émettre dans l'Assemblée des motions, des décrets préparés dans un lieu de conférence. On lui a dit que les décrets se préparoient aux *jacobins*; se faisant une raison de ce qui n'est qu'un fléau de plus, il a répondu que les séances des *jacobins* étoient publiques.

Par une ruse de guerre où brilloit toute sa logique, M. *Merlin* excluoit de la délibération les 300 pétitionnaires, comme parties intéressées, pour que leurs adversaires décidassent seuls la question avec impartialité. « Les uns, s'est écrié M. *Mouisset*, iront aux *jacobins*, les autres aux *feuillans*, moi je viendrai toujours ici, j'y viendrai contempler l'image & me pénétrer des grands principes de *Mirabeau*, & de la néces-

Digitized by Google

sité reconnue par lui de combattre les factieux, de quelque côté qu'ils soient & jusqu'à la mort. » On verra bientôt avec quelle fermeté ce M. *Mouisset* les combat.

Enlevant la parole à MM. *Saladin*, *Isnard*, *Albitte*, &c., M. *Lacroix* a proposé de tenir des séances continues, matin & soir, jusqu'à l'épuisement des travaux des comités. Une épreuve douteuse & l'appel nominal ont fini par donner la priorité à la motion de M. *Merlin* qui avoit déjà demandé des séances tous les soirs. Une majorité de 371 voix contre 263 a préféré l'absurde obligation de décréter, pour ainsi dire, jour & nuit, sans prendre le temps de s'instruire & de réfléchir, à l'orageuse cohue de ces conférences fraternelles, dont, au surplus, les affiliés (des deux sexes, à piques & à poignards) des *jacobins* non-dissidens, ameutés alors autour de la salle, disoient tout haut : *nous ne les souffrirons pas... Point de réunion entre les patriotes & les ministériels... La nation exterminera les perfides*, &c.

Au milieu d'un vacarme horrible prolongé dans l'Assemblée & dans les tribunes, M. *Léopold* a ouvert l'avis de censurer tout membre qui seroit convaincu d'avoir siégé ailleurs en qualité de président ou de secrétaire. Las de biaiser, M. *Grangeneuve* a déclaré que l'Assemblée n'avoit d'inspection sur lui que dans la salle, & lui a disputé, dénié jusqu'au droit d'exiger qu'il y vienne assidument. M. *Lacroix* lui a objecté que le poste des législateurs étoit là & non aux *jacobins*, que le peuple ne les payoit pas pour siéger aux *jacobins*. MM. *Grangeneuve*, *Thuriot*, *Merlin* & tous ceux de ce parti faisoient un de ces tapages qui étonneroient

même aux halles. Nous ne transcrirons ici ni les grossièretés ni les injures qui s'échangeoient de tout côté. « Je ne parle pas pour vous, à dit M. *Lacroix ;* mais pour la partie saine de l'Assemblée. » Nouveau tumulte, & les galeries font chorus. M. *Ramond* a voulu rédiger l'article comminatoire de manière à comprendre les *feuillans* & les *jacobins*, en défendant aux députés de perdre le temps des séances *dans tout lieu public ;* M. *Charlier* a observé que les *feuillans* n'étoient pas une société publique. M. *de Girardin* disoit que cette séance scandaleuse devoit être un jour de deuil pour tous les amis de la patrie... Après six heures de pareils débats, M. *Mouisset* a retiré sa pétition de conférences amicales, & l'Assemblée excédée d'ennui, de fatigue, est passée à l'ordre du jour en se séparant.

Du vendredi, 24 février.

Le règlement appelle tous les membres à neuf heures. A onze heures l'Assemblée n'étoit pas en nombre suffisant pour délibérer, & ceux qui brûloient, la veille, du desir de réunion fraternelle & de séances continues, ne s'empressoient point à venir. Débats sur les moyens de stimuler la paresse, appel nominal, remise & enregistrement des cartes, beaucoup de temps gaspillé, tout cela n'a pas même produit une seule censure.

Une lettre de M. *d'Auchy*, du 22 février, annonce que l'attroupement subsiste toujours à Ourcan, que les grains sont constamment arrêtés, que plusieurs paroisses sonnent encore le tocsin ; que leurs municipalités réunies ont fixé le prix des vacations ; les maires à 5 livres par jour ;

Digitized by Google

les officiers municipaux, à 3 livres ; les gardiens des bleds à 50 sous ; les ouvriers employés à les décharger, à 40 sous ; que tous veulent être payés en bled, & qu'ils s'en sont déjà distribués 1400 sacs taxés par eux-mêmes à 15 francs.

Au nom du comité de commerce, M. *Massey* a lu un rapport & un projet de décret concernant la prohibition de l'exportation des matières premières. La discussion s'est long-temps nourrie des principes de la liberté indéfinie qui résulteroit de la constitution jurée ; du danger de faire encore tomber le change, déjà si bas, en obligeant les débiteurs de l'étranger à solder en argent ce qu'ils acquitteroient en marchandises ; de la crainte de voir l'étranger soutirer bientôt du royaume toutes les matières premières non-ouvrées pour se payer sans éprouver l'énorme perte des assignats ; de la crainte de porter ailleurs les bénéfices nourriciers d'une importation qui n'aura plus lieu, dès qu'on ne vendra plus ; de la crainte d'achever de ruiner les propriétaires, en faisant baisser le prix de la vente, par la suppression de toute concurrence des acheteurs du dehors ; de la crainte d'engager les Souverains à fermer leurs frontières dès que nous aurons fermé les nôtres, ce qui nous priveroit des matières indispensables qui nous viennent de chez eux.

On a décrété l'urgence, & les argumens pour & contre n'ont fait adopter qu'un article de prohibition provisoire, de la sortie par mer ou par terre, des cotons & laines des Colonies Françoises, des laines filées ou non filées, des chanvres cruds, tayés ou apprêtés, des cuirs en vert, ou salés & en vert, & des rognures de peaux & parchemins.

Digitized by Google

M. *de Narbonne* a communiqué des lettres d'administrateurs & de M. *Luckner*, qui demandent des indemnités pour les officiers de l'armée qui perdent 45 sous sur chaque assignat de 5 liv. Il a sollicité l'Assemblée de s'occuper du rétablissement des finances, tout au moins aussi intéressant que tant de dénonciations « qui honorent, sans doute, beaucoup leurs auteurs, *lorsqu'on se souvient de leur nom.* » Il a réfuté, par la lecture de ses ordres, M. *Prouveur*, qui l'avoit accusé de n'avoir pas exigé que les élèves du génie fussent examinés sur la constitution, crime d'autant plus affreux que M. *Prouveur* préfère les *vertus* à la science. Le ministre a aussi répondu au reproche de laisser les régimens manquer de drapeaux tricolors, que l'on va brûler les vieux drapeaux blancs, & que le Roi en destine l'or à de vieux soldats.

« Mettons bien vîte les assignats & l'argent au pair, a dit M. *Cambon*; cette opération n'offre plus aucune difficulté. Il n'est pas de puissance en Europe qui ait actuellement dans ses coffres la quantité de numéraire effectif que contient aujourd'hui notre trésor national. » Nous croyons avoir entendu M. *Cambon* assurer qu'il y avoit 30 millions en or ou en argent; après d'aussi belles assertions, il est naturel de soupçonner qu'on ait pu mal entendre. Mais ses moyens sont immanquables; les voici décrétés : *il y aura des séances du soir, pour les affaires courantes, tant que les finances seront à l'ordre du jour.*

La nouvelle municipalité de Paris est venue présenter ses hommages à la législature. M. *Pétion*, maire, a dit dans sa harangue : « le moment où nous vivons est le plus difficile qui se soit encore présenté depuis l'époque de notre

glorieuse révolution... Soyez toujours *à la hauteur* des circonstances ; prenez *une attitude* fière & imposante... La nation n'attend que le signal... N'écoutez pas ces conseils pusillanimes qui perdent tout... L'opinion puissante qui vous environne, ne vous abandonnera jamais, parce que jamais vous ne cesserez de la mériter... Le peuple est là pour confondre vos ennemis, pour anéantir tous les conspirateurs. »

M. *Dumas*, président, a répondu : « ... jamais il ne fut plus nécessaire de fixer l'attention, l'affection, le respect & la soumission du peuple vers sa propre volonté légalement exprimée... L'Assemblée nationale se repose sur vous du soin d'instruire le peuple. » Les municipaux ont été comblés des honneurs de la salle & des galeries, & ont assisté à la naissance peu laborieuse d'un article décrété, sauf rédaction, sur les précautions à prendre pour découvrir les fabrications de faux assignats.

Du vendredi, séance du soir.

Quelques débats inutiles à rapporter, ont amené un décret d'urgence en douze articles, dont voici la substance : Toute plainte ou dénonciation de fabrication de faux assignats ou de fausse monnoie, sera portée devant le directeur du juré du lieu du délit ou de la résidence de l'accusé. L'unique tableau de jurés d'accusation pour Paris, relativement à ce crime, sera composé de seize jurés, & le directeur pris à tour de rôle, tous les trois mois, parmi les membres du tribunal du premier arrondissement. Tous officiers de police sont autorisés à faire, en présence de deux notables requis, les ouvertures de portes & perquisitions nécessaires chez les personnes suspectées de fabrication ou distribu-

Digitized by Google

tion ; à saisir toutes pièces de conviction, & à délivrer des mandats d'arrêt du trésor public de Paris ; pourront continuer leurs recherches & faire les visites hors de leur ressort, visiter toutes les papeteries, à toutes requisitions de procureurs-syndics, & quand ils le jugeront à propos. Le dénonciateur du faussaire convaincu, recevra une récompense qui sera fixée par un décret du corps législatif, pour service important rendu à la patrie. Le dénonciateur ne pourra pas être témoin. S'il est complice, il sera exempt de la peine encourue. S'il procure l'arrestation, il recevra une somme d'argent. Il en sera de même des complices dénonciateurs hors du royaume.

Comme il faut en tout, à présent, de pompeuses harangues pour aboutir aux conclusions les moins proportionnées à cet ambitieux éralage, M. *Pastoret* a entretenu l'auditoire des miracles de l'éducation future, de la bêtise de l'éducation ancienne, qui pourtant a produit des *Bossuet*, des *Fénélon*, des *d'Aguesseau*, des *Montesquieu*, & tant d'autres ignorans esclaves. Il a dit à l'Assemblée : « vos prédécesseurs ont fondé la *constitution politique*... vous fonderez la *constitution morale*. » Il s'est ingénieusement moqué des quatre facultés de l'université, de son titre de fille aînée des Rois, de cérémonies, de sportules, de processions, de messes, qui ont beaucoup fait rire ; & d'officiers réunis pour accorder des grades que personne ne demande plus. Nouveaux éclats de rire. Il a répété que le christianisme n'étoit pas né au sein de l'*aristocratie*, & que, dès sa naissance, cette religion « avoit cherché à venger les hommes de l'opprobre dont les avoit flétris l'esclavage... La philosophie, si long-temps persécutée par les terreurs & les ty-

morts des Rois, a repris sa puissance, & fera sentir au pauvre que, chez un peuple libre, il n'y a de honteux que l'*indigence des vertus*.... Et tout ce phœbus digne du pinceau d'un *Molière*, pour en venir à un misérable revenu de 72,000 liv., dont il faut bien vîte enrichir la nation, sauf une *indemnité équivalente* à payer à chaque membre du tribunal supprimé, sauf encore des secours provisoires à donner à diverses écoles, en attendant la grande régénération. Ce lucratif emphigouri sera imprimé aux frais du peuple, & on en discutera de nouveau mardi. Ainsi s'est passée la séance, & ce n'est point en cela qu'elle étoit extraordinaire.

Du samedi, 25 février.

Le conseil général de la commune d'Avignon s'est plaint, par écrit, des calomnies des commissaires civils, a protesté que ces contrées, sont « embrâsées du feu sacré du patriotisme », & implore justice. M. *Bréard* & le comité des pétitions examineront cette lettre.

Quatre lignes de M. *d'Auchy* ont instruit l'Assemblée que la force militaire est entrée, le 24 à 9 heures du matin, à Ourcan, & que la loi a repris son empire sans qu'on ait tiré un coup de fusil. Ce triomphe a été vivement applaudi. Le moment d'après le ministre de la guerre a dit que M. *de Wittinghoff* & ses troupes n'avoient trouvé qu'une quarantaine d'hommes qui gardoient les bleds; qu'on les a désarmés; qu'il a chargé 250 hommes de la garde des grains; que les divers corps réunis pour cette expédition vont être renvoyés, à Paris, à Amiens, &c; qu'un détachement attendra le rembarquement & le départ des bleds arrêtés à Attichy; que sur 15 mille

sacs, deux mille seulement ont été distribués.

M. *de Narbonne* a dit encore que M. *Luckner* alloit arriver & demandoit audience ; & que 12 soldats, déserтés du régiment d'Alsace, étant venus à Paris, M. *d'Affry*, commandant général, avoit réquis M. *Pétion*, le maire, pour qu'ils fussent mis en prison ; mais que M. *Pétion* s'étoit refusé à cette réquisition constitutionnelle. Heureusement les 12 soldats aussi sensibles au remords d'avoir violé leur serment, que le maire jacobite est peu fidèle à remplir les siens, sont venus d'eux-mêmes se constituer prisonniers à l'hôtel de la guerre. Touché de leur repentir, le Roi a fait écrire au régiment pour qu'ils n'y soient pas regardés comme déserteurs.

Sur la lecture d'un projet de décret concernant le *maximum* de la contribution foncière, M. *Jolivet* a refuté les hypothèses de M. *Dupont* qui portoit le revenu-net du royaume à un milliard 600 millions ; a observé que le comité de l'Assemblée constituante fixoit le *maximum* au *cinquième*, & la contribution à 240 millions, ce qui suppose un revenu net d'un milliard 200 millions ; & que l'Assemblée constituante n'en fixa pas moins le *maximum* au *sixième*, qui ne promet évidemment que 210 millions de contribution foncière, d'après les mêmes bases, quoiqu'on se soit obstiné à la compter pour 240 millions ; que cette inconséquence palpable & volontaire fut l'effet de considérations politiques, de la crainte d'effaroucher, & de l'assurance que les difficultés seroient pour la législature. M. *Jolivet* s'est engagé à prouver que la répartition faite, à l'aveugle, en 1791, est d'un *tiers* ici, d'un *quart* là, d'un 5^e^. ailleurs, d'un 6^e^. ou d'un 7^e^. en très-peu de départemens. Or sur ce *tiers*, &c. il

Digitized by Google

n'eſt encore queſtion ni de contribution mobiliaire, ni de ſous pour livre d'adminiſtration & de municipalité, ni de patentes, ni des frais de la garde montée ou payée. A la répugnance d'opérer pour 1792 autrement que pour 1791, il a répondu : « il n'y a que dans le pays le plus barbare, dans celui où perſonne ne ſauroit que 2 & 2 font 4, il n'y auroit que dans ce pays-là ſeul où l'on ſeroit forcé de faire comme l'an paſſé. Je demande, ou que le *maximum* de la contribution foncière ſoit fixé au *cinquième*, ou que ſi l'Aſſemblée adopte la proportion du *ſixième*, elle réduiſe, pour 1792, la contribution foncière à 210 millions au lieu de 240. » Cependant, & de ſon aveu, plus de la moitié des départemens ont imploré des dégrêvemens, même en n'admettant le *maximum* que du *ſixième*. On a décrété l'impreſſion du diſcours de M. *Jolivet*.

L'un des grands expédiens de M. *Cambon* eſt enfin connu ; il a lu un rapport dont les concluſions ont été, de ſoumettre au droit du timbre les billets de caiſſes patriotiques au-deſſus de 3 livres & au-deſſous de 10 ſous, à commencer du premier avril ; objet ajourné.

M. *Koch* a relu ſon projet relatif aux princes Allemands poſſeſſionnés en Alſace & en Lorraine. M. *Mailhe* a traité le *concluſum* de la diète de manifeſte pour provoquer toutes les puiſſances contre la France ; il a rempli le vide de ſes raiſonnemens de citations de traités qu'il n'entend pas du tout, & s'eſt appuyé de l'indiviſibilité de la ſouveraineté. Les meilleurs argumens de M. *Mailhe*, les plus gais du moins, ſont, que les réſerves confirment un traité même pour celui qui les viole ; que la manière dont un traité eſt exécuté en explique le ſens ; & que les Alſaciens

Digitized by Google

& les Lorrains ont prêté ſerment de fidélité au Roi de France. Applaudiſſemens & impreſſion.

Le 45^e. régiment, en garniſon à Béthune, étant raſſemblé pour entendre la lecture du réglement de diſcipline, les ſoldats ont crié : *Nous ne voulons pas de ça, c'eſt un ariſtocrate qui a fait ce réglement ; nous n'en voulons pas.* Les officiers déſeſpérant de rappeller l'ordre, ont offert leur démiſſion. Le Roi l'a refuſée & a chargé M. *de Pollincourt* d'employer toutes les forces néceſſaires pour rétablir la ſubordination. C'eſt le miniſtre de la guerre qui a rendu compte de ce fait.

Du ſamedi, ſéance du ſoir.

Une femme ſéparée de ſon mari, a prié l'Aſſemblée d'interpréter clairement en faveur du divorce, l'article de la conſtitution qui réduit le mariage au contrat civil. L'Aſſemblée eſt paſſée à l'ordre du jour.

M. *Bernard* a lu un rapport ſur les réclamations de M. *de Latude*, repouſſé par l'Aſſemblée conſtituante, accueilli par la légiſlature. Celle-ci a adjugé au pétitionnaire tenace un don proviſoire de 3000 liv., ſans préjudice de ſa penſion de 400 liv. accordée en 1784.

Autrefois pour encourager les ſciences, les lettres & les arts, le Roi ſouſcrivoit pour pluſieurs exemplaires de certains ouvrages ; ces dépenſes & ce droit ſont réſervés à la nation, & les ſouſcriptions ne ſe paient plus. Sur la demande du miniſtre de l'intérieur, & au nom du comité de l'ordinaire des finances, M. *Lafont-Ladebat* a propoſé de continuer le paiement de celles de la collection des Chartes ; *Diplomata, Charta, Epiſtolæ & alia documenta ad res Franciſcas ſpec-*

Digitized by Google

tantia, recueils faits en Angleterre & en Italie par MM. *de Brequigny* & *Dutheil*; & des *Essais historiques sur les mœurs des François*, par M. *de Sauvigny*. Pour obtenir ces secours de la manie du moment, le rapporteur a eu soin de dire que M. *de Brequigny* prouve que les Rois de la première race ne prenoient pas le titre de *Rois de France*, mais celui de *Rois des Francs*; mais il lui est échappé d'apprendre à tel savant qui ne s'en doutoit guère, que les *Essais* contenoient des lettres de Rois, de Reines, de papes, d'évêques, les *constitutions des Rois*, les loix saliques, ripuaires, &c. En vain a-t-il protesté que tout cela prouvoit que la nouvelle constitution est l'ancienne constitution perfectionnée; toutes ses complaisances ne lui procuroient pas de souscripteurs parmi nos génies qui commencent le monde.

« Nous n'avons que faire de loi salique, a dit M. *Cambon*. Si le Roi en a envie qu'il s'en pourvoie de sa liste civile. Nous avons assez de notre constitution, il ne faut pas autre chose. Si nous montrons du mépris pour les sciences & pour les arts, a dit M. *Lecoz*, nous tomberons dans la barbarie, & la barbarie conduit à l'esclavage. -- L'art des poisons est aussi un art, s'est écrié M. *Grangeneuve*. Qu'avons-nous besoin de ces *antiqua documenta*, remplis de choses qu'il faut ensévelir pour jamais? Brûlons tout ce qui peut rappeller la naissance de la féodalité. La liberté se suffit & n'a pas besoin de contrastes. » M. *Lemontey* a trouvé que l'incendiaire de la bibliothèque d'Alexandrie raisonnoit précisément avec autant de profondeur que M. *Grangeneuve*. Le malheur est qu'en législation, en administration, en institutions, depuis long-temps on agit fré-

Digitized by Google

quemment comme M. *Grangeneuve* raisonne. Aussi les galeries l'ont-elles applaudi. L'Assemblée a décrété l'impression & l'ajournement du rapport de M. *Lafont-Ladébat*.

Du dimanche, 26 février.

M. *Pétion* a écrit à l'Assemblée, pour imputer à calomnie ce que M. *de Narbonne* avoit dit, la veille, de l'inaction du maire, constitutionnellement réquis à l'égard des 12 déserteurs du régiment d'Alsace. Il a plaint, il a justifié les soldats, & ajouté que le cas lui ayant paru embarrassant, il s'étoit réservé d'en conférer avec le conseil municipal.

Nouvelles de Noyon. Le détachement envoyé à Attichy n'y a éprouvé aucune résistance ; mais la fermentation y est encore très-grande, écrit laconiquement M. *d'Auchy* ; & il faut se montrer ferme, si l'on veut faire respecter & exécuter la loi.

M. l'abbé *Jchon* a tancé le général *Wittinghoff* & le ministre de la guerre, parce que le premier, en arrivant à Ourcan, a désarmé une quarantaine de paysans qui gardoient les bleds n'osant plus les vendre. Désarmer des citoyens paisibles ! On auroit de même arraché l'écharpe aux municipaux. C'est un crime contre la constitution ; c'est un essai du pouvoir exécutif qui désarmera ainsi quatre à cinq millions de François. Les fusils enlevés ont, dit-on, servi à armer des volontaires ! « Quoi ! des volontaires sont allés, sans armes, appaiser des troubles ! Quoi ! ils ont marché comme des citoyens délibérans ! Je ne sais que soupçonner...

Je

Je soupçonne tout... Je ne veux pas être méfiant.... Mais on doit mander le ministre. »

Ces fidèles gardiens de bled (a dit M. *Hébert* qui parle trop rarement & dont chaque parole, & peut-être même le silence, montrent le bon esprit) ces fidèles gardiens de bled en ont laissé voler deux mille sacs. »

MM. *Léopold*, *Thuriot*, *Lecointre* & *Romme* se sont mis à paraphraser la motion de M. *Ichon*. M. *Thuriot* a soutenu d'ailleurs que le ministre avoit encouru la peine de mort... Au mot civique de *mort*, les galeries ont crié : *Bravo ! Bravo ! Bravo !* On a renouvellé les consignes ; les amateurs de têtes coupées résistoient aux factionnaires, tous les membres de l'un des deux côtés de la salle se sont soulevés à l'appui de la loi. Le ministre, qui entroit alors, a déclaré que rien n'a été fait qu'en vertu de réquisitions administratives. M. *Thuriot* l'a interrogé ; le ministre a demandé à l'Assemblée s'il devoit répondre aux interpellations d'un seul membre. « Que le ministre soit rappellé à l'ordre, a dit M. *Choudieu* ; il n'a pas le droit de faire une demande *comme celle - là.* » Un décret ayant dicté chaque syllabe de l'interrogatoire au président, il a requis le ministre de rendre compte des mesures prises ; celui-ci a prié l'Assemblée d'attendre qu'il fût instruit du bon ou du mauvais succès, & de ne rien décider avant d'être bien informé... Nous n'aurions pas esquissé ce dialogue, si nous n'avions cru que les hommes d'état y verroient comment la précision des détails rend facile le maniement des grandes choses.

Admis à la barre, M. *Luckner* a dit : « Il y a long-temps que mon cœur est François, mais je

Digitized by Google

n'en ai pas encore gagné l'accent. » En se chargeant de lire pour lui, M. *de Narbonne* a assuré qu'il seroit plus aisé à M. le Maréchal de gagner une bataille que de prononcer un discours. Après des hommages, des actions de graces, des protestations de dévouement, le discours a annoncé que la discipline règne dans l'armée, mais qu'on y souffre beaucoup de la perte sur les assignats. Le président, M. *Dumas* a répondu à M. *de Luckner*.

La lecture d'une foule d'adresses a été interrompue par une lettre des 12 déserteurs du régiment d'Alsace. Ils demandoient à être reçus à la barre. M. *Dubayet* s'y est judicieusement opposé. M. *Vergniaud* a pensé qu'on devoit lire leur pétition. Ces soldats se plaignent qu'ayant voulu s'engager dans un régiment François, ils ont été placés dans un régiment Allemand dont ils n'entendent ni la langue ni le service. M. *Thuriot* les tenoit ainsi pour dégagés. M. *de Vaublanc* tâchoit de concilier le respect des loix avec le plaisir de blâmer ou d'entraver un ministre. M. *Rouyer* ne voyoit aucune inconséquence à exiger que les soldats commençassent par obéir, & à renvoyer leur plainte au comité militaire. L'Assemblée, de peur d'administrer, de gouverner, de paralyser le pouvoir exécutif suprême, a décrété le renvoi au comité, malgré les représentations de M. *Hébert* qui soutenoit qu'une pareille discipline anéantiroit l'armée.

M. *de Narbonne* a raconté que le maire ayant refusé d'avoir égard à la réquisition de M. *d'Affry* donnée sur un ordre du Roi, ces 12 soldats étoient venus, à 10 heures du soir, se constituer d'eux-mêmes prisonniers, lui avoient promis de retourner au régiment, & lui avoient demandé seule-

Digitized by Google

ment la permission de passer un jour à Paris. « Je ne sais, a dit le Ministre, par quelle fatalité, ils sont allés, non pas à la municipalité, mais chez son chef. Ils m'avoient quitté très satisfaits, ils devoient & vouloient partir demain.. & j'apprends qu'ils viennent de faire une pétition à l'Assemblée! » On a beaucoup applaudi à toutes les surprises du ministre, & la séance a été levée.

M. *de Marbois*, ancien Intendant de St. Domingue, & que M. *Delessart*, dans sa dernière loterie diplomatique, avoit fait Ministre Plénipotentiaire à la Diète de Ratisbonne, est arrivé à Vienne à l'improviste, le 7 de ce mois. Il n'y a déployé, & ne pouvoit y déployer aucun caractère public. Les Gazettes savent déjà, & vous rendront à point nommé l'objet de sa mission, ses confidences à l'Empereur, & les réponses secrettes du Prince *de Kaunitz*. Probablement, M. *de Marbois* est chargé d'une mission particulière du Roi, puisque M. *de Noailles*, Ambassadeur en titre & en fonctions, peut remplir la besogne courante. — La veille de l'arrivée de M. *de Marbois*, un Courier extraordinaire avoit apporté à l'Empereur le refus de sanction, par lequel *Louis XVI* a rallenti l'ardeur de l'Assemblée Législative, en prévenant qu'on ne dictât un ajournement préfix au Chef de l'Empire, comme un Juge ajourne

Digitized by Google

une contumace. Cette modération du Roi de France n'a pas redonné, ainsi qu'on le publie, du phlegme à l'Empereur & au Chancelier d'Etat, parce que ni l'un ni l'autre ne l'avoient perdu; mais elle a fait présumer à Vienne qu'il reste à l'Empereur encore quelqu'espoir de n'être pas attaqué. Aussi les troupes, dont la marche est commandée, sont encore dans leurs casernes; on n'a retiré, ni répété les premiers ordres.

Ce seroit montrer un bien profond mépris pour le Cabinet de Vienne, de le supposer chancelant à toutes les vacillations de notre politique tumultueuse. La raison défend de croire qu'il n'ait pas arrêté un plan, & qu'après avoir communiqué ses résolutions aux principales Puissances de l'Europe, il se mette dans le cas de les contremander huit jours après, sur un incident aussi léger qu'un dissentiment de circonstance entre le Roi sans pouvoir, & la Législature toute puissante; mais la raison défend aussi de croire à toutes les niaiseries qui rempliſſent cette classe de Journaux, où chaque matin on apprend l'arrivée de 50 mille hommes, la marche de cent mille autres, des ébranlemens universels, des coalitions, le passage de gros trains d'artillerie par le mont Cenis, au mois de Février; enfin, tous les détails de la guerre qui va se faire, & dont le

Digitized by Google

porte-feuille du Prince *de Naſſau* doit rapporter le ſecret à Coblentz.

Nous perſiſtons à penſer que ni les inſtances des Emigrés, ni les chiffres de M. *Deleſſart* n'altéreront le plan formé à Vienne & à Berlin, de garnir ſuffiſamment les frontières de l'Empire, d'y ſuivre nos fureurs, & de répondre par une déclaration de guerre aux premières hoſtilités. En s'y préparant ſans les provoquer, on gardera une attitude pacifique.

Nous n'aurons pas long-temps à attendre, s'il eſt vrai que le Comité diplomatique, la tourbe des Héros de la Majorité légiſlative, les Généraux *Luckner* & *la Fayette*, appellés ici par M. *de Narbonne*, & aſſiſtans au Conſeil, veulent abſolument que la guerre ſe faſſe. On prétend que les Miniſtres projettent de renvoyer, pour le cas préſent, l'initiative à l'Aſſemblée, qui à ſon tour la renverra au Roi. Nous doutons qu'on en vienne à ces politeſſes reſpectives, étrange prélude de la conquête de l'univers, au nom de la raiſon, de la reſtauration, de la civiliſation, de la liberté. Le Gouvernement ſe prépare à entretenir la Légiſlature de ces grands objets, dès que ſa déciſion ſera arrêtée, & qu'il aura bien médité ſes correſpondances Impériales, arrivées depuis trois jours, & écrites, dit-on, dans un ſtyle fort doux.

La ſéance de Jeudi dernier a achevé de

Digitized by Google

manifester que l'anarchie est dans le Corps Législatif, autant que dans le Royaume: nulle scène plus bizarre ne s'offrit à l'Observateur. Au sein des Assemblées politiques, anciennes ou modernes, connues jusqu'à ce jour, on vit de tout temps des dissentimens d'opinion ou d'intérêt, des Majorités & des Minorités, des disputes plus ou moins véhémentes pour entraîner la délibération; mais, par-tout des Loix précises, un régulateur invariable, une Police intérieure au-dessus de toute atteinte, ou une balance des Pouvoirs, enfermèrent ces dissentions dans un cercle impossible à franchir sans guerre civile. Tel est spécialement l'avantage du Gouvernement représentatif, sur la Démocratie délibérante. Ici, nous voyons les Représentans gouvernés par des Associations extérieures, & gourmandés par les Spectateurs de ses séances. La Nation des galeries juge la Nation du bas de la salle; les Clubs dictent à leurs Membres les opinions qu'ils doivent défendre dans le Corps Législatif; ensorte que, si le vœu du Club est extravagant, & celui de quelques Opinans contraire, judicieux & patriotique, les Affiliés défendront de toutes leurs forces les extravagances. Entre les *Jacobins* & les *Feuillans*, ou, suivant leurs propres définitions, entre les *Républicains* & les *Minisfériels*, s'étoit glissé un groupe, qui s'intituloit *indépen-*

Digitized by Google

dant. Les faits prouvent qu'en très-grande partie, cette *indépendance* consiste ordinairement à se ranger à l'avis du plus fort; mais, du moins, cette classe n'étant dans l'esclavage d'aucun Club, elle pouvoit quelquefois & utilement déterminer la balance. Cet effet eût résulté de l'union parfaite, du courage, d'un plan actif dans cette neutralité : alors, elle fût devenue un tiers-Parti : sans être *Parti*, on n'obtient ni consistance, ni crédit efficace, ni respect au milieu de Ligues affermies; 40 Associés ont plus de force que deux cens Membres isolés sous le manteau de l'indépendance. C'est apparemment dans le but d'acquérir quelqu'influence, que les *Indépendans* se ralliant un nombre de Clubistes, avoient imaginé de se coaliser par des conférences; mais pour y parvenir, ils ont choisi l'expédient le plus ridicule. Siéger le matin dans la salle comme Législateurs, & le soir comme Comités! Transformer l'enceinte des Loix en Clubs de conférences! Conférer au nombre de 300! Véritablement, ces Messieurs y avoient peu réfléchi. La Loi les autorise, ainsi que tous les Citoyens, à se réunir en sociétés paisibles : quel besoin de jouer le sénat extraordinaire, en différant dans le lieu même de l'Assemblée! — Les Membres du Parlement Anglois sont tous Membres de quelque Club; mais jamais les *Whigs*, les *Torys*,

Digitized by Google

les *Indépendans*, ne s'avisèrent de faire délibérer la Chambre Haute ou la Chambre Basse, sur une réunion de causerie à Westminster. En 1784, pendant les débats orageux qui suivirent la rejection du Bill de l'Inde rédigé par M. *Fox*, il s'établit des conférences entre les Indépendans, & quelques Chefs de l'un & de l'autre Parti, alternativement appellés. Il s'agissoit de trouver des moyens de conciliation; mais nul ne proposa de s'établir en société permanente dans le Parlement, lorsque le Parlement auroit terminé la séance. Il étoit tout simple que les Jacobins culbutassent ce projet, & tout simple encore qu'un nombre de ses adhérens se joignissent à la fin, à ceux qui le feroient avorter. Les motions, amendemens, sous-amendemens, qui ont diversifié ce duel sont vraiment dignes d'observation. On décide un séquestre, une mesure de guerre, un Décret d'accusation, à bien moins de frais, de ruses, & de combats qu'on n'en a employé à savoir si l'Assemblée seroit un Club, si chaque Membre resteroit libre d'aller au Club, si la Constitution assuroit à un Député la faculté d'être présent par-tout. Cette séance nous a donné la mesure des divers Partis : il est évident aujourd'hui que les Jacobins francs & *mitigés*, forment la Majorité.

Le caractère essentiel de la Révolution

se décèle jusque dans les attaques dont ces Jacobins sont l'objet. Leurs adversaires Constitutionnaires ou Anti-Constitutionnaires, n'osent leur disputer le terrain qu'en se cachant. On les harcèle de Placards, de brochures, de menaces : personne n'ose se signer. On crie, on tempête, on se lamente; ils se moquent de ces gémissemens, & bravent une guerre de femmelettes. Nous avons des Royalistes Anonymes d'un courage à faire trembler „ qui font disparoître dans un paragraphe tous les Révolutionnaires; ils ne parlent que de pendre, d'exterminer, de subjuguer. Leur intrépidité va si loin que, lorsqu'ils habitent par exemple, Coblentz ou Tournai, ils pourfendent à-la-fois, Jacobins, Constitutionnaires, Monarchiens (1).

(1) Sous ce dernier titre, ils désignent tous ceux qui ayant horreur des horreurs de la Révolution, des injustices atroces qui l'ont suivie, & du délire de notre Anarchie, veulent un Roi; une Noblesse, un Clergé, un Gouvernement; mais ne veulent pas moins un Peuple, une Liberté, des Droits publics, une Autorité circonscrite pour la sûreté de celui qui en est investi, comme pour la sûreté de ceux qui doivent lui obéir. J'ai l'honneur très-gratuit de passer pour le Chef de cette secte impie & sacrilége, qui desire nous préserver de nouvelles Révolutions, en intéressant toutes les classes de l'Etat au maintien de la Monarchie. C'est sur-tout les partisans du système des deux Chambres que les Amateurs du régime absolu

Digitized by Google

A Paris, les choſes vont plus doucement : le haut du pavé reſte toujours aux agita-

---

deſtinent aux potences des Parlemens, du moment où ces Tribunaux ſeront rétablis. Il ne manquoit plus que ce dernier trait de démence & de douceur à l'opinion que nous avons donnée de notre ſageſſe, à l'Etranger. Un de ces Braves qui à ſoixante lieues des frontières, ont encore la prudence de garder l'anonyme, & qui accuſent de lâcheté tous ceux qui depuis trois ans, ſoutiennent à Paris le ſen des évènemens, vient d'inſtruire mon procès. Il a publié ſa ſentence à Coblentz, & l'a réimprimée à Paris ſous le beau titre de *Politique inoyable des Monarchiens, ou Lettre à M. Mallet du Pan, le Chef, le Coriphée de cette ſecte*, &c. Ce Monſieur qui n'a probablement jamais lû le *Mercure politique*, a la bonté de le juger ſur le jugement qu'il en a lu dans l'*Ami du Roi*. Je donnerai inceſſamment une idée des connoiſſances, du bon ſens, de la droiture, de la véracité de ce Pamphlet, dans un ſupplément à mon Expoſé des divers Partis qui diviſent le Royaume. Quant aux théories qu'il m'attribue, je ne dois compte à perſonne de mes opinions politiques; mais je déclare qu'écrivant dans un pays, où 25 millions d'hommes ſont collectivement & individuellement Légiſlateurs, où l'on compte autant de *Lycurgues* que de Citoyens en état de tailler une plume, où chaque ſociété a ſon ſyſtême de Gouvernement, où l'on fait des Loix comme on fait un Opéra, & où l'on juge des premiers intérêts de la Société avec la même profondeur que l'on juge d'un entrechat, je me garderai bien, ainſi que je l'ai fait juſqu'à préſent, de mêler mon ivraie à de ſi

Digitized by Google

teurs ; on ne citeroit pas une querelle où l'avantage ne leur soit demeuré. Fréquemment on leur a disputé le terrain au Palais-Royal & dans les cafés ; après des coups & force criailleries, ils ont fait tomber leurs adversaires devant le drapeau tricolor. La semaine dernière, les spectacles étant redevenus l'arène des Partis, cette lutte inconsidérée a remis Théâtres, Acteurs, Spectateurs sous la férule des Ja-

---

riches moissons. Dieu me préserve d'être jamais obligé de donner des Loix à un Village ; mais s'aviser d'en proposer à un Empire comme la France, à un Empire frappé de gangrène, où la parole d'un sot a plus de force que l'épreuve des siècles, sur qui les mœurs, les droits, l'exemple des vertus, les habitudes nationales, l'opinion publique, l'expérience, la saine philosophie n'ont plus aucune prise ! Raisonner au milieu de vingt millions de raisonneurs ! Ecrire des plans politiques entre 4 ou 5 millions de Publicistes, sortis tout-à-coup des petits bureaux de la petite Littérature, des Boudoirs, des Coulisses, des Cavernes, des Cabarets, des Autels, des Châteaux, des Camps, des Tripots, des Etudes de Procureur, des Prisons, des Galetas, & même des Galères ! de Publicistes qui ont relégué *Montesquieu* parmi les Imbécilles, & traversi en Code du genre humain, les amphigouris anarchiques du *Contrat social*, si bien appréciés par *J. J. Rousseau* lui-même, qu'il prioit qu'on fit descendre du Ciel un Peuple pour sa théorie ! Ah ! qu'on ne me suppose pas une déraison si bêtement présomptueuse.

Digitized by Google

cobins. Par des conseils irréfléchis, la Reine assista dernièrement à la comédie Italienne : un couplet fut saisi comme une allusion ; (allusion qui renfermoit une platitude.) les têtes s'électrisèrent, les cris de *vive la Reine !* retentissent de toutes parts : quelques Jacobins s'en offensèrent ; le désordre commençoit, on le réprima à temps. Depuis ce jour, chaque Théâtre est devenu une enceinte de vociférations, & de rixes à leur suite. Rien sans doute de plus estimable que les sentimens manifestés envers le Roi & son auguste Famille ; la situation de ce Monarque abreuvé d'amertumes ne sauroit inspirer des vœux trop ardens pour sa sûreté & pour son bonheur ; mais lorsqu'on se permet ces épanchemens en public, & au milieu de gens qui professent la haine de la Royauté, il faut être sûr de pouvoir défendre sa liberté ; sans quoi, on la compromet, on fournit des occasions de trouble, des sujets de déboire, des prétextes à ses adversaires d'exercer des violences, & d'insulter ouvertement aux objets du respect des bons Citoyens.

S'il n'est plus permis aujourd'hui de crier *vive le Roi*, il l'est encore moins de rire d'un versificateur Jacobin. Samedi, on jouoit au théâtre du Vaudeville, un opéra intitulé l'*Auteur du moment*, où le Poète a ridiculisé MM. *Chenier* & *Palissot* ; mais sans sortir des bornes de la satyre décente,

Digitized by Google

& sur-tout sans atteindre à la licence des deux Rimeurs qu'il a voulu jouer. Tout Paris se souvient que M. *Palissot*, bardé de protecteurs & de pensions, montra jadis sur la scène *J. J. Rousseau* marchant à quatre pattes, & mangeant des laitues. Auxiliaire du Gouvernement, des Parlemens, du Clergé, il ne craignit pas d'immoler à la risée publique, de désigner à la vindicte des loix, les Encyclopédistes en danger. Ce qui excitoit le plus vivement la verve de M. *Palissot*, c'étoit l'esprit d'indépendance des Philosophes, leurs sermons contre la tyrannie, leur manie de *régenter les Rois* : dans chacune de ses pièces oubliées, il reprenoit son fouet sanglant, & se consoloit de la haine de ses Confrères, en relisant ses brevets. Eh bien!! à 60 ans, M. *Palissot* a ouvert les yeux; l'adorateur des Rois a brisé son idole. M. *Chenier*, son pupille, avoit fait ses preuves de civisme dans *Charles IX*; il les a soutenues dans une déclamation en 3 actes, qu'il a intitulée *Caius Gracchus*, tragédie, & qui n'est guère autre chose qu'un livre de *Vertot* mal lu, mal commenté, & longuement dialogué. On se doute bien que tous les lieux communs boursouflés contre les Grands, les tirades sur le Peuple, les invectives au Sénat, & tout le fatras d'un Républicain de Collége se retrouvent dans la pièce.

Digitized by Google

Ces deux Ecrivains, *gens irritabile vatum*, n'ont pu digérer *l'Auteur d'un Moment*, accueilli, applaudi avec transport, suivi avec foule, par les Détracteurs des *Régens de nos Rois*. Les Royalistes abusoient de leur avantage, en faisant répéter les couplets les plus mordans. Enfin, Samedi les sifflets déjà en jeu aux précédentes représentations, se mêlèrent aux applaudissemens sans parvenir à les abattre; les Jacobins eurent recours à d'autres armes; l'un d'eux se leva, monta sur la banquette, apostropha ses adversaires, la pièce, les Acteurs, blessa un Garde National qui imposoit silence, écarta un instant par son audace tout ce qui l'entouroit, fut bientôt assailli, frappé, & tomba: les coups pleuvoient à droite & à gauche: les Jacobins furent mis à la porte, & deux des tapageurs battans & battus menés, dit-on, à la Police correctionnelle. La pièce s'acheva; mais avant l'issue du Spectacle, les Jacobins avoient rassemblé leurs *phalanges* dans la rue. On ferma les grilles d'entrée; la Garde Nationale empêcha cette cohue furieuse de pénétrer. Au sortir, l'Auditoire se trouva au milieu d'une file de *Citoyens* & de *Citoyennes*, qui avoient passé leur temps à ramasser des tas de boue & de neige, & qui forcèrent chacun à crier *Vive la Nation!* Un brave homme, ancien Gendarme, répondit avec phlegme: « *Je ne crie point; Vive la Nation, parce qu'elle*

» *est immortelle ; mais je crie Vive le Roi*
» *parce que nous avons besoin de le conser-*
» *ver : si quelqu'un ose m'approcher, il aura*
» *affaire à moi.*» On le respecta. Les femmes les plus élégantes furent obligées de se plonger dans les amas de boue pour arriver à leurs voitures ; un Page du Roi, Anglois de naissance, & de la famille Catholique de *Swinburne*, fut renversé, traîné dans la boue, & dangereusement blessé à la tête ; l'uniforme du Roi excita probablement la rage des exécuteurs. Ainsi finit l'amusement de la soirée.

Quand on rapproche de semblables mœurs, trente Spectacles ouverts à Paris, on prend une étrange idée de notre civilisation.

Le lendemain, pour consommer leur triomphe, les Jacobins retournèrent en force au même théâtre, & malgré les remontrances du Commissaire de Section en faveur de la *Loi* & de la *Liberté*, ils forcèrent les Acteurs à brûler en leur présence la pièce retirée de la veille. Ils ont repris la même domination dans tous les Spectacles. Arbitres despotiques des pensées, des expressions, des allusions ; il n'est plus permis, sous peine de mutilation ou de mort, d'y manifester une autre opinion que la leur. Si la honte de ces éclats humilians, de ces défaites après des bravades ridicules, pouvoit corriger les Royalistes des deux sexes,

Digitized by Google

ils déſerteroient les théâtres ; on ne verroit plus une ſeule de leurs voitures annoncer leur préſence dans ces lieux publics, & leur indifférence aux outrages de l'oppreſſion. Certes, ſi la fureur du plaiſir l'emporte chez eux ſur un ſacrifice que l'honneur commande, ils méritent les inſultes de leurs adverſaires, & de baiſer le joug aviliſſant auquel on les a condamnés. Que les Jacobins euſſent eſſuyé de ſemblables avanies, ſans pouvoir ſe venger, pas un d'eux, j'en ſuis certain, ne paroîtroit au ſpectacle. Cette vérité explique la Révolution ; elle nous prépare au ſuccès de toutes celles qu'on nous deſtine.

Pour couronner cette belle œuvre d'une pièce proſcrite contre les droits de l'Auteur, de la Liberté, du Public, puiſqu'elle n'offenſoit ni les Loix, ni les Mœurs, ni les Autorités publiques, le Miniſtre de l'intérieur eſt intervenu dans la querelle. Il a écrit au Département une belle lettre, où il place le cri de *vive le Roi* au nombre des crimes de lèſe-nation : *Ce ſont des Conſpirateurs*, dit-il, *qui oſent exprimer des vœux impies, en ſouhaitant au Roi un bonheur indépendant du bonheur national.* M. *Manuel* n'eût pas mieux dit.

Enfin, le Corps Légiſlatif a voulu auſſi avoir ſa part d'intervention, en renvoyant à ſon Comité d'inſtruction, une motion faite Samedi pour maintenir la liberté & la ma-

Digitized by Google

jesté du Peuple aux spectacles ; *par une Loi qui réprimât ces moyens puissans d'aliéner l'opinion publique.*

Ainsi, après avoir détruit comme une invention du despotisme la police des Spectacles, l'Assemblée nationale va la reconstituer; après avoir libéré le théâtre de toute entrave, conformément aux Droits de l'Homme & à ceux de la Révolution, elle va le remettre aux fers; après avoir tonné contre l'ancien régime qui mettoit à l'interdit toute pièce contraire aux dogmes ou aux intentions du Gouvernement, le nouveau régime va proscrire à son tour toute hémistiche qui sentira l'hérésie politique, & s'écartera des maximes de M. *Chenier;* après avoir affranchi l'opinion, & constitutionnellement consacré son indépendance, nos Législateurs vont l'étouffer du moment où elle cesse de leur être favorable ; ils avoient fondé l'empire de la raison, de la liberté, du Peuple, sur cette même opinion publique, en la déclarant toujours saine & toujours inviolable; maintenant, ils parlent des *dangers de l'opinion*, & nous voilà ramenés aux carrières.

Ainsi la Constitution ordonne la liberté de la presse ; mais si vous ne pensez pas comme le Club, ou si vous n'écrivez pas comme parle *un certain Rouyer*, vous serez accusé de *misprision* contre les Loix,

& l'on vous enverra garotté à Orléans apprendre la langue d'une si douce liberté.

Ainsi, la Constitution vous autorise à aller & venir, à entrer & sortir du Royaume; mais la volonté de Messieurs les Députés qui défendent, comme on sait, *la Constitution, toute la Constitution, rien que la Constitution*, ne vous permettra de voyager qu'avec la permission de quelques centaines de Municipalités, de Directoires, de Gardes nationales, de Gendarmes, qui se trouveront fort à propos sur votre route, pour vous enfermer trois mois durant, si votre passe-port n'est pas bien ponctué.

Ainsi, la Constitution a déclaré votre propriété inviolable; mais s'il plaît à M. *Bazire* ou à un Comité, de décider que votre propriété n'est pas une propriété, & que ce que vous possédez depuis trois siècles appartient à la Nation, la Nation mettra vos biens à sa disposition; ou si vos titres ne sont susceptibles d'aucune chicane, on créera sur le temps une Loi, par laquelle vous vous trouverez criminel d'Etat par une action innocente le jour d'auparavant, & votre héritage sera placé *sous la main de la Nation.*

Ainsi, la Loi vous permettra de parler comme il vous plaît, & de boire à la santé de toute la terre; mais si vous criez *Vive le Roi*, les Ministres du Roi vous apprendront que vous êtes une *impie Conspirateur.*

Digitized by Google

Ainsi, la Constitution légitime la résistance à l'oppression, résistance sur laquelle cette Constitution est bâtie toute entière; mais si vous vous réuniſſez contre un Club tyrannique & dominateur, vous ſerez pendu par ſes Cohortes; ou ſi, au défaut de la Loi non exécutée, vous prenez des meſures de sûreté perſonnelle, on vous jettera trois mois dans les cachots comme les 84 Priſonniers de Caen. Il ſera bien permis de réſiſter à la Loi lorſqu'elle défendra les propriétés, les vies, l'exercice de la liberté individuelle, & force reſtera au plus fort; mais malheur à vous ſi vous défendez votre maiſon du pillage, votre raiſon des argumens à piques, & vos droits légitimes de l'uſurpation.

Telles ſont aujourd'hui parmi nous, l'eſſence, les charmes, les inexprimables bienfaits de la liberté.

La ſuivons-nous dans un autre hémiſphère? Voilà St. Domingue changé du Nord au Midi en un monceau de cendres. La plaine du Cap ſaccagée, le Port-au-Prince incendié, ont été les prémices de la Révolution dans cette Colonie: la plaine de Cul vient d'éprouver le même ſort. Tout le quartier des Cayes eſt brûlé. Six cens Blancs ont été égorgés, avec des circonſtances dignes du ſiècle des lumières & de l'ordre ſocial perfectionné au ſcrutin épuratoire. Des fils ont tué leurs pères; on

Digitized by Google

a mangé des enfans, rôtis après avoir été égorgés. Les Nègres excités par les Gens de Couleur ont saccagé & brûlé un grand nombre d'habitations ; celles de M. *de la Borde*, & de M. *Charles Lameth* sont du nombre : ils ne rient plus probablement de l'incendie des Châteaux par la torche sainte de l'insurrection. Au départ de ces nouvelles, apportées à Nantes par le navire l'*Eole*, & datées du 10 Janvier, la Ville des Cayes étoit menacée pour le lendemain d'une irruption des Nègres & Mulâtres coalisés. Mêmes tragédies dans le quartier du Port-au-Prince. Plusieurs habitations sont brûlées au Cul-de-sac. Huit des principaux Propriétaires, entr'autres M. *Bauduit*, ont été pendus par les *sans-Culotes* blancs qui dominent au Port-au-Prince, avec les bataillons d'Artois & de Normandie.

Pendant ces abominations, les Commissaires civils siégeant au Cap, pérorent dans le style révolutionnaire sur les faveurs de la régénération. *Jusqu'ici*, ont-ils dit à l'Assemblée Coloniale, *on ne vous envoyoit que des Pachas ; aujourd'hui vous recevez des Frères, qui viennent célébrer avec vous les bienfaits inestimables de la Révolution.* Ces trois malheureux, qu'il faut supposer des imbécilles si l'on ne veut pas les croire d'exécrables Fripons, s'expriment ainsi, à la vue des tourbillons de

Digitized by Google

flamme & de fumée, sur les cendres des habitations, marchant dans le sang qui coule de toutes parts, & au milieu d'une anarchie qui a étendu la catastrophe sur la Colonie entière. « Nous verrons bientôt, a » dit un Ecrivain ingénieux, arriver ces » Messieurs avec un beau rapport sur les » causes & les effets de tant de malheurs ; » ce rapport sera imprimé chez *Baudouin* ; » ils auront les honneurs de la séance ; tout » sera perdu dans la Colonie ; mais ils au- » ront fait de belles phrases, & ils seront » peut-être un jour de l'Académie (1). »

Lettre au Rédacteur.

Paris, le 20 Février 1792.

« Donnez-moi place je vous prie, Monsieur ; non pour aucune plainte ni apologie, non pour la vengeance d'aucun ami, mais pour une réclamation simple & purement vertueuse, en faveur de l'intérêt général, indignement outragé par le Comité de Surveillance, ou de Violence, qui a su surpasser le mémorable Comité des Recherches. Cet établissement, digne des trente tyrans d'Athènes, n'est tombé, avec l'applaudissement même de ses Instituteurs, que pour élever un autre

(1) *Correspondance Politique*, n°. XIV. Cette Feuille très-piquante, bien écrite, & nourrie de faits instructifs, se trouve chez M. *Felix*, rue de Vaugirard, n°. 82.

Digitized by Google

tribunal encore plus atroce, à *Claude Fauchet* & à *Claude Bazire*, dont on a dit qu'ils auroient été dignes de servir *Claude Néron*. »

« Quand on traverse, le soir, les rues de Paris, vers les onze heures, on se croit quelquefois transporté en Sardaigne ou en Calabre. On voit des *braves* qui s'accostent, & s'indiquent les rendez-vous. Je l'ai vu, j'ai observé leur délabrement, leurs armes bizarres, leur empressement, la joye funeste du crime qui va jouir, & se rassasier heureusement. On voit aussi des pelotons de Gardes Nationales qui accourent; je l'ai vu, vous dis-je, & plus d'une fois, j'en ai frémi. Je le dénonce à ce Comité de Police Correctionnelle, qui veut que nous déposions toute crainte, & lui déclare avec certitude, que les brigands, loin d'en avoir aucune, portent sur leur figure, l'expression de quelque espérance prochaine & épouvantable. »

En combinant ces observations de courses nocturnes, avec les récits que nous apporte le reveil, j'ai cru remarquer qu'elles tenoient encore à une autre cause que l'audace des scélérats. C'étoient des agitations du Comité appellé *de Surveillance*: tantôt c'étoit un Armurier qu'on étoit allé visiter pour vérifier s'il ne travailloit pas pour les *Emigrés*; tantôt c'étoit un Hôtel où l'on faisoit une descente; tantôt c'étoit le Garde-Meuble du Roi, qu'on fouilloit de la cave au grenier.

Il ne se passe pas de semaine où les Papiers ne racontent quelque nouvelle insulte de ce genre, faite à la sécurité des domiciles. Une Ravaudeuse, un Brocanteur, un Juif, qui jugeront à propos de vous inquiéter, ou simplement de vous mêler dans leurs caquets, sont sûrs que le Comité de Surveillance les accueillera, que la Police est toute prête à s'agiter, que cent Alguazils vont mettre

Digitized by Google

le quartier en rumeur, que la bonne & innocente Garde Nationale viendra, de la meilleure foi du monde, conſtater le ſcandale, tout en protégeant votre propriété. Il faut vous relever de nuit, vous empreſſer, éclairer toute votre maiſon, mettre tous vos gens ſur pied, faire la révérence à Monſieur le Secrétaire de la Section, prendre garde à ne pas regarder de travers le Juif ou la Ravaudenſe, que *Claude Fauchet* a mis à vos trouſſes, & le lendemain, *Carra* ou la Chronique, vomiſſent des infâmies contre vous. »

Voilà les progrès de la Liberté Françoiſe.

CHARLES-EDOUARD DE KENT.

Autre Lettre au Rédacteur.

« On vient, Monſieur, de me montrer dans » je ne ſais quelle Feuille périodique, une lettre » écrite, ſous mon nom, au Roi. Si le Journaliſte » avoit quelque goût, il ne m'auroit pas attribué » cette rapſodie, & s'il eſt ſuſceptible de remords, » il ne tardera pas à rétracter une calomnie auſſi » abſurde que criminelle. »

A Paris, le 6 Février 1792.

Signé, GUILLAUME-THOMAS RAYNAL.

Autre Lettre au Rédacteur.

Boquois, par Senlis, le 20 *Février* 1792.

« La confiance, Monſieur, que m'inſpire la vérité, dont vous ne vous écartez jamais, m'a déterminé à charger M. *Ducluzeau de Chene-*

Digitized by Google

vière (1) de toutes mes affaires, sans autre examen, & uniquement d'après les attestations & l'éloge que vous en avez fait dans le N°. 4 du Mercure, du 22 Janvier, de l'année dernière. »

« Mes relations avec lui, Monsieur, m'ont tellement satisfait, par la droiture de son ame, la clarté de ses conseils & de ses opérations, par son exactitude & son désintéressement, que j'ai conçu autant d'intérêt que vous-même pour son avantage. »

« Si vous jugez, Monsieur, que les attestations que je lui donne puissent lui être de quelque utilité, & qu'elles augmentent la confiance qu'il mérite des personnes qui voudront bien mettre leurs intérêts en mains bien sûres, je vous prie de vouloir bien insérer ma lettre dans votre Journal, &c. &c. »

D'AUBENTON, *ancien Intendant de Marine.*

---

(1) Le Bureau de M. *Ducluzeau* est toujours à Paris, rue des Mathurins, petit hôtel de Cluny. Il se charge de tous recouvremens, liquidations & affaires contentieuses.

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE
ET
POLITIQUE.

ALLEMAGNE.

De Vienne, le 20 Février 1792.

Le Prince *de Hohenlohe*, Gouverneur de Prague, est arrivé dans cette résidence pour y recevoir les ordres de S. M., dans le cas où les troupes, dont le commandement lui est destiné, entreroient réellement en activité. Cette armée qu'on veut faire servir à la protection de nos frontières est prête à marcher, mais ne marche pas, ni ne marchera si-tôt, suivant toute apparence. Quoique le Conseil Aulique de guerre ait expédié avant hier de nouveaux ordres à 10,000 hommes qui doivent se réunir aux 36 mille déjà commandés; quoiqu'il leur soit enjoint de se préparer à partir le 4 Mars, peu de gens s'arrêtent ici à ces premières

Digitized by Google

démonſtrations militaires. Un ſeul Corps de 6 mille hommes eſt en route pour le Briſgau, au moins en partie. — Des Couriers vont & viennent; c'eſt comme ci-devant une ſérie de mouvemens qui décèlent plutôt des intrigues que des projets.

Un froid très-vif s'eſt ſoutenu pluſieurs jours par un vent de Nord : le 17, le thermomètre de Réaumur eſt deſcendu à 12 degrés au deſſous de zéro.

De Francfort-ſur-le-Mein, le 28 Février.

Les Cercles délibèrent, & ſuivant toute apparence, délibéreront long-temps encore ſur la fixation & la répartition de leurs contingens. Dans celui du Haut Rhin, aucune réſolution n'eſt décidée. Le ſeul Landgrave de *Heſſe Caſſel*, le plus riche Prince de l'Empire en argent comptant, après le Roi de Pruſſe & l'Empereur, & poſſédant les meilleures troupes de l'Allemagne, montre quelque puiſſance & quelqu'activité. Tous les autres Princes du Cercle ſe traînent foiblement en préparatifs inſignifians, & paroiſſent toujours compter ſur une paix, ſur une tranquillité inviolables. La ſeule guerre qui occupe ces Cabinets, eſt dirigée contre les Gazettes. L'Electeur Palatin-Duc de Bavière a défendu dans ſes Etats, ſous peine d'une amende de cent rixdalers, la diſtribution

Digitized by Google

de la Gazette de Strasbourg, du *Moniteur Universel*, & de plusieurs autres Feuilles publiques dont on trouve les principes dangereux. La Diète de Ratisbonne a proscrit de son côté un grand nombre de Papiers François. Avec cette excommunication, on se croit entièrement à l'abri de toute contagion; c'est une mesure économique qui ne met en frais aucune Puissance.

Nous avons parlé de quelques dispositions provisionnelles qu'on appercevoit en Prusse depuis quelques semaines. Ces arrangemens de précaution sont uniquement relatifs à la possibilité d'une invasion Françoise sur le territoire de l'Empire; mais on ne les presse en aucune manière; nuls ordres positifs connus; nulle apparence encore d'ébranlement très-prochain. Quelques régimens sont avertis de se tenir prêts; mais rien n'indique des mesures générales d'une certaine étendue. — On forme aujourd'hui beaucoup de conjectures sur l'arrivée subite du Duc règnant *de Brunswick* à Berlin, où le Roi de Prusse l'avoit invité de se rendre, par un Courier expédié le 11. Rendu à Potzdam le 16, le Duc eut un long entretien avec S. M. P. qu'accompagnoient M. *de Schulenbourg*, Ministre d'Etat, & le Général *Bischofswerder*.

Le Prince *de Nassau* est reparti de Berlin pour Pétersbourg, d'où il sera de retour

Digitized by Google

dans un mois. — On connoît trop vaguement l'objet de ſes négociations auprès des Cours de Vienne & de Berlin, pour en conjecturer le ſuccès ou l'inutilité; mais tout porte à croire qu'il n'aura rien fait changer au plan de défenſive, qui paroît arrêté dans ces deux Cabinets.

Les Emigrés François ne ſauroient payer plus cher l'hoſpitalité à laquelle l'Empereur & l'Empire les ont condamnés. A peine ſont-ils établis quelque part, qu'on leur intime un nouveau déplacement. M. le Prince *de Condé* a quitté l'Ortenau; il paſſa le 21, avec une ſuite très-nombreuſe, par Mayence où il entretint l'Electeur, & d'où il s'eſt rendu à Coblentz. — Le courage de ce Prince, ſon inaltérable fermeté, ſes mœurs conformes à ſa ſituation, le zèle pour ſes intérêts dont ſont animés 12 à 1500 braves Militaires qu'il a pénétrés de confiance, & qui ſe ſont dévoués à ſuivre ſa fortune, expliquent ſeuls comment il peut réſiſter à tant de fatigues, de tourmens, de marches perpétuelles, & de tracaſſeries renaiſſantes.

Le Duc *de Wirtemberg* qui d'une main négocie avec le Gouvernement François, & de l'autre plaide à la Diète contre ce même Gouvernement, le Duc *de Wirtemberg* qui a toujours manifeſté la peur la plus extrême de donner quelque mar-

Digitized by Google

que d'intérêt à M. le Prince *de Condé* & aux Emigrés, avoit, dit-on, projetté de les chasser à force ouverte du Cercle de Souabe. Il ne manquoit qu'une campagne si illustre à la gloire de ce Potentat, qui, dans la guerre de 1756, ayant fait son manifeste particulier contre le Roi de Prusse, écrivit à ce Monarque avec toute la gravité d'un Empereur de la Chine, pour lui offrir un cartel entre leurs Prisonniers respectifs. *Monsieur*, repondit FRÉDÉRIC II, *je viens de recevoir votre lettre, par laquelle j'apprens que vous me déclarez la guerre; Dieu vous prenne en sa sainte protection. Voilà ma réponse; je vous la fais passer par votre frère.*

Les Emigrés auront un asyle plus immuable, moins dépendant des terreurs de quelques Princes voisins de la France, s'il est vrai qu'ils doivent incessamment se réunir dans les Etats Prussiens de Westphalie & de Franconie. La Régence du pays de Clèves & du Comté de la Marck, ainsi que le Général *de Schlieffen*, Gouverneur de Wesel, ont reçu ordre de Berlin, de recevoir les François expatriés, aux mêmes conditions qu'ils séjournent dans les Pays-Bas; c'est-à-dire, sans qu'ils puissent s'armer, ni former de rassemblemens militaires. Des ordres pareils ont été transmis au Baron *de Hardenberg*, Ministre dirigeant des Margraviats d'Anspach & Bareith, & au

Digitized by Google

Lieutenant général *de Treskow* qui commande les troupes. — En même temps, on a enjoint aux Régences & aux Chambres de Justice de surveiller attentivement tous les Emissaires François, & de réprimer les écrits séditieux.

Une lettre écrite de Berlin par un homme en place, en date du 15 Février, renferme la véritable histoire de ce prétendu *Créqui-Bourbon* qui s'est présenté à l'Assemblée Nationale.

« Vous aurez lu, dit cette lettre, dans les Papiers de France, qu'un prétendu *Créqui* s'est présenté à l'Assemblée Nationale, pour se plaindre, que, par divers actes de despotisme, il avoit été long-temps enfermé en Prusse. Il dit, dans sa Pétition, que la Famille de *Créqui* l'avoit fait arrêter & maltraiter par les Ministres de France, MM. *de Vergennes*, *de Montmorin*, *du Moustier* & le Comte *de Hertzberg*, Ministre de Prusse. On trouvera dans le Journal de Berlin du mois de Mars un détail exact & circonstancié de ce fait; en attendant, en voici un précis, qui suffira pour éclairer le Public, & le désabuser sur le compte de cet imposteur. Son origine est inconnue ici; mais on croit que son véritable nom est *Befuchet*. Il parut dans l'année 1780 en Silésie; il fit connoissance, à Glogaw, avec une Demoiselle Françoise, qu'il séduisit, en lui promettant de l'épouser. Il se donnoit dès-lors pour un Fils naturel de *Louis XV*, qu'il avoit eu d'une Princesse *de Montmorency*, mariée ensuite à un Marquis *de Créqui*, pour le Fils duquel il avoit dû passer. Il prétend qu'on lui avoit enlevé

Digitized by Google

ensuite ses papiers & ses biens ; qu'on lui avoit fait subir les plus affreux traitemens, parmi lesquels il ne compte pas pour peu de chose, comme de raison, d'avoir été réduit dans l'état *d'Origène*, pour l'empêcher d'avoir des descendans. Voilà ce qu'on lit dans sa pétition, imprimée à Paris ; mais ce qu'il n'a pas dit, c'est qu'il avoit écrit, de Glogaw, en 1783, deux lettres à *Louis XVI*, par lesquelles il le menaçoit d'attenter à sa vie, s'il refusoit de le reconnoître. D'après ce trait de folie bien décidée, le Comte *de Vergennes* ne put se dispenser de charger M. le Comte *d'Esterno*, de requérir le feu Roi, de faire arrêter cet insensé, & de le mettre en lieu de sûreté, pour l'empêcher d'exécuter sa menace, ce dont il n'étoit pas impossible qu'il fût capable, vu le dérangement de sa cervelle. *Frédéric II* déféra à cette réquisition ; l'aventurier *Besuchet* fut transféré de Glogaw à Stettin, où la Cour de France lui faisoit payer, tous les ans, une somme de 600 liv., pour sa subsistance. A la liberté près, il y a été fort bien traité ; & c'est par un infâme mensonge, qu'il ose dire, dans sa pétition, qu'il avoit été enchaîné avec un poids de 60 liv., enfermé dans une prison souterraine, avec un peu de paille pour lit, du pain noir, un peu de pois & de fèves, pour toute nourriture. L'Assemblée Nationale ayant eu connoissance de sa détention, chargea M. *du Mouſtier* de le réclamer, comme une victime du despotisme ministériel. Sur le rapport qui en fut fait au Roi, on le remit aussi tôt en liberté. Il resta encore quelques mois à Stettin, où il avoit contracté pour cinq mille écus de dettes. »

Digitized by Google

FRANCE.

De Paris, le 6 Mars 1792.

SECONDE ASSEMBLÉE NATIONALE.

Du lundi, 27 février.

Au nom du comité de marine, M. *le Tourneur* auroit bien voulu pouvoir couvrir de ridicule les sages observations de M. *de Bertrand* sur toutes les lois qui manquent réellement à l'organisation de la marine, dont on insiste à fixer la revue au 15 mars prochain. « Le ministre pouvoit, a-t-il dit, se dispenser d'occuper si fréquemment les momens de l'Assemblée nationale, par des demandes en interprétation *aussi puériles qu'insignifiantes.* »

Ce décret de revue, on ne le présente plus que comme une mesure préalable, pour s'assurer du nombre & du grade des officiers susceptibles d'être compris dans la nouvelle formation. Quant aux motifs d'absence, tirés de l'impossibilité physique de se trouver à la revue, le ministre pensoit, avec raison, que la justice & l'humanité exigeoient que le décret prévît ce cas; le rapporteur a dit avec humeur : « Le comité, Messieurs, vous laisse à juger de *l'inconvenance* de cette assertion. » Enfin, persuadés que les mots *revue* & *formation*, tiendront lieu d'une marine, il a décidé, & l'Assemblée a décrété, qu'il n'y avoit pas à délibérer sur les observations du ministre, des 10 & 16 février.

Digitized by Google

L'aveugle manie de cumuler toutes les fonctions publiques, a porté MM. *Pastoret* & *Condorcet* dans la liste des jurés. M. *Pastoret* a demandé si son collègue & lui ne pourroient pas en réunir les fonctions à celles de législateurs. Juger du fait & faire la loi, c'eût été digne de la consciencieuse intégrité d'aussi grands philosophes. M. *Ducos* prétendoit qu'une pareille question méritoit d'être examinée. M. *Lemontey* avoit le bon esprit de soutenir l'incompatibilité. M. *Reboul* n'en voyoit aucune entre les devoirs de représentant de la nation, & « des fonctions qui émanent, non d'une délégation, mais du simple droit de citoyen actif. » Il pensoit que cette question tenoit aux principes fondamentaux de la constitution. Malgré ce verbiage, l'Assemblée a du moins décrété *l'incompatibilité de fait.*

Nous voici arrivés aux ressources annoncées pour la prompte restauration des finances. Organe du comité de l'extraordinaire, M. *Marbot* a lu un projet de décret urgent, portant que tous les assignats actuellement en circulation, ou même en fabrication, à l'exception de ceux de 25 liv. & des coupures de 50 sous & moindres, seront successivement échangés contre des assignats *inimitables* (expression absurde, synonyme d'*infaisables*); effet dont l'un des moyens devra consister en *dix points secrets* qui ne seront connus que d'un commissaire nommé par l'Assemblée nationale, de l'administrateur de la caisse de l'extraordinaire, & de *l'artiste principal* employé à la fabrication, « qui tous trois prêteront serment de garder fidellement le secret des points de reconnoissance ». Dès qu'un des dix points fera découvrir de faux assignats, il sera révélé à tous les receveurs du royaume, ainsi des 9 autres...

Digitized by Google

On a sérieusement discuté de pareils enfantillages, & personne n'a relevé avec énergie, la perte de temps, les dépenses qu'il faudroit encore pour refaire jusqu'aux assignats qui sont en fabrication (à n'en émettre que de petits, la refonte coûteroit plus de 20 millions, peut-être 30); & le danger de ces échanges multipliés, au milieu desquels l'attention publique, facilement égarée, n'aura bientôt plus de confiance aux quotités des émissions.

M. *Philibert* a proposé de ne laisser en circulation que pour 900 millions d'assignats, & de décréter, en conséquence, que « tous les porteurs d'assignats de 50 liv. & au-dessus, *auront le droit* de les échanger, dans tous les districts, contre les annuités & obligations qui restent ou resteront dues du prix des biens nationaux vendus ou à vendre, ce qui subrogera les parties prenantes aux droits de la nation *vis-à-vis* des acquéreurs desdits biens; & d'accorder une remise ou prime d'encouragement aux acquéreurs de biens nationaux qui anticiperont le terme de leurs obligations. » Il est clair que l'achat de ces annuités en feroit perdre l'intérêt à la nation; or, 4 à 5 ans de l'intérêt de 2 à 3 milliards, ne fût-il qu'à 3 pour cent, qu'à 2, qu'à un pour cent, iroient encore à 100, à 200, à 300, ou à 400 millions de perte. Mais M. *Philibert* a répondu d'avance: « La nation peut-elle perdre dans les profits que font les individus qui la composent? n'a-t-elle pas mille moyens de s'en récupérer? » Un révolutionnaire lui repliqueroit: si la nation a pu gagner à la spoliation de tant d'individus & de familles, pourquoi ne perdroit-elle rien à abandonner des centaines de millions à des particuliers? mais ses annuités ont bien

Digitized by Google

d'autres inconvéniens. Aura-t-on plus de confiance à l'hypothèque? Si les annuités remplacent les assignats supprimés, & représentent la valeur non-payée des biens vendus ou à vendre, les 900 millions d'assignats conservés auront-ils pour unique hypothèque la valeur payée en assignats brûlés? Si plusieurs évaluations avoient été mal faites, si beaucoup d'acquéreurs avoient spéculé sur les profits certains d'une détérioration manuelle du double ou du triple de leur premier à-compte, & se trouvoient ensuite ou insolvables ou invisibles; si, &c. &c. &c. ?

Les vues de M. *Philibert* ont paru grandes & lumineuses à M. *Isnard*; mais il lui tardoit de voir la refonte des assignats décrétée. M. *Pieyre* desiroit une mesure plus expéditive, & qui fît cesser le fléau des faux assignats, qu'on donne journellement aux receveurs. M. *Haussmann* a donné le croquis d'un plan de banque de dépôt, où chacun s'empresseroit d'apporter son or, son argent & ses assignats, qui seroient estampillés. On a décrété que le comité central mettroit à l'ordre du jour un rapport sur la question, fort simple, de rétablir le crédit des assignats. Tous les expédiens imaginés suppose nt l'effet préexistant comme le moyen de le produire.

M. *Cahier de Gerville*, qui avoit dit, en parlant d'argent, le 18, à l'Assemblée : « nul pillage n'a été commis, du moins depuis que *j'ai pris les rênes du gouvernement* de l'intérieur » (expressions d'une modestie si peu monarchique qu'elle n'est pas même républicaine); a retracé aujourd'hui les troubles nés des inquiétudes relatives aux grains, à Saint-Omer, à Noyon, dans d'autres parties des départemens du Nord & du Pas-de-Calais, & notamment à Dunkerque,

Digitized by Google

où plusieurs maisons de commerce pillées, des citoyens tués ou blessés, 18 navires prêts à partir, déchargés par la multitude, ont prouvé que s'il *a pris les rênes du gouvernement*, il n'avoit pas le don de les manier avec succès.

Le même ministre règnant a parlé de l'*opinion* que les bleds étoient portés à Plymouth *ou* en Hollande, & a dit publiquement que cette *opinion* s'accréditoit, sans doute pour faciliter la police des grains. Il a proposé de défendre l'exportation par mer & par terre, & de tirer des cordons de troupes, dont on a de reste, pour l'empêcher du côté de la Suisse & de la Savoie, où l'*avidité* des propriétaires va changer du bled pour des écus. Il a conseillé à l'Assemblée de ne rien épargner pour faire venir des grains de Pologne, de Hambourg, de l'Amérique, de l'Italie, ce qui ne remédiera pas au mal actuel. M. *Loustalot* préféroit l'Arragon & la Castille, & vouloit que M. *de Lessart* traitât avec le gouvernement d'Espagne, dont il croyoit peut-être que M. *Delessart* tenoit aussi *les rênes*. Des murmures l'ont interrompu. Mais la Pologne, à cause de sa constitution, & l'Amérique septentrionale, vu sa fraternité & sa dette, faisoient espérer des achats suffisans & *payables dans 2 ou 3 ans, pour éviter la défaveur du change*... Jeudi, le comité rendra compte de toutes ces propositions.

Alors M. *Cahier de Gerville*, revenant au midi de la France, à la ville d'Arles, a témoigné sa surprise de ce qu'on lui avoit demandé, par un décret, le 20, un rapport qu'il avoit lû le 18. D'après les commissaires civils, il a répété que la loi exerçoit sur la ville d'Arles un empire absolu. Il est convenu que la marche du gouvernement est incertaine, mais en affirmant qu'avec la constitu-

Digitized by Google

tion, « qui eſt bonne, très-bonne, quoi qu'on en diſe » le gouvernement peut avoir une marche ſûre & ferme; que d'ailleurs il ne falloit pas s'en prendre à lui; que bientôt il auroit l'*occaſion* d'examiner la cauſe des embarras, & qu'il la ſaiſiroit : « Et moi auſſi, s'eſt-il écrié, j'ai donné des preuves de civiſme. » On a décrété l'impreſſion de ce mémoire.

Du mardi, 28 février.

Dans la nuit du 21 au 22 de ce mois, le premier commandant du ſixième bataillon des chaſſeurs, pluſieurs officiers commandant les poſtes d'Offendorf, & pluſieurs ſoldats (31 en tout) ont déſerté & paſſé le Rhin. Un muſicien & un chaſſeur revenus depuis, ont dit qu'ils avoient été forcés, le piſtolet ſur la gorge, à les ſuivre. M. *Brunk* a demandé une loi qui ſoumît les officiers déſerteurs aux mêmes peines que les ſoldats; M. *Albitte* qu'on mît ſur-le-champ ceux-ci en état d'accuſation. Quelqu'un propoſoit de mentionner honorablement la conduite du muſicien & du chaſſeur. « Il faudroit, a judicieuſement obſervé M. *Dubayet*, faire (& chaque jour) mention honorable de tous les ſoldats de l'armée qui ſont reſtés à leur poſte. » Sur ce motif, on eſt paſſé à l'ordre du jour.

Une lettre des commiſſaires civils envoyés à Avignon, repouſſe les inculpations des dénonciateurs, des partiſans d'aſſaſſinats, des municipaux & du rapporteur. Ils aſſurent qu'ils ont fait tout leur poſſible pour ſoutenir le courage des *patriotes*, lorſque le retour des émigrés a donné au torrent de la liberté un cours aſſez peu favorable aux amis de la conſtitution & de

Digitized by Google

la réunion. Cette lettre a été renvoyée aux comités des pétitions & de surveillance.

Infatigable indicateur de tout ce qui manque à des loix faites à bâtons rompus, M. *de Bertrand* a écrit à l'Assemblée, que la loi du 12, qui règle les conditions exigées pour entrer dans la marine, ne prononce rien au sujet des aspirans entretenus qui n'ont pas le grade d'officier. Au comité.

L'ordre du jour appelloit la troisieme lecture d'un projet sur les moyens d'accélérer la rentrée des contributions. M. *Jacob Dupont* a opposé au dessein de stimuler les municipalités par la menace de les punir, la crainte du découragement & le besoin de les animer par l'influence morale, (ce qui est une manière romanesque de traiter les finances chez un peuple enivré de maximes d'anarchie, réduit à la misère & armé). De quarante & quelques mille municipalités, il n'y en a que 9077 qui aient déposé leurs matrices de rôles; or, ces matrices ne sont pas encore les rôles. M. *Jacob* préfère des visiteurs à des commissaires. D'ailleurs, son principal moyen est que les députés à l'Assemblée nationale écrivent à leurs parens, à leurs amis, de concourir de tout leur pouvoir à la confection des rôles, & d'acquitter leur quote-part. Alors les impôts seront bientôt en recouvrement, & « nous conduirons au port, sain & sauf, le vaisseau battu par la tempête des passions & des crimes. »

On a lu divers projets sur l'accélération de la rentrée des impôts, & la discussion des articles du comité a été renvoyée à ce soir.

Digitized by Google

Du mardi, séance du soir.

Des députés de la ville de Sierk, admis à la barre, ont raconté, par l'organe de M. *Henz*, leur orateur, que trois voyageurs, M. *de Chappe*, son domestique, & M. *de Laussaux*, ancien garde-du-corps, ayant été arrêtés au moment où ils émigroient à travers les champs, & conduits à Sierk, malgré leurs pistolets, leurs sabres à l'Autrichienne & leurs offres, le nom de la loi a contenu l'indignation du peuple. La municipalité les a interrogés, a civiquement ouvert les paquets qu'ils avoient sur eux, y a trouvé des brochures intitulées : *Amendement à la Charte constitutionnelle.* — *Règlement du cantonnement*, &c. imprimés que toute la France connoît ; & des lettres sans signature, dont les suscriptions ne portoient que des lettres initiales. Elles annonçoient que les émigrés vont entrer, que Metz est pour eux, que les régimens de la garnison sont *bons*, à l'exception de Condé qui va au *club*, & dont une partie est à l'hôpital, les soldats en étant sabrés par ceux de Royal-Allemand, Castella Suisse, &c. ; que le général *la Fayette* est aussi méprisé des honnêtes-gens que de la canaille.

A ces mots les galeries ont vivement applaudi. Quelques membres de l'Assemblée avoient aussi battu des mains ; mais beaucoup d'autres se sont élevés contre les tribunes, & vouloient qu'on les rappellât à l'ordre.

M. *Henz* a repris son récit. Parmi les papiers ouverts s'est trouvé un pacte des gentilshommes Lorrains, réfugiés à Coblentz, avec ceux qui sont restés dans les Trois-Evêchés. Ce pacte a plus de 200 signatures. Ils jurent de mourir

Digitized by Google

plutôt que de consentir à la destruction de la religion, de la monarchie & des droits imprescriptibles de la famille royale..... Réponse du président, mention honorable, honneurs de la salle, & renvoi des pièces au comité de surveillance.

Après de longs débats sur le projet de décret relatif aux moyens d'accélérer la confection des matrices des rôles, débats où M. *le Cointre* a passé pour avoir touché le vrai point de la difficulté, en s'en remettant à la loi du 29 juin 1791, que l'expérience a démontré n'avoir prévenu aucune difficulté; & où M. *Cambon* a dit en substance : « Tout est fait par le corps législatif. Tout iroit si le pouvoir exécutif *vouloit marcher*, & s'il suspendoit les administrateurs qui ne rempliſſent pas leurs devoirs. » L'Assemblée a écarté l'ajournement & passé à l'ordre du jour.

La caisse de l'extraordinaire n'ayant (le 24 février), pour fournir à toute espèce de service, que 2,947,112, un décret d'urgence rendu sans discussion, a ordonné que ladite caisse recevra 100 millions en assignats de 5 liv. à remplacer par d'autres qui devoient servir à cet échange que d'autres feront. Compte qui pourra.

« Je pense qu'on a trop brusqué la réunion des paroisses, disoit, le 18, M. *Cahier de Gerville*. — Soixante & quelques courses, par an, pour aller à l'église, avoit dit ces jours-ci un député cultivateur, sont une corvée plus cruelle que toutes celles de la féodalité..... » Peu sensible à ces vérités, l'Assemblée a encore réuni, supprimé des paroisses, & la séance a été levée.

Du mercredi, 29 février.

A la suite d'une mention honorable du patrio-

Digitized by Google

tisme de soldats du 58^e. régiment qui dénoncent à l'Assemblée un pamphlet qui se vend chez tous les marchands de nouveautés ; du refus de renvoyer au comité l'examen de la pièce qui dernièrement fut, non la cause, mais l'occasion du tumulte qui eut lieu dans le spectacle *du Vaudeville*, comédie que l'entrepreneur & l'auteur adressoient à l'Assemblée pour la convaincre de la vérité, qu'il n'y a pas une syllabe, pas une allusion possible ni contre la nation, ni contre la constitution, ni pour aucun parti ; on est venu à un arrêté du département de Loir & Cher, du 15 février, portant que tous les prêtres non-assermentés seront enregistrés, avec des notes municipales, sur l'*opinion* qu'on a de leur conduite, & tenus de se rendre au chef-lieu sous peine d'être *déposés* dans telle maison que le directoire indiquera ; qu'arrivés au chef-lieu, ils devront s'y inscrire, & ne pas s'en éloigner à peine d'y être ramenés par la force publique.

M. *Chéron* a paru se flatter de l'espérance, que le pouvoir exécutif ne laisseroit pas subsister une Loi faite par un corps administratif. C'étoit supposer gratuitement que le conseil, l'Assemblée, tous les pouvoirs, les *clubs* & l'anarchie permettent au Roi de gouverner ; c'étoit oublier que le ministre de l'intérieur avoit dit de sang-froid, le 18 : « quelques départemens ont soumis les prêtres à *une police particulière* ; celui de Finistère *me paroît être le seul* qui en ait fait emprisonner... En ce moment même il y en a 45 détenus, par ses ordres, sans forme de procès, au château de Brest, qui *sollicitent* (depuis longtemps) leur élargissement. »

MM. *Huat*, *Quatremère* & *Bigot* ont réclamé contre l'usurpation de pouvoir. « Ferez-vous un

crime à ces administrateurs, s'est écrié M. *Thuriot*, de prendre des mesures *pour conserver les propriétés & la vie des citoyens?* Si l'on veut passer à l'ordre du jour, je demande qu'il soit dit qu'on y est passé à cause du *veto* qui a rendu nulles les mesures qu'avoit prises l'Assemblée. » Les applaudissemens des galeries, & les murmures désapprobatifs de l'Assemblée ont également fait justice de la motion de M. *Thuriot*. Un long tumulte & trois épreuves suivies de bruyantes altercations ont amené l'ordre du jour, sans motif articulé.

Dans un préambule emphatique, M. *Couthon* a conseillé à l'Assemblée de se populariser, en rendant souvent des décrets dans le sens de ceux qui ont le plus intéressé le peuple à la révolution. Ce conseil l'a conduit à proposer un manque de foi, un acte d'improbité manifeste, un nouveau moyen d'achever la ruine de beaucoup de propriétés inviolables; c'est de décréter: 1°. que tout propriétaire, par indivis, d'un fonds assujetti aux droits seigneuriaux, sera libre de se racheter partiellement; 2°. que les droits fixes & casuels pourront être rachetés séparément; qu'en rachetant les uns, on ne sera pas tenu de racheter les autres. On imprimera ce discours, & le comité féodal examinera tous les décrets sur les droits féodaux déclarés rachetables.

Le reste de la séance a été rempli par des rapports, mémoires ou dissertations sur les colonies. Sous le titre de derniers détails, M. *Tarbé* a ployé tout ce qu'on savoit à son petit plan de ménager les amis des noirs. A l'en croire, tout annonce que les nègres sont excités par une impulsion étrangère, leur langage est l'exagération des principes qu'on a publiés en leur faveur; les mu[illegible] ont suivi les suggestions des partisans de [illegible] (même en demandant, le fer & la

Digitized by Google

torche à la main, les droits de citoyens actifs !); les blancs, aristocrates, ont causé tout le mal; c'est dire qu'ils ont fait incendier leurs habitations, égorger leurs femmes, leurs enfans, eux-mêmes, comme les nobles, en France, ont fait brûler leurs châteaux. M. *Tarbé* a pourtant conclu que des secours étoient encore plus urgens que des leçons & des peines.

Une déclamation de M. *Garan de Coulon*, grand procurateur de la nation, tissu de sophismes, lue par M. *Guadet*, a versé la censure la plus aigre sur l'Assemblée constituante, soutenu que le décret du 24 septembre n'est pas constitutionnel, prêché l'abandon des colons & des colonies par humanité & pour la plus grande prospérité de la métropole, beaucoup vanté les amis des noirs & MM. *Mirabeau* l'aîné, *de la Fayette*, *de la Rochefoucault*, *de Condorcet*, & insisté sur la nécessité de maintenir le concordat.

M. *Brissot* a vu la cause des troubles dans le refus fait aux hommes de couleur de les admettre aux Assemblées primaires, & cela d'après le discours de M. *Tarbé* où les mulâtres étoient des contre révolutionnaires, profanateurs de la cocarde nationale, & distributeurs de cocardes blanches... Tout ce babil sera imprimé aux frais du pauvre peuple, & l'on n'a pas même ajourné des secours provisoires.

Le dernier décret sur le recrutement, qui doit fournir *plus* de 51,000 hommes à l'armée, contient des dispositions contraires à son but. En donnant trois sous par lieue aux recrues & le choix du régiment, on s'expose à payer de forts engagemens & des sommes immenses à des gens qui feroient 200 lieues plutôt que 20 & pourroient ne pas arriver; occasionner encore des

Digitized by Google

frais de recherches, ou se tenir pour dégagés en arrivant à tel régiment qui ne les recevroit pas parce qu'il seroit complet. Ces observations développées par le ministre, ont rappellé à plus d'un auditeur le proverbe : *chacun son métier*... & ont été renvoyées au comité militaire.

Du mercredi, séance du soir.

M. *Pétion*, maire de Paris, est venu retracer aux législateurs l'insolvabilité de la ville, le nombre des pauvres qu'elle ne peut secourir, & qu'il a portés à plus de 100,000, les services que cette classe de citoyens a rendus à la révolution, & il a fini par demander, pour eux, 200,000 livres, qui ne les subsisteront pas une semaine. Le président lui a répondu que « tant qu'il restera des malheurs à réparer & des douleurs à soulager, la sollicitude des représentans d'une nation libre ne s'arrêtera jamais. »

« L'Assemblée nationale ni la nation, a dit M. *Cambon*, n'ont d'autres revenus que les contributions. Paris n'a qu'à payer les siennes..... Qu'il soit présenté un projet général sur les secours à accorder aux pauvres du royaume. ».

« Ces relations directes entre les municipaux & l'Assemblée, sont inconstitutionnelles & d'une conséquence dangereuse, disoit M. *Huat* qui craignoit de voir arriver à la barre quarante & quelques mille municipalités, sans l'intervention régulière des directoires. Fera-t-on un rapport particulier pour Paris ? oui, ou non ? Débats orageux, deux épreuves douteuses, on invoque l'appel nominal, le tumulte devient du vacarme; enfin M. *Dubayet* propose & l'Assemblée décrète qu'il sera fait samedi un rapport général.

La ville de Nuremberg sollicite le paiement de

Digitized by Google

700,000 livres. Le député de cette aristocratie a été solennellement admis à parler de l'intérieur de la salle, en qualité *d'envoyé d'un peuple libre*; titre qui, d'après la constitution, l'obligeoit à ne s'adresser qu'au Roi, « seul autorisé à entretenir des relations politiques au-dehors. (Tit. 3, chap. 4, sect. 3, art. 1.) » Cette demande a été renvoyée aux comités diplomatique & de liquidation.

Du jeudi, premier mars.

On a repris la discussion sur les indemnités dues aux princes Allemands possessionnés en Alsace & en Lorraine. Il n'y a guère que nos politiques de cafés ou de clubs qui puissent régretter que le défaut d'espace nous dispense d'analyser la dissertation philosophico-diplomatique de M. *Pastoret*. Il n'a fait qu'orner ou défigurer M. *Mailhe* & M. *Koch*, avec les fleurs de son insipide éloquence. C'est toute la constitution de l'Empire alambiquée; c'est *l'orgueil* qui créa la noblesse médiate & immédiate; ce sont des priviléges que notre langue esclave appelloit des droits, que notre langue libre appelle des usurpations; des Electeurs, des Landgraves, des Margraves, dont aucun n'est souverain chez lui, suivant la constitution germanique de M. *Pastoret*, & qui cependant concoururent à céder à la France la souveraineté des pays sur lesquels ils réclament de prétendus droits; c'est une capitulation impériale qui défend toute aliénation, & qui prouve que ces pays ont été légalement aliénés par l'Empereur & l'Empire... Enfin il est démontré que les princes possessionnés ont seuls violé tous les traités en osant se plaindre des sublimes loix qui les dépouillent. Quant aux indemnités, il ne faut pas fixer un terme de déchéance, de peur qu'il

Digitized by Google

ne faſſe ſuppoſer un droit ; mais on doit y ſubſtituer « les offres d'une bienveillance généreuſe, qui ne peut jamais être enchaînée que par elle-même, & ne fixer un délai qu'aux négociations. »

M. *Laſource* a auſſi battu les princes Allemands ſur terre & ſur mer pendant près d'une heure. « Point de milieu, la nation Françoiſe ne veut plus que ſon ſort ſoit hypothétique. Elle veut ou périr ou vivre avec la certitude que ſa liberté ne périra point. Faiſons le ſavoir à toute la terre : le navire eſt lancé, il faut qu'il vogue. Il peut être embrâſé par la foudre ou ſubmergé par les flots ; mais il ne ſera pas remis ſur le chantier. (*Bravo ! bravo !*)... Offrir des indemnités refuſées, c'eſt ſe donner un grand ridicule... Acquérir des terres ſeigneuriales en Allemagne, pour indemniſer les princes, c'eſt un crime de lèze-humanité. . . N'auriez-vous briſé les fers des François d'Alſace, que, pour river les fers des Allemands ? » Après cet accès, l'orateur a fixé le 10 de juin pour terme fatal de déchéance aux princes poſſeſſionnés. Tous ces diſcours ont été applaudis & ſeront ſoigneuſement imprimés.

Nous ne noterons de l'opinion qu'a débitée enſuite M. *de Vaublanc*, que ſa répugnance actuelle pour toute croiſade philoſophique tendant au bonheur de l'univers. En ajoutant qu'il a été duement hué, nous nous hâterons d'arriver aux confidences qu'a faites à l'Aſſemblée, au nom du Roi, le miniſtre des affaires étrangères.

Il a d'abord rappellé ce qu'on a déjà lu, l'offre de S. M. I. du 21 décembre, puis un ſecrétaire a fait lecture d'une pièce intitulée : *Extrait communiqué officiellement de la lettre de* M. *Deleſſart à* M. *de Noailles, du 21 janvier* 1792.

Dans cette lettre à l'ambaſſadeur de France à

Digitized by Google

Vienne, M. *Deleſſart* ne s'énonce guère qu'en ſon propre nom, & ſoit volontairement ſoit par inadvertance, emploie très-ſouvent le mot *on* ſans trop expliquer s'il entend déſigner le Roi conſtitutionnel, l'Aſſemblée nationale, le comité diplomatique, le *club* des *Jacobins*, le *club* des *Feuillans*, ou la nation; ce qui ne laiſſe pas d'être une forme un peu extraordinaire. Il y mande: la déclaration inattendue de l'Empereur, a cauſé, dans le premier moment, la plus grande agitation, parce que *l'on* a cru remarquer qu'en ſe montrant indifférent à tous les mouvemens des émigrés, l'Empereur leur a donné *plus de force & d'importance*. . . . . Les ordres à M. le maréchal *de Bender* de protéger l'électorat de Trèves ont été expédiés ſans aucune communication officielle... L'expoſé de l'électeur eſt dénué de vérité. Sa réflexion que le Roi n'étoit pas libre en ſouſcrivant l'office remis de la part de Sa Majeſté, auroit dû ſuſpendre toute protection impériale, &c.

Le miniſtre ne relève rien avec autant de reſſentiment, que cet accord « des ſouverains, réunis en concert pour le maintien de la tranquillité publique, & pour la ſûreté & l'honneur des couronnes. » Des voies de fait commiſes peut-être par quelques municipalités, lui ſemblent de ces évènemens qui ne doivent pas inquiéter l'Europe, & qui ſe terminent toujours à l'amiable, pour peu qu'on ait de bienveillance. Ici ſe ſuivent pluſieurs de ces *on* indéfinis : *on a été extrêmement frappé... on a été étonné... on a craint... on prétend*... Le lecteur attentif ſaiſira facilement dans la réfutation de M. le prince *de Kaunitz*, l'eſprit des paſſages que les bornes de ce journal ne nous permettent ni de répéter ni d'extraire.

Digitized by Google

A la supposition d'un congrès armé, le ministre répond : « je ne peux pas croire que l'Empereur se prête à de semblables idées... Ce seroit vainement que l'on entreprendroit de changer par la force des armes notre nouvelle constitution ; *elle est devenue, pour la grande majorité de la nation, une espèce de religion qu'elle a embrassée avec enthousiasme* & qu'elle défendroit avec l'énergie qui appartient aux sentimens les plus exaltés (applaudissemens redoublés)... Je crois fermement... qu'au premier moment où la constitution seroit attaquée, il n'y auroit plus qu'un seul parti, qu'un seul intérêt, & que la plupart des mécontens, se réunissant à la cause commune, en deviendroient les plus ardens défenseurs. (*Bravo!*) On exagère l'indiscipline de notre armée, la pénurie de nos finances, nos troubles intérieurs... Je ne dissimule pas que nos embarras ne soient grands ; mais, *le fussent-ils davantage*, on se tromperoit beaucoup si l'on croyoit pouvoir dédaigner la France, & la menacer sans inconvénient... Vous m'avez mandé plusieurs fois qu'on étoit extrêmement frappé à Vienne du désordre *apparent* de notre administration, de l'insubordination des pouvoirs, du *peu de respect* que l'on témoignoit *quelquefois* pour le Roi... » M. *Delessart*, après avoir affoibli l'imputation autant qu'il a pu, n'y répond qu'en alléguant les secousses inévitables nées d'une si grande révolution, & ne cherche pas même à repousser l'idée des dangers du Roi & des outrages faits à Sa Majesté, dont il ne dit mot.

Plaçant la cause des désordres dans ce qui n'en est évidemment que l'effet, il attribue la fermentation intérieure aux émigrés, & il se demande :

« Sur

Digitized by Google

« Sur qui tout cela tombe-t-il ? sur le Roi ; parce que la malveillance cherche à persuader qu'il existe entre Sa Majesté Impériale & le Roi une intimité parfaite. » Quant à la licence des discours, des écrits « nous avons posé des principes sages, établi des loix justes... Mais notre organisation ne fait que de naître, les ressorts de notre gouvernement ne sont pas encore en activité... Que l'on cesse de nous inquiéter, de nous menacer, de fournir des prétextes à tous ceux qui ne veulent que le désordre, & bientôt l'ordre renaîtra. .. Ce déluge de libelles diminue tous les jours. L'indifférence & le mépris sont les armes avec lesquelles il convient de combattre ce fléau. L'Europe pourroit-elle s'agiter & s'en prendre à la nation Françoise, parce que celle-ci recèle dans son sein quelques déclamateurs & quelques folliculaires, & voudroit-on leur faire l'honneur de leur répondre à coups de canon ? »

« L'excellent esprit du Roi, d'accord avec son cœur, cherche à repousser l'idée de la guerre.... Mais l'annonce d'un concert entre toutes les puissances de l'Europe, la tournure & le ton de l'office (du 21 décembre), ont fait une impression dont *les gens les plus sages* n'ont pû se défendre ; & qu'il n'a pas été au pouvoir du Roi d'effacer..... En faisant la guerre la plus heureuse, l'Empereur détruira son allié & fortifiera ses ennemis & ses rivaux (ici ont éclaté les murmures des invincibles de l'Assemblée & des galeries)..... C'est la paix que nous voulons (nouveaux murmures)..... Vous devez chercher des explications sur trois points : 1°. sur l'office du 21 décembre ; 2°. sur l'intervention de l'Empereur dans nos affaires intérieures ; 3°. sur ce que S. M. I. *entend par les souve-*

Digitized by Google

rains réunis en concert pour l'honneur & la sûreté des couronnes..... L'affaire des princes poſſeſſionnés eſt à part, & doit être traitée différemment que celle dont il s'agit actuellement.... »

M. *Deleſſart*, après cette lecture, a cru pouvoir dire : « L'Aſſemblée nationale a bien voulu donner quelqu'approbation à ma dépêche. » Une voix a crié : *Point du tout* ; d'autres : *qu'on faſſe taire cet inſolent*, que l'on ſuppoſoit dans les galeries. *C'eſt moi*, a dit M. *Reboul*. Reprenant la parole à la ſuite de ces rumeurs, le miniſtre a prétendu que ſa dépêche ne devoit pas voir le jour, que le prince *de Kaunitz* avoit *manqué à l'ordre des procédés*, en la rendant publique *par un abus de confiance*. Mais il a ajouté : « Elle contient le ſecret de ma penſée ; il eſt eſſentiel que tout ce que je penſe ſoit connu. »

On a lu enſuite la réponſe faite au nom de l'Empereur. (On la trouvera plus bas, & ſéparée.)

Cette lecture a été fréquemment interrompue par des murmures, des éclats de rire & des ſaillies qu'il ne ſeroit ni décent ni poſſible de caractériſer. Au paſſage où il s'agit de l'intérêt que prend l'Empereur au bien-être de la France, un membre a crié : *au diable ! nous n'en voulons point.* Dans un autre moment, M. *Taillefer* a dit tout haut : *C'eſt un plaiſant garçon que cet Empereur !* Pluſieurs voix ont ſouvent répété : *C'eſt un feuillant... Quelle inſolence !... La guerre.—Ah ! voilà le bout de l'oreille*, a dit quelqu'un lorſqu'il a été queſtion de *jacobins*, de républicains ; *je demande l'auteur de cette pièce....*

A la lettre du prince *de Kaunitz* ont ſuccédé la copie de ſa circulaire du premier novembre ;

Digitized by Google

celle d'une note remise à M. *de Noailles* le 19 février, & celle d'une lettre de M. le comte *de Goltz*, envoyé extraordinaire de S. M. le Roi de Prusse, à M. *Delessart*, lettre dans laquelle le concert de leurs majestés Impériale & Prussienne est positivement énoncé, & qui porte que la première hostilité sera tenue pour une déclaration de guerre.

M. *Delessart* a fini par assurer, au nom du Roi, que l'Empereur auroit bientôt 91,000 hommes de troupes dans les Pays-Bas; que l'ordre de se tenir prêts à marcher avoit été donné à 30,000 hommes de Bohême; mais que jusqu'à présent aucun ordre ultérieur ne les avoit mis en marche; qu'ainsi les troupes dans les Pays-Bas étoient encore loin du pied de guerre. L'Ambassadeur de France, a-t-il dit, est chargé de déclarer à l'Empereur qu'il ne convient ni à la dignité ni à l'indépendance de la nation Françoise d'entrer en discussion sur des objets qui ne concernent que l'intérieur du royaume; que S. M. voyant que l'Empereur veut prouver combien sont calomnieuses les allégations qu'il avoit l'intention de renverser la constitution Françoise, & trouvant des ouvertures amicales dans la lettre de l'Empereur, le Roi déclare que, mettant sa confiance dans son attachement à la constitution & dans l'amour du peuple François pour lui, il ne peut voir qu'avec peine le concert annoncé, & demande à le faire cesser. Il offre de remettre les troupes Françoises sur le pied de paix, de les borner, dans les places, au nombre nécessaire pour les garnisons, dès qu'il aura l'assurance de la cessation de ce concert, & si l'Empereur remet ses troupes dans les Pays-Bas ou le Brisgau sur le pied du premier avril 1791. Il

Digitized by Google

demande une réponse franche, prompte, catégorique, & ne verra, dans une réponse qui n'auroit pas ces caractères, que l'intention de prolonger une situation dans laquelle la France ne peut ni ne veut rester plus long-temps.

On a décrété l'impression des pièces & leur renvoi au comité diplomatique.

Du jeudi, séance du soir.

M. *Rouyer* l'a ouverte par une sortie véhémente contre le ministre des affaires étrangères; il a trouvé fort injurieux pour l'Assemblée qu'on osât écrire qu'elle est influencée par des républicains. « Est il possible, a-t-il dit, qu'un ministre perfide ait osé venir ici présenter son ouvrage? Lorsque M. *Deleſſart* présenta ces prétendues dépêches au comité, on lui dit : *ne lisez pas cela à l'Assemblée, parce qu'on croiroit que c'est votre ouvrage.* Jusques à quand, Messieurs, votre patriotisme sera-t-il calomnié? » Ici les applaudissemens des galeries & les éclats de rire d'une partie de l'Assemblée ont couvert la voix de M. *Rouyer*, qui a traité ces rires de murmures ministériels; ce qui a redoublé le vacarme. Mais l'opinant a bientôt repris : « Quel sera le terme où s'arrêtera ce ministre? Ne s'est-il pas vanté impudemment que vous aviez applaudi sa dépêche? Oui, sans doute, à quelques traits arrachés par la liberté à la main d'un esclave. Mais cet écrit est plein de mensonges. Dire que nous sommes dans l'embarras! que la tranquillité publique ne règne pas parmi nous! Est-il payé pour mentir aux puissances étrangères?... Un peuple libre n'a rien à craindre, se joue des efforts dirigés contre lui, ne voit & ne peut voir que des succès, & des vaincus dans les

Digitized by Google

despotes qui voudroient l'attaquer. Dût ma tête être le prix de ma dénonciation, je la ferai. Ayons le courage de dire au Roi : tel ministre nous est suspect, nous trahit ; exigeons qu'il le renvoie ; & *Bertrand* & *Deleſſart* ne resteront pas 24 heures... Que les comités diplomatique & de législation réunis, soient chargés de présenter des observations contre le ministre *Deleſſart*... » La salle a retenti d'applaudissemens.

Plusieurs membres ont appuyé la motion de M. *Rouyer*. M. *Charlier* observoit que le ministre auroit dû faire expliquer l'Empereur sur la question de savoir s'il vouloit la paix ou la guerre. M. *Maïlhe* a vu dans la trahison de M. *Deleſſart*, un accord avec les puissances pour ravaler la nation. On a renvoyé la motion aux comités, & décrété le renouvellement du comité diplomatique.

Le reste de la séance a été rempli de discours morcelés, de divagations coupées par d'autres, & qui n'ont produit que l'ajournement à samedi de trois questions relatives au Comtat & à Avignon, sur l'organisation des districts, sur les prisonniers, & sur les commissaires.

Du vendredi, 2 mars.

Après avoir rappellé ce qu'avoient dit MM. *Brissot* & *Vergniaud*, lorsque le comité diplomatique proposa « de faire expliquer l'Empereur à terme certain, & d'une manière satisfaisante », & leur conseil d'annuller le traité de 1756 ; « les uns, s'est écrié M. *Bruat*, crurent les faits trop peu constatés ; les autres, qu'il valoit mieux avoir un mauvais allié qu'un ennemi déclaré ; mais la plupart pensèrent qu'il convenoit d'attendre sa réponse.... Il en résulta un *décret invitatoire* ;

Digitized by Google

le Roi le mit de côté en observant qu'à lui seul appartenoient l'initiative & le droit de traiter avec les puissances étrangères. Le Roi répondit qu'il avoit pris des mesures... On vous lut hier la dépêche de M. *Delessart* & celle du prince *de Kaunitz*... Il n'a pas été demandé à l'Empereur avec la franchise & la fierté qui conviennent à une nation libre & sincère, s'il vouloit enfin dissoudre la dernière tourbe des émigrés; s'il vouloit ou non s'armer contre la France & sa constitution actuelle. »

« Qu'a répondu l'Empereur, a poursuivi M. *Bruat*, dont nous transcrivons littéralement les expressions ? Il a fait la grace au Roi de lui donner des éclaircissemens justificatifs de sa conduite tenue jusqu'à présent; mais de celle qu'il tiendra, qu'en dit-il ? rien; rien, si ce n'est qu'en diffamant notre gouvernement, en extravagant sur les vices qu'il peut avoir, mais qu'il n'appartient qu'à nous de réformer, il se réserve, en quelque sorte, le droit de prononcer sur la France, si l'autorité du Roi n'est pas respectée autant qu'il l'entend; si les sociétés populaires, les *jacobins* sur-tout, continuent à veiller sur les tyrans, & s'ils osent encore dénoncer les crimes des Rois. A la lecture de cette diatribe, que j'ai peine à croire sortie de la plume d'un homme qui s'étoit fait quelque réputation de philosophie, je m'étois demandé d'abord de quel droit cet homme, fût-il l'Empereur de la terre, vouloit s'immiscer dans notre gouvernement, discuter les droits du peuple François ? mais, je l'avoue, le ridicule n'a plus laillé dans mon cœur que le sentiment de la pitié (*bravo ! bravo !* & applaudissemens des galeries & d'une partie de l'Assemblée)..... La nation Françoise com-

Digitized by Google

mettroit une lâcheté de le ménager davantage... Que demande le peuple François ? La paix ou la guerre ; point de milieu..... Et si les représentans électifs vont droit à ce but, si le représentant héréditaire tergiverse, s'il n'est pas comme nous qui mourons, chaque jour, d'inanition & d'incertitude ; si la victoire, que la justice garantit à un peuple libre, n'entre pas dans ses vues comme dans les nôtres..... ; c'est là que j'en appellerai à votre conscience & à l'énergie de ce grand peuple..... ; mais il m'en coûteroit trop de ne pas croire à la droiture du Roi ; j'y croirai, je le jure, autant qu'il me sera possible.... »

Les conclusions de l'opinant, plus clairement exprimées, ont été de charger le comité diplomatique de faire, dans huit jours, un rapport sur la réponse de l'Empereur, un autre sur les avantages ou les désavantages du traité de 1756, & « de rassembler les faits qui pourroient prouver que l'Empereur ne s'y est pas exactement conformé ; pour être statué s'il y a lieu à le rompre ou à le continuer. »

Les huit jours impatientoient M. *Rouyer* qui n'en donnoit que trois & qui chassoit tous les ministres avec son courage & sa politesse ordinaires. Mais M. *d'Averhoult* soupçonnoit quelqu'absurdité à vouloir rompre un traité *qui n'est plus onéreux* pour la France, & craignoit que la motion de M. *Bruat* ne jetât l'alarme dans tous les départemens : « car, disoit-il, on n'y crie pas à la guerre comme dans nos tribunes... Dans tous les départemens on desire le maintien des loix, de l'ordre, de la paix, la punition des coupables qui entravent la marche du gouvernement ; voilà ce qu'on y desire & non pas des déclamations (des

Digitized by Google

rumeurs ont couvert chacune de ces paroles.) » L'Assemblée a fermé la discussion & décrété la motion de M. *Bruat* amendée par M. *Rouyer*.

M. *Lacombe de Saint-Michel* a fait un rapport sur la demande du Roi d'augmenter le corps de l'artillerie de neuf compagnies de canonniers à cheval ; rapport motivé par de longs détails militaires, & dont l'Assemblée a décrété l'impression.

Il en a été de même d'un rapport qu'on a lu sur une avance de 600,000 liv. en faveur de la municipalité de Paris, pour acquitter ses rentes ; de même d'un rapport de M. *Juéry*, au nom des comités des domaines, d'agriculture, de commerce, de marine & de finances, tendant à prouver qu'on achèveroit de ruiner la France si l'on vendoit les forêts nationales ; opinion suivie d'un discours de M. *Michon*, qui a conclu précisément le contraire ; que le plus grand bien à faire au royaume, c'est de vendre les forêts, qu'on gagneroit encore beaucoup à les donner pour rien... Ces dernières idées ont été chaudement applaudies. Nous reviendrons sur les raisons & les calculs lors de la discussion.

Le ministre de la guerre a expliqué l'inévitable retard du remplacement des officiers de l'armée. Il a d'ailleurs annoncé que le 45^e^. régiment s'étoit soumis au règlement de discipline, & envoyoit à Paris trois députés pour solliciter, auprès de l'Assemblée, quelques changemens à certains articles ; & il a témoigné qu'il espéroit que le corps législatif conserveroit intacte & respectée la prérogative royale, l'une des propriétés de la nation. Un décret, rendu sauf rédaction, a prorogé son droit de

Digitized by Google

nomination jusqu'au premier avril ; on sait qu'il étoit expiré le premier février.

Du vendredi, séance du soir.

L'objet de cette séance étoit de renouveller les comités. Voici les noms des six membres qui remplaceront six autres que le scrutin a fait sortir du comité diplomatique : MM. *Lemontey*, *de Vaublanc*, *de Jaucourt*, *Britche*, *d'Averhoult* & *Rühl*. Leurs suppléans proclamés, sont MM. *Schismer*, *Hérault de Séchelles*, *Jean de Bry*, *Pozzo*, *Lasource* & *Vergniaud*.

Du samedi, 3 mars.

Excepté un rapport de M. *Carnot* jeune, sur diverses demandes du ministre de la guerre, & un rapport de M. *François de Neufchâteau*, le poëte, sur une interprétation du tarif des droits d'entrée à l'égard du jais ou jayet, qui seront tous les deux imprimés & ajournés ; les débats n'ont produit que quatre articles qui réunissent définitivement le Comtat & la ville d'Avignon à la France, articles que nous extrairons avec ceux qui doivent les suivre.

Du reste, M. *Couppé* a informé l'Assemblée que le calme s'est rétabli dans le district de Noyon, & que les municipaux y ont déclaré vouloir restituer le bled qu'ils ont reçu pour leurs vacations lors du pillage. Plusieurs membres ont annoncé de nombreux enrôlemens, de 52 hommes ici, de 300 hommes là, de deux ou trois mille ailleurs. M. *Mouysset* a dit que dans le département de Lot & Garonne l'empressement étoit tel, qu'avant 15 jours il faudroit défendre les enrôlemens. Par-tout ceux qui n'ont pas la taille usée d'adresse pour paroître l'avoir, & ceux qu'on refuse s'en retour-

Digitized by Google

nent en pleurant... *Bravo !* battemens de mains & éclats de rire.

M. *Rouyer* vouloit que l'on punît le ministre de la marine s'il avoit fait imprimer la lettre de démission de M. *de Bougainville ;* l'ordre du jour a écarté cette proposition digne de M. *Rouyer*.... M. *Albite* désirant que le comité diplomatique fût composé *des plus grands génies*, demandoit que les suppléans, MM. *Vergniaud*, *Lasource*, &c. y fussent admis. L'ordre du jour & des huées ont servi de réponse à M. *Albite*.

Une division prolongée entre le directoire & la municipalité de Paris, a retardé les rôles des contributions. Le ministre a dit que si la municipalité ne se subordonnoit pas, le Roi feroit exécuter la loi ; & M. *Tarbé* a été applaudi.

Du samedi, séance du soir.

On n'a pas oublié que le 22 décembre, l'Assemblée employa beaucoup de temps à écouter la pathétique dénonciation d'un patriote contre le tribunal & les municipaux de Villefort, accusés d'avoir favorisé l'évasion du meurtrier du fils du dénonciateur. Le crime de Villefort & d'Arles est d'offrir un asile aux prêtres non-assermentés & lâchement persécutés. Aujourd'hui, l'Assemblée a encore donné du temps à la lecture d'une longue lettre du garde-du-sceau, qui disculpe le tribunal & la municipalité ; & sur l'observation d'un membre que le cours de la justice ne pouvoit point être arrêté, on est passé à l'ordre du jour... Sont-ce des fonctions législatives ?

En 1778, M. *d'Estaing* signala son arrivée à Boston par une proclamation qui invitoit les Canadiens à secouer le joug, & leur promettoit

Digitized by Google

secours & protection. Le sieur *Cazeaux* effectua du mieux qu'il pût cette insurrection, fut pris par les Anglois, remis en liberté, perdit, à l'en croire, un million & demi de biens à ce glorieux exploit, & n'obtint que de stériles honneurs du parti qu'il avoit servi. Organe du comité diplomatique, M. *Lemontey* a demandé 125,000 l. pour M. *Cazeaux*. On a décrété qu'il n'y avoit pas lieu à délibérer.

Un décret a mis à la disposition du ministre de la guerre 15;000 liv., destinées à la solde échue de tous les Gardes-Françoises renvoyés, sans avoir demandé leur congé, des compagnies du centre ou des chasseurs nationaux de Paris.

Du dimanche, 4 Mars.

Il y a quelques jours, un municipe de Lyon déclama très-longuement, à la barre, contre le directoire de son département, & l'on pérora fort à loisir sur l'aristocratie des directoires. Ce matin une adresse du département dénoncé, a traité ces inculpations de calomnies. Personne n'a pû démentir ce département, dont la conduite estimable méritoit des éloges; cependant, on a écarté la demande de mentionner son adresse au procès-verbal, & l'on est passé à l'ordre du jour.

Le maire de Villeneuve, département du Lot & Garonne, mande que la jeunesse disparoîtroit toute entière par les enrôlemens, si l'on ne mettoit un frein à son impétuosité martiale (applaudi avec transport); que, dans le district, il n'y a plus ni écus, ni sous, ni petits assignats (murmures); qu'il a renvoyé tous ses ouvriers; que lui & tous les propriétaires se voient à la veille de fermer leurs portes aux pauvres désespérés; que les boulangers ne veulent prendre les assi-

Digitized by Google

gnats de 5 liv. qu'à 40 sous de perte ; que le peuple s'assemble dans les places pour *faire justice* de ces boulangers ; qu'il ne sait ce que deviendront les misérables dénués de travail, & même privés d'aumones.... Un morne silence a servi de terrible commentaire aux applaudissemens. Les derniers faits expliqueroient les premiers de manière à ne pas permettre de s'en réjouir. Des millions d'infortunés pourroient, même sans civisme, donner de milliers d'affamés à quiconque annonceroit une solde.

Les officiers municipaux de Dunkerque ont témoigné à l'Assemblée des vives inquiétudes sur les suites de la fermentation de cette ville, au sujet des subsistances, & imploré des loix qui rendent à leurs concitoyens la paix & la sûreté. On a renvoyé à mardi la discussion des moyens de sauver Dunkerque d'un danger imminent.

Un décret d'urgence a statué que deux commissaires, non du Roi, mais de l'Assemblée & ses membres, iront veiller, à Annonay, à la fabrication du papier pour assignats.

Deux cents vingt-trois voix ont porté M. *Guyton de Morveau* à la présidence.

On a lu des adresses, écouté des harangues dont les sujets se reproduiront.

Des lettres de Noyon ont assuré que le calme est rétabli, que le départ des bleds *a dû* être effectué ; mais au milieu de ce calme, les administrateurs se désolent de ne pouvoir vaquer à leurs autres fonctions, étant obligés de s'occuper, sans cesse, du soin de prévenir ou d'étouffer des mouvemens populaires. Un bon rapport général remédiera bientôt aux troubles du royaume.

Digitized by Google

Copie d'une Dépêche de M. le Chancelier de Cour & d'Etat, Prince de Kaunitz Rietberg, à M. de Blumendorf, Conseiller d'ambassade, & chargé d'affaires de Sa Majesté Impériale à Paris.

De Vienne, le 17 Février 1792.

« Monsieur l'Ambassadeur de France en cette Cour a eu ordre de demander des explications au sujet de la note que je lui avois remise le 21 Décembre. Il s'en est acquitté en me communiquant l'extrait ci-joint, de la dépêche qui lui a été adressée à cet effet par M. *Delessart* le 21 Janvier dernier. »

« Il pourroit suffire de me rapporter sur les objets de l'éclaircissement demandé, tant à la notoriété des faits, qu'à une note postérieure remise de ma part à M. l'Ambassadeur le 5 Janvier, & sans doute connue à Paris seize jours après, à la date de la dépêche de M. *Delessart*. Néanmoins les sentimens & les intentions de l'Empereur vis-à-vis de la France, sont si purs & si sincères, qu'il se prête volontiers aux éclaircissemens réitérés les plus francs, convaincu qu'il importe infiniment de les faire connoître tels qu'ils sont, & de dissiper complettement le faux jour sous lequel on s'efforce de les représenter, pour compromettre la tranquillité mutuelle. »

« Les explications que M. l'Ambassadeur a été chargé de demander, se réduisent proprement aux deux chefs d'objets suivans; les ordres donnés au Maréchal *de Bender*, & le concert qui existe entre l'Empereur & plusieurs autres

Digitized by Google

Puissances, pour le maintien de la tranquillité publique, & pour la sûreté & l'honneur des Couronnes. »

1°. *Eclaircissemens relatifs aux ordres donnés au maréchal de Bender.*

L'Empereur, sans attendre qu'il en fût requis par la France, a soumis le premier dans ses Etats, la réception des émigrés François aux règles les plus strictes d'un asyle innocent ; & ce n'est aussi plus un secret dans toute l'Europe, que depuis le commencement des rassemblemens des émigrés, l'Empereur n'a cessé d'employer les conseils & les exhortations les plus énergiques pour les détourner de tout éclat propre à troubler la tranquillité publique. Sur quel fondement, à quel dessein M. *Delessart* reproche-t-il donc à la Cour de Vienne *d'avoir paru indifférente sur les mouvemens des Emigrés !* »

« Les ordres au Maréchal *de Bender* dont il s'agit, ont été liés comme une condition absolue à ce que la promesse de M. l'Electeur de Trèves, de faire exécuter chez lui les mêmes règles qui sont en vigueur aux Pays-Bas, relativement aux Emigrés, soit pleinement remplie. M. *Delessart* avoue qu'on le sait en France : ce point ne demandoit donc pas un éclaircissement ; car je ne sais que penser du reproche que nous fait ce Ministre, de ce que *cette disposition n'avoit pas été exprimée dans la note du 21 Décembre*, tandis que l'assistance réclamée par l'Electeur y est rapportée en propres termes : « au cas que la tranquillité de ses Frontières & Etats fut troublée, nonobstant la sage mesure de ce prince, d'adopter les mêmes principes qui ont été mis en vigueur dans les Pays-Bas Autrichiens ; » tandis que dans ma seconde

Digitized by Google

note du 5 Janvier, la déclaration d'assistance de notre part, est expressément limitée au cas d'invasion qui surviendroit, « malgré les dispositions modérées & prudentes des Princes d'Empire, de faire observer les mêmes règlemens qui sont en vigueur aux Pays Bas. » Si des indications si précises ne suffisoient pas pour dissiper tous les doutes; si en soi-même il étoit possible de se figurer que l'Empereur voudroit soutenir ailleurs des armemens qu'il a proscrits chez lui-même; que pouvoit-il rester à desirer après la lettre que M. le Comte *de Mercy* vous adressa le 7 Janvier, & dont vous me mandez, Monsieur, d'avoir aussi-tôt communiqué les propres termes à M. *Delessart*, par laquelle cet Ambassadeur vous enjoignit d'assurer le Ministère François, que l'Empereur n'avoit promis de secours à l'Electeur, « qu'autant qu'il aura pleinement satisfait à la demande de la France, de ne permettre chez lui, ni rassemblement d'Emigrés, ni aucun préparatif, ni mesures hostiles de quelque genre que ce soit, & qu'il n'adopte en tout point la conduite impartiale que l'on a suivie aux Pays-Bas envers les Emigrés François. » Cette explication officielle jointe aux indications ci-dessus, & confirmée par le fait, & par les propres rapports de M. *de Sainte-Croix* sur l'exécution du désarmement, ne mettoit-elle point entre les mains du ministère des moyens suffisans de calmer & d'anéantir les doutes des plus opiniâtres & des plus malveillans ? »

« Comment enfin, M. *Delessart* peut-il borner les motifs de l'ordre donné au Maréchal *de Bender, à la supposition de quelques violences ou de quelques incursions commises par des Municipalités* ! Pourquoi passe-t-il sous silence les autres motifs

que ma note du 21 Décembre énonce en disant : « que l'expérience journalière ne rassuroit point assez sur la stabilité & la prépondérance des principes modérés en France, & sur la subordination des pouvoirs, & sur-tout des Provinces & Municipalités. » De tout ce passage, le dernier mot est seul relevé. Est-ce que les autres motifs qu'il exprime, & qui se trouvent encore plus détaillés dans ma note du 5 Janvier, (sur laquelle on garde également le silence) ne sont pas aussi vrais qu'importans ? Il est assurément plus facile de les dissimuler que d'en combattre l'existence & la réalité. »

« Il étoit donc plus clair que le jour, que l'Empereur, loin de vouloir menacer la France, n'a voulu que lui rappeller l'obligation où il se trouveroit, comme Chef de l'Empire, co-Etat & voisin, de secourir un autre Etat d'Empire contre d'injustes attaques, dont menaçoit évidemment la violence extrême qui se manifestoit dans les dispositions de l'Assemblée nationale, ainsi que des Départemens & Municipalités les plus voisins ; jointe à une telle précipitation & disproportion de mesures, qui ne permettoit aucun délai dans les ordres du secours éventuel. Et comme il est d'une égale évidence, qu'il n'avoit pas été laissé l'ombre d'un doute à la France, sur les véritables intentions de l'Empereur, il s'ensuit en dernier résultat, que le premier chef des explications demandées ne fournissoit pas le moindre objet d'éclaircissement, si on n'avoit voulu absolument en faire naître. »

2°. *Eclaircissemens sur le concert des Puissances.*

Il a été une époque, sans doute, dit M. Delessart, *où leur cause* (celle des émigrés), *qui pa-*

roiſſoit liée à celle du Roi, a pu exciter l'intérêt des Souverains, & plus particulièrement celui de l'Empereur.

A cette époque, que ce Miniſtre fixe avant le temps *que le Roi, par l'acceptation de la Conſtitution, s'eſt mis à la tête du nouveau Gouvernement*, la France offroit à l'Europe le ſpectacle d'un Roi légitime, forcé par des violences atroces à s'enfuir, proteſtant ſolemnellement contre les acquieſcemens qu'on lui avoit extorqués ; & peu-après, arrêté & detenu Priſonnier avec ſa Famille, par ſon peuple. »

« Oui, c'étoit alors au Beau-Frère & à l'Allié du Roi, à inviter les autres Princes de l'Europe, de ſe concerter avec lui pour déclarer à la France :

« Qu'ils regardent tous la cauſe du Roi Très-» Chrétien comme la leur propre ;

« Qu'ils demandent que ce Prince & ſa Fa-» mille ſoient ſur-le-champ mis en entière li-» berté, en leur accordant le pouvoir de ſe porter » où ils le jugeront convenable, & réclamant pour » toutes ces Perſonnes Royales l'inviolabilité & le » reſpect auxquels le droit de nature & des gens » obligent les Sujets envers leurs Princes ;

« Qu'ils ſe réuniront pour venger avec le » plus grand éclat tous les attentats ultérieurs » quelconques que l'on commettroit ou per-» mettroit de commettre contre la ſûreté, la » perſonne & l'honneur du Roi, de la Reine & » de la Famille Royale. »

« Qu'enfin ils ne reconnoîtront comme Loix » & Conſtitutions légitimement établies en » France, que celles qui ſe trouveront munies du » conſentement volontaire du Roi, jouiſſant d'une » liberté parfaite ; mais qu'au contraire ils em-

Digitized by Google

» ploieront de concert tous les moyens placés en » leur puissance pour faire cesser le scandale d'une » usurpation de pouvoir qui porteroit les caraç- » tères d'une révolte ouverte, & dont il importe- » roit à tous les Gouvernemens de réprimer le fu- » neste exemple. »

« Tels sont les termes de la déclaration que l'Empereur proposa, au mois de Juillet 1791, aux principaux Souverains de l'Europe, de faire à la France, & d'adopter pour base d'un concert général. On défie d'y trouver une syllabe qui ne fût avouée par ce que les principes du droit des gens ont de plus sacré. Et prétendit-on que la Nation Françoise par sa nouvelle Constitution se soit élevée au-dessus de la jurisprudence universelle de tous les siècles & de tous les Peuples, encore ne sauroit-on, sans contredire la Constitution même, caractériser de *ligue contre la France, de réunion des Puissances pour contraindre le Roi & la Nation à accepter les loix qu'elles auroient faites*, un concert dont le seul but étoit de venir à l'appui de cette même inviolabilité du Roi & de la Monarchie Françoise, que la nouvelle Constitution reconnoît & sanctionne comme une base immuable. »

« A cette même époque de la détention du Roi & de sa famille, se rapporte la stipulation comprise dans des points préliminaires d'une alliance défensive entre les Cours de Vienne & de Berlin, signés le 25 Juillet de la même année, portant « que les deux Cours s'enten- » dront & s'emploieront pour effectuer incessam- » ment le concert auquel Sa Majesté l'Empereur » vient d'inviter les principales Puissances de » l'Europe sur les affaires de la France » ; stipu- lation qui repose entièrement, comme on voit,

Digitized by Google

sur les principes & le but du concert, ainsi que la déclaration signée en commun par les Souverains de l'Autriche & de la Prusse, lors de leur entrevue à Pilnirz, le 27 d'Août. »

« Ce concert étoit prêt de se consolider, lorsque le Roi & sa famille furent relâchés, l'autorité royale réintégrée, le maintien du gouvernement monarchique adopté pour loi fondamentale de la Constitution, & que Sa Majesté Très-Chrétienne déclara, par sa lettre à l'Assemblée Nationale, du 13 Septembre, « qu'il » acceptoit la Constitution; qu'à la vérité il » n'apercevoit point dans les moyens d'exécu- » tion & d'administration toute l'énergie qui » seroit nécessaire pour imprimer le mouvement » & pour conserver l'unité dans toutes les par- » ties d'un si vaste empire; mais qu'il consen- » toit que l'expérience seule en demeurât juge. »

« Alors, l'Empereur s'adressa une seconde fois aux Puissances qu'il avoit invitées au concert, pour leur proposer d'en suspendre l'effet, suivant le témoignage de la dépêche circulaire que reçurent à cette fin les Ministres Impériaux respectifs, dans le courant du mois de Novembre, & dont vous ne ferez pas difficulté, Monsieur, de produire la copie ci-jointe, n°. 2. Cette proposition suspensive fut motivée par l'acceptation du Roi, par la vraisemblance qu'elle avoit été volontaire, & par l'espoir que les périls qui menaçoient la liberté, l'honneur & la sûreté du Roi & de la famille Royale, ainsi que la conservation du Gouvernement Monarchique en France, cesseroient à l'avenir. Ce n'est que pour le cas que ces périls se reproduiroient, que la reprise active de concert y est réservée. »

« Au lieu donc que cette dépêche circulaire

Digitized by Google

ſerve à conſtater, ainſi qu'on l'avance ſans preuve, dans l'invitation en forme de Décret que l'Aſſemblée Nationale a fait préſenter au Roi le 25 Janvier, *que l'Empereur a cherché à exciter, entre diverſes Puiſſances, un concert attentatoire à la ſouveraineté & la ſûreté de la France*, elle atteſte, tout au contraire, que ſa Majeſté Impériale a cherché de tranquilliſer les autres Puiſſances en les engageant à partager avec lui les eſpérances qui motivent l'acceptation du Roi Très-Chrétien. »

« Depuis lors, le concert de l'Empereur avec les Puiſſances n'a plus ſubſiſté qu'éventuellement, à raiſon des inquiétudes qu'il étoit bien naturel de conſerver après *une révolution qui*, pour me ſervir des termes de M. *Deleſſart*, *s'étant d'abord faite avec une extrême rapidité, s'eſt enſuite prolongée par les diviſions, étant impoſſible que tant d'oppoſitions & tant d'efforts, tant d'innovations & tant de ſecouſſes violentes ne laiſſaſſent pas après elles de longues agitations.* Ces inquiétudes, & le concert d'obſervation paſſive qui en réſulte, ont un double motif auſſi fondé qu'inſéparable dans ſes objets. »

« Tant que l'état intérieur de la France, au lieu d'inviter à partager l'augure favorable de M. *Deleſſart ſur la renaiſſance de l'ordre, l'activité du Gouvernement & l'exercice des Loix*, manifeſtera au contraire des ſymptômes journellement croiſſans d'inconſiſtance & de fermentation, les Puiſſances amies de la France, auront les plus juſtes ſujets de craindre, pour le Roi & la famille royale, le retour des mêmes extrémités qu'ils ont éprouvées plus d'une fois; & pour la France, de la voir replongée dans le plus grand des maux dont un grand Etat puiſſe

Digitized by Google

être attaqué, l'anarchie populaire. Mais c'est aussi des maux, le plus contagieux pour les autres Peuples, & tandis que plus d'un Etat étranger a déjà fourni les plus funestes exemples de ses progrès, il faudroit pouvoir contester aux autres Puissances le même droit de maintenir leurs Constitutions que la France réclame pour la sienne, pour ne pas convenir que jamais il n'a existé de motif d'alarme & de concert général plus légitime, plus urgent & plus essentiel à la tranquillité de l'Europe.

Il faudroit pareillement pouvoir récuser le témoignage des événemens journaliers les plus authentiques, pour attribuer *la principale cause de cette fermentation intérieure de la France à la consistance qu'ont prise les émigrés, à leurs préparatifs, leurs projets, leurs menaces, à l'appui qu'ils ont trouvé.* Les foibles armemens des émigrés ne demandoient point l'opposition de forces trente à quarante fois plus nombreuses. Les armemens des émigrés sont dissous, ceux de la France continuent. L'Empereur, bien loin d'appuyer leurs projets ou leurs prétentions, insiste sur leur tranquillité; les Princes de l'Empire suivent son exemple. Aucune puissance ne les soutient par des troupes, & les secours pécuniaires qu'elles peuvent avoir accordés *à l'intérêt dû à leurs malheurs*, suffisent à peine à leur entretien. »

« Non, la vraie cause de cette fermentation & de toutes les conséquences qui en dérivent, n'est que trop manifeste aux yeux de la France & de l'Europe entière. C'est l'influence & la violence du parti républicain, condamné par les principes de la nouvelle Constitution, proscrit par l'Assemblée constituante, mais dont l'ascen-

Digitized by Google

dant sur la Législature présente est vu avec effroi & douleur par tous ceux qui ont le salut de la France sincèrement à cœur. »

« C'est la fureur de ce parti qui produisit les scènes d'horreurs, de crimes, dont furent souillés les prémices d'une réforme de la Constitution Françoise, appellée & secondée par le Roi lui-même, & que l'Europe eût vu tranquillement se consommer, si ces attentats réprouvés par toutes les loix divines & humaines, n'eussent forcé les Puissances étrangères à se réunir en concert, *pour le maintien de la tranquillité publique, & pour la sûreté & l'honneur des Couronnes.* »

« Ce sont les Moteurs de ce parti qui, depuis que la nouvelle Constitution a prononcé l'inviolabilité du Gouvernement Monarchique, cherchent sans relâche d'en renverser ou sapper le fondement; soit par des motions & des attaques immédiates, soit par un plan suivi de l'anéantir dans le fait, en entraînant l'Assemblée législative à s'attribuer les fonctions essentielles du Pouvoir exécutif, ou en forçant le Roi à céder à leurs desirs par les *explosions* qu'ils excitent, & par les *soupçons* & les *reproches* que leurs manœuvres font *retomber sur le Roi.* »

« Comme ils ont été convaincus que la majeure partie de la Nation répugne à l'adoption de leur système de République, ou, pour mieux dire, d'anarchie; & comme ils désespèrent de réussir à l'y entraîner, si le calme se rétablit à l'intérieur & que la paix se maintienne au-dehors, ils dirigent tous leurs efforts à l'entretien des troubles, & à susciter une guerre étrangère. »

« C'est dans le premier de ces desseins, qu'ils nourrissent avec soin les dissensions religieuses,

Digitized by Google

comme le ferment le plus actif des troubles civils, anéantissant l'effet des vues tolérantes de la Constitution, par l'alliage d'une intolérance d'exécution directement contraire. C'est à ce but qu'ils tâchent de rendre impossible la réconciliation des partis opposés, & le ramènement d'une classe qu'on s'est aliénée par les plus rudes épreuves auxquelles le cœur humain puisse être soumis, en lui enlevant tout espoir d'adoucissement & d'égards concilians. Et tandis qu'on les voit eux-mêmes attaquer ou violer impunément la nouvelle Constitution dans ses principes essentiels, ils provoquent l'enthousiasme public sur son infaillibilité & son immutabilité dans les points les plus accessoires, lorsqu'ils veulent prévenir que le desir d'un repos stable, & *le jugement de l'expérience*, ne disposent la Nation à y adopter des tempéramens non moins conciliables avec son but essentiel (l'établissement d'une Monarchie), que propres à rapprocher les esprits, & à restituer l'ordre & l'énergie qui manquent à l'administration interne. »

« Mais en sentant que leur crédit & le succès des vues dépendent uniquement du degré d'enthousiasme & d'effervescence qu'ils réussissent d'exciter & d'entretenir dans la Nation, ils ont provoqué la crise actuelle de la France avec les Cours Etrangères. Voilà pourquoi ils ont entraîné le Gouvernement à prodiguer les revenus publics, insuffisans pour les dépenses courantes & pour le soutien du crédit de l'Etat, à l'armement en guerre de 150,000 hommes, sous le prétexte de faire face aux quatre mille environ, que les Emigrés rassembloient & ne rassemblent plus en Allemagne ; dans l'attente évidente que ces armemens, soutenus d'un langage

Digitized by Google

menaçant & dictatoire, provoqueroient infailliblement des voies de fait, des contre-armemens, & finalement une rupture ouverte avec l'Empereur & l'Empire. Voilà pourquoi, au lieu d'appaiſer les juſtes inquiétudes que les Puiſſances Etrangères ont conçues depuis long-temps, ſur leurs menées ſourdes, mais conſtatées, pour ſéduire d'autres peuples à l'inſubordination & la révolte, ils les ument aujourd'hui avec une publicité d'aveu & de meſures ſans exemple dans l'hiſtoire d'aucun Gouvernement policé de la terre. Ils comptoient bien que les Souverains devroient enfin ceſſer d'oppoſer *l'indifférence & le mépris* à leurs déclamations outrageantes & calomnieuſes, lorſqu'ils verroient que l'Aſſemblée Nationale, non-ſeulement les tolère dans ſon ſein, mais les accueille & en ordonne elle-même l'impreſſion. »

« Ils comptoient ſur-tout pouſſer à bout l'Empereur, & le forcer à des meſures ſérieuſes, qu'ils puſſent enſuite tourner à l'entretien des alarmes de la Nation, en protégeant & ſoutenant le nouveau complot de révolte qui vient d'être découvert aux Pays-Bas, & dont on ſait, à n'en pouvoir douter, que le foyer ſubſiſte à Douai; & que le plan eſt fondé ſur l'appui du Parti Républicain en France. C'eſt, en général, contre l'Empereur, & à profiter de l'état non-préparé où ſe trouvent ſes forces dans ſes Provinces voiſines, que paroît être dirigé leur principal, ou du moins leur premier deſſein. Eſpérant ſans doute de prévenir les conſéquences d'une attaque qui deviendroit la cauſe commune des Puiſſances, en parvenant par des négociations & des offres ſimultanées à les déſunir, & à leur

Digitized by Google

leur inſpirer, en ſens contraire, les mêmes mouvemens de jalouſie & de rivalité d'alliance qu'ils ne réuſſiront nulle part d'exciter, à une époque où toutes conſpirent ſincèrement à fonder un ſyſtême de repos & de modération générale ſur des baſes inébranlables. »

« Ce n'eſt enfin qu'à la funeſte influence du même Parti, & au même but de précipiter la guerre avec Sa Majeſté Impériale, que peut être attribué ce Décret incompétent du 25 Janvier, par lequel empiétant ſur l'initiative réſervée au Roi par la Conſtitution, on s'eſt permis de reprocher à l'Empereur d'avoir violé le Traité d'amitié & d'alliance de 1756, parce qu'il voulut ſecourir le Roi de France, priſonnier, & la Monarchie Françoiſe, détruite à l'époque du 21 Juin dernier; parce que depuis l'époque du 15 Septembre, il s'eſt empreſſé de ramener les autres Souverains à l'uniſſon de la détermination & des eſpérances de Sa Majeſté Très-Chrétienne; par lequel Décret on invite le Roi à demander raiſon, au nom de la France qui arme en guerre, ſur les deſſeins hoſtiles de l'Empereur, qui n'a point armé, qui a fait ceſſer les armemens d'autrui, qu'elle force aujourd'hui de s'armer en défenſe; par lequel Décret, ajoutant l'offenſe à l'injuſtice, on s'arroge de preſcrire, ſur des reproches ſans preuve, à un Souverain reſpectable, l'Allié de la France, un terme péremptoire de ſatisfaction, comme ſi les règles & les égards conſacrés par le droit public des Nations, fuſſent ſoumis à l'arbitre d'une Légiſlature Françoiſe. »

« Malgré des procédés auſſi provoquans, l'Empereur donnera à la France la preuve la plus évidente de la conſtante ſincérité de ſon attachement, en conſervant de ſon côté le calme & la modération

Digitized by Google

que son intérêt amical pour la situation de ce royaume lui inspire. Il rend justice aux sentimens personnels du Roi son Beau-Frère. Il est loin d'attribuer de tels procédés à la majeure partie de la Nation, qui, ou gémit elle-même des maux que lui cause un parti frénétique, ou participe involontairement aux erreurs & aux préventions, dans lesquelles on travaille à l'entretenir sur la conduite de S. M. I. »

« Découvrir les détails & les desseins véritables de sa conduite vis-à-vis de la France, sans réticence, sans déguisement, aux yeux du Roi & de la Nation entière, voilà la seule arme à laquelle l'Empereur souhaite pouvoir se borner de recourir, pour déjouer les artifices d'une cabale, qui, faisant Etat dans l'Etat, & fondant son ascendant réprouvé par la loi sur le trouble & la confusion, n'a d'autre ressource pour se soustraire au reproche des embarras inextricables qu'elle a déjà préparés à la Nation, que de la précipiter dans des embarras & des calamités plus grands encore, à la faveur desquels elle parvienne à consommer son plan, de renverser le Gouvernement Monarchique confirmé par la Constitution. »

« C'est dans cette intention amicale & salutaire que l'Empereur, dans le même temps qu'il cherchoit à détruire non en paroles, mais par des faits, les inquiétudes que donnoient les Emigrés à la France, crut devoir lui rappeler l'existence du concert des Puissances, & lui déclarer sa résolution de secourir les Etats de l'Empire en cas d'attaque, afin de rendre responsables devant le Roi & la Nation, ceux qui provoqueroient des hostilités. Et sans doute que le Ministère François ne leur aura pas laissé ignorer une déclaration, mos

Digitized by Google

pour moi semblable, qui lui a été faite officiellement par l'Envoyé de Sa Majesté Prussienne, à pareille intention. »

« Enfin, c'est dans la même vue que l'Empereur oppose aujourd'hui le langage de la vérité aux traits de la malveillance, persuadés que Sa Majesté Très-Chrétienne, & la partie saine & majeure de la Nation y démêleront le caractère & les devoirs d'une sincère amitié, & lui sauront gré de dissiper sans ménagement des illusions dont on voudroit les rendre victimes. »

« Vous remettrez à cet effet, Monsieur, copie de cette dépêche au Ministre des Affaires Etrangères, en le priant de la mettre sous les yeux du Roi, & de lui procurer la publicité la plus exacte & la plus étendue. »

Après les délibérations de la Législature & son Décret contre l'Empereur; après les significations faites à ce Prince par M. *Dalessart* écrivant sous la dictée du Comité Diplomatique, les avis se partagèrent sur le sens de la réponse que feroit la Cour de Vienne.

Ceux-ci ne considérant que les qualifications outrageantes dont elle avoit été l'objet à la Tribune, la violence des menaces échappées dans les débats, & le système, développé sans détour, d'attaquer le trône de l'Empereur encore plus que ses Soldats, imaginèrent qu'on ne répondroit à ces saillies qu'en faisant avancer une armée sur les frontières.

Digitized by Google

Ceux-là supposèrent que redoutant une invasion subite, sans s'alarmer de la possibilité d'une Révolution dans l'intérieur de la Monarchie Autrichienne, le Cabinet de Vienne, indifférent d'ailleurs aux malheurs de son beau-frère & d'une Puissance si long-temps rivale de la sienne, achèteroit, néanmoins, la conservation, si utile pour lui, du Traité de 1756, par de nouvelles marques de condescendance envers l'autorité suprême, de laquelle dépendoit en France le sort de ce Traité.

D'autres, convaincus que l'Empereur mettroit sa sûreté dans la dissimulation, & sa dignité dans son intérêt, s'attendoient à des explications qui n'expliqueroient rien, & à des déclarations *cathégoriques* entourées de réserves; ensorte que, suivant les évènemens, on resteroit maître de prendre le parti le plus convenable, sans s'exposer pour le moment. *Frédéric-le-Grand*, accoutumé par expérience à ces tournures, les appelloit le *style ténébreux de la Chancellerie Autrichienne.* (*Hist. de la guerre de 7 ans*, t. 4, p. 395.) Il se plaignoit constamment de *recevoir des mémoires chargés d'expressions emphatiques, énigmatiques, inintelligibles pour tout autre que pour le Prince* de Kaunitz. (*Id.*) Les partisans de la troisième opinion dont nous venons de rendre compte, avoient sans doute médité les œuvres du Roi de Prusse.

On vient de lire cette Réponse attendue

Digitized by Google

du Prince *de Kaunitz* ; ainſi, le Lecteur n'a pas beſoin de notre avis, pour ranger cette dépêche dans telle cathégorie qu'il lui plaira. En qualité d'Hiſtoriens, nous nous bornons à indiquer l'impreſſion qu'elle a produite.

Véritable *Factum* contre les Jacobins, ce Mémoire épiſtolaire a ſans doute vivement indigné cette Société que le Prince *de Kaunitz* appelle une Secte, & qui, avec la permiſſion de ce Miniſtre, eſt un *Parti* dans toutes les formes, & même le ſeul *Parti* qui exiſte dans le royaume, où l'on ne rencontre que des *Partiſans* déſunis, d'autres intérêts ou d'autres ſyſtêmes légiſlatifs. Les Jacobins, cependant, ont paru recevoir & traiter cet Office Impérial avec plus de mépris que de fureur : ils ſe ſont vantés d'y découvrir des craintes encore plus que des reſſentimens, & l'un d'eux, au ſortir de la Séance où l'on en fit lecture, dit au Public : *Oh ! oh ! les Rois ont peur : nous les menerons bon train.* Malgré cette grande ſécurité, on ſoupçonne, néanmoins, que l'*attitude* dans laquelle l'Empereur paroît vouloir ſe maintenir, changera quelques points de leur tactique, & les obligera à réfléchir davantage ſur la grande utilité de ménager au moins les apparences.

Il ſuffiroit que le Prince *de Kaunitz* eût écrit un pamphlet contre les Jacobins,

Digitized by Google

pour réconcilier les *Feuillans*, dits *Constitutionnaires*, dits *Ministériels*, dits *Modérés*, avec le Ministère Autrichien; mais ceux de ces Messieurs qui se piquent de pénétration ou de bonne foi, ne trouvent pas l'Empereur encore assez franchement *constitutionnel*, puisqu'il ne crie pas la *Constitution*, *toute la Constitution*, *rien que la Constitution*; ils apperçoivent que l'indépendance & la souveraineté nationales, ne sont pas tellement reconnues dans *l'Office* Autrichien, que, suivant les Actes de cette souveraineté, l'Empereur ne puisse argumenter un jour de ses réserves, & intervenir avec son *Concert* de *Puissances* dans d'ultérieures dissensions. Ensuite, comme l'amour-propre a bien plus de force que le civisme & la politique, les *Feuillans* sont presque jaloux de l'attention qu'un descendant de *Charles-Quint* donne à MM. *Isnard*, *Brissot*, *Merlin*, *Condorcet*, & de la longue déduction par laquelle il relève leur importance. Ce qui doit consoler la gloriole des *Feuillans*, c'est l'affiliation à leur *Secte* dont le *Parti Jacobin* a décoré l'Empereur. On a représenté ce Monarque en habit de *Feuillant*, avec ces mots: *Supérieur général des Révérends Pères Feuillans.*

Quant aux Royalistes, les plus exaltés crient à la trahison. Ceux qui comptoient sur des armées Autrichiennes, suivies ou précédées des Emigrés, pour la Contre-Révolution *certaine vers la mi-Avril*, &

Digitized by Google

sur les Ambassades du Prince *de Nassau*, ont été fort étonnés que l'Empereur ne parlât pas comme un Bulletin de Coblentz ; mais ils ont rejetté cette nouvelle trame sur M. *de Breteuil* & sur les Monarchiens. — D'autres ont vu dans la prolixité du Prince *de Kaunitz* une adroite enveloppe, un système de conduite savant, & au défaut du bâtiment, ils se sont contentés des pierres d'attente. — Une troisième classe a considéré la dépêche de Vienne comme un hochet de plus pour amuser notre anarchie, pour se jouer de tous les Partis, pour prolonger, en l'aggravant, la crise de l'Etat, & pour ajouter à nos fléaux celui de l'incertitude. — Des esprits plus mitigés n'apperçoivent ici qu'une nouvelle temporisation, nécessaire à la sûreté du Roi & de sa Famille, ainsi qu'au déploiement de forces que le temps amenera sur nos frontières.

Comme nous aurons à essuyer quinze jours encore l'ennui de ces commentaires, on nous dispensera d'y ajouter de nouveaux raisonnemens, à la place desquels nous rapporterons sur cette démarche de la Cour de Vienne, trois ou quatre remarques d'Observateurs tranquilles.

La première de ces remarques tombe sur le style absolument François de la Dépêche du Prince *de Kaunitz*, sur sa conformité avec divers Ecrits officiels ou non officiels

Digitized by Google

publiés à Paris, par cette secte de la Majorité Constituante, qui se brouilla avec les Jacobins quelques mois avant l'expiration de la dernière Assemblée; sur la nouveauté d'un Ministre octogénaire; vieilli dans l'expérience des plus grandes affaires, & qui, ayant à balancer les intérêts fondamentaux des deux premières Monarchies de l'Europe, semble n'appercevoir d'autres excès dans la Révolution de France que ceux des brigands qu'on chargea de l'ensanglanter; qui se déguise les causes primitives & toujours subsistantes de l'égarement du Peuple, qui en voit le remède dans le poison même dont on l'a enivré, qui attribue aux Sociétés patriotiques le désordre qui les a fait naître & qui les rend nécessaires, qui présume qu'une fois ces Clubs abattus, la France redeviendroit paisible, & délivrée de toutes Factions; enfin, qui paroît avoir supposé à la vue de nos illuminations, & à la lecture de quelques harangues, que l'acceptation Constitutionnelle du Roi, devoit mettre son Trône & l'Etat à l'abri de nouvelles secousses. — La tournure, le but apparent, & le ton polémique de la Dépêche dont le Chancelier Autrichien a fait un Manifeste en règle contre les Jacobins, ainsi qu'on en fait contre les Puissances, ont contribué à l'opinion pas si ridicule que cette lettre, fabriquée à Paris, sortoit des mêmes mains dont le Roi a été le prête-nom depuis un

Digitized by Google

an, ou de celles de M. *Delessart* lui-même.

Fondée ou non, cette conjecture, qu'on rangeroit trop légèrement au nombre des extravagances, deviendra populaire; elle détruira l'effet attendu de ce Mémoire, où l'on ne cache pas assez le concert d'opinions d'où il est résulté, ni le rapport qu'il peut avoir avec le projet formé à Paris d'ensevelir les Jacobins, *exclusivement*.

On les place entre la nécessité d'avouer leurs craintes, ou de faire décider la guerre; entre le besoin de respecter ce qu'on appelle le Gouvernement Monarchique, ou le danger des appuis extérieurs qui se présenteront pour le soutenir; entre la vengeance publique s'ils provoquent une rupture dont les suites aliéneroient la Nation, ou le discrédit qu'entraînent des menaces avortées, & des forfanteries sans succès. Cette position pourroit alarmer un Sénat; elle est un aiguillon de plus pour une Faction démocratique & dominante, que trois ans de succès ont dispensée de toute prudence, & qui n'ayant éprouvé que des résistances d'opinion bientôt surmontées, s'est habituée à croire qu'on ne lui résisteroit jamais efficacement. D'ailleurs, avec un peu d'adresse & de retenue, elle arrivera à son but, à moins que l'Empereur ne renonce aux bases de sa déclaration.

Le Prince *de Kaunitz* accuse le Parti Jacobin de la prolongation de l'anarchie,

Digitized by Google

de tous les désordres, de toutes les exagérations de principes, de tous les crimes de la Révolution : c'est ne la connoître qu'imparfaitement. Les Jacobins seuls opprimèrent-ils à Versailles ceux qui proposoient une Monarchie mixte, trois pouvoirs distincts dans la Législature, un véritable Gouvernement Royal balancé par la représentation du Peuple, & par un Corps intermédiaire assez puissant pour maintenir l'équilibre? Que sous d'autres rapports ce système eût des inconvéniens, cela est possible; mais les Jacobins seuls firent-ils préférer à ce mélange de la Monarchie, de l'Aristocratie & de la Démocratie, un nivellement universel, un régime populacier sous le nom d'égalité, un Corps Législatif indivisible, des Représentans souverains dont on ne pourroit réprimer les abus d'autorité que par des insurrections; enfin, un Roi sans pouvoir & sans dignité, jetté sans intermédiaire au milieu de 25 millions d'égaux, tous armés, & investis de la Souveraineté absolue?

Les Jacobins seuls se donnèrent-ils le droit de disposer des propriétés consacrées par les Loix, de légitimer, d'appliquer le principe que l'héritage d'un Citoyen, ou un usufruit reconnu valide, peut être sacrifié par un Législateur absolu, à ce qu'il nommera l'*utilité publique*?

Les Jacobins seuls méprisèrent-ils la

Digitized by Google

force & la juſtice des réclamations, par leſquelles on leur démontra que les ſeuls Propriétaires avoient droit à la Repréſentation Nationale, qu'il appartenoit à ceux qui ſupportoient les plus grandes charges de la ſociété, d'en adminiſtrer les intérêts, & que confier ces intérêts à des hommes ſans propriétés, c'étoit ouvrir la porte à l'inſtabilité des Loix, à la violation de tous les droits, à l'emportement des paſſions, à tous les déſordres que peuvent ſe permettre gens dont la fortune, l'éducation, les liens ſociaux, l'attachement à la tranquillité, ne forment pas des garans de ſageſſe & de probité publique?

Les Jacobins ſeuls travaillèrent-ils à déſorganiſer la France entière, à corrompre l'armée, à ſoulever les Soldats contre leurs Officiers, les Payſans contre les Propriétaires, les Nègres & les Gens de couleur contre les Planteurs; à ſanctifier les aſſignats, à tyranniſer la Minorité, à féconder toutes les ſemences d'immoralité & de diſſolution?

Le principe de la ſouveraineté & de l'indépendance Nationale, n'eſt reconnu par le Prince *de Kaunitz*, que dans le cas où *les Loix Conſtitutionnelles ſeront établies du conſentement volontaire du Roi, jouiſſant d'une liberté parfaite*; & il ſe réſerve de faire ſervir, s'il le faut, le concert des Puiſſances à maintenir ce libre conſentement, l'inviolabilité du Roi, & le Gouver-

Digitized by Google

nement Monarchique. Cette réserve ne satisfait aucunement au but du Décret du 25 Janvier. Les maximes qui ont fondé la Révolution, & que la Constitution a légalisées, repoussent cette subordination dans laquelle l'Empereur place la Nation Françoise. Sa seule volonté a fait des Etats-Généraux un Corps Constituant, du Monarque, le simple signataire des Loix Constitutionnelles; du Corps Constituant, un Législateur absolu au dessus des mandats & de la confirmation Nationale; du Peuple François, un Souverain de titre & d'effet, maître quand il le veut de changer l'institution primitive du Gouvernement, de reprendre les Pouvoirs délégués, de les distribuer de nouveau. Sur cette théorie repose la pratique des trois années de la Révolution.

Quoique l'Acte Constitutionnel ait réglé des formes pour une nouvelle Convention Nationale, on sent bien que des Factieux puissans éluderont toujours cette difficulté, en faisant reparoître une partie du Peuple comme exprimant le vœu de la Nation entière, & ce vœu comme ordonnant à la Législature de se constituer en convention: si les piques, si les lanternes, les insurrections, les menaces, le défaut de force publique intimident la Majorité, elle restera silentieuse, & la volonté d'un million d'individus, exprimée dans des Adresses véhémentes, sera censée la vo-

Digitized by Google

lonté générale. — Sans offenser ce droit public ; nul Souverain Etranger, ne peut en circonscrire les limites, & par cela seul que ce Souverain reconnoît comme valides & légaux, tous les actes qu'a définitivement sanctionnés le Roi par son acceptation, il s'impose la loi d'en respecter à jamais la répétition. La distinction qu'établit le Prince *de Kaunitz*, tombe donc nécessairement devant le principe fondamental de la Souveraineté populaire. Celle-ci ne connoît point de Contrat entre la Nation & les Pouvoirs qu'elle institue ; elle reste libre de toute obligation ; elle a des droits sans devoirs ; les Autorités qui la représentent ont des devoirs sans droits. Telle est l'analyse fidelle de la doctrine moderne qui a dirigé toutes nos œuvres politiques, & la fabrique de nos Loix : c'est la Démocratie perfectionnée, & le sublime de l'art social.

Je suppose qu'il plaise à la Majorité de la Législature de retirer au Roi le *Veto*, de nommer les Ministres, de réduire la Liste Civile. La Minorité contestera cette usurpation des droits du Corps Constituant ; elle en appellera aux Loix qui ont fixé la forme, l'époque, les conditions du rassemblement d'une nouvelle Convention. Alors, reparoîtront les dogmes & les argumens qui ont fait la fortune de la première Assemblée, & que nous venons d'analyser dans le paragraphe précédent. On semera des terreurs &

Digitized by Google

des diffamations; on s'écriera que le Peuple *est là, qu'il se lève tout entier;* on commentera ses invocations; on rouvrira l'Arsenal *de J. J. Rousseau*, & l'on démontrera que la Nation souveraine est au-dessus de la Loi, que le Roi est un Commis public, un Fonctionnaire, un salarié du Peuple, qu'un seul homme n'a pas le droit de s'opposer au vœu de 25 millions d'ames. La Minorité reprendra les objections des *Maury*, des *Cazalès*, des *Malouet*, des *Redon*, des *Mounier*; on enverra les noms des contradicteurs aux gémonies; on appellera sur eux la justice du Peuple; le Roi sera forcé de signer l'abolition de ses prérogatives, ou en danger de perdre la Couronne. Alors, si le Prince *de Kaunitz* reprend son Mémoire, à quels signes reconnoîtra-t-il la servitude, ou la liberté du Roi?

Nous abrégeons ces remarques qui nous méneroient trop loin, & entr'autres celle qu'inspire la différence indiquée par le Prince *de Kaunitz*, entre la République & le Gouvernement Monarchique Constitutionnel. Presque tous les esprits exercés sont d'accord que cette synonymie est un pur jeu de mots, & que la France est une République dont le Roi est le Président d'honneur. Ainsi le système des Jacobins & celui des Constitutionnaires ne diffère que par des nuances; car en tâchant de diminuer

Digitized by Google

encore la prérogative de ce Président, la Majorité des Jacobins n'est sûrement pas assez insensée pour songer à bannir si promptement cette Effigie Monarchique.

Le sens plus clair de la Lettre qui nous fournit ces réflexions, est que le concert de l'Empereur & d'autres Puissances existe réellement; qu'il a pour objet de préserver la tranquillité de leurs Gouvernemens, & l'obéissance de leurs sujets; & qu'elles attendront sur la défensive, le parti que leur dicteront les évènemens ultérieurs de notre anarchie.

Les résolutions prochaines de l'Assemblée décideront du terme de cette neutralité menaçante : la réponse du Cabinet de Vienne aux deux nouvelles conditions que lui expédie M. *Delessart*, nous donnera plus clairement la mesure des véritables dispositions de l'Empereur.

Au milieu de ces plaidoyers diplomatiques, qui ne sont pas à leur fin, nous marchons à pas de Géans vers le déchirement général de l'intérieur : propriétés, vies, liberté des consciences, autorité des Loix, derniers restes d'ordre public, police, subordination, rien n'est plus respecté. Les violences les plus atroces, le mépris de toute règle, la tyrannie des Agitateurs & de la multitude armée sous leurs ordres, parcourent aujourd'hui le Royaume presqu'entier. Les Spectacles, les Cafés, les lieux publics,

Digitized by Google

ont subi dans la Capitale la loi des Jacobins. Tous les excès de l'epoque la plus désordonnée de la Révolution, reparoissent impunément. L'armement à *piques* continue; les motions féroces, les placards incendiaires, les libelles, les insultes au Roi & à la Reine se renouvellent sans obstacle.

Les denrées & les marchandises renchérissent graduellement; car les Assignats perdent 69 pour 100; les louis se vendent 42 à 48 l. en papier; les changes baissent chaque semaine. — Le Bourgeois de Paris s'inquiète peu de cette détresse; il imagine que les moulins à papier iront toujours, & que les Assignats sont la monnoie de l'univers: il se croit à l'âge d'or, parce qu'il signe ses quittances *de l'an 4 de la Liberté.* Quatre assassinats, dont l'un en plein jour sur le Perron du Palais-Royal à la rue Vivienne. — Paris est infesté de bandits sur lesquels il n'existe aucun moyen répressif; chacun se plaint de la Police; la Municipalité dispute avec le Département; les Ministres ne pensent qu'à fournir des complimens à l'Assemblée, & à éviter les galères; les dénonciations pleuvent de toutes parts; des Adresses infâmes sont adressées au Roi, & ces horreurs imprimées circulent par-tout; tous les indices d'une subversion immédiate se manifestent; les Perturbateurs seuls dorment tranquilles. L'activité du Comité de Surveillance & de la

Digitized by Google

Police, est réservée pour des visites domiciliaires, faites sur les délations des hommes les plus indignes de créance. Pas un Citoyen n'est sûr de coucher dans son lit : des ordres arbitraires fouillent les Maisons les plus respectables, sous prétexte d'amas d'armes ou d'assignats faux : cette horrible inquisition s'exerce sans ménagement. La semaine dernière, trois Gendarmes allèrent enlever le Supérieur du Séminaire Irlandois, & le menèrent à la Police au milieu de la nuit : on le laissa plusieurs heures au milieu d'une foule de gens notés, & le tout sur la délation d'un *Quidam*, qui prétendoit avoir reçu du vénérable Supérieur un assignat faux, *à quatre mois et demi* de date antérieure. La Police renvoya avec des excuses cet Etranger plein de mérite, & jouissant de l'estime universelle. Les Journaux sont remplis du récit de ces visites nocturnes, proscrites par la Constitution, ordonnées avec plus de légèreté & de despotisme qu'on n'en reprocha jamais à l'ancienne Police.

La désorganisation est encore plus complette dans beaucoup de Départemens. Ici, l'on exhume les cadavres, si le mort a été administré par un Prêtre non-jureur. Là, un Corps Administratif au mépris de la Loi met en chartre privée dans une ville commune tous les Ecclésiastiques non-conformistes : l'insurrection de Picardie n'est pas appaisée encore, que voilà

Digitized by Google

5000 brigands, ou agitateurs, parcourant en armes le Département de l'Eure, taxant les grains, commettant mille violences, & menaçant d'assiéger Evreux; à Etampes, voilà M. *Simoneau*, Maire de la Ville, assassiné à coups de fusils & de piques au milieu de la Garde nationale; à Montléry un Fermier haché en morceaux. Dunkerque tremble encore de voir renouveller le pillage du mois dernier; dans le Département de la Haute-Garonne, on attaque les greniers, on brûle les maisons, on rançonne les Propriétaires, dans la demeure desquels (à Toulouse spécialement & aux environs) l'autorité des Clubs a fait placer garnison de gens inconnus; chacun se croit à l'heure d'un pillage universel; les impôts languissent plus fortement que jamais; les Propriétaires de redevances n'osent pas les exiger; on assomme les Huissiers de ceux qui osent le tenter; les bois particuliers sont non-seulement dévastés; mais en divers lieux les Communes se les distribuent par des actes en bonne forme.

Le jour est arrivé où les Propriétaires de toutes classes doivent sentir, enfin, qu'ils vont tomber à leur tour sous la faulx de l'anarchie; ils expieront le concours insensé d'un grand nombre d'entr'eux à légitimer de premières rapines, parce que les brigands étoient alors à leurs yeux des

Digitized by Google

Patriotes; ils expieront l'indifférence avec laquelle ils ont vu dissoudre tout Gouvernement, armer une Nation entière, détruire toute autorité par la folle création d'une multitude de pouvoirs insubordonnés, & couper sans retour les nerfs de la Police & de la force publiques. Qu'ils ne se le dissimulent pas; dans l'état où nous sommes, leur héritage sera la proye du plus fort. Plus de Loi, plus de Gouvernement, plus d'Autorité qui puissent disputer leur patrimoine aux Indigens hardis & armés, qui, en front de bandière se préparent à un sac universel. Depuis deux ans, je n'ai cessé de montrer ce danger aux Propriétaires; ils n'ont plus un moment à perdre pour s'en garantir.

Avant hier, des lettres de Marseille ont instruit la capitale, qu'après avoir fait battre la générale, deux mille & tant de *braves Patriotes*, qui ont juré de vivre libres ou de mourir, grossis encore sur la route, sont partis de Marseille avec six pièces de canon le 26 Février pour Aix, s'en sont emparés, ont brûlé les registres du Département, dispersé le Directoire. On ajoute, ce que nous avons peine à croire, qu'ils ont désarmé le Régiment Suisse *d'Ernest*. Après cette expédition, ils devoient aller au nombre de 7000, délivrer les *Tournal*, les *Jourdan*, &c., à Avignon, pour passer de là au siége d'Arles. — Ils ne le feront pas si facilement que celui d'Aix. Cette

Digitized by Google

Ville est bien munie, en état de résistance, & défendue par des Citoyens qu'on apprendra à connoître, à la lecture des fragmens suivans d'une Adresse, revêtue de 1600 signatures, & qu'ils ont envoyée à la Législature qui ne lui a pas accordé l'honneur d'une lecture publique.

« Si depuis six mois les contrées du midi ont essuyé des secousses, si la glacière d'Avignon a été remplie de cadavres de victimes humaines, si la ville d'Arles a été sur le point d'essuyer le même sort, si le Corps Electoral du Département des Bouches-du-Rhône s'est écarté des principes de la Constitution, pour susciter la guerre civile dans le Département, nous osons le dire, Messieurs, c'est au Club de Marseille, à celui de Nîmes, & à leurs nombreux prosélites répandus dans les Villages & les campagnes, que nous devons tous ces maux. Eh ! Comment pouvoir en douter, lorsque le Club de Marseille a osé insulter la dignité de nos Représentans, en leur demandant l'absolution des assassins des Avignonois, lorsqu'il a osé appeler *Patriotes* des hommes encore dégoûtans du sang des Comtadins qui avoient tout sacrifié pour leur réunion à l'Empire François. Ah ! sans doute ; il doit nous être permis de publier de telles vérités, ou nous ne serions pas libres. Mais pour user de ce droit, nous sentons qu'il nous importe de dévoiler des impostures cent fois reproduites contre notre ville, & confondues. »

« Depuis six mois la ville d'Arles est attaquée au dehors par des délations, des faux rapports, d'absurdes calomnies ; & de ce foyer de perfé-

Digitized by Google

cution qui existe & se nourrit dans les Clubs de Marseille & de Nîmes, il n'a pu sortir encore la moindre dénonciation légale. Les coupables sont donc bien adroits, ou les diffamateurs bien lâches; si aucun chef d'accusation n'a pu être prouvé. Tantôt on publie que les Citoyens d'Arles ont arboré la cocarde blanche, & le fait étant vérifié, il est reconnu faux & absurde; tantôt on répand que les Prêtres constitutionnels ont été arrachés des marches de l'Autel, & les Prêtres constitutionnels attestent publiquement le contraire; il est de plus reconnu que les Eglises nationales ne sont desservies que par des Prêtres constitutionnels; on prétend que les Patriotes sont chassés de la ville, il est notoire au contraire que ces soi-disants Patriotes ont fui à dessein, lorsqu'ils ont craint les dangers d'un désarmement, & qu'ils sont revenus ensuite dans leurs foyers pour aiguiser de nouveaux poignards de calomnies. Les fils du sieur *Pascal* Officier Municipal annoncent au Corps Electoral assemblé que leur père a été assassiné par les Aristocrates, la fureur s'empare des esprits, mais au même moment le prétendu défunt monte à la tribune pour démentir ces faux bruits, & reçoit publiquement des atroces & ridicules reproches sur ce qu'il n'a point laissé exécuter les vengeances indiquées avec les nouvelles de sa mort. Parce que la Loi triomphe dans nos murs, parce que les autorités constituées y impriment le respect, nous voilà de nouveau en proie à la rage des Clubs. »

« De quel droit les sociétés populaires s'immiscent-elles de porter des délations sans preuve, contre des Citoyens, qui suivent les principes constitutionnels, & de proclamer *patriotes* ceux

qui les enfreignent ? Où veulent-ils donc nous conduire avec ce système désolant & destructeur de tout pacte social ? Quoi ! les Citoyens vivent tranquilles à l'ombre des Loix, les suivent & les respectent, & il sera permis à un Club de sortir de la ligne des pouvoirs, pour exciter contre eux avec le mot d'*aristocrate* la haine publique. Non, Messieurs, vous nous préserverez de cet affreux despotisme, & il ne sera pas dit que la vraie liberté soit sans cesse en proie au fanatisme politique. »

« Le Club de Nîmes demande une Loi qui prohibe aux villes & aux particuliers d'avoir des canons ; on voit bien que ce n'est pas pour lui qu'il demande cette Loi, & qu'il voudroit la restreindre à la ville d'Arles, parce qu'elle a des canons qu'elle a attaché au service de sa Garde Nationale. Mais elle n'a fait en cela que se conformer à l'art. XXXVI, sect. 2 de la Loi du 29 Septembre dernier. Le Club de Nîmes voudroit-il donc qu'on lui rappellât la catastrophe de 1790, qui attira à sa malheureuse ville, des larmes de la part de tous les bons Citoyens, & une amnistie devenue nécessaire par le nombre de coupables ; si ses bouches à Feu n'eussent pas vomi la mort pendant trois jours consécutifs, huit cent Citoyens n'auroient pas péri ; la Garde Nationale d'Arles se flatte qu'elle n'emploira ses canons que contre les ennemis de l'état, & jamais contre ses amis & ses frères ; d'ailleurs si cette ville est la clef de la navigation du Rhône, Nîmes n'étant point dans ce cas, devroit commencer par donner l'exemple de la Loi qu'elle propose & abandonner ses canons. »

« On ne fait à Arles ni enrôlemens, ni re-

ouvertement illicites. Notre Municipalité est trop vigilante pour tolérer de pareils attentats, & le Club de Nîmes confond sans doute ici l'inscription sur les registes des Volontaires Nationaux, qui se fait dans tout le Royaume, avec l'établissement d'une garde soldée particulière. »

« Ceux là sont les ennemis de la liberté, qui désirent la détruire par la force ; ceux-là aussi sont ses ennemis, qui empêchent qu'elle soit affise, en perpétuant l'anarchie. On a dit dans l'Assemblée Nationale ; que la France sera tranquille, le jour que les Ministres le voudront ; nous pouvons ajouter : que la Loi sera respectée, lorsqu'elle planera également sur toutes les têtes, & qu'au lieu des Clubs, nous n'aurons plus que des autorités constituées. Voulez-vous, Messieurs, assurer aux François la victoire sur leurs ennemis, commencez par détruire tous les Clubs, par laisser au Peuple l'exercice libre de la souveraineté, en ne l'exposant pas sans cesse à être dupe des intrigans & des ambitieux, dans un climat où les têtes s'exaltent en proportion de ce que la pensée est libre & indépendante ; les Sociétés populaires malgré tout le bien qu'elles ont pu faire, ont produit des maux incalculables, ne fût-ce qu'en favorisant l'impunité : c'est ce que fait en ce moment le Club de Marseille, en prenant sous sa protection des hommes dont le seul nom éveillera pour nos derniers neveux des idées invraisemblables par leur atrocité. C'est ce que fait le Club de Nîmes, en dénonçant sans preuve une ville sincérement attachée à la Constitution, & lui suscitant ainsi de nouveaux troubles qui retarderont l'assiette de l'impôt, détourneront les Administrateurs de leurs importantes fonctions, pour les occuper de

Digitized by Google

la tranquillité intérieure dont les charges publiques ſont le prix. »

P. S. On a lu hier, Mardi, à l'Aſſemblée, des lettres d'Aix qui confirment la conquête des Marſeillois; évènement que les Feuilles patriotiques appellent une *émeute*. Il faut attendre des renſeignemens plus ſûrs que ces rapports officiels, preſque toujours chargés de réticences, de déguiſemens, d'altérations, & ſouvent d'impoſtures. Ce qui reſte avéré, c'eſt que les Marſeillois ont, en effet, occupé la ville d'Aix, tiré le canon ſur les caſernes du régiment d'Erneſt, forcé les Municipaux & le Commandant *Barbantanne* à condamner ces braves Suiſſes à l'immobilité, à eſſuyer le feu ſans répondre, à mettre bas les armes, & à ſortir de la Ville. Après leur départ, leurs caſernes, leurs effets, leurs armes ont été pillés. La Municipalité d'Aix célèbre cependant ſa fermeté & celle du ſieur *de Barbantanne*. Très-contente d'avoir encore la tête ſur les épaules, elle ſe félicite du retour du calme & d'*un ordre parfait*. Nous donnerons des détails plus authentiques que ce rapport.

Il n'y avoit que 300 Suiſſes à Aix. Le régiment d'Erneſt, ci-devant d'Erlach, fourni par le Canton de Berne, & le premier de l'Infanterie Suiſſe au ſervice de France, eſt un des plus beaux de l'Europe par la qualité des hommes, par l'excellence de ſa diſcipline, par ſa bravoure dans tous les temps. Il eſt à ſuppoſer que les Cantons ne laiſſeront pas plus long-temps des troupes ſi diſtinguées, en butte à de ſemblables avanies.

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE
ET
POLITIQUE,

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 28 Février 1792.

Les avis unanimes de Suède s'accordent à présenter la Diète comme exempte de tout trouble, de toute désunion importante. Le parti de l'opposition, presqu'entièrement renfermé dans l'Ordre de la Noblesse, a senti de bonne heure son infériorité, & a eu la discrétion de ne pas montrer son impuissance. On s'attend à voir les travaux des Etats terminés dans le mois prochain, à la satisfaction de tous. Les rapports préparés par les Comités devoient être portés du 18 au 22 à la délibération générale. On connoîtra les dispositions de l'Assemblée par l'Adresse

Digitized by Google

suivante, que le Maréchal de la Diète, le Baron *de Ruuth*, présenta au Roi, avec une nombreuse Députation, le 6 de ce mois.

SIRE,

« Les Etats du royaume vous ont témoigné, à leur dernière Assemblée, la plus vive reconnoissance des soins infatigables que Votre Majesté ne cessoit de prendre pour sauver l'Etat & maintenir son indépendance ; ils osèrent en même temps réclamer votre tendresse pour vos Peuples, & vous supplier de *préparer, d'accepter & de conclure une paix sûre, glorieuse & solide*, aussi-tôt qu'elle vous sera offerte (1). Nos vœux sont maintenant accomplis ; & la bonté avec laquelle Votre Majesté daigna les écouter, nous enhardit à lui présenter l'hommage de notre reconnoissance. »

« Les Etats ne sauroient se rappeller ni les deux guerres que la Suède a soutenues dans ce siècle contre la Russie, ni les Traités qui les ont terminées, sans gémir des malheurs de la Patrie. Mais, plus ce souvenir leur est douloureux, plus ils sentent avec joie la différence des temps où nous vivons, & de ceux qui se sont écoulés. Nous ne vous parlerons point, Sire, du courage, de la persévérance, du mépris des dangers, qui vous ont égalé à vos Ancêtres, & par lesquels, marchant sur leurs glorieuses traces, vous avez donné l'exemple à vos armées,

(1) Ce sont les mêmes paroles dont se servirent les Etats dans leur Adresse au Roi sur la guerre, présentée le 25 Mars 1789.

Digitized by Google

& transmis à l'Histoire les matières d'un éloge, que vous évitez d'écouter de la voix de votre siècle. La gloire, que la guerre & vos exploits ont attachée à votre Personne & à votre nom, ne peut être relevée que par la satisfaction que vous devez éprouver d'avoir conduit, sous les applaudissemens de l'Europe étonnée, vos fidèles Sujets au calme & au bonheur, qui leur laissent goûter en liberté les douceurs de la paix; mais, lorsque cette paix est l'ouvrage même de Votre Majesté, lorsqu'elle a été conclue, sans le moindre sacrifice, sans le secours d'une Médiation étrangère, secours si souvent accompagné d'engagemens onéreux, si souvent suivi de prétentions exagérées; lorsque les deux plus grands Souverains du Nord ont réglé eux-mêmes les intérêts des deux Nations les plus puissantes de ces contrées, & lorsqu'en s'unissant, par les liens d'une amitié réciproque, ils ouvrent à leurs Peuples la perspective des plus grands avantages, il n'est pas permis aux Etats du Royaume de garder le silence, en jouissant du fruit de vos soins paternels. »

« Les Etats souhaitent de pouvoir prouver par leurs délibérations les sentimens qui les animent, & de mériter par un zèle réuni la gracieuse approbation dont ils ont déjà reçu du Trône les assurances les plus flatteuses. En suivant leurs propres inclinations, en profitant de l'encouragement que Votre Majesté leur a donné, ils espèrent remplir, avec l'aide de Dieu, les devoirs sacrés que l'amour de leur Roi & de leur Patrie leur ont imposés. Les Etats du royaume sont avec le respect le plus profond, & le zèle & la fidélité les plus inviolables, Sire, de V. M.

les très-humbles & très-obéissans Serviteurs & Sujets. »

Réponse du Roi.

« Je reçois avec bien de la reconnoissance les témoignages de satisfaction, que les Etats du royaume me présentent pour la paix que Dieu nous a donnée. Votre courage & vos puissans secours, avec lesquels vous m'avez soutenu, en ont préparé les moyens. Je n'en ai été qu'un simple instrument. Votre constance, votre zèle, votre valeur invincible dans les combats, & celle de vos Concitoyens, ont rendu à nos armes l'éclat & la considération, dont le nom Suédois jouissoit dans le dernier siècle; & la paix en a été le fruit. Le premier parmi vous, je n'ai fait que mon devoir, en tâchant de remplir les grandes obligations qui me furent imposées le jour où je reçus la Couronne que tant de Héros immortels, tant de grands Rois ont portée. Mes soins les plus chers seront maintenant de vous faire jouir, durant le calme de la paix, de toute la félicité & de tous les avantages que mon zèle pour votre bonheur vous pourra procurer; je ne puis mieux vous marquer la constante bienveillance de laquelle je vous assure gracieusement.

De Francfort-sur-le-Mein, le 5 Mars.

Le Duc *de Brunswick* est revenu dans sa résidence, immédiatement après la conférence qu'il a eue à Potzdam avec le Roi de Prusse. — Aussi-tôt S. A. S. a envoyé un Courier au Prince héréditaire son fils

Digitized by Google

qui est à la Haye. Le voyage inopiné du Duc à Berlin, & quelques dispositions certaines qu'on apperçoit dans les cantonnemens Prussiens de Silésie, de Magdebourg & de Poméranie, ont donné naissance au bruit que ce Prince commandera l'armée combinée qui doit s'assembler sur le Rhin.

Il n'y a plus aucun doute touchant le concert existant entre les Cours de Vienne & de Berlin, pour former en effet un cordon de troupes sur les bords de ce fleuve. On remarquera à ce sujet qu'à la suite des fameuses réunions ordonnées par *Louis XIV*, ce furent également les Maisons d'Autriche & de Brandebourg qui s'unirent pour résister à l'entreprise de ce Monarque. La guerre éclata, & fut terminée par le Traité de *Ryswick*, dans lequel *Louis XIV* restitua toutes les terres qu'il avoit fait réunir à l'Alsace.

Une partie des Hussards de Blankenstein qui est en route pour les Pays-Bas, a traversé Prague le 18 Février. Quant au Corps de 6800 hommes qui se rend dans le Brisgau, la mauvaise saison a retardé sa marche. L'Empereur en annonça l'arrivée en ces termes, à M. *de Samerou*, Président de la Régence de Brisgau, par un billet du 3 de ce mois.

« Je vous fais savoir qu'un corps suffisant

Digitized by Google

d'Infanterie & de Cavalerie est désigné pour augmenter les troupes dans l'Autriche antérieure ; il se mettra en marche le plutôt possible. Ces troupes suffiront, je l'espère, pour couvrir mes possessions & les défendre contre des invasions de François ; vous pouvez donner en mon nom l'assurance aux Habitans, que de même que je veille avec une égale sollicitude paternelle au bien-être de tous mes Sujets, je ferai tout ce qui dépendra de moi pour protéger mes fidèles pays antérieurs, contre toutes les attaques hostiles quelconques. »

GRANDE-BRETAGNE.

De Londres, le 7 Mars.

Les séances du Parlement, n'ont offert, jusqu'à ce jour, d'autre grande discussion contradictoire, que celle dont l'armement contre la Russie & la paix qui l'a suivi ont fourni le sujet. Prévoyant qu'attendu la prospérité du Royaume, la Session seroit fort courte, & ne présenteroit aucun autre texte de déclamation contre le Ministère, l'Opposition a appuyé ses efforts sur cette affaire diplomatique. Dans les deux Chambres, elle a reproduit sous plusieurs faces sa censure de la conduite du Gouvernement, de la dépense d'un armement inutile, de l'insuffisance des négociations, & en général du système suivi envers la Russie. — On ne peut disconvenir que les conditions obtenues de cette Puissance, n'ont pas répondu

Digitized by Google

à l'étendue des préparatifs, ni à la combinaison de la Prusse & de l'Angleterre, pour tirer les Ottomans sains & saufs de la guerre désastreuse où ils étoient enveloppés ; mais, outre que les frais de nos armemens, se trouvant largement compensés par l'accroissement des recettes publiques, n'ont occasionné aucune charge nouvelle, M. *Pitt* a démontré que, la contenance du Gouvernement avoit, néanmoins, abaissé l'exigence de la Russie, & qu'on auroit obtenu davantage sans l'appui qu'elle trouva dans l'Opposition.

Repoussées à deux reprises dans les deux Chambres, les attaques de la Minorité ont recommencé le 29 Février & le premier de ce mois dans les Communes. M. *Whitbread*, à la suite d'une longue déduction, proposa les deux résolutions suivantes :

1°. De déclarer que la cession d'Oczakof aux Russes rend injustifiable la dépense du dernier armement.

2°. Passer une vote de censure contre les Ministres, à raison de leur inconduite dans cette affaire.

Le Capitaine *Macleod* ayant appuyé ces propositions, elles furent combattues d'abord par M. *Jenkinson*. Ce jeune Orateur, âgé de 24 ans, fit ses premières armes avec la supériorité d'un Homme de génie vieilli dans l'expérience des affaires. A une grande

Digitized by Google

étendue de connoissances historiques & politiques, il joignit l'habileté à en appuyer ses raisonnemens, de la dialectique, de la justesse dans les idées, de la fécondité dans les moyens, & en tout genre le vrai talent de l'éloquence délibérative. Son discours qui dura près de deux heures, remporta les suffrages universels, & les complimens des deux Partis. On s'étonnera peu que ce premier essai ait offert un Cours approfondi de Politique générale, lorsqu'on saura que M. *Jenkinson* est fils & élève de Milord *Hawkesbury*, l'un des hommes de la Grande Bretagne les plus profondément versés dans le Droit Public.

Parmi les morceaux remarquables de ce discours qui place son auteur à côté des meilleurs Orateurs de la Chambre, on a entr'autres distingué & universellement applaudi celui, où M. *Jenkinson* traita des rapports politiques entre l'Angleterre & la France. Ayant d'abord établi que, soit qu'elle reprît son ancien Gouvernement, soit que sa Constitution actuelle eût quelque existence, cette dernière Puissance seroit toujours redoutable pour sa rivale; il conclut à la nécessité de la contre balancer par des Alliances sur le Continent. « Mais, » ajouta-t-il, on ne peut donner trop » d'éloges à l'indulgente inaction où s'est » maintenu notre Ministère, pendant les » déplorables dissentions de cette Contrée

» infortunée. Cette conduite généreuſe » peut par la ſuite affoiblir la jalouſie des » deux Nations, & les amener un jour à » des termes d'amitié. Perſonne n'auroit » blâmé auſſi ſévèrement que moi, tout » effort de notre Gouvernement pour en- » tretenir les diviſions de la France. Il eût » fomenté de nouvelles haines, très-dan- » gereuſes, quel que ſoit le ſort à venir de » ce Royaume. »

M. *Fox* & M. *Pitt* ſe diſputèrent à-peu-près tout le reſte de la ſéance; le premier avec ſon abondance ordinaire de reſſources, le ſecond avec la force d'une argumentation plus ſolide. Le miniſtre, en répliquant à ſon adverſaire, révéla que la Ruſſie avoit demandé non-ſeulement la poſſeſſion d'Oczakof & celle d'Akierman; mais encore l'indépendance abſolue de la Moldavie & de la Valachie. L'intervention armée de l'Angleterre & de la Pruſſe obligea l'Impératrice à ſe contenter d'Oczakof.

« Si vous n'aviez traverſé nos projets, » dit le Miniſtre à M. *Fox*, nous euſ- » ſions obtenu de plus grands avantages. » Vous avez combattu nos efforts pour le » bien de notre commune patrie; vous » avez énervé le Miniſtère en égarant l'o- » pinion d'une partie du Peuple, & en » renforçant la réſiſtance de l'Impératrice » de Ruſſie. Voilà votre triomphe. Vous » l'avez remporté, non pas ſur les Enne-

Digitized by Google

» mis, mais sur les Conseils de l'Angle-
» terre. »

L'un des Opposans, dans le cours du débat, ayant dit que M. *Pitt* n'oseroit se présenter ni à Pétersbourg, ni à Constantinople; le Ministre releva très-ingénieusement ce sarcasme. « A Pétersbourg, » dit il, je n'aurois pas à rougir de voir » mon buste, placé parmi tous ces grands » & trop souvent trop coupables Orateurs » de la Grèce, à côté, par exemple, de » l'Athénien *Demades*, si bien venu à la » Cour de *Philippe*. » (On se rappelle que l'année dernière, l'Impératrice fit demander elle-même à M. *Fox* son buste, pour le placer à côté de celui de *Démosthènes*.)

Les voix étant prises, le Ministère eut une Majorité de 128 par la division de 244 contre 116.

L'édifice où siége le Parlement d'Irlande a été incendié la semaine dernière : la promptitude & l'étendue des secours n'ont pu sauver ce bâtiment d'une belle architecture, ni entr'autres la superbe coupole de la Chambre des Communes. On ignore encore la cause de cet accident, que la rumeur publique, peut-être mal fondée, attribue à une société de brouillons qui ont manifesté le dessein de mettre l'Irlande en révolution.

Digitized by Google

FRANCE.

De Paris, le 13 Mars 1792.

SECONDE ASSEMBLÉE NATIONALE.

Du lundi, 5 mars.

Au nom du comité de législation, M. *Sedillez* a fait un rapport sur l'exécution du décret qui met les biens des émigrés sous la main de la nation, & il a proposé de les confier aux administrateurs des biens nationaux; d'excepter les biens des François absens avant le premier juillet 1789, ou pour maladies, affaires de commerce, ou mission du gouvernement; de déclarer nulles toutes les transactions ou transmissions de ces propriétés, faites depuis la publication du décret de séquestre; d'exiger des municipalités des listes des gens notoirement absens; d'imposer aux biens des émigrés une triple contribution; d'autoriser une égale retenue sur leurs rentes, sauf les droits acquis des femmes & des enfans; de remettre les fonds aux émigrés qui rentreront en France, ou à leurs héritiers, au bout de 25 ans, & d'en adjuger les fruits à la nation, pour les indemnités.

M. *Rouyer* vouloit qu'on punît les pères & les oncles, dont les fils & les neveux sont à Coblentz. M. *Quinnette* a pensé que la judicieuse observation de M. *Rouyer* pouvoit être l'objet d'un bon article additionnel. Les restitutions ont été froidement accueillies. On a décrété l'impression & l'ajournement.

Digitized by Google

Le ministre des contributions, M. *Tarbé*, a notifié que le total des sous fabriqués tant en cuivre qu'en métal de cloches, monte à 6,960,000 l., & celui des pièces de 30 & de 15 sous à 12,960,200 liv.

M. *Hérault de Séchelles* a communiqué à l'Assemblée les observations que deux comités avoient eu ordre de rédiger sur la conduite de M. *de Bertrand*. Il n'a pas hésité de reproduire les trois inculpations si victorieusement réfutées par le ministre. M. *Quatremère* en adoptoit *la rédaction, sauf rédaction*. MM. *Vergniaud* & *de Vaublanc* y ayant desiré plus de dignité, les comités sont chargés d'en retoucher le style.

Hier, on lut une lettre, du 3 mars, du directoire du district d'Etampes, portant que six communes, ou environ 5 à 6 cents hommes, armés de piques, de bâtons, de fusils, arrivés, le matin, à Etampes, avoient repoussé la garnison & la gendarmerie nationale, s'étoient emparés du marché, avoient massacré le maire, & blessé le procureur de la commune. Ce meurtre excita un frémissement d'horreur dans l'Assemblée législative. Quelqu'un ajouta que ces malintentionnés avoient taxé le bled, & promis de revenir le lendemain, & l'affaire avoit été renvoyée aux comités de surveillance & de commerce réunis. Aujourd'hui, des lettres du directoire du département de l'Eure annoncent que 500 séditieux infestent les campagnes, les bourgs, traînent à leur suite des officiers municipaux & des gardes nationaux; que, tambour battant, drapeaux déployés, ils fixent le prix des bleds, du bois, du fer dans les forges, avec des proportions si savament combinées, qu'il est évident que leurs directeurs inconnus

Digitized by Google

sont plus instruits qu'eux ; & que la ville d'Evreux est sur le point d'être assiégée. Mais, poursuivent ces administrateurs, « les séditieux nous trouveront à notre poste, le livre sacré de la constitution à la main, & son amour dans le cœur. » On a beaucoup applaudi à cette manière de dissiper des séditions amicales. Les lettres ont été renvoyées *au comité de surveillance*, à la demande de M. *Bazire*, & malgré les instances de plusieurs membres qui insistoient sur le renvoi au pouvoir exécutif.

Le procureur-général-syndic du département de l'Ardèche écrit & se plaint, avec son impartialité connue, des prêtres réfractaires, de l'aristocratie d'Arles, des hommes armés qui occupent le château de Bane, poste important dont il veut qu'on se hâte de s'assurer ; & pour ne laisser aucun doute, il finit par étayer ses assertions d'une lettre *anonyme* d'un *excellent patriote*, de la véracité duquel il répond. M. *Pieyre* a trouvé cette lettre *probante* « *quoiqu'elle n'ait pas un caractère authentique.* » M. *Isnard* n'a pas vu de meilleur expédient pour faire cesser tous les troubles, que la distribution d'une sorte d'adresse hebdomadaire, qui mettroit le peuple à l'unisson du civisme de la nation, & pourroit « ramener ainsi l'esprit public aux bons principes. »

« Ce sont des forces & non des phrases qu'il nous faut, s'est écrié M. *Lecointre* de Versailles. -- Le malheur est peut-être plus dans les choses que dans les hommes, a dit M. *Duval*, » qui non content de cette lumineuse découverte, a conseillé, pour panacée universelle, quarante-trois mille & sept cents *états de tranquillité & de trouble*, états *municipaux* qui, multipliés d'a-

Digitized by Google

près son idée, par le nombre des semaines, ne donneroient que deux millions deux cents quelques mille bulletins dans l'année..... « Toujours des motions incidentes, & jamais on ne rend de décrets, a dit M. *Vergniaud* impatienté. » On a décrété l'envoi au comité de surveillance, & l'on s'est séparé.

Du lundi, séance du soir.

Les sous-officiers & soldats des 24^e^., 56^e^., & 90^e^. régimens d'infanterie, & premier régiment de cavalerie, en garnison à Lille, ont adressé une pétition à l'Assemblée, contre « une discipline qui ne respire qu'esclavage, tyrannie & quantité d'autres vexations contraires au bien du service & à la liberté. » Ils y accusent le « ministre despote de vouloir allumer le feu de l'insubordination, pour favoriser les prétentions de ses infâmes partisans.... Nous vous dénonçons *Louis Narbonne* comme prévaricateur & réfractaire à la loi. Les défenseurs de la liberté n'ont pas besoin de chaînes pour voler à la victoire. » Cette pétition, couverte des applaudissemens des galeries, a été renvoyée au comité militaire; elle rentre à merveille dans le sens du député qui parloit dernièrement à la tribune de *l'infernale discipline* Prussienne.

Peu après, & comme pour fournir l'application des nouveaux dogmes militaires dont on venoit d'entendre la lecture, le ministre de la guerre a raconté les faits suivans. Ayant envoyé au 48^e^. régiment, en garnison à Rennes, ses drapeaux tricolors, il lui a ordonné, au nom du Roi, d'envoyer ses anciens drapeaux à Paris. Le 28 février fut indiqué pour la bénédiction des nouveaux drapeaux. Après la bénédiction,

Digitized by Google

où assistèrent plus de trois mille ames ; M. *de Savignac*, commandant le bataillon, voulut le faire défiler pour porter chez lui les anciens drapeaux, & pour les expédier, conformément aux ordres du Roi ; mais les citoyens, les grenadiers & les fusiliers dudit bataillon s'opposèrent à l'exécution du commandement ; ils exigèrent, ils obtinrent de force que les anciens drapeaux fussent suspendus à la voûte de l'église. M. *de Savignac* déclara qu'il renonçoit à commander un bataillon qui refusoit d'obéir ; son neveu & trois autres officiers le suivirent. On porta les nouveaux drapeaux & la caisse chez l'un des capitaines, & les soldats rentrèrent dans leur caserne. Les citoyens se transportèrent chez M. *de Savignac* & ses quatre collègues, les scellés y furent apposés, & accédant à une pétition, la municipalité fit arrêter, traîner devant un juge de paix, interroger & incarcérer ces Officiers. M. *de Narbonne* a prévenu l'Assemblée, que le Roi avoit donné des ordres pour qu'on punît sévèrement les délits militaires ; que lui, ministre de la guerre, avoit dénoncé le juge de paix & les citoyens promoteurs de l'insubordination au ministre de la justice ; & la municipalité de Rennes, au ministre de l'intérieur. Il est aisé de supposer ce qu'il a pu dire sur cette entreprise du pouvoir civil. Une voix lui a crié : *point de réflexions*. Ce cri de despotisme a été généralement désapprouvé.

M. *Lecoz*, évêque constitutionnel de Rennes, a voulu justifier la municipalité par le besoin de mettre les officiers en sûreté, par le patriotisme, & par « la loi qui est au-dessus de toutes les loix, la nécessité. » Plusieurs membres lui ont dit : « La guerre civile seroit donc une né-

Digitized by Google

ceſſité. » M. *Albitte* a péroré, comme un vifir, contre les réflexions raiſonnables, l'initiative & le droit de conſeil que s'arrogent des miniſtres, que la conſtitution autoriſe à donner des *éclairciſſemens* à l'Aſſemblée (t. 3, chap. 3, ſect. 4, art. 10); & a dit: « votre ſageſſe ſeule doit vous *éclairer*. » Paſſons à l'ordre du jour, diſoit M. *Cambon*; le miniſtre nous rendra compte, & s'il a mal fait, ſa tête en répondra. » On eſt paſſé à l'ordre du jour.

Une lettre des municipaux de Rennes a préſenté la choſe à leur manière. Rien n'égaloit le civiſme des citoyens & des ſoldats; 48 pages de réglement de diſcipline ont tout gâté. La bénédiction s'eſt faite en ſecret, devant trois mille curieux; tout cela étoit ſuſpect. On n'a pas déſobéi, on ne vouloit que ſuſpendre l'exécution de l'ordre du commandant, & que les anciens drapeaux fuſſent proviſoirement attachés à la voûte. Enſuite il courut de fâcheux bruits d'ariſtocratie, & l'amour de la paix fit arrêter, interroger & empriſonner ces officiers, pour leur propre ſûreté, comme cela ſe pratique ſi heureuſement depuis le règne de la liberté. « Nous vous prions *de charger* le pouvoir exécutif de donner ordre que les anciens drapeaux demeurent attachés à la voûte de l'égliſe, ou qu'ils ſoient brûlés à Rennes. » Eſt venue enſuite une de ces pétitions dont perſonne ne compte & ne pèſe les ſignatures, qui donne le réſultat d'un conſeil de guerre de citoyens des rues ou des *clubs* de Rennes ſur la diſcipline, & de leur conſeil d'Etat ſur la haute politique. Ils s'alarment du projet de brûler à Paris les anciens drapeaux, & blâment le miniſtre de contrevenir à un uſage religieux. M. *Albitte* a délayé ces idées, &

Digitized by Google

demandé qu'un rapport les distillât mercredi prochain. Feignant d'ignorer qu'une démission en plein service n'est réelle que lorsque le Roi l'accepte, M. *Merlin* a prétendu que les officiers empriſonnés étoient passés de l'état militaire à l'état civil, & par conséquent sous l'autorité municipale.

Tous les drapeaux neufs ou vieux appartiennent à la nation, selon M. *Rouyer*, qui accusoit le ministre de n'avoir pas dit ce qu'il vouloit faire des anciens, quoique M. *de Narbonne* eût publiquement annoncé que le Roi en destinoit l'or à de vieux soldats; mais si l'on ne blessoit jamais la vérité on n'auroit pas si souvent le courageux plaisir d'accuser. Il a demandé que quatre commissaires législateurs assistassent au brûlement des anciens drapeaux arrivés à Paris. Les galeries applaudissoient tous ceux qui donnoient tort au ministre, & raison aux soldats & aux municipaux; elles huoient quiconque approuvoit le ministre, & maintenoit l'autorité royale. M. *Hébert* a protesté que le comité militaire avoit reconnu que le réglement de discipline étoit, en tous ses points, exactement calqué sur la loi de l'Assemblée constituante..... On a renvoyé le tout au comité militaire.

Du mardi, 6 mars.

Après une lettre du ministre de l'intérieur, sur l'arrestation faite à Marseille de 40,000 liv. en écus de France, prix convenu de bleds achetés à l'étranger, nouvelle renvoyée au comité d'agriculture & de commerce, on a lu une lettre du district d'Evreux. L'attroupement de 500 hommes est monté à 8 mille; ils vont taxant tout, & se

Digitized by Google

proposent de faire baiſer les baux des fermiers ou de piller les propriétaires, & de dégager le peuple des contributions. C'eſt pour la ſeconde fois que ce diſtrict implore le ſecours de l'Aſſemblée nationale.

Une dépêche des adminiſtrateurs du département des Bouches-du Rhône, en date d'Aix, du 29 février, annonce d'autres malheurs. Le dimanche précédent, des gens armés venus de divers lieux du département, ont plongé cette ville dans les plus grandes alarmes, & la frayeur avoit mis en fuite, avec la caiſſe, le procureur-général-ſyndic & les ſix membres dont le directoire étoit compoſé. L'un des inſurgens « ſemblable, écrit-on, à un lion qui rugit » dit aux adminiſtrateurs réunis, le lendemain de la fuite de ſept autres, que les prêtres réfractaires, les ariſtocrates, les inſurrections d'Arles (paiſible), leur cauſoient de l'inquiétude; qu'ils venoient pour transférer l'adminiſtration à Marſeille d'où ils avoient bien fait partir le régiment d'Erneſt. Or, ceux qui écrivent paroiſſent entrer aſſez dans le ſens, & prendre le ſtyle de ces ordonnateurs ambulans, auxquels ils n'auront pas eu beaucoup de peine à faire goûter des raiſons analogues aux leurs. Auſſi ſe louent-ils de l'heureux ſuccès de leur éloquence, & ils adreſſent à l'Aſſemblée légiſlative les procès-verbaux d'une des plus étranges ſcènes qu'ait encore produites la révolution. Nous allons l'abréger, ſans en rien omettre d'eſſentiel.

Dimanche, 26 février 1792 à 9 heures du matin, l'an 4 de la liberté, un particulier venant de Marſeille, annonce à la municipalité d'Aix qu'un corps très-conſidérable d'hommes armés & conduiſant 6 pièces de canon, dirige ſa marche ſur la ville d'Aix. Le maire écrit aux membres

Digitized by Google

du département & du district, au chef de la garde nationale & au commandant des troupes de ligne. On apprend que le corps armé n'est qu'à une demi-lieue ; ordre de fermer les portes, de battre la générale & toutes réquisitions nécessaires. Il est décidé que les pouvoirs se tiendront assemblés séparément, à cause de leur responsabilité respective, & se communiqueront par écrit & par commissaires. Le peuple s'oppose à ce qu'on ferme la porte du cours qui est l'avenue du chemin de Marseille. Les Suisses d'Ernest étoient entrés dans la ville ; mais les Marseillois déjà rangés en bataille sur le cours, avoient braqué du canon contre le régiment, & plusieurs personnes, sous la dénonciation d'officiers de la garde nationale de Marseille, sommoient, au nom du corps entier, la commune d'Aix de s'occuper du logement & des subsistances des nouveaux venus.

Arrivent sur la place le maire, les municipaux & le commandant d'Ernest. Le maire demande le chef de la troupe ; beaucoup se disent officiers, aucun ne se déclare commandant en chef ; ils se plaignent de ce que des ennemis de la constitution viennent de se placer en armes dans le premier rang des grenadiers Suisses, & disent que cette vue excitoit une vive fermentation contre le régiment. Le maire & le commandant font retirer ces individus suspectés ; on accuse l'un de ces derniers d'avoir couché en joue un Marseillois. Grande rumeur. Il n'y a point eu de coups de fusil tiré, nulle preuve n'est donnée, n'importe ; les gens qui déplaisent aux assaillans, sont consignés dans les casernes, & c'est ensuite la prompte retraite du régiment que l'on exige. Un détachement de Suisses étoit allé prendre les

Digitized by Google

drapeaux ; il eſt arrêté. Les étrangers prétendent que les drapeaux ſont inutiles, puiſqu'il faut que le régiment ſe retire inceſſamment dans ſon quartier. Enfin, après de longues négociations, les municipaux obtiennent le paſſage pour le détachement, & les Marſeillois lui rendent les honneurs militaires. Mais bientôt ils annoncent que leur intention eſt « d'entretenir la paix dans la ville ; que ſi la troupe de ligne ſe retire ſur le champ, ils vont ſe retirer eux-mêmes dans les logemens qui leur ſeront aſſignés ; que ſi non, ils vont attaquer le régiment. » Nouvelles délibérations municipales dont le réſultat eſt que le régiment d'Erneſt rentrera dans ſes caſernes. Les Marſeillois ſe diſperſent, & la municipalité donne avis au département « *du bonheur qu'elle a eu d'empêcher une attaque ſans objet.* »

Dans l'après-midi, on vit arriver d'autres corps armés, de Marſeille & des villages voiſins. Aucun n'étoit requis, tous venoient au ſecours de la ville d'Aix, *menacée par le régiment d'Erneſt.* Vers les 5 heures, ils exigèrent, avec menace, de la commune, que les corps-de-garde militaires qui étoient dans la ville fuſſent éloignés, & que la garde fût confiée aux Marſeillois. On délibère ſur ces menaces. Une requiſition du département envoie 350 Suiſſes près de la maiſon-commune ; cris de terreur, les 5 à 6 mille Marſeillois ſont prêts à tirer leurs canons. Le commandant allègue la requiſition au maire, un aide-de-camp eſt envoyé au directoire dont tous les membres ont pris la fuite. Le corps municipal « ne voyant aucun citoyen menacé, ni aucun motif de déployer la force publique, s'empreſſa de faire rentrer le détachement Suiſſe dans le quartier, »

Digitized by Google

& les officiers en écharpe l'y accompagnèrent. Plusieurs corps-de-garde militaires venant d'être désarmés, la municipalité se hâta de requérir qu'ils se retirassent tous, & à l'exception d'un seul, tous les postes furent désarmés par les Marseillois, & renvoyés aux casernes. La garde nationale d'Aix & celle de Marseille, &c. firent des patrouilles pendant la nuit.

Vers deux heures & demie du matin, lundi 27, un particulier, sans uniforme, se disant capitaine des Marseillois, vint signifier aux municipaux que ces volontaires alloient faire, dans le moment, l'attaque des casernes, & qu'ils battroient la générale, qu'on le permît ou non. La municipalité la fit battre de son côté, & la sienne ne réunit que fort peu de citoyens. Une foule immense & armée investit le quartier, disposa des canons, somma le régiment de se rendre. Le commandant y avoit passé la nuit. Il envoya un aide-de-camp à la maison-commune; les municipaux dirent qu'ils ne pouvoient en sortir, ni se séparer, « qu'ils se devoient tous au salut des citoyens, que d'ailleurs cette attaque ne menaçant que les casernes, les chefs militaires n'avoient pas besoin de requisitions ni de la présence d'aucun officier civil, pour défendre le poste dont ils étoient chargés....; & ils redoublèrent d'attention pour assurer la tranquillité de la ville, après l'évènement du combat qui se préparoit..... Enfin, on vint leur annoncer qu'il avoit été tiré quelques coups de canon; » le régiment étoit sorti des casernes désarmé, & s'étoit retiré loin d'Aix.

La paix parut rétablie. Un étranger est entouré, on le traite d'embaucheur, de contre-révolutionnaire d'Arles; on le traîne à la muni-

Digitized by Google

épalité, qui l'interroge ; rien ne le condamne, mais « pour rendre hommage à la loi » on le traduit chez un juge de paix ; son escorte est forcée, des furieux l'enlèvent ; deux fois ils veulent descendre un réverbère, deux fois les municipaux arrivent à temps & les en empêchent ; un troisième est déjà descendu, le malheureux à la corde au cou, il est suspendu à deux pieds de terre, un garde national coupe la corde d'un coup de sabre ; on se dispute le patient, un officier municipal le couvre de son écharpe « & sous l'égide de la loi, il est conduit en prison » unique manière de le sauver au sein d'un peuple libre. Le 28, à 9 heures du matin, la troupe armée fit ses dispositions pour partir ; mais elle rentra, sans requisition, dans l'après dînée. On s'arme, ces étrangers font battre la générale, se forment en colonne. Le maire en somme les officiers de venir à l'ordre, on lui répond qu'il n'y a pas d'officiers ; il appelle un caporal, on lui répond qu'il n'y a que des volontaires ; 4 à 5 mille volontaires & 10 à 12 pièces de canon sans supérieurs ! Enfin ils partent dès qu'ils le veulent bien. Le 29, le département requit la venue de 1200 hommes de la garde nationale de Marseille, les municipaux & les citoyens obtinrent que cette étrange requisition fût promptement révoquée, & depuis, les habitans d'Aix ont repris leurs occupations ordinaires..... Nous nous abstiendrons de toute réflexion sur cette nouvelle façon d'administrer, de gouverner un royaume, & sur ce qu'on a l'étonnante singularité d'y nommer encore autorités, pouvoirs, loix, force publique.

* M. *Archier* a cru donner « un précis de ce qui a pu occasionner ces évènemens » en disant

que la ville de Marseille s'étoit plainte du régiment d'Ernest & de l'administration des Bouches-du-Rhône. « Il est impossible, s'est écrié M. *Crestin*, que l'Assemblée nationale entende un de ses membres faire l'apologie de la conduite de ces Marseillois. — Je demande que vous rappelliez M. *Crestin* à l'ordre, pour avoir interrompu l'orateur, a dit M. *Mazulier*. » Sur la motion de M. *Dubayet*, il a été décidé qu'on « s'occuperoit d'autre chose » en attendant les procès-verbaux de Marseille.

Organe d'une députation du département de Seine & Oise, M. *Lebrun*, ex-constituant, a peint ses mouvemens des environs de la capitale, le meurtre impuni d'un citoyen de Montlhéry chez qui l'on avoit trouvé quelques sacs de farine de pois & de fèves; la taxe forcée des bleds, du bois, du fer; la réquisition des municipaux de Montlhéry, du 20 février, pour que la gendarmerie envoyée au secours de ses habitans, ne se montrât point & se retirât incontinent; autre réquisition des mêmes, du 27, qui réduisit à l'inaction & qui finit par faire éloigner sept brigades de gendarmerie requises par le directoire, accordées par le ministre; les attroupemens, les violences qui se multiplient; des commissaires envoyés à Montlhéry, le 4 mars, pour concerter avec la municipalité l'établissement d'un corps de troupes de ligne qui s'avançoit derrière eux, le tocsin sonnant de toute part, les communes voisines accourues en armes, & les commissaires contraints de requérir l'éloignement de ces mêmes troupes qu'ils devoient introduire; le maire d'Etampes égorgé, éventré en invoquant la loi, dès que les soldats sont sortis d'Etampes pour aller se faire expulser de Montlhéry. « Le mal, a dit

M. *Lebrun* à l'Assemblée nationale, le mal vous parle assez haut. Il nous environne de tous les côtés. Toutes les propriétés, tous les pouvoirs sont menacés également. »

Le président a répondu qu'elle reconnoissoit bien « l'effet des perfides manœuvres *des ennemis de la liberté & de la constitution ;* mais que forte des vœux des bons citoyens, elle alloit redoubler de vigilance & de fermeté pour arrêter ces désordres. » Et il a invité la députation aux honneurs de la séance. On a aussi décrété la mention honorable.

M. *Cambon* a dit que les loix avoient fait ce qu'elles avoient pu. « Elles ont créé des administrateurs, des forces publiques, & formé un centre commun qui est le pouvoir exécutif... Nous sommes menacés de par-tout... *C'est tout le royaume...* Il faut enfin que la loi s'exécute. Il faut, ou que l'Assemblée prenne le pouvoir exécutif, ou qu'elle le fasse marcher... S'il ne le peut pas, il nous le dira, & nous prendrons des mesures définitives. S'il ne le veut pas, nous punirons ses agens. -- « Il est temps de savoir si les ministres veulent faire de *Louis XVI* le Roi des François ou le Roi de Coblentz, a dit M. *Guadet ;* il est temps de voir, a-t-il poursuivi, si *Louis XVI* veut être le Roi *de la majorité de la nation* qui a fait la constitution, ou le Roi de la minorité conjurée contr'elle. » M. *Guadet* a proposé de rédiger des notes sur la conduite des ministres (vifs applaudissemens des galeries & d'une partie de l'Assemblée.)

M. *Dubayet* vouloit qu'on donnât « au gouvernement *qui régit* 24 millions d'hommes, la force & l'activité capable de maintenir les pervers dans

Digitized by Google

le devoit, & de donner aux bons citoyens la facilité de faire le leur. — Il faut les rendre tous patriotes, a crié M. *Bazire*. — Si jamais, ce qui ne peut arriver tant qu'il existera des hommes qui sauront sentir le charme de la liberté, de l'égalité, & la *puissance* d'une constitution *calquée* sur les grandes *bases* de la vérité & des droits de l'homme, si jamais, a repris M. *Dubayet*, il arrivoit un évènement, une catastrophe qui renversât la constitution, cinq ministres au moins seroient pendus... » Il en a conclu que les ministres « ont jetté leurs profondes racines dans la constitution; » qu'il leur faut, avec ces *racines*, *le moyen d'aller une marche active*, *une pression vive*.

Au milieu de ce verbiage, si déplorable lorsque tout est en feu, l'opinant a judicieusement relevé l'inconséquence de vouloir que le ministre fasse usage de la force publique, & de l'accuser pour avoir désarmé quelques citoyens. Mais il s'est flatté qu'il suffiroit « de faire sentir à des Marseillois brûlans d'amour pour la liberté (*quel amour de liberté!*) dans quelle *erreur* ils sont tombés. » Ses conclusions ont été de renvoyer la pétition du directoire de Seine & Oise au pouvoir exécutif, & s'il ne répondoit pas au vœu de la constitution, d'en envoyer les agens à Orléans. —— Mais si le Roi ordonne, si les ministres requièrent, si les directoires & les municipalités requièrent en sens opposé, si la multitude dicte impérieusement des ordres favorables à la licence, au meurtre, à leur impunité, & commande aux écharpes, aux administrateurs, aux régimens, & si cette anarchie a des prôneurs jusques dans les galeries de l'Assemblée... Poursuivons.

M. *Isnard* a déclamé à loisir & avec sa fougue

Digitized by Google

accoutumée. Nous n'avons saisi de ses clameurs souvent couvertes d'applaudissemens & de murmures, que la confidence énigmatique d'un *plan* de contre-révolution dont il a fait entendre que les *racines* n'étoient pas loin de la salle (*Bravo ! Bravo !*) ensuite, *dangers*, *piéges*, *perfidies*, *œil de la pénétration*, *masque*, *aristocrates*, *prêtres réfractaires*, *poignarder la patrie*, *Rois*, *tyrans*, *despotes*, *arsenaux*, *démon de la guerre lancé*, *mines*, *souterrein*, *tison... La mort*, *mille morts*, *avant de souscrire à aucun accommodement* (*Bravo ! Bravo !*)... *Attitude*, *grandes mesures*, &c. Plusieurs voix lui ont envain crié : *point de phrases*, *des moyens*. Il a demandé ; « que manque-t-il donc à ce pouvoir exécutif ? N'a-t-il pas & la gendarmerie & la garde nationale. --- *Oui*, lui a dit une voix, *la garde nationale de Marseille*. --- Et les troupes de ligne, a-t-il continué (on auroit pu ajouter : & *le régiment d'Erneſt* ?) ; & cependant il n'exécute rien ! ... Pourquoi ? parce qu'un ministre est à nos yeux une chose sacrée à laquelle nous n'osons toucher... » Nous ne citons de pareils traits qu'afin de montrer que tout peut se dire.

M. *Isnard* a indiqué pour moyens infaillibles de succès, la nécessité d'accuser, de punir, de faire un grand exemple des boute-feux, non de la démocratie, mais toujours de l'aristocratie ; & ses adresses envoyées, de quinzaine en quinzaine, à toutes les municipalités du royaume, adresses intitulées : *la vérité au peuple par ses représentans*.

Instruit de la manière dont la vérité & les représentans courroient risque d'être accueillis à Ourcamp, M. *de Vaublanc* a sagement attribué le comble du désordre à cette défiance universelle que l'on semble chercher à augmenter ; & il a

. . . . . .

Digitized by Google

proposé d'autoriser le conseil général des départemens à convoquer, s'il le juge nécessaire, les électeurs pour choisir, à la majorité absolue des suffrages, un citoyen qui auroit dès-lors & seulement pour un mois, le droit d'appeller à lui tous les citoyens déterminés à se vouer au maintien de l'ordre. M. *Guadet* a crié au parjure; que 83 dictateurs étoient l'idée la plus inconstitutionnelle, & que M. *de Vaublanc* devoit être rappellé à l'ordre. Profondément affecté, M. *de Vaublanc* a repris la parole, a justifié ses intentions par ses preuves de civisme, a invoqué toute sa vie en témoignage, & a protesté, en pleurant, que s'il avoit le malheur d'attaquer sa constitution, il n'y auroit pas de tombeau, de gouffre, d'abîme qui pût le dérober aux remords de sa conscience, & que la France n'avoit pas de meilleur citoyen que lui. Son émotion, ses larmes, ont désarmé la sévérité civique de M. *Guadet*, & on les a beaucoup applaudis l'un & l'autre.

Le ministre de l'intérieur a entretenu l'Assemblée des progrès effrayans de l'insurrection, des troubles de Corbeil, de Jouy, de ceux qu'on redoutoit à Verneuil, à St. André, à Evreux; & ensuite des ordres donnés aux commissaires civils d'Avignon & aux départemens des Bouches-du-Rhône, de la Drôme & du Gard, pour repousser vers Marseille l'attroupement qui en est sorti; « de commencer par une proclamation instructive, paternelle, énergique; de se faire accompagner de volontaires nationaux bien-venus des patriotes, & de ne jamais séparer des corps de troupe employés, les commissaires des corps administratifs qui seuls annoncent la présence de la loi » (comme à Aix, &c.). Il a dit que le Roi venoit de faire partir MM. *de Muy* & *de*

Digitized by Google

Fezenzac pour Avignon, lieu qui paroît le plus menacé, suivant le bruit qu'on répand, que cet attroupement y va délivrer les prisonniers, *Jourdan Coupe-tête*, &c.

Alors le ministre de la guerre a rendu compte des forces que ces deux généraux patriotes vont commander. Elles consistent en 13 bataillons de troupes de ligne, 14 de gardes nationales, 2 escadrons de hussards; & ils pourront disposer, au besoin, d'un escadron & demi, & même de 25 bataillons de différentes divisions. Il est ordonné à ces généraux d'obéir scrupuleusement à toutes les réquisitions civiles; ce qui réduira naturellement leur énergie à la mesure de celle de tel administrateur ou municipe, que le Roi ne connoît pas plus que la nation entière.

M. *de Narbonne* a entrepris ensuite le rapport de l'opinion de MM. *de Rochambeau*, *Luckner* & *de la Fayette*, exposée dans le conseil du Roi, sur la situation militaire de la France. A ce sujet, le ministre a débité un long discours semé de traits d'esprit, de phrases à prétention, & n'offrant ni résumé bien clair, ni conclusions satisfaisantes. Nous ne pouvons en offrir ici que les traits les plus remarquables. Ces trois Messieurs voient qu'il est impossible de renoncer à la liberté, de souffrir qu'il soit porté aucune atteinte à la constitution par quelque combinaison de forces que ce puisse être (profession de foi encore plus morale que militaire); que se préparer à la guerre est l'unique moyen de l'éviter; qu'il faut rendre l'armée telle qu'en l'opposant aux puissances étrangères, on n'ait pas à compter sur la ressource du désespoir; rapprocher toutes les opinions vers un centre, « vers un *homme* ou vers une *idée*. » Nous

Digitized by Google

croyons que cet *homme*, cette *idée*, c'est le Roi. M. *de Narbonne* a dit pour son compte ou sur celui du monarque, de si étranges choses dans le genre actuel, que nous nous reprocherions de les omettre toutes.

« Le Roi, dont la probité est le caractère le plus éminent, a senti & sentira plus vivement que jamais dans cette crise, qu'*il est impossible de précipiter la France dans la dissolution plutôt que de lui faire accepter une forme de gouvernement moins libre* (applaudi, comme si la France avoit un gouvernement, une existence honorable & libre). Il ordonnera à ses ministres de considérer la constitution comme une loi qu'il ne faut jamais enfreindre, & qu'il importe de faire exécuter; d'écarter tous les obstacles, & de se regarder comme *actionnaires* dans l'entreprise qu'ils dirigent..... Les Hollandois & les Brabançons ont aussi voulu la liberté; mais ils ont succombé sous la force des armées qu'on leur a opposées. Il faut se rappeller ces tristes exemples, pour en observer les causes & en appercevoir l'horreur..... Si nous avions la guerre, la Suède, la Russie & l'Espagne pourroient envoyer des vaisseaux débarquer sur nos côtes... » Ici les galeries ont tonné; le président les a rappellées à l'ordre, au respect; M. *Grangeneuve* a observé qu'elles n'avoient *rien dit*; & le ministre a repris la parole, & a combattu les flottes & les armées au moyen de l'*esprit national*. « Mais, s'est-il écrié, que deviendroit l'esprit national, si le désordre augmentoit le nombre des mécontens ?..... si l'Assemblée continuoit à souffrir que plusieurs de ses membres parlassent du Roi avec défiance, & continuassent de lui refuser le respect qu'il

Digitized by Google

est de notre devoir & de notre intérêt de lui marquer ?..... »

« Les amis de la liberté ont besoin du Roi, a poursuivi le ministre ; & le Roi a besoin des amis de la liberté... Que l'Assemblée *se prononce fortement pour l'ordre.* « Les soldats sont déshabitués de la discipline : transformés en Assemblées délibérantes, ils ne manqueroient pas de dénoncer, pendant la guerre, & les manœuvres & les généraux, & une minorité turbulente décideroit des évènemens. L'armée Françoise a fait de grands pas vers la discipline depuis l'année dernière... Elle a eu grand tort de méconnoître l'étendue de ses devoirs ; elle a besoin d'entendre le nom du Roi. » Enfin, à la nécessité de six mille recrues, à la crainte de ces pétitions irrégulièrement accueillies qui achèveroient de désorganiser l'armée, &c., ont succédé six articles déclarés indispensables par les trois généraux, soit pour faire la guerre, soit pour maintenir la paix ; conditions, moyens, sans lesquels ces généraux seroient réduits à ne pouvoir défendre la cause de la liberté avec succès ; mais ils ne survivroient pas à sa perte. La discussion ramènera les six articles. On a décrété l'impression du tout.

Du mardi, séance du soir.

Sur le rapport de M. *Rouyer*, au nom du comité de marine, l'Assemblée a décrété d'urgence, que M. *d'Estaing* pourra remplir les fonctions d'amiral, sans que cette place l'empêche d'avancer à son tour dans l'armée de terre ; mais qu'il ne touchera que les appointemens de la place qu'il remplira.

Une députation de femmes est venue présenter

Digitized by Google

à la barre une pétition, qu'on a dite signée des 300 citoyennes de Paris. Elles veulent défendre la patrie, leurs enfans, elles-mêmes, venger leurs époux, leurs fils, & s'y croient autorisées, à moins que les droits de l'homme ne puissent s'appliquer à la femme; ce dont le contraire leur est physiquement démontré. Ayant goûté les prémices de la liberté, elles brûlent de prouver aux tyrans qu'elles ont aussi du sang à répandre, & demandent qu'il leur soit permis de s'armer de pistolets, de sabres, de piques, de s'exercer, au champ de mars, les dimanches, sous le commandement des ci-devant gardes-françoises, en se conformant aux réglemens que leur prescrira la sagesse de M. *Pétion* le maire.

Les galeries & une partie de l'Assemblée ont chaudement applaudi, & le président a répondu à ces amazones de *clubs*, des rues, & des 5 & 6 octobre 1789, que les françoises s'illustrèrent souvent par leur courage. *Vous alliez*, leur a-t-il dit, *les myrtes aux lauriers!* L'Assemblée & la nation applaudissent à une démarche, propre à ranimer l'enthousiasme des hommes assez lâches &c. Il a fini par inviter ces Dames aux honneurs de la séance.

M. *Thuriot* a obtenu l'impression de la harangue & la mention honorable. M. *Chabot* la renvoyoit au comité militaire; d'autres au comité de l'ordinaire des finances; de plus ingénieux encore au comité des liquidations... Au milieu des horreurs de la misère, des meurtres, de l'anarchie, on a beaucoup ri, & l'on s'est trouvé à l'ordre du jour.

Le ministre de l'intérieur a retracé les crimes de ces temps malheureux, proposé d'honorer la mémoire de M. *Simonneau*, tanneur, maire

Digitized by Google

d'Etampes, & a formé une demande qui tournée en motion, par M. *Lacroix*, a été décrétée ainsi d'urgence :

« Les administrateurs du département de Paris sont autorisés à envoyer dans le département de Seine & Oise six cents hommes de gardes nationales avec deux pièces de canon, & deux cents hommes de gardes nationales & deux pièces de canon dans le département de l'Eure, pour, sur la réquisition des corps administratifs de ces départemens, y rétablir & maintenir la tranquillité publique. »

M. *Thuriot* s'est élevé contre la sortie des citoyens de Paris ; il désiroit qu'on n'en tirât que des troupes de ligne, & prétendoit que les auteurs des troubles des environs n'étoient que « des brigands que *Bouillé* n'avoit pas voulu enchaîner sous les murs de Nancy. » *Oui, oui, oui*, ont crié les galeries en applaudissant avec fureur. « Nous sommes trahis par tout le monde, a-t-il continué. --- *Oui, oui*, disoient les galeries. --- On ne connoît plus aucunes bornes ; on ne respecte plus l'Assemblée nationale. Ce matin le ministre l'a calomniée, & a été applaudi. -- *Vous divaguez*, lui ont crié plusieurs membres. » Les galeries leur ont crié : *à bas, à bas*, en les couvrant de bruyantes huées. M. *Mazulier* a gémi de tant d'heures perdues lorsque le royaume est en feu ; les huées des galeries lui ont imposé silence.

M. *Cahier de Gerville* a observé qu'on avoit tort de supposer les attroupemens composés de brigands, de vagabonds venus de toutes les parties de la France ; que ce sont les habitans des municipalités du pays qui causent eux-mêmes ces désordres. M. *Chabot* a voulu soutenir que

Digitized by Google

c'étoient des brigands étrangers ; il eſt deſcendu de la tribune aſſailli des brouhaha de l'Aſſemblée & des applaudiſſemens des galeries.

Des magiſtrats d'Etampes ſont venus prier l'Aſſemblée de prendre des mesures inconſtitutionnelles pour obvier à la cherté des bleds qui les met en danger. La peur oublie que la liberté ne taxe rien. Ils ont reçu les honneurs de la ſéance.

Un orateur du fauxbourg St. Antoine, au nom des *hommes du 14 juillet*, a débité une longue harangue contre des placards où il eſt fait mention de la misère & des regrets du peuple ; contre des feuilles où « l'Aſſemblée nationale eſt repréſentée, a-t-il dit, comme une horde de brigands & d'aſſaſſins » ; contre les ſpectacles où l'on « proclame le deſpotiſme & l'idolâtrie »... « Eſt-il étonnant, qu'un peuple trompé tant de fois s'imagine que les libelles dont on infecte le royaume ſe fabriquent ſur les marches du trône (*applaudi*) ? » Il s'eſt plaint de ce qu'on ſubſtituoit l'ariſtocratie des richeſſes au pouvoir de la naiſſance. « C'eſt toujours du pied du trône que le fleuve de la corruption ſe répandra dans toutes les veines du corps politique. » Les légiſlateurs doivent s'occuper des ſubſiſtances, de remettre les aſſignats & l'argent au pair, d'être inexorables envers les conſpirateurs, & plus encore « envers les ſcélérats hypocrites qui nous égorgent, la conſtitution à la main. » L'Aſſemblée peut compter ſur le ſecours des *piques & des vertus* du peuple. « Il vaut mieux ſervir les nations que les Rois ; ces derniers ſont toujours de mauvais maîtres, & mépriſent leurs valets... L'éponge des ſiècles peut effacer du livre de la loi le chapitre de la royauté... Les courtiſans,

Digitized by Google

les Rois, les ministres, la liste civile passeront; mais les droits de l'homme, la souveraineté nationale & les piques ne passeront jamais... » — Le président a loué le patriotisme des hommes à piques, les a remerciés de leurs avis, de leurs offres, & M. *Isnard* a fait décréter l'impression de ces grandes & belles vérités. La députation a reçu les honneurs de la séance.

Du mercredi, 7 mars.

M. *de Bougainville* a écrit à l'Assemblée, que lui-même a publié la lettre par laquelle il refuse de l'emploi dans la future marine nationale. Il lui mande : « Je l'ai fait imprimer pour ne pas trahir la chose publique. » On est passé à l'ordre du jour sans avoir besoin de le décréter.

Une lettre municipale, signée *Pétion*, tendant à repousser l'inculpation de retard dans la répartition des rôles de Paris, à porté à 43 millions 362,584 livres les sommes rentrées, en capitations, vingtièmes, &c. contributions foncière & mobiliaire, patriotiques & patentes, non compris 7 millions remis directement à l'Assemblée nationale & delà, est-il dit, au trésor public; dans l'espace de 28 mois, du 1^er^. novembre 1789, jusqu'au 1^er^. mars 1792.

On alloit lire de nouvelles dépêches relatives aux troubles des départemens; mais il a été jugé plus convenable de les renvoyer, sans les lire, à une commission centrale, formée hier d'après un plan proposé par M. *Tardivaux*.

L'impossibilité de suivre l'ordre que prescrivent les tableaux hebdomadaires, &c. a induit M. *Lasource* à proposer un nouveau règlement qui n'ajoutera qu'au temps perdu.

M. *Dumas* avoit une espèce d'encyclopédie

Digitized by Google

toute prête sous ce titre. Il en a longuement impatienté une partie de l'auditoire, qui ne sentoit pas l'utilité de raisonnemens pareils à celui-ci : « Le président est un pivot central sur lequel tournent 750 volontés circonférentes. Il n'a aucune force réelle. Au milieu de tant de résistances inégales, l'état stationnaire ne peut être produit que par le résultat d'une majorité spontanée. Le rappel à l'ordre qui devroit être un trident n'est qu'un roseau avec lequel il lutte péniblement contre les flots de la parole, incertain s'il n'en sera pas submergé. » Ces tournures du législateur militaire, ont beaucoup fait rire, sur-tout le *roseau* & le *président submergé*.

« On a fait à une assemblée nombreuse, a ajouté M. *Dumas*, une fausse application des règles qui suffisent à un petit nombre, à de petits espaces, où les rapports se simplifient, où les difficultés s'isolent ; tandis qu'au contraire, dans une grande assemblée, les rapports se compliquent, se généralisent, les moyens de combattre demeurent particuliers, des hommes agités par un esprit anti-social, chez lesquels la raison politique est réellement dépravée au point que l'organisation publique leur paroît toujours un principe d'oppression, cherchent une force, un principe qui n'existe plus pour eux, ainsi que des aveugles voudroient tâter la lumière. » Ces raisons sont 30 mille fois meilleures pour la France entière.

M. *Dumas* a été honnêtement éconduit de la tribune par tous les moyens connus, & le réglement de M. *Lafource* est devenu loi. En voici les principales dispositions. Les séances du matin dureront 5 heures. Les ajournemens fixes s'ouvriront à 2 heures. Il y aura trois séances du soir par semaine, les mardi, jeudi, samedi. Les élec-

Digitized by Google

tions se feront au moyen de billets mis dans une boîte en entrant, dans la salle, & l'on nommera les commissaires en suivant l'ordre alphabétique.

Nous parlerons ailleurs d'un rapport commencé par M. *Lefont Ladebat* sur les dépenses & les recettes de 1792.

Du jeudi, 8 mars.

On n'a pas voulu laisser achever la lecture d'une lettre signée *Texier*, qui assure que les puissances étrangères & les émigrés ne sont point les ennemis du peuple François, qu'au contraire leur intention est de le délivrer des factieux qui le tyrannisent, & sur-tout des républicains. M. *Gilbert* a invoqué l'ordre du jour : on y est passé sans achever la lecture.

M. *Hérault de Séchelles* a lu les observations rédigées sur la conduite de M. *de Bertrand*. Il ne s'y trouve rien que ce qu'avoient déjà dit les dénonciateurs du ministre.

Voici ses crimes : 1°. il a laissé ignorer à l'Assemblée l'état d'abandon du port de Brest, la défection des officiers de la marine ; 2°. il a publié, le 14 novembre, qu'aucun officier n'avoit quitté son poste. Là-dessus, longue dissertation sur le mot *poste* qui finit par signifier *le royaume* ; 3°. il a donné un nombre excessif de congés sans causes légitimes. A la suite de ces notes, l'Assemblée déclare au Roi qu'il ne jouira d'aucun repos que le jour où ses ministres auront fait « la conquête de la confiance nationale. » Quatre commissaires ont dû porter, le jour même, ces notes à S. M.

Un décret d'urgence a ordonné que la caisse de l'extraordinaire versera au trésor national, quoique la recette ait été, dit-on, plus forte, en fé-

Digitized by Google

vrier qu'en janvier, de 3 millions, les sommes de 20,275,514 liv., pour compenser la différence entre la recette & la dépense ordinaire, & 2,936,220 liv. montant de dépenses particulières de 1791 ; plus 15,278,149 liv. montant de dépenses particulières de 1792 ; & 1,912,994 liv. montant de dépenses à la charge des départemens, payées par la trésorerie nationale dans le mois de février ; total 40 millions 402,877 livres.

M. *Sédillez* a lu le projet de décret sur le mode du séquestre des biens des émigrés. A ce sujet, M. *Lamarque* s'est étayé du prétexte que la triple contribution qui grèvera les biens séquestrés, classe le décret parmi ceux pour lesquels on se passe de la sanction royale ; & du prétexte qu'un *veto suspensif* seroit un *veto absolu* pour un objet qui ne peut être différé de trois législatures, & que la constitution n'admet pas de *veto absolu*. M. *Dubuyet* a répondu que c'étoit une indemnité que payeroient les émigrés, & non une véritable contribution qu'il faudroit rendre égale pour tous les François d'après la constitution jurée ; que le mot *contribution* n'a servi là que de mesure propre à fixer la quotité des sommes auxquelles on vouloit condamner les émigrés ; qu'étendre les pouvoirs de l'Assemblée, c'est violer la constitution, c'est se parjurer. Il auroit pu ajouter, que tout au monde étant susceptible d'une évaluation en argent en ce qui concerne la propriété, & la contribution pouvant y servir d'échelle nominative ; aucun décret d'ailleurs n'excluant rigoureusement l'urgence, il seroit facile à l'Assemblée de se délivrer de la sanction & de se constituer ainsi pouvoir unique, s'il suffisoit pour cela de deux paradoxes.

Digitized by Google

M. *Quinette* a dit que l'Assemblée avoit jetté un voile sur cette question ; mais oubliant que ce voile est un serment solemnel, il n'a pensé qu'au danger qu'il y auroit à le soulever *aujourd'hui*. Il a demandé que la *question indécise* fût écartée ; & pour éviter qu'on décrétât de passer à l'ordre du jour, décret qui l'eût jugée négativement & suivant la constitution, il a proposé de mettre aux voix l'urgence du projet de M. *Sédillez*, ce qu'on a fait. Tels sont les quatre articles décrétés :

« L'Assemblée nationale, voulant déterminer promptement la manière dont les biens des émigrés, qu'elle a mis sous la main de la nation par son décret du 9 février dernier, seront administrés, & fixer l'indemnité provisoire que la nation a droit de prélever sur ces biens, ainsi que les exceptions que la justice exige ; après avoir entendu le rapport de son comité de législation, & décrété l'urgence, décrète ce qui suit :

Aliénation.

« Art. I. Les biens des François émigrés ayant été mis sous la main de la nation par le décret du 9 février dernier, l'Assemblée nationale déclare nulles toutes dispositions relatives à la translation de la propriété, de l'usufruit, ou de la possession de ces biens, qui auroient été faites postérieurement à la promulgation du décret du 9 février, ainsi que toutes dispositions qui pourroient être faites par la suite, tant que lesdits biens demeureront sous la main de la nation. »

Administration.

« II. Ces biens, tant meubles qu'immeubles, seront administrés, de même que les domaines

Digitized by Google

nationaux, par les régisseurs de l'enregistrement, domaines & droits réunis, leurs commis & préposés, sous la surveillance des corps administratifs, d'après les règles prescrites par les décrets des 9 mars, 26 & 28 mai, & 19 août 1791, concernant l'administration des domaines nationaux. »

Meubles.

« III. L'administration, quant aux meubles, effets mobiliers & actions, se bornera aux dispositions nécessaires pour leur conservation; il en sera dressé des états, ou inventaires sommaires, par des commissaires nommés par les directoires de district, en présence de deux membres de la municipalité du lieu; un double de ces inventaires sera déposé aux archives du chef-lieu du département. »

« IV. Les personnes qui se trouveront en possession actuelle de ces meubles pourront y être conservées, en se chargeant, au bas de l'inventaire, de les représenter à toutes réquisitions, & en donnant caution de la valeur. »

« Dans le cas où personne ne se trouveroit en possession des meubles, ou préposé à leur garde par le propriétaire, comme aussi dans le cas où les possesseurs ou préposés refuseroient de s'en charger & de donner caution, les commissaires qui procéderont à l'inventaire pourront y établir des gardiens, ou pourvoir de toute autre manière à leur conservation. »

Du jeudi, séance du soir.

Le ministre de la guerre a dit à l'Assemblée que M. *Barbantane*, commandant du régiment d'Ernest désarmé & forcé de sortir d'Aix par une troupe de Marseillois, n'ayant pris aucune

Digitized by Google

mesure contre ces entreprises, s'étant borné à des *parlementages* avec des séditieux qui agissoient, ayant cru sauver sa responsabilité en confiant au major le sort de ces braves Suisses déjà trop compromis, le Roi avoit ordonné à M. *de Coincy*, officier-général, de suspendre de son commandement M. *de Barbantane*, qui sera jugé par une cour martiale; & a donné des ordres pour que ce régiment reçoive des armes, & que le directoire fasse restituer celles qu'à la voix du major ces militaires ont déposées au quartier avec une subordination admirable, & que la multitude a pillées; justice d'autant plus importante à rendre promptement, que la négliger ce seroit mettre un obstacle honteux au renouvellement des capitulations entre la France & des fidèles alliés.

Passant aux insurrections qui se manifestent de toute part, M. *de Narbonne* a témoigné qu'il se verroit bientôt dans l'impossibilité de fournir toutes les forces demandées; & il a cru devoir appeller l'attention des membres les plus distingués de l'Assemblée..... Ces mots ont excité le plus violent tumulte. « Nous sommes tous *également distingués*, » crioient MM. *Chabot*, *Merlin*, *Charlier* & plusieurs autres, qui ne soupçonnoient pas qu'*également* & *distingués* se contredisent & s'entr'excluent dans une Assemblée, & qui vouloient que le ministre fût rappellé à l'ordre. — *A l'ordre..... Oui, oui, à l'ordre, à l'Abbaye, à l'Abbaye*, ont crié les galeries interlocutrices & co-délibérantes, que nous aurons à citer souvent dans l'analyse de cette séance; & ces vociférations, elles les accompagnoient d'applaudissemens redoublés.

On veut, a dit en substance le président, que

Digitized by Google

je rappelle le ministre à l'ordre, parce que « tous les membres de l'Assemblée sont également distingués. — *Oui, oui*, ont encore crié les galeries. » Il leur a fait observer qu'elles ne pouvoient pas prétendre à influencer les délibérations du corps législatif, & a mis la proposition aux voix. Elle a été décrétée. « Avant que j'exécute le décret, le ministre sera-t-il entendu? — *Oui, oui*, disoient plusieurs membres. — *Non, non*, crioient MM. *Chabot*, *Merlin* & autres; & les galeries ont crié : *non, non, non.* » L'Assemblée a néanmoins décidé qu'elle écouteroit le ministre.

Il a dit qu'il étoit loin de croire que les membres de l'Assemblée ne fussent pas tous également distingués par leur patriotisme & leurs sentimens; que son intention avoit été de désigner ceux dont l'influence est plus marquée, qui ont plus d'éloquence ou de connoissances locales; qu'au surplus, il se soumettroit docilement au décret. On a réclamé l'ordre du jour. Nouvel incident conforme de ces débats. « Motivez-le sur l'amende honorable du ministre, a dit M. *Charlier*. — Non, non; gardez-vous en bien, a répondu M. *Rouyer*; je vais vous en montrer le ridicule. L'homme ne s'élève jamais tant que lorsqu'il reconnoît ses torts. Faire mention de l'amende honorable au procès-verbal, ce seroit *relever* le ministre (*bravo*). Décrétez que d'après les explications qu'il a données, l'Assemblée est passée à l'ordre du jour. — *Aux voix.* -- *Non.* — *Oui.* Personne ne s'entend. *Je demande la parole sur la rédaction*, a crié dix fois M. *Chabot*. -- *A l'ordre, à l'ordre*, lui répondoient trois cents voix. --- *Sur la rédaction*, répétoit M. *Chabot*. --. *L'appel nominal*, a dit M. *Merlin*.

Digitized by Google

— *Oui, oui, l'appel nominal*, redisent les galeries en battant des mains. Deux épreuves dans le tumulte. M. *Chabot* sera entendu; il ne le sera pas. Cette dernière décision l'emporte sur l'autre, & la motion de M. *Rouyer* est décrétée.

Mais tout n'est pas fini. M. *Chabot* prend M. *Rouyer* à partie, & l'accuse d'être payé de la liste civile; gesticulations très-vives qu'on nous dispensera de caractériser. Des instances multipliées sont enfin parvenues à calmer l'indignation de M. *Rouyer*, qui bouillonnoit encore, quoiqu'elle eût trouvé d'assez prompts moyens de refroidir celle de M. *Chabot* qui ne pouvoit guère plus que murmurer. Le ministre a repris la parole.

Des ordres de sa Majesté pour que par tout force reste à la loi, M. *de Narbonne* est arrivé au réglement de discipline, & a cru émousser les réclamations en observant que le comité l'avoit jugé conforme aux décrets; & il a fini par dire: « dédaigner d'annoncer qu'on a raison, quand on a le droit en sa faveur, ne m'a jamais paru que la vertu d'un sot. » Son mémoire a été renvoyé au comité.

Nouvelles de troubles, d'attroupemens, de taxes arbitraires, dans le département de Seine & Marne. La députation suppose un complot général d'éparpiller les forces. Les administrations & les municipalités sont résolues à ne point céder aux factieux. On applaudit.

Cinq soldats du régiment de la couronne s'annoncent, à la barre, comme *représentans de tous leurs camarades*. Point de pétitions collectives. Nul corps armé ne délibère. C'est violer la constitution. Un membre le prouve. Longue rumeur. M. *Charlier* soutient le droit sacré de pétitionner. Le préopinant insiste, quelques

Digitized by Google

membres appuyent ; les galeries crient : *à bas, à bas, à bas* ; mais tout peut s'arranger. M. *Lacroix* propose de demander à ces mêmes soldats qu'il a très-bien entendus se donner pour représentans du régiment, s'ils parlent individuellement & pour eux seuls. En ce cas, on les écoutera en conscience. « Ils souffrent *individuellement* avec *tout le reste du régiment*, a dit M. *Rouyer*. « On rit aux éclats, on bat des mains. Il faut les entendre. -- *Oui, oui*, opinent à grands cris les galeries. -- Interrogés, les soldats répondent qu'ils parlent en leur nom, & débitent leur harangue. C'est le réglement de discipline qu'il est instant de changer. Ils ne s'y sont soumis *que provisoirement*, n'étant pas des esclaves. L'Assemblée est priée d'avoir égard aux corrections qu'ils y ont faites. Chaque phrase a été couverte d'applaudissemens. Le président leur a parlé de la nécessité de joindre la discipline au courage, & de l'exacte équité ; leur a promis tout l'intérêt de l'Assemblée pour des soldats qui « comme eux savent respecter les loix &. sauront vaincre ou périr. » Ils ont reçu les honneurs de la séance au bruit des applaudissemens.

M. *de Narbonne* a glissé quelques mots sur le danger qu'il y auroit à voir arriver, tous les jours, des députations de soldats pour présenter des pétitions en refonte de loix. Le réglement sera distribué & mûrement examiné.

Apologiste de M. *de Barbantane*, son beau-frère, M. *de Girardin* a dit que ce commandant s'étoit exposé à tous les périls pour empêcher le sang de couler ; que son tort est d'être *très-patriote* & d'appartenir à une société (*les jacobins*) persécutée en tout lieu, même par les puissances

Digitized by Google

étrangères; que M. *de Barbantane* ne craindra point un jugement, & prouvera que « lorsqu'on est *obligé* de donner des places aux *patriotes* on ne les garde pas long temps, parce que leur conduite déjoue toutes les intrigues. » Reste à prouver quelles intrigues a déjoués ce *patriote* en laissant désarmer & chasser d'Aix un régiment.

La séance a fini par deux décrets, dont l'un accorde quelques cent mille francs pour des travaux & l'achèvement d'églises à Paris, & l'autre à statué, d'urgence, les deux articles suivans:

« Art. I. Les douze officiers-généraux qui sont à la nomination du Roi, pourront être choisis parmi les maréchaux-de-camp non employés, qui, lorsqu'ils ont obtenu ce grade, n'étoient point en activité effective de service, pourvu que depuis l'époque à laquelle ils ont reçu le brevet, ils n'aient pas quitté le royaume; qu'ils aient prêté le serment civique & aient servi dans la garde nationale, ou qu'ils aient rempli des fonctions publiques à la nomination du peuple. »

« II. Les colonels & lieutenans-colonels qui, en vertu du décret du 15 février 1791, ont demandé, obtenu & préféré le grade de maréchal-de-camp en retraite au service effectif qu'ils faisoient dans leurs régimens, ne pourront être nommés par le Roi, quand même ils réuniroient toutes les conditions mentionnées dans l'article précédent. »

Du vendredi, 9 mars.

On a lu & renvoyé au comité militaire, une lettre de la commune de Baucaire, qui dénonce la ville d'Arles comme le boulevard de l'aristocratie, & qui finit ainsi:

« Le bruit de son canon se fait entendre à nos oreilles, mais ne nous épouvante pas, parce

Digitized by Google

que le canon de la constitution fera plus de bruit que celui de la révolte ; nous demandons seulement les armes que nous sollicitons depuis long-temps. »

Signé, les Officiers municipaux, &c.

Pourquoi donc homologuer ainsi de vrais cartels de guerre civile ?

Des débats qui n'éclairciroient rien, ont abouti à l'adoption, d'urgence, de 6 articles proposés par M. *Turbé*, relatifs aux subsistances. Ils ont mis à la disposition du ministre de l'intérieur 10 millions en-sus des 12 qu'il a déja reçus. Ces 10 millions & le restant des 12, seront employés à l'achat de grains ou de farines dans l'étranger seulement ; il en rendra compte tous les 15 jours, & se conformera aux décrets sur les déchargements, transports & acquits à caution.

Les sous-officiers du 24^e^. régiment d'infanterie, ci-devant Brie, désavouent les signatures énoncant leurs noms, mises au bas de la réclamation contre le règlement de discipline, & protestent de leur entière soumission aux loix. Ceux qui admettoient la pétition des 5 soldats, même comme collective, ont opposé le mot *collective* à la mention honorable d'une lettre de soldats fidèles qui ne demandoient rien. MM. *Rouyer*, *Cénsonné*, &c. l'ont emporté sur les instances de plusieurs membres, qui sollicitoient cet acte de justice, & l'on est passé à l'ordre du jour.

Du samedi, 10 *mars*.

M. *Brissot* a dit qu'il paroissoit décidé, dans le comité diplomatique, de laisser tomber dans le silence & l'oubli, le dernier office de l'Empereur & la dénonciation portée contre M. *De-*

Digitized by Google

Deſſart; & il a demandé à être entendu à l'ordre de deux heures ſur l'une & ſur l'autre affaire. Etonné de l'aſſertion de M. *Briſſot*, M. *d'Averhoult* lui a rappellé que, devant lui-même, le comité avoit pris une réſolution toute oppoſée, & que M. *Koch* étoit chargé du rapport. « Il ne m'en a parlé qu'avec indifférence, a répondu M. *Briſſot*, & ſon rapport ne ſera prêt que mardi; or, ſuivant des nouvelles récentes de M. *Deleſſart*, l'Empereur vient de donner l'ordre de marcher à 10,000 hommes de plus que les 30,000 annoncés. » M. *de Jaucourt* a ſoutenu le dire de M. *d'Averhoult*. M. *Grangeneuve* s'eſt écrié que « la nation ne ſeroit plus *gouvernée* par l'Aſſemblée, mais par les comités » (ce qui ſera également inconſtitutionnel ſi le *gouvernement* eſt monarchique; *conſtitution*, *tit.* 3, *art.* 4). Les galeries ont opiné comme M. *Grangeneuve*, en criant : *oui*, *oui*, *oui*, & en battant des mains. M. *Briſſot* a ajouté honnêtement que M. *de Jaucourt* en impoſoit à l'Aſſemblée. On a fermé la diſcuſſion, & décrété que M. *Briſſot* ſeroit entendu à l'ordre de deux heures.

Voici l'article V, ou *des exceptions*, ajouté d'urgence au décret ſur le ſéqueſtre des biens des François émigrés :

« V. Ne ſont point ſujets aux diſpoſitions du préſent décret les biens des François établis en pays étranger avant le premier juillet 1789; ceux dont l'abſence eſt antérieure à la même époque; ceux qui ne ſe ſont abſentés qu'en vertu d'un paſſe-port, pour cauſe de maladie; ceux qui ont une miſſion du Gouvernement, leurs épouſes, pères & mères domiciliés avec eux; les gens de mer, les négocians & leurs facteurs, notoirement connus pour être

Digitized by Google

dans l'usage de faire, à raison de leur commerce ; des voyages chez l'étranger ; ainsi que ceux qui justifieroient par brevets, inscriptions, lettres d'apprentissage, ou qui, notoirement, eussent été connus avant leur départ pour s'être livrés à l'étude de quelques arts, sciences ou métiers, & ne s'être absentés que pour acquérir de nouvelles connoissances dans leur état. »

Nos lecteurs sont probablement curieux de connoître les noms des membres de la *commission des douze*, établie par le décret du 6 mars, pour s'informer des causes des troubles du royaume, & présenter au corps législatif les moyens de les faire cesser. Ce sont MM. *Tardiveaux*, *Vimar*, *Lacroix*, *Jouneau*, *François de Neufchâteau*, *Delaistre*, *Rougier de la Bergerie*, *Broussonnet*, *Chassaignac*, *Gossuin*, *Fauchet* & *Bazire*.

Une lettre du Roi à fait part à l'Assemblée que Sa Majesté a nommé M. *de Graves* ministre de la guerre à la place de M. *de Narbonne*. M. *Sage* a proposé de déclarer que M. *de Narbonne* emportoit les regrets de l'Assemblée ; M. *Charlier*, d'ordonner que l'ex-ministre ne quittât point Paris qu'il n'eût rendu ses comptes. Cette mesure de M. *Charlier* a bientôt été seule décrétée, à l'égard de tous les ministres déplacés depuis le 13 septembre.

Après quelques déclamations vagues sur les intrigues dont ce changement étoit, selon lui, la conséquence ; sur la dignité de l'Assemblée qui doit les voir trop au-dessous d'elle pour y jetter jamais ses regards, quoiqu'il l'en occupât ; sur la conviction que « le gouvernement ne marche ni ne *peut marcher* » ; sur l'*hétérogénéité* de M. *de Narbonne* dans un ministère « qui *a semblé*

Digitized by Google

adopter l'inertie pour système »... M. *Ramond* a proféré comme un oracle cette grande vérité, qu'il faut que le gouvernement marche. Ensuite il a proposé de déclarer au Roi, « que, le système de son ministère *paroît* à l'Assemblée incompatible avec l'établissement de la constitution, & ne sauroit mériter la confiance de la nation ».

Trouvant la justification de M. *de Narbonne* dans sa révocation non-soll citée par l'Assemblée, M. *Rouyer* est tombé de tout son poids législatif sur tous les autres ministres, & a généralisé la motion de M. *Charlier*. Quelques lignes sans date, de M. *de Narbonne* ont annoncé que si Sa Majesté lui permet d'aller servir aux frontières, il partira, le soir même, pour Metz, d'où il enverra tous les comptes qu'on pourra désirer. On a encore remâché les mêmes propositions, & une lettre du garde-du-sceau en a arrêté une du Roi à l'Assemblée au sujet des observations sur le ministre de la marine. Nous l'insérerons ici :

« Messieurs, j'ai examiné les observations que le zèle & la sollicitude de l'Assemblée nationale l'ont portée à m'adresser sur la conduite du ministre de la marine. Je recevrai toujours avec plaisir les communications qu'elle croira utiles d'entretenir avec moi. Les observations qui m'ont été remises de la part de l'Assemblée me paroissent absolument conformes aux dénonciations sur lesquelles elle avoit déclaré n'y avoir lieu à délibérer. Je m'étois fait rendre compte alors des réponses que M. *Bertrand* avoit présentées contre les différens griefs, & j'avois porté le même jugement que l'Assemblée. Depuis, aucune plainte fondée ne s'est fait entendre relativement

Digitized by Google

tivement aux différentes parties de son administration ; & tout ce qui me revient de la part des colons, du commerce & des gens de mer, me présente des témoignages de son zèle & de l'utilité de ses services ; enfin aucune violation de la loi ne lui étant reprochée, je croirois manquer à la justice de lui retirer ma confiance. Au reste, les ministres savent bien que le seul moyen de l'obtenir & de la conserver, est de faire exécuter les loix avec énergie & avec fidélité. » *Signé*, LOUIS. *Et plus bas* : M. L. F. DUPORT.

Rentrant de nouveau dans la discussion interrompue, M. *Cambon* n'exceptoit de son excommunication des ministres que M. *Cahier de Gerville*. M. *Gensonné* se vantoit d'avoir déjà proposé au comité diplomatique l'idée de M. *Ramond*, qui l'a sèchement démenti en lui prouvant que sa motion ne regardoit pas le comité diplomatique. Selon M. *de Girardin*, M. *Delessart* étoit plus le ministre de *Léopold* que le ministre de *Louis XVI*. M. *Tarbé* raisonnoit juste ; c'est dire qu'il n'existoit que des murmures. Il trouvoit qu'en blâmant *le système du ministère*, on admettoit imprudemment une solidarité des ministres nuisible à l'Etat, à l'Assemblée, à la responsabilité. « Enfin, s'écrioit M. *Guadet*, les yeux sont dessillés... On cherche vainement en France le pouvoir exécutif... Dans l'intérieur, des aristocrates tiennent les rênes ; au-dehors, le Roi de Prusse, l'Empereur, le Roi d'Espagne *lui-même*, nous dictent des loix... Il faut un grand exemple... Que M. *Brissot* soit entendu (*bravo !* applaudissemens prolongés des galeries). » M. *Brissot*, devançant ainsi le comité, a pris la parole.

Digitized by Google

Il a promis, en débutant, de mettre l'Assemblée à portée de prendre une détermination sûre & convenable envers l'Empereur & M. *Delessart*. A l'en croire, M. *Delessart* avoit provoqué dans le comité, le décret inquisitoire qu'il blâma depuis comme violant l'initiative royale (contradiction qu'on auroit bien tardé à reprocher au ministre, si le fait est vrai). M. *Brissot* a ajouté que le message du Roi du 28 janvier, contenoit « *un triple mensonge.* » D'abord le Roi n'a point écrit à l'Empereur, car on ne nous a communiqué qu'une lettre de M. *Delessart* qui n'est pourtant pas le Roi. Ensuite, la lettre de M. *Delessart* est du 21 janvier, & non de 15 jours antérieure au message du Roi. Enfin, la lettre à M. *Kaunitz*, n'est pas conforme à *nos intentions*. » (Dans son message le Roi dit : *J'ai demandé une explication*, & non pas *j'ai écrit*. M. *Delessart* avoit écrit, au nom du Roi, dans les premiers jours de janvier. Le Roi annonce qu'il a *conservé les égards que se doivent respectivement les puissances*; voilà ce qui n'étoit pas conforme, sans doute, aux intentions de M. *Brissot*, & à quoi se réduit le fondement de l'inculpation d'*un triple mensonge*.)

Arrivé à la *réponse de* M. *Kaunitz*, M. *Brissot de Warville* s'est étudié à prouver ce qu'on y lit à chaque page, qu'il existe un concert des puissances. Mais son commentaire sur les motifs de ce concert est si étrange, que nous triompherons, pour le rapporter, du dégoût qu'inspirent de semblables paradoxes.

Regarder tous la cause du Roi comme la leur propre, demander que *Louis XVI* & sa famille fussent mis en liberté, réclamer l'inviolabilité, la sûreté de leurs personnes, de leur honneur;

Digitized by Google

ne reconnoître pour loix légitimement établies en France que celles qui se trouveront munies du consentement volontaire du Roi jouissant d'une liberté parfaite, s'employer pour faire cesser le scandale d'une usurpation de pouvoirs qui porteroit le caractère d'une révolte ouverte, venger tout attentat ultérieur qu'on oseroit se permettre contre le respect auquel le droit de la nature & des gens oblige les sujets envers leurs princes.... « Voilà, s'est écrié M. *Brissot*, voilà les bases de ce fameux concert. Le croirez vous ? »

« Cette déclaration qui doit soulever d'indignation une nation fière, l'Empereur soutient qu'elle ne contient rien d'attentatoire à la dignité, à la sûreté, à l'indépendance du peuple François, en s'immisçant dans *les affaires* de la nation Françoise, en soutenant *contre elle* le chef du pouvoir exécutif; il n'attente pas à la souveraineté du peuple François, en l'avilissant jusqu'à traiter ses membres de *sujets d'une famille*, en faisant dériver de la nature & du droit des gens une *inviolabilité* qui n'est qu'une faveur de la nation (& la *sûreté*, la *liberté* !) ; il n'attente pas à la sûreté de la nation, en la menaçant de sa vengeance & de celle de toutes les puissances Européennes, si elle vouloit *continuer ses changemens* (il est question d'outrages, d'attentats) à l'égard de la royauté; en qualifiant ces *changemens* de révolte & d'insubordination; en prescrivant des bornes à ses innovations; en déclarant que lui & tous les princes ne reconnoîtront comme loix constitutionnellement établies en France que celles qui seroient émanées du consentement volontaire du Roi.... C'est-à-dire, qu'il violoit ici tous les principes de notre cons-

Digitized by Google

titution ; car, d'après ces principes, tout pouvoir vient du peuple, le peuple a droit de changer sa constitution & n'a besoin du consentement de personne ; c'est en conséquence de ce principe que l'acceptation du Roi étoit indifférente, inutile à son complément, & qu'elle n'étoit nécessaire que pour lui, que pour constater qu'il acceptoit la royauté constitutionnelle. »

« Quel est donc, poursuit M. *Brissot*, ce prétendu droit des gens ? Le droit des despotes... Qui a donné à *Léopold* la mission de protéger cette inviolabilité ? Est-ce le peuple ? Non. Son bras seul suffira. Est-ce le Roi ? Mais il n'auroit pû, sans crime, invoquer l'appui de l'Empereur contre la France. » (L'Empereur parle de factieux, de brigands, d'assassins qui attentent à l'honneur, à la liberté, à la vie de *Louis XVI*, son beau frère, son allié, Roi, homme & le plus vertueux des hommes & des Rois ; M. *Brissot* soutient que ces attentats avérés, impunis, inutiles, horribles à tous les peuples, réprouvés par toutes les loix humaines & par la constitution elle-même, sont la révolution, que des *changemens faits à la royauté* sont la constitution : les scélérats il les nomme *le Peuple*, *la Nation*, *la France*... Mais, il est applaudi avec transport des galeries & d'une partie de l'Assemblée.)

Il a plaint *Léopold* & les princes de l'Europe de l'aveuglement qui les prive des avantages infinis qu'ils retireroient d'une opinion publique, formée dans les sociétés populaires. Au lieu de calomnier les *jacobins*, l'Empereur devroit préparer en silence les Allemands au bonheur d'avoir des *clubs* ; « son trône s'affermiroit ainsi à l'ombre de notre sublime révolution. » Détruire les *clubs jacobites*, ce seroit attaquer les droits du peuple,

Digitized by Google

être & servir des tyrans... Enfin après sept mortels quarts d'heure d'une dissertation en ce genre, qui ravissoit les publicistes des tribunes, M. *Brissot* a conclu par deux projets de décrets, dont le premier, inconstitutionnel, prescrit au Roi des négociations que tous les fermens ne déferent qu'à Sa Majesté seule; & dont le second, rédigé contre M. *Delessart* qui, suivant M. *Brissot*, auroit dû, comme un *spartiate* mettre *Léopold* dans un cercle... est conçu en ces termes:

« L'Assemblée nationale considérant que le ministre des affaires étrangères a négligé ses devoirs, & trahi la nation. »

« 1°. En ne donnant pas connoissance à l'Assemblée de toutes les pièces qui tendoient à prouver l'existence d'un concert des puissances étrangères contre la souveraineté & l'indépendance de la nation Françoise. »

« 2°. En ne pressant pas les mesures propres à maintenir la sûreté de la France. »

« 3°. En différant jusqu'au 1er. mars, de rendre compte à l'Assemblée de l'office de l'Empereur, en date du 5 janvier. »

« 4°. En n'ayant, dans sa réponse à cet office, demandé aucune déclaration relative à l'existence de ce concert, en ayant au contraire affecté d'en douter. »

« 5°. En donnant, dans sa lettre à M. *Kaunitz*, des détails sur la situation du royaume, propres à en donner l'idée la plus fâcheuse. »

« 6°. En ayant professé, dans cette même lettre, une doctrine inconstitutionnelle & dangereuse. »

« 7°. En ayant lâchement demandé la paix. »

« 8°. En ayant, à dessein, traîné les négociations en longueur, de manière que nous

Digitized by Google

sommes, le 10 mars, au même état où nous étions au 31 décembre 1791. »

« 9°. En ayant négligé ou trahi les intérêts de la nation envers les puissances étrangères. »

« 10°. En ayant refusé d'obéir aux décrets de l'Assemblée nationale, décrète M. *Delessart* d'accusation. »

MM. *Dubayet* & *Boullanger* demandoient plus de maturité & de réflexion; M. *Merlet*, qu'on écoutât tous ceux qui voudroient parler en faveur de M. *Delessart*. M. *Haussy de Robecourt* s'est présenté; des clameurs l'ont empêché de se faire entendre. Il a déclaré n'être pas assez convaincu & en a été quitte pour de sourdes huées. « Dans le moment où vous allez faire un grand acte de justice, a dit M. *Guadet*, il faut écarter tout mouvement oratoire qui pourroit vous entraîner par l'enthousiasme (l'enthousiasme d'accusation!)... Toutes les *présomptions* sont contre M. *Delessart*... Lorsqu'on a *de telles preuves* contre un ministre, il faut lui ménager tous les moyens de faire éclater son innocence... Je crois donc que c'est pour lui que de demander un décret d'accusation. » (Applaudi avec transport.)

M. *Becquey* a rappelé que la lecture des dépêches de M. *Delessart* avoit été aussi applaudie *par les membres distingués*, lui ont crié plusieurs voix. -- Il s'est étonné que le comité qu'un décret avoit chargé de l'examen de cette affaire, n'ayant pas encore prononcé, un membre eût pu... « Aucun membre du comité diplomatique *n'oseroit* se lever pour justifier le ministre, a dit M. *Brissot*. » Sur ce défi, MM. *de Jaucourt*, *Briche*, *Baert* & *Ramond* se sont montrés à la tribune, & après un long vacarme des auxiliaires

de M. *Briſſot*, M. *de Jaucourt* a déclaré que le comité avoit eu des ſoupçons, mais non des preuves, & que M. *Briſſot* s'étoit conſtamment refuſé à communiquer ſon opinion, ſon travail ſur cet objet. -- « Cela n'eſt pas vrai, a crié M. *Briſſot*. -- Refuſé, a redit M. *de Jaucourt* & il n'oſeroit le nier encore. » Enſuite il a demandé que le diſcours de M. *Briſſot* fût renvoyé au comité qui juſtifieroit la confiance de l'Aſſemblée.

Pour éviter le danger des mouvemens oratoires, ſi déplacés lorſqu'ils provoquent la peine de mort, M. *Vergniaud* s'eſt mis à crier : « Ce n'eſt plus ma voix que je fais entendre ; c'eſt une voix plaintive qui ſort de la glacière d'Avignon. Je l'entends qui vous dit.... » Et il a renouvelé les imputations faites antérieurement à M. *Deleſſart* par M. *Fauchet*. « C'eſt notre ſang qui demande vengeance. » Puis écho de *Mirabeau*, il a ajouté : » Je vois d'ici les fenêtres du château, où l'on s'efforce d'amener la contre-révolution, après nous avoir fait paſſer par toutes les horreurs de l'anarchie. Il eſt temps de mettre fin à ces anxiétés ; & puiſque la terreur eſt ſi ſouvent ſortie, dans les temps antiques, de ce palais, qu'elle y entre aujourd'hui au nom de la loi ; & que tous ceux qui l'habitent ſachent que, ſi la conſtitution garantit au Roi ſon inviolabilité, aucune autre tête convaincue d'être criminelle, n'échappera au glaive de la loi. » Tout a retenti d'applaudiſſemens & de cris d'allégreſſe, & ces raiſons de M. *Vergniaud* ont déterminé l'adoption ſoudaine du décret que voici :

« L'Aſſemblée nationale, ſur la dénonciation motivée d'un ſes membres, décrète qu'il y a lieu à accuſation contre le ſieur *Deleſſart*, mi-

Digitized by Google

nistre des affaires étrangères ; charge le pouvoir exécutif de donner des ordres nécessaires pour le faire mettre en état d'arrestation, & faire apposer les scellés sur tous les papiers qui lui sont personnels, & qui pourront se trouver dans sa maison d'habitation. »

Du dimanche, 11 mars.

Ne s'étant absenté, hier, de chez lui, qu'afin d'éviter les violences d'une multitude égarée, M. *Delessart* a informé, ce matin, à quatre heures, de sa retraite momentanée, le directoire de Paris, qui a fait conduire cet ex-ministre à Orléans. On a écouté le récit de son arrestation dans un recueillement digne de remarque.

Le nouveau ministre de la guerre, M. *de Graves*, a témoigné, par écrit, aux législateurs, son dévouement à la constitution, en déclarant qu'il ne voit de succès possible qu'avec la confiance entière de l'Assemblée nationale. Sa lettre a été suivie d'un morne silence.

Des citoyens d'une section de Paris, dite de la *Croix-Rouge*, ont demandé que le *pouvoir exécutif* fût assujetti au payement des contributions publiques (grands applaudissemens). Il existe un décret qui soumet tous les fonctionnaires publics à une retenue sur leur traitement pour tenir lieu de contribution, a dit M. *Mailhe*; & le Roi est fonctionnaire public : un nouveau décret seroit donc fort inutile. D'après ce raisonnement, le simple ordre du jour ainsi motivé a soumis, sans la moindre discussion, *Louis XVI*, comme salarié, au premier impôt qu'il ait payé de sa vie; ce qui retranchera 4 à 5 millions de la liste civile.

La municipalité de Paris, le conseil de la commune & M. *Pétion* à leur tête, sont venus offrir *le tribut de leurs sentimens & de leurs vœux*.

Digitized by Google

au corps législatif à l'occasion du décret fulminé contre M. *Delessart*. « Il est donc vrai, a dit M. le maire, que la responsabilité n'est plus un vain mot; il est donc vrai que le glaive de la justice se promène indistinctement sur toutes les têtes, &c. &c. » Quand les ministres de l'ancien régime lançoient une lettre-de-cachet, il n'en alloit pas de la tête, de la vie du citoyen qu'elle frappoit, & jamais on ne vit les municipaux s'en réjouir en cérémonie & en féliciter publiquement l'accusateur, le ministre & la France. M. *Pétion* & ses co-députés ont reçus les complimens du président, des applaudissemens réitérés de l'Assemblée & des galeries & les honneurs de la séance.

On a fait lecture de la lettre suivante, écrite à l'Assemblée par M. *Delessart* :

Paris, le 11 *mars* 1792.

« M. le Président,

« Au moment de partir pour Orléans, il m'est permis de me plaindre que sans m'avoir entendu, sans avoir reçu aucun éclaircissement de ma part, l'Assemblée nationale ait prononcé contre moi le décret le plus redoutable, & que tandis qu'il lui étoit si facile de se convaincre de mon innocence, elle ait préféré de me présenter à la France & à l'Europe entière, comme prévenu du crime de trahison. Fort de ma conscience, je ne crains point le jugement auquel je vais me soumettre; je prouverai que toute ma conduite respire le respect des Loix, l'attachement à la constitution, l'amour ardent du bien public; je confondrai le mensonge & la calomnie; mais je regretterai toujours, comme fonctionnaire public & comme citoyen, que l'Assemblée nationale ne m'ait pas mis à portée d'obtenir d'elle-même la justice que

Digitized by Google

l'attends du tribunal auquel elle m'envoie. »

Sans discussion on est passé à l'ordre du jour.

Le ministre de l'intérieur a paru ensuite & a parlé de troubles. Il n'a pas tenu à lui qu'on ne crût que les bandits qui bouleversent le royaume sont, pour la plupart, des aristocrates qui ont des manières très-polies, & des chemises de belle toile. M. *Cahier de Gerville* a dit aussi qu'il touche au terme de sa carrière ministérielle, & que la patrie est en danger. On est passé à l'ordre du jour à la demande de M. *Bazire*.

Au moment où la publication des dernières dépêches officielles du Cabinet de Vienne, faisoient encore fermenter les imaginations, les inquiétudes, les craintes, les espérances ; la nouvelle la plus inattendue, & la plus certaine malgré son invraisemblance, est venue donner un autre cours à l'agitation des esprits. Vendredi soir un Exprès envoyé de Strasbourg par M. *Victor de Broglie* annonça la mort subite de l'Empereur, confirmée le samedi par un Courier que reçut M. *de Blumendorf*, & ensuite par des lettres même de M. *de Noailles*. Le Ministre Impérial porta ce funeste rapport au Château des Tuileries ; il est plus aisé de sentir que de rendre l'impression qu'il fit sur LL. MM., déjà frappées dans tant d'autres liens d'affection domestique, & que la Providence semble avoir destinées, sur un Trône où le Prince avoit fait asseoir toutes les vertus, aux épreuves que sa justice épargne quelquefois aux Méchans.

Digitized by Google

Le 26 Février, l'Empereur en parfaite santé avoit donné audience à *Ratib Effendi*, Ambassadeur Ottoman arrivé à Vienne. Le 27, il parut en public & ne ressentoit encore aucune incommodité ; mais le lendemain le mal se déclara subitement avec violence. Trois saignées furent administrées sans succès : depuis ce moment, personne, à l'exception de l'Impératrice & des gens de l'art, ne vit plus S. M. I., les avenues du Palais furent fermées ; & en trois jours, *Léopold II* qui, dans sa carrière de 45 ans, n'avoit essuyé aucune maladie grave, est expiré après un vomissement sanguinolent, & presque sans agonie. Dans plusieurs récits, tous infidèles, de ce triste évènement, on a parlé de vomique, d'épuisement par les saignées, d'excès précédens ; ces bruits sont absolument faux, & l'on peut croire à l'exactitude des détails que nous verrons de rendre. Les premiers Couriers en apporteront de plus circonstanciés, ainsi que des lumières sur l'opinion qu'on a à Vienne de ce malheur, sur les suites qu'on en prévoit, sur les premières dispositions qui l'auront suivi.

On ne l'a guères considéré à Paris qu'avec la lunette de l'intérêt de Parti. Les Jacobins l'ont appellé un coup du Ciel, & ont manifesté une exaltation de joie. Les Constitutionnaires divisés de sentiment n'ont prononcé aucune opinion décidée. Les Roya-

Digitized by Google

listes, d'abord consternés, ont bientôt repris courage, en se flattant de trouver dans le Successeur de *Léopold* des dispositions moins pacifiques.

Nous ne hasarderions pas sans témérité de lire ainsi dans l'avenir; mais il nous semble voir beaucoup d'exagération & de crédulité dans les conjectures extrêmes. L'Archiduc *François*, entré dans sa 25^e^. année, va prendre les rênes du Gouvernement. Il les tiendra sûrement avec le secours du même Conseil, & sur les mêmes bâses que son père. Aucun doute qu'il ne suive les impulsions données, seulement en leur imprimant peut-être celle de son caractère & de ses sentimens personnels. A coup sûr on ne se permettra nulle innovation quelconque dans le système intérieur & extérieur: les affaires des Etats Héréditaires, & celles du dehors qui concernent la politique propre de la Maison d'Autriche, seront invariablement poursuivies, & loin de se rallentir, il se pourroit que leur exécution fût accélérée. Ceux qui ont imprimé que la mort de *Léopold II* alloit changer tout le système de l'Empire, sont sûrement de fort habiles gens; mais à moins que le Cabinet de Berlin ne renonce subitement à des liens longuement tissus avant d'avoir été serrés, & dont les conjonctures ont fait une nécessité profondément sentie, la raison ordonne de croire que bien loin d'o-

Digitized by Google

pérer une Révolution dans la politique de l'Allemagne, la mort de l'Empereur ſera un motif de plus, & très-puiſſant, de s'affermir de toutes parts dans la marche combinée où l'on eſt entré.

Les arrangemens de forme, les beſoins d'étiquette, les Couronnemens, les preſtations de fidélité, &c. abſorberont ſans doute les premiers momens du nouveau Chef de la Maiſon d'Autriche. C'eſt au milieu de ces occupations, & avant d'être Empereur, que *Léopold II* fit marcher 50 mille hommes en Brabant, & le conquit; qu'il portoit 100 mille hommes en Bohême contre le Roi de Pruſſe, & négocioit un Traité de paix à Reichenbach.

L'Archevêque-Electeur de Mayence, Chancelier de l'Empire, va ſans délai, mettre en exercice les deux Vicariats Impériaux, qui de droit, ainſi qu'on le ſait, appartiennent à l'Electeur Palatin & à celui de Saxe. Probablement cette Vice-Gérence ſera de peu de durée, & l'on ſe hâtera de nommer le nouvel Empereur. Cette dignité ſuprême ſera conférée ſans aucune oppoſition au nouveau Souverain des Etats héréditaires d'Autriche. Son âge n'eſt point un obſtacle, comme on l'a ridiculement imprimé à Paris; puiſque les coutumes, l'Obſervance de l'Empire ſe bornent à décider ſeulement, qu'avant l'âge de 18 ans nul Mineur élu Empereur ne,

Digitized by Google

peut intervenir dans l'Administration des Vicaires de l'Empire. *Othon II* fut élu à six ans ; *Wenceslas*, à 15 ; *Joseph I*, à 12 ans.

L'élection va se régler de Cabinet à Cabinet : une fois convenue, les cérémonies n'absorberont qu'un temps fort médiocre, qui sûrement ne sera pas pris sur celui que réclament des occurences publiques, si importantes pour toute l'Allemagne.

L'Archiduc *François* a été l'élève de *Joseph II* ; il lui servit d'Aide-de Camp dans la funeste Campagne du Bannat, qui altéra la santé de l'Oncle & du Neveu. Ce dernier a donné depuis six ans une application soutenue aux affaires ; il est instruit, il connoît l'armée mieux que le dernier Empereur ; mais sa santé est assez délicate. — La nouvelle de la mort de *Léopold II* a répandu une grande consternation à Bruxelles.

Pendant cette semaine dernière vers la fin de laquelle s'est ouvert une éruption des plus graves évènemens, on a appris la nouvelle d'un changement inopiné dans le Ministère Espagnol. M. *de Florida-Blanca* a été renvoyé avec disgrace, le 27 Février : on le disoit arrêté & conduit dans une forteresse ? mais il a simplement reçu défense d'approcher des résidences de la Cour, & il s'est retiré dans ses terres de

Digitized by Google

Murcie. M. le Comte *d'Aranda*, si souvent appellé à l'Administration par le vœu public, a remplacé M. *de Florida-Blanca*, & se trouve à la tête du Conseil d'Etat. Faute de connoître les véritables causes de cette révolution de Cour, on a imaginé ici une émeute dans Madrid, dirigée contre M. *Godoï* qui a la confiance de la Reine, une connivence du Ministre disgracié avec les séditieux, & vingt autres sottises pareilles. Sur des informations que nous ne pouvons pas dédaigner, il paroît que ce déplacement, & l'avènement de M. *d'Aranda* au Ministère, n'ont point résulté d'une affaire du moment. Ils tiennent au système, jugé trop foible, de M. *de Florida-Blanca*, & à une combinaison d'intrigues pour mettre le Gouvernement entre des mains plus vigoureuses. On nous annonce que l'Envoyé de Russie & les relations de la Reine ont principalement opéré ce changement. La maison de M. *d'Aranda* passoit pour être le rendez-vous des principaux François expatriés, de MM. *de Toulouse-Lautrec*, *d'Havré*, &c. &c. Les premières opérations de ce Ministre nous donneront la clef certaine de ces mouvemens. Madrid est dans l'étonnement & dans l'attente. Quelques Feuilles y ont envoyé le Duc *de Bourbon*; ce Prince est à Coblentz avec son père.

Quelques jours avant que M. *de Narbonne*

Digitized by Google

fût éloigné du Ministère, on avoit répandu le bruit qu'il demandoit sa retraite, nécessitée, disoit-on, par la division de ce Ministre avec M. *Bertrand* & M. *Deleſſart*. Ce bruit devint une certitude, lorsque le 9 on vit paroître dans les diverses Gazettes, la correspondance la plus étrange & la plus inconsidérée. Les trois Généraux *Rochambeau*, *Luckner* & *la Fayette* y figuroient comme écrivant tous les trois dans le même moment au Ministre de la guerre, pour lui représenter que le salut de l'armée & de l'État tenoit à son inamovibilité. « Le jour » que l'on brûlera la première amorce, » écrivoit le Maréchal *Rochambeau*, toutes » les finances de l'Europe sont sur le même » baril de poudre. — La guerre a ses in» convéniens ; mais le vrai moyen d'avoir » la paix est de faire les préparatifs né» cessaires à la guerre : or, je n'ai point » connu de Ministre (pas même M. *de* » *Choiseul* apparemment) qui ait plus d'ac» tivité, de moyens, de courage que vous. » Ce seroit avec la plus grande douleur » que je vous verrois abandonner le gou» vernail. »

« Votre retraite, mandoit M. *de la Fayette*, » seroit pernicieuse, & *par conséquent coupable*. Vous avez la confiance de tous » les bons Citoyens & de l'armée. Les » Généraux se sont dit tous les jours que » vos services dans le Ministère de la

» guerre étoient *indispensables*; je desire » que vous ne manquiez pas au devoir » impérieux d'y rester. »

M. *Luckner* répétoit presque les mêmes termes, & annonçoit *son découragement* s'il étoit privé de M. *de Narbonne*.

A ces trois brevets, M. *de Narbonne* répondoit en ces termes, en s'adressant à M. *de la Fayette*.

« J'ai reçu, mon cher *la Fayette*, une lettre de M. *de Luckner* & une de M. *de Rochambeau* en même-temps que la vôtre; elles expriment les mêmes sentimens que vous daignez me témoigner. Rien ne doit autant m'enorgueillir que le concours de tels suffrages. Il est vrai *que n'étant pas d'accord avec l'un de mes Collègues* dont j'estime le caractère personnel, *mais dont je n'approuve pas également la conduite ministérielle*, je croyois de mon devoir de me retirer plutôt que de laisser subsister un division nuisible à l'action constitutionnelle du Gouvernement; mais puisque vous voulez bien me croire utile à la défense de notre cause, puisque l'un des meilleurs appuis de la liberté daigne m'associer à ses efforts, je dois rester à mon poste.

Le Public n'apperçut dans cette correspondance qu'un concert prémédité entre le Ministre & les Généraux; concert qui fût resté dans la classe ordinaire des intrigues de l'ambition, sans la publicité qu'on eut l'indiscrétion de lui donner. M. *de Narbonne* se défend d'y avoir contribué, & il faut

Digitized by Google

en croire ce désaveu ; mais à quels dangereux entours étoit-il donc livré ? Quel ennemi a pu lui surprendre & publier avec profusion une correspondance, dont la notoriété devenoit une offense pour le Roi, une atteinte à la prérogative de la Couronne, un levier contre le libre choix du Prince, & une dénonciation odieuse contre un de ses Collègues, contre M. *Bertrand* déjà livré au bras séculier des Jacobins, & *le jour même*, 8 Mars, à la censure de l'Assemblée! Certes, il seroit trop odieux d'imputer des torts si révoltans à M. *de Narbonne*, dont on accuse la légereté & la confiance ; mais dont on n'accuseroit pas sans une horrible injustice le respect pour le Roi, & la délicatesse.

La publication de cette correspondance a été la seule cause occasionnelle de l'éloignement de M. *de Narbonne*. Les *Gazetiers universels*, qui se chargent des intérêts de ce Ministre (probablement malgré lui) en ont imposé lorsqu'ils ont eu l'audace, hier mardi, d'imprimer que le Roi avoit renvoyé M. *de Narbonne, parce qu'il attaquoit les Ministres qui ne marchoient pas comme lui dans la ligne Constitutionnelle*. C'est une imposture atroce contre le Conseil, & contre S. M. dont ces Gazetiers ont quelquefois l'hypocrisie d'avoir l'air de prendre les intérêts, pour en couvrir leur dévouement à tel ou tel Ministre. — Le Conseil entier avoit partagé les sentimens du Roi,

Digitized by Google

avant que S. M. les eût exprimés. — Il étoit impossible que dorénavant aucun Ministre pût siéger avec M. *de Narbonne*, dont il faut regretter l'activité, le zèle, l'application, les estimables intentions; mais que nous félicitons d'une retraite, sans laquelle il eût peut être bientôt expié la funeste confiance qu'il avoit mise dans un ordre de choses, qui exclut même celle d'un téméraire doué de quelque jugement. Sans doute, les amis de M. *de Narbonne* se hâteront de faire taire ces plumes encore plus imbécilles que perfides, qui depuis huit jours nous fatiguent de leur érudition Anglicane, pour nous prouver que le Roi d'Angleterre est le valet de ses Ministres, & qu'il doit en être de même en France, dont la Constitution, d'ailleurs, ressemble à celle d'Angleterre, comme les Loix de la Chine au Gouvernement de Raguse.

Quelles que soient les opinions particulières de M. *Bertrand*, la malignité la plus animée n'a pu lui reprocher un seul instant d'oubli à ses devoirs, & le moindre écart de la Loi. Personne n'a mieux fait l'apologie de ce Ministre que M. *Hérault de Séchelles*, dans les observations contre M. *Bertrand*, adoptées par l'Assemblée. Lorsqu'on ne peut motiver que par des reproches de cette espèce une censure qui déclare un Administrateur indigne de confiance, on est bien certain qu'il l'a complettement méritée. A la vue de l'acharnement

Digitized by Google

déployé contre le Ministre de la Marine, personne ne doutera qu'il n'eût été envoyé à Orléans, si sa conduite eût fourni la matière d'un seul tort. Au reste, M. *Bertrand* a montré, dans sa courte administration & dans le dernier orage à la suite duquel il a résigné, une sagesse, une décence, & une fermeté à jamais honorables. S. M. lui a donné une nouvelle preuve de sa judicieuse estime, dans la réponse qu'elle a faite à la lettre, par laquelle le Ministre insistoit sur sa retraite, celle de M. *de Narbonne* une fois prononcée. Voici la lettre & la réponse.

Lettre de M. Bertrand.

Paris, le 9 mars 1792.

SIRE,

« Je viens d'apprendre que votre Majesté avoit nommé un successeur à M. *de Narbonne*. Après y avoir bien réfléchi, j'ai pensé que je devois vous donner ma démission. Votre Majesté saura aisément apprécier les motifs qui me déterminent ; elle connoît mes sentimens & ma conduite, elle ne peut douter ni de mon courage ni de ma confiance en sa justice : elle ne sera point étonnée de cette nouvelle preuve de mon dévouement. Vous savez, Sire, dans quelles circonstances je quitte le ministère. Je laisse à votre Majesté le soin de mon honneur. »

« Je suis, &c.

Signé, BERTRAND.

Réponse du Roi.

« Je vois avec peine, Monsieur, la résolution que vous m'annoncez de quitter le ministère ; satisfait dans tous les temps de votre

Digitized by Google

zèle & de vos services, j'aurois souhaité que vous eussiez cru devoir les continuer. J'apprécie vos motifs & vous en estime davantage. Je vais examiner les observations qui m'ont été adressées par l'Assemblée Nationale, & le mémoire, que vous m'avez remis. Comptez sur ma justice. »

« J'exige de votre attachement pour la chose publique & pour moi, que vous conserviez l'exercice de vos fonctions, jusqu'à ce que j'aie pu vous donner un successeur. Vous acquerrez par là un titre de plus à ma bienveillance. »

Signé, LOUIS.

M. *de Grave* qui a l'héroïsme de remplacer M. *de Narbonne*, probablement pour trois semaines, est âgé de 34 ans, a vécu dans la société de Mad. *de Montesson*, commanda trois ans le régiment de Chartres, & depuis quelques mois est un des Maréchaux de Camp constitutionnels. On lui donne ce qu'on appelle en France de *l'esprit* : il passe pour Jacobin, & il s'est escrimé dans quelques Journaux contre l'un des derniers ouvrages de M. *de Montlosier*, dont évidemment il n'avoit pas compris un seul paragraphe. Avant cet essai de droit public, M. *de Grave* avoit composé une petite nouvelle qui courut les boudoirs, sous le titre de la *Folie de St. Joseph*.

Nous avions prédit à M. *Delessart* sa destinée, lorsqu'il eut l'imprudence d'adopter les Affaires Etrangères. On peut relire ce que nous en écrivîmes dans le temps,

Digitized by Google

ainſi que ſur les dangers inévitables où l'hiſtoire de la guerre alloit précipiter le Miniſtère, à moins qu'il ne renchérît ſur les réſolutions violentes qui la provoquoient. En affectant d'abord autant d'ardour & de confiance que les Jacobins, le Miniſtère s'eſt empêtré dans des négociations dilatoires, dont le premier eſſai a conduit M. *Deleſſart* aux priſons d'Orléans, où il eſt arrivé ſain & ſauf. Il eſt curieux de remarquer la bonhommie avec laquelle des hommes qui ont applaudi trois ans de ſuite à tous les Décrets de Priſe-de-Corps, lancés par les deux Aſſemblées ſans examen, ſans preuve, en tumulte, & à la voix de deux ou trois déclamateurs, s'étonnent aujourd'hui de la précipitation avec laquelle M. *Deleſſart* a été condamné. Et que n'invoquoient-ils, dans les temps, au lieu de les calomnier, les principes de ceux qui prévirent, qui démontrèrent qu'à côté d'un Corps Légiſlatif indiviſible, & agité de toutes les paſſions d'une Révolution, qu'à côté d'un Gouvernement privé de toutes défenſes contre la prédominance d'une Faction maîtreſſe de l'Aſſemblée, le Miniſtère ſeroit ſans ceſſe entre l'échafaud ou le plus ſervile dévouement à cette Faction ſupérieure? Pourquoi tant de Conſtitutionnaires, ſi zélés diſoient-ils pour la liberté, & ſi honteux maintenant, s'opposèrent-ils à

Digitized by Google

toutes les formes qui pouvoient exclure le danger de l'exercice du Pouvoir-judiciaire par la Législature? Ce Décret d'accusation, ainsi que tant d'autres, a été emporté de volée avec la rapidité de la parole. Détracteurs insensés du Gouvernement Britannique, ennemis de la Liberté qui n'en avez pris les enseignes que pour en faire une arme de Faction, comparez cette épouvantable précipitation avec les formalités lentes, le respect pour les Accusés, la précaution de les entendre, & les préservatifs de tout genre contre les surprises de la haine, de l'esprit de parti, de l'éloquence, qui caractérisent les fonctions judiciaires du Parlement Britannique.

Le coup qui a frappé M. *Delessart* va s'étendre sur le Ministre de la Justice. Avant hier, lundi, il a été dénoncé; on a proposé un Décret d'accusation contre lui; mais il s'est présenté avec fermeté, a parlé noblement, & a obtenu d'être entendu dans les 24 heures. Hier 13, il a fait entendre ses défenses, renvoyées au Comité de Législation. Ce ne sera pas tout: on annonce une série d'accusations pareilles, & il faut s'attendre que vu l'impossibilité où se trouvera le Roi de former ou de conserver aucun Ministre, nous ne tarderons pas à voir créer, par la Législature, un Conseil exécutif.

P. S. Nous donnerons dans huit jours un

Digitized by Google

détail avéré des évènemens d'Aix. Ils ont résulté d'une trame ourdie entre leurs différens acteurs contre le régiment d'Ernest & le Directoire du Département. Les braves Suisses ont été sacrifiés, avec une perfidie sans exemple contre aucun Allié. C'est PAR LES ORDRES de M. *de Barbantanne*, obéissant lui-même à la Municipalité, qu'ils furent forcés de quitter leur poste de défense, de se retirer dans leur quartier, de s'y laisser assiéger. C'est par les mêmes *ordres* de M. *de Barbantanne* qu'ils ont été forcés de mettre bas les armes, & de partir sur-le-champ pour Toulon sans armes. M. de *Wateville*, Major du régiment & qui le commandoit, fit inutilement les plus vives représentations à M. *de Barbantanne*, qui lui répondit en bégayant, que cet ordre ne regardoit que les soldats. *Ignorez-vous*, lui répliqua fièrement M. *de Wateville*, que *nous le sommes tous* ? Ce généreux Major lui remit son épée, en lui déclarant qu'il l'en faisoit dépositaire, & qu'il ne la reprendroit que de sa main. Vainement M. *de Barbantanne* a voulu rendre ce dépôt : il lui reste sous sa responsabilité. Arrivé à Toulon, le régiment a refusé ses armes qu'on lui a offertes, est entré tête nue, & a demandé d'être consigné au fort de la Malgue comme prisonnier. Les régimens de Barrois & de la Vieille Marine sont allés au devant de lui, & l'ont comblé de caresses.

Cet évènement a excité à Berne & dans toute la Suisse une inexprimable sensation ; les avis les plus violens ont été ouverts ; le Conseil secret est chargé de l'affaire ; elle aura les suites les plus graves. Sur-le-champ, on a demandé à grands cris de rompre l'Alliance avec la France & de rappeller les troupes Suisses sans délai.

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE
ET
POLITIQUE

ALLEMAGNE.

De Francfort-sur-le-Mein, le 12 Mars.

LA mort de l'Empereur *Léopold II* absorbe aujourd'hui tout autre objet de l'attention publique. Elle a généralement occasionné dans l'Empire une sensation proportionnée à la rapidité de ce malheur si inopiné. Nous ne le connoissons encore que par les premières nouvelles de Vienne, dont la Cour a fait publier le bulletin suivant.

« Sa Majesté l'Empereur fut surpris le 28 février d'une fièvre rhumatique, & eut la poitrine embarrassée. On s'opposa d'abord à la violence du mal par des saignées & les remèdes nécessaires. »

« Le 29 février, la fièvre augmenta ; on saigna l'auguste malade trois fois, avec quelque soin.

Digitized by Google

lagement ; mais la nuit suivante fut très-inquiète, & abattit beaucoup ses forces. »

« Le 1^er^. mars, l'Empereur commença à vomir, avec d'horribles agitations, & rendoit tout ce qu'il prenoit ; à trois heures & demie après-midi, il expira en vomissant, en présence de S. M. l'Impératrice. »

Fort peu de lettres particulières ont accompagné ce bulletin, & l'on ignore encore ici les dispositions qui auront suivi la mort de S. M. I.

Ce Monarque, enlevé à l'Allemagne dans la force de l'âge & de l'expérience, gouverna vingt-cinq ans le Grand Duché de Toscane, où sa mémoire ne périra point. Quoiqu'au milieu des innombrables Ordonnances par lesquelles il administra ce petit Etat, on découvre un amour excessif du régime réglementaire, une attention exagérée à des détails fort au dessous du Souverain, un penchant à des innovations dont l'utilité n'a pas toujours été reconnue, il restera de ce Code immense des réformes nécessaires, des Loix utiles, & une amélioration évidente de plusieurs parties du Gouvernement public.

Léopold ne perdit jamais de vue le principe indiqué à son Père par un Administrateur Italien, très-connu dans la République des lettres. « Souvenez vous, avoit » dit cet Homme d'Etat au Grand Duc

Digitized by Google

» *François*, souvenez-vous que vos Prédécesseurs n'ont été que *Grands Ducs de Florence*, & que vous devez être *Grand Duc de Toscane*. » Eclairé par cette judicieuse distinction, *Léopold* fit disparoître une grande partie des priviléges de la capitale, onéreux au reste du Grand Duché, sur lequel il étendit équitablement sa bienfaisance. L'abolition des Juridictions Seigneuriales, son Code Criminel, sa réforme des prisons, ses Loix sur la détention des débiteurs, ses encouragemens aux défrichemens & plusieurs autres actes de son administration, méritèrent à ce Souverain des éloges qui allèrent jusqu'à l'enthousiasme, sur-tout en France, où les nouveautés quelconques ont des admirateurs tout prêts. L'enthousiasme étoit de trop; mais l'estime eût été raisonnable; elle survivra au Monarque qui l'a justifiée.

On lui a reproché une trop grande économie, la passion de gouverner dans chaque détail; passion commune à tous les Princes de sa maison; une vigilance fatigante sur les actions même indifférentes du Citoyen; des imitations peu heureuses de changemens qui offensoient non-seulement les préjugés du Peuple, mais encore ses sentimens; telle, par exemple, que cette Ordonnance bientôt retirée pour les sépultures communes. Enfin, on a paru craindre que l'habitude de gérer trop minutieuse-

Digitized by Google

ment les affaires d'un petit Etat, l'Empereur ne la portât dans l'administration d'une grande Monarchie.

Ces défauts, dont quelques-uns ne tinrent peut-être qu'aux circonstances, furent compensés par l'esprit d'ordre & d'application, par des connoissances, par l'aversion pour la guerre, par l'amour pour la justice, par une sollicitude constante aux besoins de ses Sujets.

Depuis son avènement au Frône Impérial, en deux ans *Léopold* avoit donné à son Gouvernement un éclat que peu de régnes nous ont offert. Une paix honorable, les Pays-Bas recouvrés, les diverses branches de la Monarchie raffermies, une Alliance difficile, conduite à sa signature, signalèrent cette première époque. Une nouvelle carrière d'entreprises s'ouvroit devant l'Empereur. Le plus grand rôle lui étoit réservé; il meurt à l'instant où l'Europe restoit incertaine s'il en étoit pénétré, décidé à le remplir.

La mort de l'Empereur donne lieu à quelques questions de Droit public. On demande si elle paralyse le dernier *Conclusum* de la Diète, l'arrêté antérieur du Collége Electoral, le mouvement imprimé, les mesures entamées à la suite des Circulaires Impériales expédiées aux Cercles pour les exhorter à se mettre en défense?

La Bulle d'or, chacun le sait, adjuge le

Vicariat de l'Empire pendant l'interrègne à l'Electeur Palatin & à celui de Saxe. Nul Publiciſte ne révoque en doute que le but de cette inſtitution ne ſoit de prévenir une interruption dans le Gouvernement de l'Union Germanique ; mais on ne s'accorde pas ſi généralement ſur la nature & ſur l'étendue du pouvoir des Vicaires. Quelques-uns le bornent à l'énoncé littéral de la Bulle d'or, c'eſt-à dire, à l'adminiſtration de la Juſtice, à la préſentation aux bénéfices Eccléſiaſtiques, au recouvrement des revenus publics, à l'inveſtiture des Fiefs non Princiers, & à la réception du ſerment de fidélité.

D'autres donnent à ces droits plus de latitude, en y ajoutant tous ceux que légitime la coutume habituelle. Une troiſième claſſe de Juriſtes, & ſur-tout les Publiciſtes modernes, attribuent aux Vicaires le pouvoir d'exercer tous les droits réſervés au Chef de l'Empire, qui ne ſe trouvent pas exceptés dans les Loix & l'obſervance. Ces derniers principes prévalurent pendant les interrègnes de 1740 & de 1745 ; mais ils furent conteſtés par le Collége des Princes, qui ſoutinrent conſtamment que ni l'Empereur, ni le Collége Electoral ne pouvoient attribuer aux Vicaires plus de droits que n'en ſuppoſe le titre de leur inſtitution, & que toute extenſion de leur prérogative devoit réſulter d'un *Conſluſum* des trois Colléges,

sans lequel il ne peut exister de Loi Impériale.

En conséquence, les Princes ont toujours protesté contre toute disposition contraire insérée dans les Capitulations d'Election, & de-là, l'inactivité remarquée dans la Diète pendant la durée des Vicariats.

Il résulte de cet exposé, que le pouvoir réel des Vicaires ne repose sur aucun principe invariable; que les circonstances seules en déterminèrent les limites, & que cette incertitude a toujours affoibli l'activité de la Diète pendant l'interrègne.

On se tromperoit, néanmoins, en tirant du passé une induction pour l'avenir. Les circonstances déterminant seules l'application de principes variables, on prévoit que celles du moment feront tomber les difficultés. Le système favorable aux Vicaires Impériaux éprouvera d'autant moins de résistance, que plusieurs Princes & d'autres Membres de l'Empire ont en ce moment le plus grand intérêt à le faire adopter. Au reste, dans le cas actuel ainsi que dans tous les autres, l'influence des grandes Puissances décidera de l'énergie à donner à la Diète pendant le Vicariat; & personne ne doute qu'on n'abrège la durée de l'interrègne, en accelérant l'élection de l'Empereur.

Les Feuilles Allemandes, ci-devant

pleines de détails vrais ou faux touchant les Emigrés François, ceſſent maintenant de s'en entretenir. L'incertitude de la poſition de ces Réfugiés, la diſlocation d'une partie de leurs raſſemblemens, & de fréquens changemens dans le choix de leur aſyle, ne permettent pas de leur découvrir aucune marche fixe, ni par conſéquent d'entrepriſes propres à attacher la curioſité. Leur ſituation reſſemble à celle des Confédérés de Pologne en 1772 & 1773. Quant au mode d'hoſpitalité qui leur eſt aſſuré ſur les terres de l'Empire, par-tout uniforme il exclut les démonſtrations militaires. Pluſieurs Corps, cependant, reſtent encore réunis ſur la rive droite du Rhin dans le pays de Naſſau, la principauté de Neuwied, &c. M. le Prince *de Condé* & le petit Corps d'élite qui l'accompagne doivent, dit-on, ſe fixer au premier jour à Clèves & dans les environs. S. A. & tout ce qui l'entoure ont les mœurs de leur ſituation, & celles de vrais Militaires. Le Prince donne lui-même l'exemple des privations, vit comme un Soldat, & n'a point tranſporté en Allemagne les habitudes de Verſailles. Auſſi ſa troupe eſt-elle dévouée à ſa perſonne autant qu'à ſa cauſe.

Digitized by Google

FRANCE.

De Paris, le 20 Mars 1792.

SECONDE ASSEMBLÉE NATIONALE.

Du lundi, 12 mars.

M. *Guadet* a craint que le décret d'accusation rendu, la veille, contre M. *Delessart*, « ne prît, ce semble, un caractère de partialité & de passion, si l'Assemblée se montroit long-temps indifférente sur les diverses dénonciations faites contre le ministre de la justice. » *Appuyé, appuyé*, ont crié plusieurs voix.

« Ne diroit-on pas, a demandé M. *Lauraut*, que nous ne soyons ici que pour poursuivre personnellement les ministres ? N'est-il pas étonnant que, venus ici pour nous occuper de grands objets, nous n'en ayons encore examiné aucun, & que nous soyons perpétuellement occupés à des dénonciations ? » Le sage opinant a été honoré de violentes huées. « Nous ne poursuivons que les ministres prévaricateurs, lui a répondu M. *Lasourte*. » Alors M. *Lacroix* a proposé des griefs contre le garde-du-sceau ; savoir, un sursis d'exécution de sentence, une mutation de peine de mort en 20 ans de détention, & des lettres de grace entérinées ; M. *de Montaut* s'est hâté d'y joindre trois lettres de grace, en disant : « Je n'ai pas eu le temps de vérifier les faits ; mais le comité les vérifiera. »

Convaincu du patriotisme du ministre ainsi dénoncé, M. *Hua* a eu la noble fermeté de

Digitized by Google

dire : « Il est très-important, & pour l'honneur de l'Assemblée & pour sa justice, & pour la sûreté de tous les individus, que l'Assemblée prenne contre elle-même des précautions qui puissent la sauver de tout esprit de parti & de prévention. Je demande que l'Assemblée prenne l'engagement de ne juger le ministre que sur le rapport qu'elle-même a commandé. --- Et qu'après le rapport du comité de législation, l'Assemblée ne juge rien, ne prononce rien, n'accuse personne sans avoir entendu le ministre, a dit M. *Becquey*. --- La proposition de M. *Huc*, a observé M. *Quinette*, est une critique scandaleuse de la conduite ferme & vigoureuse qu'a tenue l'Assemblée nationale envers *M. Delessart*. Je demande la préalable. » -- La discussion a été fermée.

« Tous les empires, a dit M. *Larivière*, ont un moment de bonheur. La fortune se présente une fois à chaque empire comme à chaque individu. Il faut la saisir, la fixer. Le moment où je parle est celui des François (*leur moment de bonheur !* qui s'en seroit douté ?)..... Celui où il dépend de vous d'asseoir sur des bâses inébranlables, non-seulement notre propre liberté, mais encore celle de l'Europe entière... Le ciel, qui veille toujours sur les destinées de la France, vient de la délivrer à-la-fois de ses deux plus redoutables ennemis... » --- « Il est indigne de la loyauté d'une nation libre d'attaquer un ennemi mort, lui a crié M. *Sage*. » --- *L'ordre du jour... non, non... oui, oui... non, non... aux voix...* L'épreuve est douteuse, & la politique de M. *Larivière* alloit s'évanouir dans le tumulte ; « Il y a une faction, a dit M. *Chartier* ; qu'on maintienne la parole à l'orateur, qui a des

Digitized by Google

vues profondes (*Bravo !* applaudiſſemens redoublés.) »

« Je diſois, a repris M. *Larivière*, qui s'eſt répété juſqu'aux *deux plus redoutables ennemis*... « Vous entendez que je parle ici de M. *Deleſſart* & de l'Empereur... *Deleſſart* qui *ſembloit* tenir, au milieu de la cour des Tuileries, le bout de ce conducteur électrique (*Bravo !*), à l'extrémité duquel ſe trouvoit la foudre qui devoit *nous* frapper..... Eh ! Meſſieurs, quelle circonſtance fut jamais plus favorable ? Eh ! Meſſieurs, conſidérez, en politiques, quels mouvemens, quelles agitations, quels troubles vont naître en Allemagne, pendant l'élection d'un nouveau Roi des Romains ? Eh ! conſidérez, Meſſieurs, que le fil de la trame eſt découvert, que la conſpiration eſt preſque détruite, puiſque l'Empereur n'eſt plus, & que *Deleſſart* eſt maintenant enchaîné aux pieds de la loi. Eh ! conſidérez, Meſſieurs, l'état *honteux* des émigrés, dont je ne vous parle ici que... pour vous les repréſenter errans & vagabonds, ſans appui, ſans chef, ſans crédit, cherchant par-tout un aſyle qu'ils ne trouveront nulle part. »

« Eh ! bien, Meſſieurs, voici l'inſtant où vous devez prendre *l'attitude impoſante* qui doit raſſeoir à ſa place le peuple François..... Oui, Meſſieurs, c'eſt l'inſtant, & je le répéterai de toutes mes forces, c'eſt un beſoin pour mon ame, c'eſt l'inſtant d'extirper juſqu'à la dernière racine du complot dirigé contre le peuple le plus loyal, le plus franc, le plus généreux, le plus ſenſible & le plus humain de l'univers... » Demandant enſuite que le comité s'occupât de la réponſe de la cour de Vienne, qu'il en fît ſon rapport, l'orateur a ajouté : « Que le change-

Digitized by Google

ment arrivé dans la politique soit pris en grande considération par l'Assemblée nationale *elle-même*, afin de prendre promptement des mesures décisives. (vifs applaudissemens des galeries & d'une partie de l'Assemblée). »

M. *Lequinio*, pénétré de la nécessité de saisir l'instant actuel *pour le bonheur* des François, a dit : « Parmi les moyens qui s'offrent à mon esprit ; j'en *trouve* un qui n'a jamais été employé, c'est de faire entendre au Roi des François la vérité qu'il n'a jamais connue (murmures)... Non, qu'il n'a jamais connue, & vous en avez la preuve. Un ministre *qui a mérité de porter sa tête sur l'échaffaud*, est gardé ; un ministre qui faisoit agir les loix, est renvoyé. » On applaudit ; & ces débats finissent par l'adjonction des suppléans au comité diplomatique, sur les instances de M. *Rouyer*, qui a soutenu qu'on ne lui disputeroit pas que ces six suppléans, MM. *Vergniaud*, *Lasource*, *Hérault de Séchelles*, *Jean Debry*, &c., soient des membres *très-éclairés*. M. *Albitte* avoit dit : *de grands génies*, quoique *non distingués*.

Le garde-du-sceau a demandé communication des 20 chefs d'accusations dirigés contre lui, pour y répondre au plutôt : « Il ne convient pas, a-t-il dit, à un homme de mon caractère, d'être soupçonné au delà de 24 heures. » Quelques impartiaux lui ont crié : *l'ordre du jour*. « L'ordre du jour couvriroit l'Assemblée de déshonneur », leur objectoit M. *Becquey* (que son courage, dans le sens de la justice, rend tous les jours plus estimable). M. *Goupilleau* se chargeoit de motiver l'ordre du jour ; des murmures ne lui en ont sauvé que la peine. Enfin, un décret a ordonné au

Digitized by Google

comité de communiquer, dans le jour, les vingt grefs au garde-du-sceau.

M. de Condorcet a lu un long mémoire sur le rétablissement des finances, & de la valeur numéraire des assignats. On en a décrété l'impression & l'ajournement.

La séance a fini par l'adoption de nouveaux articles sur le séquestre des biens des émigrés.

Du lundi, séance du soir.

On a lu & renvoyé aux comités compétens, des états sommaires de paiemens, adressés à l'Assemblée par M. *de Narbonne* qui promet des détails qu'on ne peut donner en un jour sur l'emploi d'environ 42 millions.

Un décret d'accusation a été rendu, sur parole, contre MM. *Dubreuil* & *Gauthier* détenus depuis plus de trois mois comme entôleurs pour les émigrés, dans le district de Clermont-Ferrand.

La ville d'Arles avoit chargé un député extraordinaire de présenter à l'Assemblée nationale des témoignages non-équivoques du patriotisme des Arlésiens. Dans ce moment, il ne faut pas avoir une ame commune pour énoncer la vérité au sujet de cette ville en butte à des intrigues, à des calomnies qui tiennent au plus vaste système d'anarchie. Le député d'Arles a écrit à l'Assemblée, que le mauvais état de sa santé ne lui permet pas de remplir ses fonctions, & qu'il a invité ses commettans à confier leurs intérêts à quelqu'autre. Il est persuadé que si le délai nécessaire pour ce nouveau choix leur est accordé, il ne restera nul doute au corps législatif, « de la pureté des principes & de la sagesse de la con-

Digitized by Google

duite des Arléſiens. « Les mots *patriotiſme*, *pureté de principes*, *ſageſſe de conduite*, ont excité des murmures déſapprobatifs : & l'on eſt paſſé à une adreſſe des *amis de la conſtitution* de Nîmes.

Ils mandent à l'Aſſemblée, comme s'ils écrivoient à un pouvoir ſubalterne, que le rapport *infidèle* de M. *Delpierre* & l'ajournement les alarment. Quand M. *Antonelle* étoit maire d'Arles, « ſon civiſme & ſon éloquence y maintenoient l'ordre & l'union ; mais pendant qu'il *ſervoit la choſe publique* à Avignon (en fraterniſant avec les braves brigands), le fanatiſme & l'ariſtocratie triomphèrent à Arles, & les autorités conſtituées favoriſèrent les *chiffoniſtes*..... On vous propoſe de décréter qu'on traitera de perturbateurs du repos public, ceux qui uſeront des dénominations de *monnaidiers* & de *chiffoniſtes* ? Elles ſont ſynonymes de *patriotes* & d'*ariſtocrates*. Peut-on défendre, par un décret, de ſe nommer *patriotes & ariſtocratés* (*Bravo !*) ?..... Sous les romains, les *citoyens d'Arles auroient été décimés*... Nous ſommes convaincus qu'il y a lieu à accuſation contre les commiſſaires civils, contre le maire actuel, contre les adminiſtrateurs du diſtrict d'Arles, & contre ceux du département des Bouches du Rhône. Nous demandons qu'on envoye à Arles un bataillon de gardes nationaux de Marſeille ; que les citoyens d'Arles ſoient déſarmés ; que les *patriotes monnaidiers* ſoient mis ſous la protection de la loi, & que les Arléſiens payent les frais de l'expédition... Légiſlateurs, ordonnez..... nos bras,... », &c. (Applaudiſſemens.) »

M. *Delpierre* s'eſt engagé de prouver que ces meſures ſont extravagantes. M. *Lecointre* a ſérieuſement avancé qu'Arles envoyoit à Bâne

Digitized by Google

des canons dans des bottes de paille. De tout cela, M. *Gaston* a conclu que l'on avoit bien tort de douter du patriotisme des sociétés des *amis de la constitution*. « On dit, s'est-il écrié, qu'il faut qu'elles respectent les autorités constituées; oui, j'en conviens, *lorsque ces autorités sont patriotes*. » Cette doctrine *constitutionnelle* a été couverte de *bravo !* & d'applaudissemens réitérés. L'opinant chargeoit le pouvoir exécutif d'envoyer à Arles des bataillons de gardes nationaux de Marseille & de Nîmes : « Voilà, disoit-il, les véritables remparts de la » constitution. »

Les mesures répressives invoquées contre Arles, MM. *Menard* & *Perret* les sollicitoient contre Jalès, & les étendoient au département de la Lozère; MM. *Perret*, *Lagrevole* & *Chabot* mandoient à la barre le maire, le commandant de la garde nationale de Mende, & M. *de Castellane*, l'ancien évêque... Arles & ces accessoires ont été renvoyés au lendemain.

Du mardi, 13 mars.

Le député extraordinaire d'Arles a écrit encore afin d'obtenir un délai; mais MM. *Guadet* & *Lagrevole* insistoient pour qu'on s'occupât, à l'instant même, « des moyens de ramener l'ordre dans la ville d'Arles. » On a relu le projet de M. *Delpierre* ou du comité.

Par un de ces hasards dont les combinaisons ne sont pas toujours un mystère, au lieu d'un protestant, d'un Nîmois, d'un Marseillois, c'est un prêtre, à la vérité, M. *Chabot*, qui s'est chargé de prouver que le projet étoit insuffisant. Mettre les canons & les fusils d'Arles sous la main du gouvernement, & donner l'ordre de désarmer les aristocrates, aux administrateurs & aux mu-

Digitized by Google

nicipaux, ce seroit « remettre entre les mains des malveillans le soin de pourvoir à la sûreté publique. » Tous ces agens doivent être mis en état d'accusation, « selon le vœu des *bons citoyens* des départemens voisins. »

M. *Rouyer* a trouvé le projet de M. *Ménard*, renforcé de toute la justice de M. *Chabot*, encore trop foible. Il a fait un *délit national* à la municipalité d'Arles, de l'état de défense où elle s'est mise, qu'il a nommé un état de guerre; & aux directoires supérieurs de l'avoir souffert. Puis demandant leur cassation, il a proposé de convoquer les assemblées primaires pour élire une nouvelle municipalité, sur-tout d'en exclure les *chiffonistes*; ce qui est une étrange manière d'accomplir le serment solennel de ne se permettre aucune proposition contraire à la constitution dont la base est l'égalité des droits.

Un travail qu'a fait M. *Antonelle* ne sera prêt que samedi. « Dans ce moment, a-t-il dit, il m'est impossible de rien présenter & même de parler. » M. *Broussonnet* appuyoit l'ajournement pour que l'Assemblée fût mieux instruite; mais M. l'abbé *Mulot* a confirmé tous les faits récens par de vieilles lettres qu'il écrivoit lui-même, lorsqu'il étoit médiateur, où il assuroit qu'Arles étoit un foyer d'aristocratie. Pour tout concilier, comme dans le Comtat, au décret de cassation, de suspension, ou d'accusation, il a substitué l'ordre à tous les administrateurs & municipaux de venir à la barre. M. l'abbé *Fauchet*, troisième prêtre constitutionnel chargé de pousser l'affaire d'Arles, a renchéri sur cette opinion, en désignant ceux qu'on avoit omis; & M. *Guadet* n'a pas voulu qu'ils fussent mandés pour donner des éclaircissemens, mais pour

Digitized by Google

rendre compte de leur conduite. Toutes ces propositions amendées ont produit le décret d'urgence que voici :

« L'Assemblée nationale considérant qu'il est instant d'arrêter les troubles de la ville d'Arles, & d'en prévenir les effets, décrète qu'il y a urgence. »

« L'Assemblée nationale, après avoir décrété l'urgence, décrète que le directoire du département des Bouches du Rhône, celui du district d'Arles, & les maire & officiers municipaux de la même ville, ensemble le procureur-général-syndic du district & le procureur de la commune, comparoîtront à la barre le 1^er^. avril prochain, pour y rendre compte de leur conduite durant les troubles de la ville d'Arles. Décrète aussi que les commissaires civils envoyés à Arles, viendront également à la barre, sous huitaine, pour y rendre compte de leur conduite. »

« L'Assemblée nationale décrète que, provisoirement, & jusqu'à ce qu'elle en ait autrement ordonné, les fonctions administratives & municipales, le département des Bouches du Rhône, le district de la ville d'Arles, seront remplies par les conseils-généraux d'administration & de la commune. »

« L'Assemblée nationale décrète que le conseil général de la commune, aussi-tôt qu'il sera réuni, fera mettre en liberté tous les citoyens de la ville d'Arles, ou tous autres qui auroient été emprisonnés en vertu d'ordres arbitraires. »

« L'Assemblée nationale autorise le Roi à faire former, dans le centre des villes d'Arles, Marseille, Beaucaire, Nîmes & Montpellier, une force armée, laquelle sera destinée à maintenir, sous la réquisition des corps administratifs, l'or-

Digitized by Google

dre & la tranquillité dans les départemens du midi, & principalement dans la ville d'Arles. »

M. *de Grave* eſt venu offrir aux légiſlateurs ſes hommages de miniſtre, dire qu'il ne prodigueroit pas les phraſes, ni en faire d'inſipides ; qu'en ce moment il parloit devant l'Aſſemblée & parloit ſans avoir préparé ſon diſcours ; que (par une lettre circulaire) il venoit de ſoutenir l'opinion des officiers patriotes ; qu'en continuant de tenir la même conduite, il eſpéroit conſerver l'eſtime & la confiance de tous les amis de la conſtitution ; que « dans le temple de la liberté, il ſentoit élever ſon ame à la hauteur de l'Aſſemblée nationale ; » que c'étoit, *en même temps*, une peine pour lui que de rendre compte des dépêches de la 5e. diviſion militaire. Ces dépêches rouloient ſur le manque d'argent, & ſur les demandes des trois généraux & de M. *de Narbonne*.

Le miniſtre de l'intérieur a dit : « Les détails que j'ai là deſſus ſont même aſſez affligeans ; » & il a propoſé de faire donner de prompts ſecours, non du tréſor national & aux frais de la nation, mais par les départemens (diſtinction auſſi ingénieuſe que ſolide.) aux miniſtres des communions proteſtantes du Haut & du Bas-Rhin, qui ont, a-t-il dit, beaucoup d'influence ſur le peuple. L'objet de M. *de Grave* a été renvoyé au comité militaire, & l'avis menaçant de M. *Cahier de Gerville* au comité des ſecours publics.

Le garde-du-ſceau a diſcuté onze des vingt griefs articulés contre lui, tous ceux qu'on lui avoit communiqués. Nous réſumerons en peu de lignes les explications & le tas de lettres dont s'eſt appuyé ce miniſtre qui a parlé ou lu près d'une heure.

Digitized by Google

Dans la rédaction de l'article énonciatif du premier grief, le comité inculpoit sciemment encore plus le Roi que le garde-du sceau. Il s'agit de la lettre où S. M. objecte, avec raison, que l'Assemblée avoit décidé qu'il n'y avoit pas lieu à délibérer sur les pétitions & inculpations dirigées contre le ministre de la marine. Or l'article portoit : « Ce fait qui tend à faire croire que l'Assemblée s'est mise en contradiction avec elle-même, est faux & par conséquent calomnieux. Le ministre est coupable, par ce fait, d'avoir provoqué l'avilissement du pouvoir législatif. » M. *Duport du Tertre* s'est borné à observer que cette lettre n'est pas un acte responsable du pouvoir exécutif, mais un acte indépendant émané du représentant héréditaire de la nation; que la signature du ministre n'y sert uniquement qu'à attester celle du monarque.

A l'accusation d'avoir mis ou laissé les tribunaux civils qui fourniront des juges criminels, au choix des départemens; & les juges au choix de chaque tribunal; il a répondu que la loi & l'instruction portent : *seront* ou *sera pris*, sans désigner par qui, & que la loi & l'instruction sur l'ordre judiciaire sont en contradiction perpétuelle.

Sur les lettres de grace, il a cité le texte du décret qui n'abroge ces droits royaux que pour toute affaire jugée par les jurés. Au sujet des lettres de grace accordées par lui le 21 juin, & un décret, a-t-il dit, autorisoit provisoirement les ministres à continuer de faire, sous leur responsabilité, les fonctions du pouvoir exécutif.... Penseroit-on qu'à cette terrible époque, la justice ou même la clémence dussent sommeiller ? »

Digitized by Google

Quant aux provisions de notaires, il a répété tout ce qu'on a déjà lu sur le moment où les loix sont obligatoires pour les ministres & pour les citoyens, & l'a soutenu de lettres de M. *Pastoret*.

Pour les lettres de répit, l'ordonnance de 1669 non abrogée les autorise, & l'équité les réclame en faveur des débiteurs créanciers de l'Etat qui ne sont pas liquidés.

A l'égard du sursis accordé à l'exécution d'une sentence, les circonstances, les regrets du tribunal, l'âge du coupable, & toutes ses raisons pour les lettres de grace, ont été ses excuses.

La commutation de peine n'a pas eu lieu, puisque la requête de l'appellant a été rejettée.

S'il a nommé un commissaire du Roi inadmissible, il en est aussi peu responsable qu'un corps électoral de ses élections illégales, dont la nullité jugée est la seule peine.

Une exception négative dans le nombre à délivrer des forçats pour le fait de gabelle, porte sur ce qu'au délit aboli de la contrebande, s'est mêlé tel autre crime non aboli.

De la justification même du ministre, M. *Richard* a eu le bonheur unique de tirer un nouveau sujet d'accusation grave. Le garde-du-sceau venoit de donner aux agens du pouvoir exécutif l'exemple dangereux d'interpréter la loi, d'expliquer ce qu'elle a d'obscur, de suppléer à son silence. Ses réponses écrites seront remises au comité.

Du mardi, séance du soir.

M. *Lacuée* a fait décréter, d'urgence, 18 articles portant une nouvelle organisation & détermination de l'uniforme, des armes, du ser-

Digitized by Google

vice, &c. des canonniers des gardes nationales, que nous avions supposés définitivement organisés par le décret du 29 septembre 1791.

D'arides débats sur un traité signé, *Baudouin*, passé avec le gouvernement pour l'entreprise des convois militaires, déclaré résilié par un décret du 24 septembre, à compter du premier janvier, ont fini par l'ordre donné au ministre de la guerre de rendre compte, au premier mai prochain de ladite résiliation, & au comité militaire d'indiquer le mode de la responsabilité encourue par M. *Duportail* à raison de l'inexécution du décret.

Du mercredi, 14 mars.

On ne sait ce qu'il faut croire. La municipalité de Sierck écrit à l'Assemblée, & dément les faits impudemment articulés à la barre au nom des municipaux de Sierck. Le comité de surveillance conciliera ces deux versions.

Les administrateurs du Cantal annoncent, sans autres détails, que le département de la Lozère est en insurrection, & que le sang coule dans la ville de Mende. Leur lettre est renvoyée à la commission des douze.

Trois cents enrôlés d'Agen, en passant aux frontières opposées, ont été admis à la barre & leur orateur a dit dans une harangue trop longue pour que nous la rapportions toute entière : « Nous nous éloignons des frontières voisines de notre département, parce que les hautes montagnes qui nous séparent de nos ennemis (les Espagnols), sembloient nous y disputer la gloire de les vaincre... Haine aux tyrans, fraternité envers les citoyens... Parler peu & frapper fort, c'est notre devise & l'éloquence du soldat. » Ne

à Agen, M. *de la Cépède* a pris exprès le fauteuil pour répondre à ses compatriotes ; comme si les François n'étoient pas tous frères. Ces jeunes héros ont traversé la salle au bruit d'applaudissemens unanimes ; ils reviendroient vainqueurs, couverts de blessures & de lauriers, qu'on ne sauroit les applaudir davantage : l'art de gouverner les hommes est celui d'économiser & de graduer sagement les honneurs. On leur a déféré tous ceux du procès-verbal & de la séance. M. *Dumas* a demandé l'impression « de la harangue *Lacédémonienne* de ces guerriers *qui parlent peu mais qui frappent fort*, & de la réponse du président *qui parle bien comme nous sentons fortement.* » Ces glorieux fruits des loisirs législatifs seront livrés à la presse ainsi que l'a ordonné un décret qui a fait les délices des galeries.

Pour varier leurs jouissances, M. *Brissot* a lu l'acte d'accusation contre M. *Delessart*, & sa rédaction a été aussi-tôt décrétée. Il a proposé ensuite d'enjoindre au ministre des affaires étrangères de communiquer à l'Assemblée la correspondance de M. *Delessart* avec les envoyés ou ambassadeurs de France auprès de toutes les puissances depuis son entrée dans le ministère.

Cette proposition a paru inconstitutionnelle à M. *Becquey* que les vrais citoyens ont écouté avec cet intérêt qu'inspire la raison. Il a représenté, sans déclamation, que la publicité seroit dangereuse ; que les relations extérieures de la France appartiennent exclusivement au Roi ; qu'une simple législature ne doit pas faire une exception que la constitution n'a pas faite. Mais M. *Brissot* a répondu que, sans cette correspondance, il seroit impossible d'examiner l'accusation portée contre M. *Delessart* ; ce qui étoit mal-adroitement dire

Digitized by Google

qu'il avoit porté l'accusation dans l'impossibilité de l'examiner.

De ce que le corps législatif ratifie les traités, M. *Guadet* a conclu que l'Assemblée pouvoit & devoit se faire communiquer toute la correspondance, sur-tout lorsqu'il faut, a-t-il dit, sauver la liberté & la constitution. Le nier, ce seroit se déclarer défenseur de l'impunité du ministre. Il a demandé communication de la correspondance ministérielle depuis le 20 juin 1791. (Applaudi).

M. *Boulanger* a dit que sa conscience, son serment lui interdisoient de participer à une délibération, dont l'objet étoit contraire à l'acte constitutionnel. Des murmures lui ont coupé la parole. M. *Guadet* a vivement recommandé à l'Assemblée « de ne pas laisser introduire l'abus intolérable *des protestations contre les décrets* votés par la majorité ; » & il exigeoit que M. *Boulanger* fût rappellé à l'ordre *avec censure*. Cette triple absurdité a été couronnée de longs applaudissemens des galeries. Nous disons triple, en effet : 1°. Des protestations justes, respectueuses & motivées, sont admissibles par-tout où le règne de la majorité n'est pas une aveugle tyrannie ; & avant la sanction, ce droit est un devoir ; 2°. il ne s'agissoit pas de protestation ; 3°. on n'avoit encore rendu aucun décret ; il étoit donc impossible de protester contre un *décret voté*. M. *Boulanger* ne s'est couvert que de ces deux dernières raisons, en observant qu'il n'avoit point demandé qu'on rappellât à l'ordre MM. *Brissot* & *Guadet* qui proposoient de violer la constitution. Les huées nous ont dérobé la suite de sa juste & modeste défense.

Entre les consciences & les passions, M. *La-*

Digitized by Google

Gratelle a sollicité un ajournement & le renvoi au comité. « Le cas actuel, a-t-il dit, *n'est pas exprimé ;* je vois bien qu'il est *dans l'esprit de la constitution ;* mais il convient de décider de pareilles difficultés avec toute la maturité de la réflexion. » La souplesse & la rectitude sont des qualités intellectuelles & morales qui n'ont pas toujours le bonheur d'être compatibles. De ce que le cas n'est pas exprimé dans la constitution, en est-il moins incontestable que la constitution l'exclut rigoureusement pour tout homme qui l'a jurée ? LE ROI SEUL *peut entretenir des relations politiques au-dehors, conduire les négociations* (tit. III, ch. 4, sect. 3, art. I.). Le Roi peut-il SEUL *entretenir & conduire des relations & des négociations*, sauf leur communication forcée à l'Assemblée nationale ? La ratification des *traités* suppose-t-elle la publicité des relations, négociations & correspondances, même quand il n'en est encore résulté aucun traité ?... Mais la préalable a écarté l'ajournement, & MM. *Mailhe* & *Quesney* ont compris dans le décret, adopté sur le champ, la correspondance depuis le 1^er^. mai 1791 : & la salle a retenti d'applaudissemens de triomphe.

Pour remédier à tous les maux présens & à venir, par des paroles, M. *Gensonné* a conçu, rédigé & lu une adresse de l'Assemblée au Roi. M. *Bazire* y a trouvé un ton de doléance peu convenable à la majesté de l'Assemblée, qui doit *poursuivre* les agens du pouvoir exécutif, mais non les *éclairer*. Un long vacarme a fini par le refus d'imprimer l'adresse que son auteur a retirée.

Du mercredi, séance du soir.

Soixante & quelques séditieux du département

de l'Eure ont été arrêtés. Il sera fait mention honorable, au procès-verbal, de la conduite des gardes nationaux & des troupes de ligne.

Après une troisième lecture, l'Assemblée a décrété que « les intérêts dus par la nation pour emprunts contractés par les ci-devant Pays-d'états, avec la stipulation de non-retenue des impositions, continueront d'être payés comme par le passé, pourvu que ladite stipulation de non-retenue ait été autorisée dans les formes ci-devant prescrites & usitées pour les différens Pays-d'états, ladite autorisation équivalant aux lettres-patentes duement enrégistrées, exigées par l'art. III du décret des 24 & 27 décembre dernier.

Tout le reste de la séance a été rempli par un rapport de M. *Lecointre*, au nom du comité de surveillance, où des pamphlets qui se vendent chez tous les libraires, & des lettres que trente citoyens attestent avoir été ouvertes contre les loix qui défendent de violer les cachets, ont servi de base à un décret d'accusation de crime de lèze-nation contre MM. *de Chappe* & *de Lassaux* arrêtés à Sierck; décret où la justice expéditive de M. *Lecointre* enveloppoit un valet, nommé *Gilet*, coupable aussi de crime de lèze-nation pour avoir accompagné son maître. M. *Merlin* le père, maire de Thionville, a écrit & signé un mémoire en faveur des prévenus. M *Merlin* fils, législateur, demandoit que son père fût improuvé pour le mot *chevalier* qu'on lit dans ce mémoire... De pareils détails plus dignes d'un commissaire de police que des représentans de la France, ont produit un décret d'accusation où l'on n'a omis que le sieur *Gilet*.

Du jeudi, 15 mars.

La commission des douze chargée de rechercher les causes & les remèdes de la dissolution du royaume, en attendant la cure universelle & radicale, s'est hâtée d'appliquer un topique local aux maux du département de l'Eure. Elle a proposé & fait décréter une loi de circonstance, des attributions arbitraires, dont l'une des suites pourroit être de priver de toute confiance l'ordre judiciaire à peine institué. Si l'on avoit voulu laisser à la justice le cours que cet ordre établi est supposé lui tracer avec sagesse & pour tous les cas, on n'auroit pas eu de nouveau décret à rendre; de bonnes loix étant censées avoir pourvu à tout. Neuf articles adoptés aujourd'hui, sur la proposition de M. *Tardiveau*, ont désigné, après le délit commis & l'incarcération d'une partie des accusés, un des juges de paix des cantons d'Evreux, Pacy, Vernon, Bernai, Broglie & Harcourt pour accélérer les interrogations; autorisé ces juges à nommer, au sort, trois d'entr'eux qui formeront un tribunal de police correctionnelle; attribué des indemnités, des salaires journaliers à ces juges, aux greffiers, & fixé pour tribunal d'appel celui d'Evreux. Ainsi, à chaque événement le corps législatif refait une page du code.

L'Assemblée ayant repris la discussion des articles VI & suivans du décret, sur la métamorphose d'Avignon & du Comtat en districts de Vaucluse & de Louvais, le comité proposoit de charger le Roi de nommer les quatre commissaires; M. *Dumolard* a préféré qu'ils fussent nommés par les deux départemens auxquels les pays d'Avignon & du Comtat vont être réunis, & qui est délégué des droits vraiment nationaux & suprêmes.

Digitized by Google

dans le sens des politiques modernes, à des préposés de deux administrations partielles & subordonnées. Excepté la motion de M. *Mulot* de fixer un terme de déchéance pour les indemnités promises au souverain pontife, tout a été décrété en 26 articles. Les onze premiers sont relatifs à la division d'Avignon & du Comtat en deux districts, aux Elections à faire, à la nomination de quatre commissaires civils pris dans les départemens de la Drome & des Bouches du Rhône. Voici les derniers articles :

« XII. Le tribunal établi à Avignon par le décret du 26 novembre dernier sera transféré à Beaucaire. Les prisonniers détenus à Avignon ou autres lieux, y seront conduits sous bonne & sûre garde. Les commissaires civils envoyés par le Roi seront tenus, sous leur responsabilité, de veiller à la sûreté de ce transport, & à ce que, sans négliger les précautions nécessaires, ont ai, pour ces prisonniers, les égards qu'exige l'humanité. Les municipalités d'Avignon & des autres lieux de passage, seront pareillement tenues, sous leur responsabilité, de faire tout ce qui sera en leur pouvoir, pour éviter tout empêchement qui pourroit être apporté à ce transport, l'Assemblée nationale déclarant traîtresses à la patrie & criminelles de lèze-nation, toutes personnes qui feroient quelques tentatives soit en faveur, soit contre les prisonniers. »

« XIII. Les procédures à faire par les juges ne seront instruites que contre les particuliers accusés d'avoir personnellement participé au meurtre du sieur *Lescuyer* & des prisonniers au Palais les 16 & 17 octobre dernier, & contre ceux qui se trouveront accusés d'avoir formellement provoqué les crimes. Tout ce qui n'est pas relatif à ces attentats, sera regardé comme l'effet malheu-

Digitized by Google

reux d'un mouvement populaire, & en sera entièrement distrait. »

« XIV. L'accusateur public près le tribunal criminel du département de la Drôme, poursuivra la procédure à faire contre les assassins *d'Anselme* & *la Vilasse*, & contre les meurtriers de *Carromb*. »

« XV. Tout ce qui est preferit par les décrets des 14 & 23 septembre & 26 novembre derniers, & à quoi il n'est pas expressément dérogé par le présent décret, sera exécuté en son entier. »

« XVI. La commission établie par l'article VI sera tenue de prendre sur les lieux & de faire parvenir incessamment à l'Assemblée, les renseignemens précis sur les faits dénoncés contre M. *Mulot* & les commissaires civils. Ces derniers se rendront à la barre, pour rendre compte de leur mission, lorsqu'elle sera terminée; l'Assemblée ajourne jusqu'à cette époque toute discussion sur cet objet. »

« XVII. Il sera accordé, provisoirement, aux deux districts de Vaucluse & de Louvaise, un secours de deux cents mille livres. Cette somme, fournie par le trésor public, sera employée, sous la surveillance & la direction immédiate de la nouvelle commission, en réparations & reconstructions des digues, routes & autres travaux d'utilité publique, & en un établissement d'ateliers de charité. »

« XVIII. Le Roi sera invité de donner les ordres les plus prompts pour retirer d'Avignon & du Comtat les régimens de la Marck & les escadrons de hussards qui s'y trouvent, & pour les faire remplacer par un régiment d'infanterie & quatre bataillons de volontaires nationaux. »

« XIX. Tout corps, toute personne qui se

Digitized by Google

pétueront des actes tendans à méconnoître & à faire méconnoître la souveraineté de la nation & la constitution, seront poursuivis comme traîtres à la patrie & criminels de lèze-nation ».

« XX. Les commissaires civils seront tenus de dénoncer, sans délai, à ceux qui en doivent connoître, les officiers des troupes de ligne qui les auront ménacés & insultés; ils seront, de suite, poursuivis suivant la rigueur des loix. »

« XXI. Ce qui est dû pour le passé à la gendarmerie nationale des deux districts de Vaucluse & de Louvaise, lui sera payé par le trésor public sur le pied du traitement qui lui étoit attribué. Il en sera de même pour l'avenir, jusqu'à son organisation définitive, & jusqu'à ce que l'Assemblée en ait autrement ordonné. »

« XXII. Il sera pourvu, provisoirement, aux frais de tous les établissemens & traitemens des fonctionnaires publics, civils & ecclésiastiques, conformément au décret du 25 septembre, & ce, jusqu'à ce qu'il y ait été autrement pourvu. »

« XXIII. Le ministre des affaires étrangères rendra compte, sous trois jours, de l'état des négociations, qui, conformément au décret du 14 septembre, doivent avoir été ouvertes avec la cour de Rome, relativement aux indemnités & dédommagemens qui pourroient lui être dûs.

« XXIV. Le pouvoir exécutif donnera les ordres nécessaires pour la prompte exécution du présent décret; les ministres de la justice & de l'intérieur seront tenus d'en rendre compte de quinzaine en quinzaine, chacun en ce qui le concerne de son administration. »

« XXV. L'assemblée renvoie à son comité d'aliénation la demande faite par nombre de citoyens d'Avignon & du Comtat par l'organe des com-

missaires civils, pour être admis à former un bataillon de volontaires pour la défense des frontières. »

« XXVI. L'Assemblée nationale invite les citoyens des deux districts d'Avignon & de Carpentras, à abjurer tout sentiment de haine, & à ne plus se livrer qu'aux douces impulsions de la fraternité. Ce n'est que par une conduite paisible & digne des hommes libres, qu'ils seconderont puissamment les efforts que vont faire leurs représentans, pour effacer jusqu'à la moindre trace des maux dont ils sont accablés. »

Du jeudi, séance du soir.

Organe du comité des assignats & monnoies, M. *Reboul* a parlé de sous près d'une heure. Il a prouvé, sans le dire, que bientôt on gagneroit beaucoup à fondre les sous pour les vendre à l'état, le cuivre étant plus cher que ne valent les sous qu'on en fabrique. Il a dit, sans le prouver, que les financiers de l'Assemblée constituante s'étoient grossièrement trompés en comptant sur 180 millions de livres de métal de cloches disponibles, & sur la suppression de 50 mille églises, calculs que les états au vrai réduisent à 6 ou 7 millions de livres même en se conformant aux décrets de l'Assemblée constituante. Néanmoins ce métal, don du ciel, ne manquera pas tant qu'il restera des clochers à grande sonnerie qui étourdissent M. *Reboul*, & des cloches de couvens & d'églises de catholiques non-conformistes. « Ce ne sont point des cloches que nous devons aux dissidens, mais de bonnes loix qui leur assurent la liberté de célébrer, à leurs dépens, tous les rites qui leur seront agréables. » De ce qu'on ne leur en doit

Digitized by Google

pas, il a conclu qu'on pouvoit leur enlever celles qu'ils ont achetées, probablement par respect pour la liberté & la propriété. Le mot *nation* ne lui laisse aucun scrupule; & il répond à ceux qui craindroient des soulèvemens des paysans plus chrétiens que philosophes : « Le peuple sent plus, en ce moment, le besoin de monnoie que celui de cloches. » Le dernier décret sur les canonniers nationaux tend à mettre des canons par-tout; M. *Reboul* a proposé de faire frapper monnoie dans tous les coins du royaume, qui n'en sera ni mieux défendu ni moins pauvre.

Les commissaires d'Avignon écrivent au président, à propos du rapport de M. *Bréard* : « Non, l'Assemblée ne peut obtenir de renseignemens exacts; elle ne peut débrouiller ce cahos de mensonges & d'absurdités que par la connoissance de la procédure; & la voilà finie. » Leur lettre a été renvoyée à M. *Bréard*, c'est-à-dire au comité.

Du vendredi, 16 mars.

Soupçonnant enfin qu'il seroit plus simple & moins coûteux de ne point brûler des assignats que d'en faire dont la célérité de la fabrication ne suffit pas à la dépense, l'Assemblée a statué que les receveurs des districts cesseront d'annihiler les assignats provenant de la contribution patriotique, & continueront de les envoyer, mais non-biffés, à la caisse de l'extraordinaire.

Vainement avoit-on résolu de consacrer trois séances par semaine aux finances. Des suppressions de paroisses, des captures de cloches, & des dénonciations pressoient bien davantage. Le comité central n'a aucun égard aux notes de M. *Laffon-Ladebat*. « Depuis 15 jours, a dit M. *Dorisy*,

Digitized by Google

à peine le mot de finance a-t-il été prononcé dans cette assemblée. » M. *Bazire* a fait renouveller le décret des trois séances en obtenant qu'on ne s'en occupera jamais avant midi.

Un membre a proposé d'organiser le ministère des affaires étrangères conformément aux principes constitutionnels. On vouloit que ce membre fût entendu sur-le-champ. M. *Lemontey* a observé que le comité diplomatique s'occupoit de cet objet ; & deux épreuves ont amené l'ordre du jour ; mais le publiciste *organisateur* sera entendu demain à midi, pour hâter d'autant la régénération des finances.

MM. *Pieyre* & *Cambon* ont lu des lettres du département du Gard, de Nîmes, de Marseille, d'Orange, &c. ils les eussent dictées qu'elles n'auroient pas été plus intéressantes, plus probantes. Arles, Baune, Mende, Jalès, Carpentras, Avignon, sont des foyers de fanatisme & d'aristocratie. Les patriotes y gémissent dans les fers, quoiqu'on les en ait impitoyablement chassés ; citoyens, propriétaires, marchands, ouvriers, soldats, officiers, municipaux, administrateurs, hommes, femmes, enfans, tout y est contre-révolutionnaire ; il n'y a *que le peuple* qui ait du patriotisme ; aussi sa pénétration a-t-elle découvert, leurs sentimens & leurs intentions, qu'ils déguisent avec une perfidie incroyable, en arborant la cocarde blanche & le drapeau blanc. La nation, ou les *clubistes* de Nîmes, Montpellier, Marseille, St. Gilles, &c. brûlent de désarmer & de soumettre les ennemis, par tendresse fraternelle, & témoignent de civiques inquiétudes aux membres du département qui tremblent qu'il n'en arrive quelque catastrophe, & qui ne se justifient qu'en montrant leur corres-

Digitized by Google

puissance pour induire l'Assemblée à donner inconsidérément le signal d'agir, de marcher, de vaincre ou mourir.

Ces différentes pièces circulaires ont été renvoyées à la commission des douze, & on est rentré dans la discussion des articles concernant Avignon, par la question relative à l'ordre judiciaire & au sort des prisonniers, *Jourdan*, &c.

Il faut avoir eu l'inexprimable douleur d'en être le témoin pour le croire : M. *Couturier* a proposé d'étendre l'amnistie sur tous ces prisonniers. « Une amnistie pour les crimes affreux qui ont ensanglanté l'époque de la réunion d'Avignon à la France, est si loin de mes idées, a dit *M. Fraissenel*, que j'ai regardé le bruit qui s'en est élevé d'avance, comme produit par les vils calomniateurs qui ont jusqu'ici cherché à discréditer l'Assemblée nationale. » Ce début annonçoit une morale publique assez solide dans ses principes, pour que nous n'ayons pu, sans une extrême surprise & le plus vif regret, entendre l'opinant ajouter, (si nous ne nous trompons) que lorsque le peuple devenu libre en secouant & brisant ses antiques chaînes, immole quelques suppots du despotisme, quelques hommes jaloux de sa liberté, « *la loi est violée* par ces désordres ; mais *la justice ne l'est pas.* » Il a retracé les horreurs de la glacière, & nous a distraits de ses sophismes révolutionnaires, de ses paradoxes, de l'anarchie qui sépare *la justice* de *la loi* ; il nous en a distraits par ce cri sorti de son cœur : « non, ce sont des délits pour lesquels le mot amnistie ne sauroit être prononcé devant une assemblée d'hommes justes... Craignez d'instituer les saturnales du crime... » Ensuite, il s'est énergiquement opposé à la translation du tribunal & des prisonniers à Beaucaire,

Digitized by Google

déplacement arbitraire, impolitique, auquel l'événement peut attacher l'idée fausse, mais plausible, mais bientôt universelle & inexpugnable, d'une infamante connivence pour occasionner l'évasion des scélérats.

« Pour sauver *les malheureux prisonniers* de la fureur de leurs ennemis, a dit alors M. *Vassal*, curé de Versailles, il a fallu appeller des juges d'une terre étrangère. Pour les sauver des nouvelles intrigues formées contre eux, il faut transporter sur une terre étrangère le tribunal entier... Je sais qu'il y a une sorte de courage à défendre ceux que tant de plumes vénales ont peints comme des brigands; mais je le dirai sans déguisement, parce que je ne fais que suivre le sentiment de ma conscience. Je dirai que ceux qu'on appelle des brigands n'ont jamais combattu que les despotes, qu'ils ne se sont jamais trouvés à la tête d'aucun complot; qu'à l'exception peut-être des meurtres qui ont vengé le fils de *Lecuyer*, le sang n'a coulé par leurs mains que sur le champ de bataille. Les véritables brigands sont ceux qui ont cherché à étouffer la liberté dans son berceau, perpétué l'anarchie pour dégoûter le peuple de la liberté & le ramener sous le joug papal; les mêmes enfin qui, après avoir dispersé 700 familles, poursuivi les *patriotes* par des assassinats, les poursuivent aujourd'hui sous les formes judiciaires, & provoquent de nouveaux carnages.... Vous pardonnerez tous ces crimes à l'aristocratie, tandis que vous immolerez aux vengeances de ce parti triomphant *les patriotes égarés par une vengeance passagère*... Si vous voulez être justes & faire cesser les troubles, étendez l'amnistie aux crimes de tous les partis & couvrez du même voile tous les crimes qui ont

ensanglanté ce pays. » Il seroit difficile de mériter mieux que M. *Vassal* la reconnoissance & l'estime du coupe-tête & de sa vertueuse bande.

M. *Bazire* a délayé les mêmes idées dans la même morale ; mais nous ne nous attendions guère à son assertion que « l'Assemblée constituante a provoqué tous les maux d'Avignon, ainsi que tous ceux des colonies ; » moins encore à cette exclamation : « Pouvons-nous punir les Avignonois des malheurs dont nous sommes les premières causes ? » -- D'abord, il ne s'agit nullement de punir les Avignonois, mais des scélérats qui firent couler le sang dans Avignon. Ensuite, eussiez-vous causé ces maux, rien ne vous dispenseroit du devoir sacré de laisser la justice frapper des monstres rassasiés de pillage & de meurtres, des incendiaires & des bourreaux aussi lâches qu'atroces. S'ils ne sont pas jugés, punis, l'Europe & la postérité vous jugeront.

« Le droit d'amnistie, a dit M. *Dumas*, suppose la plénitude de la souveraineté, qui ne réside pas dans les mains d'une législature. » Grande rumeur. *Qu'il soit rappellé à l'ordre.* « C'est réunir, a-t-il repris, le pouvoir législatif & le pouvoir judiciaire. » MM. *Dubayet* & *Dumolard* l'accusoient d'attaquer la constitution, que l'amnistie violeroit. Il est encore revenu au pouvoir judiciaire, quoique ce pouvoir ne donne aucun droit d'amnistie. « Vous-même, lui objectoit M. *Mailhe*, vous avez provoqué le décret en faveur des Suisses de Châteauvieux... Quant à la souveraineté, où résideroit-elle si elle n'est pas dans les mains du corps législatif ? » Cette métaphysique n'offroit d'autre issue que l'ordre du jour. On décrète qu'on y passe, mais c'est pour discuter de nouveau sans se mieux com-

Digitized by Google

prendre. Au milieu de la confusion des maximes politiques controversées, qui doivent cependant gouverner l'Etat, il n'y a de bien évident que l'édifiant projet de dérober au glaive des loix les criminels les plus exécrables. M. *Saladin* s'étaye de ce que l'Assemblée constituante avoit cessé d'être constituante lorsqu'elle décréta l'amnistie; M. *Grangeneuve* de ce que le décret n'en est parvenu qu'après les crimes. MM. *de Girardin* & *de Vaublanc* prouvent en vain que la législature est dans l'honorable impuissance d'absoudre d'aussi horribles forfaits; que le scandale de leur impunité n'affermiroit pas la constitution dont les bases doivent être la justice éternelle. M. *Guadet* a retourné les arguties de MM. *Saladin* & *Grangeneuve*. Plusieurs orateurs se sont long-temps disputé l'étrange gloire de réfuter M. *de Vaublanc*. Epreuves tumultueuses, réclamation de l'appel nominal, vacarme indicible... Enfin, sur la motion de M. *Vergniaud*, le combat est ajourné à lundi.

Une lettre du Roi annonce que Sa Majesté a nommé M. *Dumouzier* au département des affaires étrangères, & M. *Lacoste* à celui de la marine.

Du samedi, 17 mars.

Au produit desiré des contributions foncière & mobiliaire, le génie de M. *Lacroix* a promis d'ajouter 45 à 50 millions par an, & 15 à 20 millions tout de suite. Pour donner une tournure civique à cet expédient de finance, il a fallu débiter beaucoup de lieux communs sur le fléau de l'agiotage actuel, imputé à l'ancien régime. Le moyen de M. *Lacroix* est de décréter que les propriétaires & porteurs d'effets publics, d'actions des deux compagnies des indes, de la caisse

d'escompte, &c., seront tenus de les faire enregistrer dans le délai de deux mois, à chaque mutation, & payeront le même prix que tous les autres actes sujets à l'enregistrement. On a décrété l'impression du discours applaudi, & le renvoi aux comités compétens.

M. *Lobjoy* a été admis à exposer les vues qu'il avoit annoncées, *la veille*, sur l'organisation du ministère des affaires étrangères d'après les principes constitutionnels. Ce luxe oratoire dont on couvre aujourd'hui des conceptions puériles, une profusion d'images colossales au travers desquelles de petites idées sont imperceptibles ou ridicules, l'abjuration de tout *dogme mystérieux* dans la politique d'un peuple libre, dans *le sanctuaire où la nation peut tout sur elle-même*, la *zône immense* que parcourt le ministre des affaires étrangères, les *points de la sphère* qu'il meut, la *providence des législateurs*, les *visirs*, les *transfuges* qui fatiguent *des fausses ardeurs de leur impuissance* les cours qu'ils voudroient intéresser *aux vengeances féodales*, des réponses *astucieuses & toutes royales*, *la latitude de la sphère* où doit être placé le comité diplomatique *investi de toutes ses facultés*, le desir de voir *tous les peuples* se donner *le baiser de justice & de paix*.... Tout ce fatras à prétention à conduit M. *Lobjoy* aux grands résultats que voici :

1°. Statuer que le ministre sera tenu d'ouvrir le dépôt des dépêches étrangères & des agens François, à chaque réquisition du comité diplomatique; « peut-être même seroit-il bon qu'en certains cas plus graves, le comité fût envoyer ou proposer à l'Assemblée d'envoyer quelqu'un sur les lieux, pour puiser, à la source des ren-

seignemens, qui s'altèrent presque toujours en filtrant par des canaux trop longs & trop multipliés. »

2°. Supprimer les titres d'ambassadeurs, plénipotentiaires, ministres, envoyés, résidents, agents, consuls, *vis-à-vis* lesquels « il n'est pas, a-t-il dit, jusqu'au pontife de Rome, *jusqu'à ce prêtre dont le fief n'est pas de ce monde* (*bravo !*), qui ne *tranche du souverain* (applaudissemens redoublés); » classification réprouvée par la déclaration des droits « qui veut que tout homme ne soit que tout ce qu'un autre homme peut être comme lui. »

3°. Donner indistinctement à tous les envoyés de la nation le titre de *légats* ou *nonces de France*, & préférer pour ces offices de nonces ceux des secrétaires de légation qui auront montré le plus de civisme dans la carrière diplomatique. --- « Alors la constitution sera respectée jusqu'au scrupule & même beaucoup au-delà du scrupule. »

Ces importantes découvertes seront honorées de l'impression & remises au comité.

L'ordre du jour appelloit une seconde lecture du projet concernant le mode civil de constater les naissances, les mariages & les décès. M. *François de Neufchâteau* ayant voulu motiver l'ajournement de cette lecture, on a long-temps débattu s'il seroit écouté. Enfin ce législateur, ci-devant poète, a pris la parole; & l'impitoyable promoteur de persécutions contre les prêtres non-assermentés, dépouillés, calomniés, réduits aux dernières horreurs de la misère, exportés, incarcérés, a tremblé de la seule idée de priver les prêtres sermentés de l'ascendant que leur donne le droit de tenir des registres baptistaires, matrimoniaux & mortuaires.

Digitized by Google

Il a dit, en substance, que les intrigans qui dominoient l'Assemblée constituante ne l'avoient induite à décréter la constitution civile du clergé que dans le perfide espoir d'y trouver un moyen de renverser la constitution & d'amener leurs deux chambres ; que M. *d'Autun* ne prêta le serment qu'en renonçant à son évêché ; que tout en applaudissant à la loi du serment, M. *Sieyes* écrivoit aux électeurs de ne pas l'élire évêque. Il a prétendu que la majorité des prêtres du royaume a prêté le serment (assertion qui est d'une fausseté insoutenable) ; qu'ensuite ces mêmes chefs de l'intrigue établirent un système de persécution sous les dehors d'une hypocrite tolérance, pour affoiblir cette majorité ; de-là, selon lui, l'ouverture de l'église des Théatins à Paris, la protection du Roi accordée aux prêtres inassermentés, l'adresse du directoire invoquant le *veto*, les brefs du Pape, réels ou supposés, &c ; de-là, une différence énorme entre la constitution décrétée d'abord & la constitution revue & acceptée ; qu'à défaut de succès, ils recoururent à la motion des registres purement civils, se promettant de pousser par-là le peuple à la guerre civile en lui dénonçant la législature comme méconnoissant le Pape & abolissant un ou deux sacremens.

De ces divagations où le douteux, l'exagéré, le vrai, le faux se confondent, & pourroient paroître servir à-la-fois d'arme offensive & défensive, à qui ne voudroit peindre un grand mal que pour en produire un plus grand encore, M. *François* a conclu que ; « quoique nous soyons dans le siècle de la philosophie, le peuple n'est pas philosophe ; » que, de 44 mille municipalités, peut-être 40 mille n'ont aucun membre qui sache lire & écrire ; que l'innovation projettée fera ca-

Digitized by Google

lomnier la religion de l'Assemblée nationale dans les campagnes ; que le plan de M. *Muraire* est excellent, mais qu'il ne seroit goûté que des gens éclairés par les ouvrages lumineux qu'a fait éclore la révolution ; que c'est malheureusement le très-petit nombre ; & qu'en attendant la maturité du peuple, on devroit se borner à l'usage plus généralisé de l'édit de 1787 qui fixe le mode de constater l'état civil des non-catholiques.

MM. *Dumourier* & *Lacoste*, nouveaux ministres des affaires étrangères & de la marine, sont venus faire leur compliment. Un secrétaire a lu celui de M. *Dumourier*. « Le Roi, en renouvellant son ministère, a cherché à prouver son attachement à la constitution. Nous sommes devenus les gages de la confiance publique, de l'accord entre les pouvoirs constitués... Je ferai, près des puissances étrangères, l'organe de votre franchise & de votre énergie..... L'Assemblée nationale, le Roi & les ministres ne feront plus qu'un tout indivisible. »..... Moins emphatique, plus fidèle aux convenances, moins persuadé qu'on ne pouvoit mieux faire que de le choisir, que sans lui le Roi n'auroit pas eu *la confiance* publique & les deux pouvoirs n'eussent pas été *d'accord*, qu'un ministre du monarque est *l'organe de l'Assemblée*, & que les agens amovibles & responsables du Roi ne font *qu'un* avec ce chef suprême & le corps législatif ; plus sage enfin M. *Lacoste* a offert ses hommages, a protesté de son amour pour la liberté, a promis de se conformer à la constitution en obéissant aux ordres du Roi, & a dit à l'Assemblée : « c'est sur mes actions que vous me jugerez. »... On a repris l'objet du discours de M. *François*.

L'ajournement déplaisoit, encore plus que ses

Digitized by Google

motifs ridiculisés comme anti-philosophiques. M. *Guadet* a craint que si l'on attendoit trop long-temps à rendre le décret, « le nouveau clergé, que malheureusement l'Assemblée constituante a établi en corps, n'y opposât la plus forte résistance. » M. *Muraire* a dit que sa loi étoit une tâche imposée à la législature par la constitution; que le peuple est assez mûr, ou que d'aussi bonnes loix hâteront sa maturité; que tout pas rétrograde seroit une foiblesse, & que de petits ménagemens sont toujours très-dangereux en législation. Les réflexions de M. *François* ont paru à M. *Bazire* injurieuses au peuple François.

Un évêque constitutionnel a déclaré que ses confrères & lui avoient déjà adressé des instructions préparatoires à leurs diocésains, à qui ces lettres pastorales apprendront sans doute à lire & à écrire. M. *Hérault de Séchelles* a proposé de faire élire les (50 mille) fonctionnaires publics qui, dans tous les villages, enrégistreront les naissances, les mariages & les décès, en prescrivant que les ministres du culte ne pourront être élus qu'au défaut de tout autre citoyen. La troisième lecture aura lieu dans huit jours.

Du samedi, séance du soir.

M. *Mouysset* a fait part à l'Assemblée d'une lettre de Schelestat portant que 25 officiers du 15^e^. régiment avoient quitté leurs drapeaux. On a crié : *tant mieux !* M. *Merlin* a dit qu'on lui écrivoit que 9 officiers du régiment de Royal-Roussillon étoient aussi déserté de Longwy : « Ils ont déchargés de leur poids le pavé de la liberté. » --- *Bravo !* ont crié les galeries, & la salle a retenti d'applaudissemens.

Digitized by Google

Le ministre de l'intérieur écrit que la municipalité de Langone a mis en état d'arrestation & interrogé deux émissaires du *club* de Margelone envoyés aux *clubs* circonvoisins, & porteurs de lettres civiques pour les trois compagnies du 17.e régiment, lettres qui les provoquoient à se venger de ce qui venoit de se passer à Mende. Ces nouvelles & des procès-verbaux seront remis à la commission des douze.

M. *Blanc-Pascal*, accusateur public du département du Gard, s'attribuant des fonctions & des relations co-législatives, écrit, de Nîmes, le 13 mars, qu'un administrateur (anonyme) lui donne avis que 8,000 citoyens patriotes vont partir de Marseille avec 20 pièces de canon de 24 & quatre mortiers pour aller à Arles. « Si cela arrive, ajoute M. *Blanc-Pascal*, nous ne pourrons plus contenir nos gardes nationales. Ce sera le résultat du *rapport* des commissaires civils d'Arles, sur la foi desquels M. *Cahier* s'est *rapporté* au lieu de s'en *rapporter* aux nouvelles que j'ai eu l'honneur de lui adresser. » Le lecteur de cette lettre, M. *Vincent* a demandé que les commissaires civils d'Arles, qu'un décret de mardi, 13, ne mande à la barre que sous huitaine, y fussent mandés demain; M. *Merlin* vouloit les y voir au moment même, ainsi que les députés du directoire des Bouches-du-Rhône. Ceux-ci seront entendus sur-le-champ, les autres demain.

L'orateur de la députation administrative des Bouches-du-Rhône a dit tout bonnement que l'abolition du *club* d'Arles étoit le crime irrémissible des aristocrates; & comme pour le prouver il n'avoit aucun besoin de raconter les intrigues

Digitized by Google

de ce *club*, il s'est borné à répéter que l'aristocratie Arlésienne empriſonne, recrute & vomit des horreurs contre la conſtitution. Tranſporté au fort Saint-Louis, le maire d'Arles a forcé les tartanes de Marſeille à ſe retirer & s'eſt emparé de quatre gros canons. Le directoire a mis toute la garde nationale du département en état de réquiſition permanente. Le diſtrict & la municipalité d'Arles ont requis un régiment de dragons, mais le département a détourné l'effet de cette réquiſition défenſive. Apt eſt auſſi rébelle qu'Arles; cent prêtres y *fanatiſent* les eſprits, & on s'y exerce à tirer à la ſible. A Aubagne, Alan, Cucuiron, Gardanne, Aiguille, c'eſt *l'ariſtocratie bourgeoiſe* qui vexe & travaille *le peuple*. Le miniſtre a ordonné l'approche de troupes de ligne; ariſtocratie miniſtérielle. Sans le *patriotiſme brûlant* des Marſeillois, tout ſeroit perdu. « Légiſlateurs, profitez des *circonſtances heureuſes* où nous ſommes; c'eſt l'éternelle providence qui les a ménagées *pour le bonheur* de l'Empire François. Si les meſures que vous prendrez contre Arles ſont promptes & vigoureuſes (*bravo!*), le triomphe *du patriotiſme* ſera complet... N'oubliez pas les prêtres..... »

On a beaucoup applaudi à ces fraternelles provocations au carnage contre des François dont le forfait eſt de préférer la paix à des *clubs*, le règne des loix à la tyrannie des démagogues, la ſûreté des propriétés & de la vie des citoyens aux inſurrections des *ſans-culottes* & de leurs meneurs. Le préſident a répondu à l'orateur : « L'Aſſemblée nationale, inſtruite *des troubles qui déſolent la ville d'Arles*, doit protection aux *patriotes*, & une juſtice ſévère aux *conſpirateurs*. Elle ap-

plaudit à votre patriotisme... » Et la députation a reçu les honneurs de la séance.

M. *Bazire* a entrepris l'éloge des patriotes de Marseille, & a demandé qu'il en fût fait mention honorable. Le président, M. *Gensonné*, y aidoit de tout son pouvoir. Mais on a crié : *à l'ordre du jour*. On le décrète à la presqu'unanimité.

Neuf articles & trois additionnels, décrétés sans discussion, ont livré à la nation les biens des ordres religieux & militaires de Saint-Lazare & de Notre-Dame du Mont Carmel & autres y réunis.

Du dimanche, 18 Mars.

M. *Jean-de-Brie* a lu un rapport, dont les conclusions ont été le projet d'un décret adopté d'urgence, & conçu en ces termes :

« L'Assemblée nationale empressée *de prêter à la loi l'appui que tous les corps constitués lui doivent*, & d'acquitter envers *Guillaume Simoneau*, maire d'Etampes, qui se sacrifia pour elle, la dette nationale, décrète qu'il y a urgence. »

« L'Assemblée nationale, après avoir décrété l'urgence, décrète définitivement ce qui suit :

« Art I. Il sera élevé, aux frais de la nation, sur la place où se tient le marché à Etampes, une pyramide triangulaire. Sur l'un des côtés seront gravés ces mots :

« *Guillaume Simoneau, élu maire d'Etampes le..... mort le 3 mars 1792.* »

« Sur le second, ceux-ci :

« *Ma vie est à vous : vous pouvez me tuer ; mais je ne manquerai pas à mon devoir : la loi me le défend.* (Dernières paroles du Maire d'Etampes. »)

« Enfin, sur le dernier l'on gravera cette inscription :

« *La nation française, à la mémoire du magis-*

Digitized by Google

trat du peuple, qui mourut pour la loi. (Décret du 18 mars 1792.)

Les deux autres articles ordonnent l'envoi du tout aux 44734 municipalités du royaume, à la veuve, à la famille, & aux citoyens qui ont été bleſſés à Etampes.

Introduits à la barre, les commiſſaires civils revenus d'Arles ont préſenté des faits, & ſurtout des conſéquences qui ne reſſembloient guère au contenu des lettres ou copies arrivées, & à propos pour modifier l'opinion de l'auditoire ſur l'état de cette ville & les intentions préſumées de ſes habitans. Les commiſſaires ont énoncé le vœu que l'eſprit public, le véritable civiſme, eût fait autant de progrès dans le royaume que dans les murs d'Arles, & ont donné les plus grands éloges aux municipaux & aux citoyens qui maintiennent le reſpect des loix, des propriétés, des mœurs; protègent la liberté; répriment la licence & ne puniſſent que légalement des délits ou des crimes avérés.

Le préſident alloit leur répondre; mais M. *Antonelle* a rompu le morne ſilence que les *patriotes* lui reprochent depuis ſi long-temps, & ce *grand homme* ne l'a malheureuſement rompu que pour s'exprimer de la manière la plus étrange; il auroit aſſis ſon jugement ſur des vérités démontrées par une diſcuſſion contradictoire, qu'il auroit encore du l'énoncer en un langage plus meſuré.

« Je ſerai court, a-t-il dit; je félicite l'Aſſemblée de ſa patience. Elle ne m'étonne pas. Il ne falloit faire à ces Meſſieurs ni le tort ni l'honneur de les interrompre (grands applaudiſſemens). Ce récit n'eſt que la *diffamation ſcélérate* des *patrioies* qui ont empêché la ville

Digitized by Google

d'Arles d'être contre-révolutionnaire six mois plutôt... C'est une apologie également *scélérate* des contre-révolutionnaires (*bravo !* redoublés). *J'affirme* que ce rapport.... est *lâchement menteur*... Il est un membre qui est prêt à porter la parole sur cette affaire. Je demande qu'il soit entendu à l'instant même, ou que la discussion s'ouvre dans la séance de demain. »

M. *Lacroix* a prescrit impérieusement à M. *Lemontey*, qui occupoit le fauteuil, de répondre aux commissaires que l'Assemblée examineroit leur conduite & qu'ils se retirassent; & le président a ponctuellement suivi la leçon de M. *Lacroix*. Les commissaires se sont retirés.

M. *Potin-de-Vauvineux* a offert 50 mille liv. en assignats, & en a promis autant pour Dimanche. Quelqu'un qui s'est dit son créancier, à écrit à l'Assemblée de ne point accepter ces dons au préjudice de ceux que M. *Potin* devroit payer. Il est venu lui-même à la barre, vanter sa banque & renouveller ses offres. On a décrété l'impression de son mémoire, la mention honorable des 50 mille livres agréées, & le renvoi du tout au comité de l'ordinaire des finances. Nos lecteurs nous sauront gré de leur épargner même la notice de nombreuses pétitions adulatrices ou insignifiantes.

Suite du décret sur les biens des émigrés. (Voy. le N°. précédent, p. 184.)

Moyens d'exécution.

« VI. Dans un mois, à compter de la promulgation du présent décret, chaque municipalité enverra au directoire de son district, l'état

des biens situés dans son territoire, appartenant à des personnes qu'elle ne connoîtra pas pour être actuellement domiciliées dans le département, ainsi que des rentes, prestations & autres redevances qui leur sont dues ; le directoire du district fera passer sur-le-champ ces états au département, avec son avis. »

« VII. Le directoire du département, d'après ses connoissances particulières, & sous sa responsabilité, arrêtera définitivement, dans le mois suivant, la liste des biens qui devront être administrés, conformément à l'art. II. Il fera publier & afficher cette liste, dont il enverra une copie au ministre des contributions ; & une autre aux commissaires-régisseurs des domaines nationaux, qui seront tenus, aussi-tôt après la réception de cette liste, de prendre l'administration des biens y contenus. »

Précautions.

« VIII. Pour éviter, dans la confection de ces listes, toute erreur préjudiciable à des citoyens qui ne seroient pas sortis du royaume, les personnes qui ont des biens hors le département où elles font leur résidence actuelle, enverront au directoire du département de la situation de leurs biens, un certificat de la municipalité du lieu qu'elles habitent ; lequel certificat sera visé par le directoire de district, qui constatera qu'elles résident actuellement dans le royaume ; ce certificat sera délivré gratuitement par les municipalités ; mais le secrétaire desdites municipalités sera payé de son salaire par l'administration des domaines séquestrés, à raison de dix sous par chaque certificat, le papier & le timbre compris. »

Digitized by Google

Difficultés.

« IX. Les difficultés qui pourront s'élever sur le fait de l'absence ou sur l'administration des biens sequestrés, seront terminées administrativement par les directoires de département, sur l'avis des directoires de district. »

Débiteurs.

« X. Les fermiers, locataires, ou autres débiteurs des émigrés, qui, à raison du séquestre, auroient été forcés à des déplacemens, soit pour fournir des renseignemens, ou pour payer dans des lieux où ils n'étoient pas tenus de se transporter, pourront faire taxer, par les directoires de district, les frais de voyages & autres indemnités; lesquels seront payés par les receveurs de départemens. »

« XI. Les revenus des biens sequestrés seront affectés, comme les biens eux-mêmes, au paiement de l'indemnité qui sera définitivement arrêtée par l'Assemblée nationale. »

« XII. Les débiteurs des rentes, prestations ou redevances, ou autres sommes quelconques dues à des émigrés, seront tenus d'en fournir leur déclaration, dans la quinzaine de la publication du présent décret, à leur municipalité, à peine d'une amende égale à la quotité de la redevance. Ils seront également tenus de faire les paiemens à l'échéance des pactes, entre les mains du receveur du district. Tout paiement fait aux émigrés, après la publication du présent décret, sera regardé comme nul. Il en sera de même de tout paiement qu'on prétendroit avoir été fait avant l'échéance des pactes à venir; si le paiement n'est constaté par un acte public. »

Digitized by Google

« XIII. Les femmes, les propriétaires par indivis, les enfans ou les pères & parens des François émigrés qui, par succession, donation ou autrement, auroient des droits déjà acquis sur les biens sequestrés, pourront, s'ils sont eux-mêmes résidans en France, présenter les titres qui établissent leurs droits au directoire du district; & sur son avis, le directoire du département qui leur accordera, sans frais, une main levée sur les revenus, proportionnée à leurs droits, sauf toutefois la retenue de leur part des impositions : il pourra leur accorder la jouissance des biens affectés à leurs droits; mais dans ce cas, ils fourniront caution de verser, dans la caisse du receveur du district, la portion des revenus qui appartiendra aux émigrés. »

« XIV. Dans tous les cas, on laissera aux femmes, aux enfans & pères & mères des émigrés, la jouissance de la maison où ils ont leur domicile, sans que néanmoins ils puissent être dispensés de l'inventaire prescrit par l'article & sans entendre soustraire ladite maison à la main-mise de la nation. »

« XV. Tous autres prétendans droit sur les biens des émigrés pour créances, hypothèques ou autres causes, & qui, pour justifier la légitimité de leurs droits, rempliront les conditions prescrites par les art. I & II du décret du 27 juillet 1791, pourront poursuivre la main-levée des sommes qui leur seront dues par les voies indiquées par la loi pour les cas de séquestre. Le procureur-syndic du district sera appelé dans ces instances. »

« XVI. Si un émigré rentre en France dans le délai d'un mois après la publication du pré-

sent décret, il sera réintégré dans la jouissance de ses biens, en payant les frais d'administration, sa contribution, & de plus, à titre d'indemnité, une somme double de cette contribution. Il sera encore tenu de donner caution de la valeur d'une année de revenu ; & s'il quittoit de nouveau sa patrie, avant que l'Assemblée nationale ait proclamé que les dangers qui la menacent, sont passés, l'année de revenus exigée de la caution, & les biens seront de nouveau mis en séquestre. »

« XVII. Les émigrés qui ne rentreront pas dans le délai fixé par l'article précédent, ne pourront obtenir la jouissance de leurs biens qu'après que l'Assemblée nationale aura définitivement arrêté l'indemnité due à la nation. »

Nous avons promis un récit exact des derniers évènemens d'Aix, & nous allons remplir cet engagement. Il importe à la vérité de l'histoire, défigurée par des rapports artificieux & par des mensonges de Parti, que les faits soient rétablis dans leur pureté : il importe à l'honneur du plus ancien, du plus fidèle Allié de la France, à la justice que mérite un Régiment digne d'admiration, & lâchement sacrifié à l'intérêt de Parti, dont de semblables attentats compromettent la probité publique, la gloire & la sûreté ; que les causes & les circonstances d'une violence si criminelle ne se perdent pas dans les fables des Gazettes, ni dans les réticences de procès-verbaux rédigés par les Intéressés.

Digitized by Google

Nous ne ferons mention ici que des particularités certifiées par le concours des relations officielles, & de témoignages respectables. La plupart de ces faits sont même confirmés par deux lettres d'ailleurs très-discrettes de M. *de Barbantanne* au Ministre de la guerre ; lettres imprimées à Paris pour la justification de leur Auteur. Ces différentes autorités nous serviront aussi à éclaircir & à rectifier nos allégations précédentes.

Depuis trois ans, Marseille a été dans un état habituel & plus ou moins convulsif de Révolution. Cette ville est une de celles où les notions de la liberté, où le respect de la Loi & de l'ordre public ont été les plus méconnus. Ainsi qu'à Lyon, la plupart des riches Négocians, qualifiés d'*Aristocrates* par les hommes sans fortune, furent écartés de l'Administration. Le Club & la Municipalité subordonnée au Club, ont formé la seule autorité dominante au milieu de l'anarchie de Marseille indépendante.

Il est aisé de concevoir combien la présence d'un régiment incorruptible & d'une discipline parfaite, faisoit ombrage aux Fauteurs du désordre. Malgré toutes les tentatives pour l'entraîner à un écart, malgré les insultes, les provocations, les dénonciations réitérées, il persévéra dans sa modération, ne donna lieu à aucun reproche légal, se maintint inébranlable

Digitized by Google

dans son obéissance aux autorités légitimes, & se montra toujours dévoué au maintien de la tranquillité publique.

Un Corps où l'esprit de licence, où le goût de rapine, où la perversité de notre nouvelle morale militaire n'avoient pu pénétrer, devoit inquiéter les Factieux : il respectoit ses Officiers, on ne le voyoit point dans les cabarets, il ne fréquentoit pas les Clubs, il ne présentoit aucune face à la séduction, il n'ergotoit pas sur le droit public ; donc il étoit *Aristocrate*. On sait que pour obtenir le brevet de *patriotisme*, il faut aujourd'hui qu'un régiment soit en insubordination prononcée, & que, destiné à soutenir l'exécution de la Loi, il devienne le complice de son infraction. A ce prix, il peut prétendre aux couronnes civiques, aux récompenses, aux félicitations des Sociétés *Patriotiques*.

Bien assuré qu'il n'entameroit jamais la fidélité du Régiment d'Ernst, & qu'en toute occasion où il seroit requis, il consulteroit ses devoirs & non les délibérations des séditieux, le Club le considéra comme ennemi. D'accord avec une partie de la Garde nationale, & avec la Municipalité, les Jacobins Marseillois sollicitèrent son départ. On motiva cet éloignement sur une dénonciation d'*Aristocratie* contre le Corps & contre son Lieutenant-Colonel, M. *d'Olivier*. L'Assemblée à qui cette de-

Digitized by Google

mande fut référée ne tint nul compte des accusations, & ordonna la retraite du Régiment. Il partit de Marseille, non clandestinement comme on l'exigeoit; mais ainsi qu'il étoit en droit de sortir, en plein jour, caisse battante, drapeaux déployés, & en ordre de marche régulier. On l'avoit menacé d'un assaut dans les rues de la Ville: personne n'osa s'armer d'une pierre: sa contenance réprima tout mouvement de malveillance; il sortit dans l'ordre & avec le phlegme qui caractérisent des troupes Suisses.

Cet événement ajouta aux dispositions furieuses dont il étoit l'objet. Sans prévoir jusqu'où cette fureur pourroit aller par la suite, le Ministre de la guerre cantonna le régiment *d'Ernst* à Aix. Ce voisinage nourrit à Marseille l'espoir de la vengeance, & en facilita le succès.

Pendant le séjour des Suisses dans cette garnison, les agitateurs Marseillois avoient honoré de leur protection fraternelle, quelques-uns des Chefs Avignonois échappés du théâtre de leurs forfaits, & travaillant à sauver du fer de la justice ceux de leurs complices que la fermeté de M. *de Choisy* avoit conduit dans les prisons. La compassion des Jacobins, non ébranlée par le massacre du Comtat & par le carnage d'Avignon, s'agitoit en faveur des dignes *Amis de l'Homme*, des vertueux Patriotes

Digitized by Google

qui venoient d'égorger & de couper en morceaux 80 de leurs Concitoyens sous les verroux. On ne parla plus que de secourir les Prisonniers.

A Paris, on prouvoit qu'il ne peut exister de crimes dans une révolution que de la part du plus foible; que la sainteté du *civisme* transforme un Cartouche en demi-Dieu; qu'un scélérat est estimable, du moment où il assassine en coëffant sa tête du bonnet de la Liberté; que les moyens de faire triompher la Constitution sont tous également légitimes, & qu'une cause dont on cherchoit le succès, à l'origine, dans la raison du siècle, dans le progrès des lumières, dans le perfectionnement de l'homme, de la morale & de la législation, doit être défendue par le pillage & l'incendie, par la calomnie & les massacres, & qu'elle permet, s'il le faut, de manger tout vivant quiconque est soupçonné d'Aristocratie.

Tels étoient la substance & les résultats des différentes apologies, imprimées dans les Feuilles patriotiques, pour le service de *Jourdan* & de ses Coadjuteurs. Cette morale de la capitale, les Clubistes Marseillois se montroient disposés à la mettre en pratique, en brisant les fers des généreux captifs d'Avignon. Afin de préparer les esprits, on recommença à dénoncer cette ville comme un foyer de *contre-révolution*,

Digitized by Google

comme le repaire de l'*Ariſtocratie et du fanatiſme :* M. *de Choiſy*, les troupes ſous ſes ordres, partagèrent la gloire de ces dénonciations. Elles enveloppèrent la ville d'Arles : tout lieu du Midi qui reſpectoit la Loi plus que les Jacobins, devint ſuſpect, traître, livré à Coblentz, &c. Pendant trois mois on propagea ces impoſtures, on s'étudia à en faire le premier levier & l'excuſe des mouvemens qu'on méditoit ; mais ſoit que les coups de-main ſe dirigeaſſent ſur Arles ; ſoit qu'on eût pour objet Avignon & le Comtat, *la* préſence du Régiment d'Ernſt dans une Ville intermédiaire nuiſoit à ces grandes entrepriſes. Si, ſoit à la demande du Gouvernement, ſoit à celle du Département des Bouches du Rhône, ce Corps venoit à être requis de défendre les lieux menacés & de s'unir aux troupes étrangères poſtées à Avignon, les complots Marſeillois perdoient alors toute leur efficace.

Nous ſommes entrés dans cet expoſé préliminaire, parce qu'il développe l'enſemble des motifs auxquels on doit la dernière inſurrection des Marſeillois. Leur reſſentiment contre les Suiſſes, & le projet concerté avec Nîmes & d'autres Villes du Languedoc pour ſe rendre maîtres du midi, voilà les deux mobiles de l'irruption ſur Aix ; le déſarmement & l'expulſion du Régiment d'Ernſt ont été le premier acte

Digitized by Google

d'une scène plus générale. C'est encore pour les mêmes fins, que le Directoire du Département, ramené depuis quelques mois à des sentimens d'impartialité, de sagesse & de paix, a été enveloppé dans la disgrace de Marseille, & que ceux de ses Membres dont les dispositions faisoient craindre la fermeté à maintenir la Loi, ont été forcés de mettre leur salut dans la fuite.

Nous ne chercherons point ici à apprécier l'opinion presque générale, qui attribue les évènemens de la fin de Février à une connivence entre les Jacobins de Marseille, la Municipalité d'Aix, & M. *de Barbantanne*. Jusqu'ici on n'a fourni de cette conjuration que des preuves conjecturales. Raconter les faits, & laisser les inductions au Public, c'est là tout ce que nous devons nous permettre.

Dans la nuit du 25 au 26 Février, 1500 à 2000 Marseillois, rassemblés par la générale, se mettent en marche avec six pièces de canon, sans aucun ordre de la Municipalité. Ils prennent la route d'Aix; chemin faisant, leur troupe se grossit de détachemens vomis des lieux circonvoisins, & accourant comme à un rendez-vous. Vers les dix heures le Dimanche 26 ils approchent de la ville d'Aix, & se trouvent à ses portes, sans que personne paroisse avoir été instruit de leur départ, ni de leur marche sur l'espace de huit lieues.

Digitized by Google

A l'instant où ils vont entrer, le Maire en informe M. *de Barbantanne* qui d'abord regarde cet avis comme une fable, & qui renferme le Régiment Suisse dans son quartier. Il se rend à la Municipalité, où dans l'intervalle on venoit d'apprendre que les Marseillois touchoient à la Ville. On lui délivre l'ordre de s'opposer à leur invasion, & de fermer les portes : il fait prendre les armes au Régiment d'Ernst, qui, en arrivant sans délai au poste qu'on lui fixe, trouve les assiégeans dans les rues, ainsi que leurs canons. Comment expliquer l'ignorance, ou l'imprévoyance des Municipaux, dont les ordres coïncident juste avec l'instant où ils deviennent inutiles ?

Quoiqu'il en soit, les Marseillois & leur artillerie occupent la Ville, avant qu'on ait exécuté aucune mesure d'opposition. M. *de Barbantanne* court à la Commune, revient au Régiment, & le trouve posté très près de la colonne Marseilloise. Un détachement de Suisses étoit allé chercher les drapeaux ; arrêté dans sa route, la Municipalité obtient qu'on le laissera passer. Elle délibère, délibère, décide de faire retirer les Suisses, surseoit à cette décision, & délibère encore.

Pendant ces déplorables variations, les drapeaux arrivent au Régiment qui reste en colonne immobile, attendant la Municipalité. Aussi-tôt les Marseillois font marcher une pièce de canon, la placent à envi-

Digitized by Google

ron 60 pas de la colonne Suisse, & disposent le reste de leur artillerie de manière à prendre le Régiment en flanc, en cas qu'il débouche par la rue. « Voilà une mesure hostile, dit alors M. *de Wateville* (1) à M. *de Barbantanne* : ordonnez-leur de retirer leurs canons, où nous allons marcher dessus. » Ce moment décisif, le Commandant d'Aix le perd à parlementer avec les rebelles ; il expédie son Aide-de-Camp aux Municipaux, reçoit l'ordre d'abandonner le champ libre & la Ville aux Violateurs du territoire & de la Loi, fait exécuter cet ordre sur-le-champ, & renvoye le Régiment d'Ernst dans ses Casernes.

C'étoit le dévouer à un danger inévitable, au massacre ou au déshonneur, si un pareil Corps pouvoit être déshonnoré par la peur de quelques Bourgeois en écharpe, sacrifiant les Loix, l'ordre public, & un Corps de braves Alliés, à une troupe de forcenés, révoltés contre la Constitution.

Cette Municipalité, néanmoins, ainsi que M. *de Barbantanne*, se complimentent sur la dextérité & le succès avec lesquels ils ont prévenu l'effusion du sang. Certes, c'est en effet, le premier devoir de tout Admi-

(1) M. *de Wateville*, Major du Régiment, le commandoit en l'absence de M. *d'Olivier*, Lieutenant-Colonel, malade depuis quelque temps.

Digitized by Google

niſtrateur, de tout Militaire, de tout Citoyen d'épargner le ſang, même celui des coupables, tant qu'il reſte d'autres moyens de réprimer leurs attentats : c'eſt lorſqu'on y a réuſſi qu'on mérite des éloges & des couronnes ; mais le Public ne voit que de la honte dans la prétendue modération qui aſſure l'impunité du crime, qui en achete le triomphe par une fauſſe humanité, & qui laiſſe ſubvertir les Loix, la ſûreté, la liberté, le reſpect des Traités & du Droit des Gens, par la crainte d'en enſanglanter la défenſe. Il faudroit donc, d'après cette doctrine, abandonner la Société à toutes les violences, à toutes les énormités, au renverſement de tous les droits, ſous prétexte de reſpecter la vie des coupables ! Que des Factieux profeſſent cette doctrine & la mettent en pratique ; on ne doit pas s'en étonner ; mais qu'elle ſoit celle de Magiſtrats chargés du maintien des Loix, c'eſt-là un des bienfaits de notre régénération ; tels ſont les rapports ſous leſquels la liberté exiſte en France ; ils ſont le tombeau de toute liberté, de tout ordre ſocial.

Dans leur lettre à l'Aſſemblée, les Municipaux d'Aix témoignent leur tendreſſe craintive ſur les ſuites qu'auroit eu un engagement, pour le régiment d'Erniſt. Cette ſollicitude, appuyée de démonſtrations militaires vraiment comiques, ſous

Digitized by Google

la plume de quelques Municipaux, a fort peu touché les Suisses, qui n'avoient chargé, ni ne chargeront jamais ces Messieurs du soin de leur gloire & de leur sûreté.

Reprenons la suite des évènemens. Pendant que la Municipalité confinoit le régiment d'Ernst dans ses casernes, le Directoire du Département menacé par les Conquérans Marseillois, requerroit un bataillon Suisse pour défendre ses délibérations. Le bataillon se met en marche, il approche de l'Hôtel-de-Ville; sur le point d'y arriver, il est arrêté par les Municipaux qui lui ordonnent de rétrograder: M. *de Barbantanne* préfère d'obéir à la Municipalité plutôt qu'au Département, & ramène de nouveau dans leur quartier, les Suisses si indignement ballottés.

Qu'on observe en tout ceci l'étrange anarchie de ces Pouvoirs Administratifs, opposés dans leurs résolutions, donnant & révoquant des ordres contraires, à l'heure du danger, dans l'une de ces conjonctures où le salut public est attaché à l'utile emploi de chaque quart-d'heure, où tout est perdu si l'on hésite; qu'on observe ce Commandant passant sa journée à courir d'une Régence à l'autre, à pérorer sans pouvoir agir, ordonnant, contre-mandant, promenant son oiseuse activité entre des décisions contradictoires, & pendant ces allées & venues, ces chocs, ces délibérations sans

fin, les Rebelles s'emparant de la Ville entière, assignant leur logement, se fortifiant à chaque heure de nouveaux flots de complices, faisant fuir le Directoire, & se préparant commodément & sans obstacle à l'expédition du lendemain. Voilà sur quel régime repose en France le maintien des Loix; voilà ce qui constitue la *force publique;* c'est ainsi que la liberté, la vie, la propriété des Citoyens sont garanties par un ordre de choses, devant lequel doivent disparoître tout ce que les siècles & les Nations éclairées avoient imaginé de sauvegardes aux droits de l'homme social.

Pendant que la Municipalité se félicitoit du calme des belles opérations du jour, la nuit prépara celles du lendemain. Les Marseillois firent battre la générale; à la pointe du jour, leurs cohortes furent rassemblées; & sans la moindre opposition de personne, sans que ni le Commandant enfermé au quartier des Suisses, ni la Municipalité satisfaite de sa précédente fermeté, intervinssent en aucune manière, ils formèrent le siége des casernes. Ce bâtiment étant dominé par un Couvent & par des Maisons, on garnit ces hauteurs d'une troupe de gens armés, & de canons braqués contre les murailles du quartier. Une seule issue permettoit d'en sortir; d'autres pièces de canons furent placées devant cette porte unique, pour exterminer le régiment, en

Digitized by Google

cas qu'il se hasarda à sortir par le défilé d'un passage resserré entre deux murailles.

Lorsqu'on eut ainsi paisiblement cerné le régiment, on exigea qu'il partit désarmé. Les Municipaux consultés ne se donnèrent pas la peine d'accourir sur les lieux, ni de faire aucune réquisition, ni d'enjoindre aux Rebelles de cesser leur entreprise. Abandonnant à leur étoile ces malheureux Suisses, qu'ils avoient livrés à leurs agresseurs en les enfermant dans leur quartier, & en les laissant envelopper sans tenter une démarche, ces Municipaux leur envoyèrent la loi du 27 Juillet 1791, qui autorise la force publique *à repousser les voies de fait.*

Ne cherchons pas à nous appesantir sur une dérision si révoltante. M. *de Barbantanne* essaya de nouveau son éloquence patriotique auprès des Révoltés; ils répondirent à ces phrases par la demande que le régiment sortit sans munitions & la bayonnette dans le fourreau. Quoique ce parti parût *très-conciliant* à un Maréchal-de-Camp Constitutionnel, les Suisses repoussèrent cette offre avec indignation. — Enfin, après avoir hurlé un quart-d'heure les mots *d'Aristocrates* & *d'Aristocratie*, les Assiégeans demandèrent une Députation de Sous-Officiers & de Soldats. Dix Sergens, dix Caporaux, & autant de Fusiliers se rendirent à la conférence : on épuisa pour les

Digitized by Google

séduire les menaces & les promesses : on eut l'infamie de les presser d'assassiner leurs Officiers, de leur offrir les places de leurs Chefs & le partage de la caisse : on proposa à un brave Sergent nommé *Hoffman* le grade de Colonel du régiment. Un saisissement d'horreur & de mépris fut la réponse de ces estimables Helvétiens. Revenus au quartier, & les Compagnies étant consultées, on persista dans le refus unanime d'abandonner les munitions.

Cependant les hordes assaillantes grossissoient à vue d'œil : leurs hurlemens redoubloient ; M. *de Barbantanne* essaya de nouveau ses parlementages ; ils enhardirent les Marseillois : on tira le canon sur les casernes, on tua une sentinelle ; on exigea que le Régiment sortit désarmé. Ainsi empriſonné, investi, bloqué, dépouillé de toute ressource par une combinaison d'inepties qu'on regarde en Suisse comme une trahison, le Régiment reçut de M. *de Barbantanne* le conseil de se soumettre : ce Général qui a juré sans doute, comme tant d'autres, de défendre la Constitution ou de mourir, remit les Suisses à la discrétion de leurs ennemis, en laissant à M. *de Wateville* la liberté de prendre le parti qu'il jugeroit convenable.

Une seconde Députation des Bas-Officiers & des Soldats fut demandée, envoyée,

Digitized by Google

revint au travers des coups de fusil, & ayant eu ses sabres volés.

Dans cette horrible perplexité, M.r *de Wateville* ne perdit ni sa sérénité, ni sa grandeur d'ame. « Ayant éprouvé dans » d'autres circonstances, dit-il aux Com- » pagnies, votre attachement & votre » confiance, j'espère tout de votre doci- » lité. Tenez-vous prêts à exécuter ce que » je dois vous commander. Je réponds au » Canton de ma conduite & de la vôtre. » Vous étiez en France pour combattre » les ennemis du Royaume & non pour » égorger les Citoyens. J'attends de votre » déférence que vous déposerez vos ar- » mes; faites ce sacrifice à la subordina- » tion dont vous m'avez donné des preuves » si louables. »

A ce discours prononcé du ton le plus calme, les Soldats obéissans quittent sans murmure ces armes qui pouvoient encore écraser les Marseillois. Ils sortent sans consternation ni fureur; ce que la ville renferme d'honnêtes gens versoit des larmes sur leur passage. A peine les casernes furent-elles vuides, que la multitude s'y précipita, & pilla les armes ainsi que les effets délaissés sous la foi publique, & sous l'engagement violé de l'armée Marseilloise.

Avant leur départ, le 28, 50 hommes de cette bande envahirent la Maison de Mde. *de Ramatuelle*, femme d'un ancien

Digitized by Google

Conseiller au Parlement d'Aix. Ils exigèrent de cette Dame, en l'accablant d'outrages, qu'elle leur livrât ses armes de toute espèce & ses papiers. Ils bouleversèrent la maison entière, fouillèrent dans tous les recoins, & jusque dans les cendres, sans découvrir autre chose qu'un vieux fusil de chasse qu'ils emportèrent. Avant de sortir de ce domicile, ils montrèrent à Mde. *de Ramatuelle* les cordes dont ils s'étoient pourvûs pour pendre son beau frère, Ecclésiastique non-assermenté & heureusement absent. Cette inquisition dura deux heures, sans que ni la Municipalité, ni le Commandant fissent un geste de protection en faveur de Mde. *de Ramatuelle*. L'effroi, apparemment, glaçoit encore les uns & les autres.

Dans leur lettre à l'Assemblée, les Municipaux ont dissimulé ce fait, dissimulé le canon tiré sur les casernes, la mort d'une sentinelle, les offres hasardées auprès de la Députation de Bas-Officiers, le désarmement, &c. C'est ainsi que la France est instruite des évènemens depuis l'origine de la Révolution. On citeroit à peine un seul de ces Procès Verbaux débités à l'Assemblée, dont le but perpétuel ne soit d'accuser les victimes, & de mériter les honneurs du civisme aux Perturbateurs, aux Calomniateurs, aux Assassins, aux incendiaires.

Le dernier jour de l'expédition Mar-

Digitized by Google

seilloise, (28 Février) & pour en parachever la gloire, la multitude de Marseille pendit au reverbère la femme *Cayol*, bouquetière, après l'avoir arrachée de l'Hôtel-de-Ville, & au milieu des Magistrats du Peuple. Le crime de cette infortunée étoit d'avoir *tenu des propos contre la Nation* & contre la phalange *Constitutionnelle* qui venoit d'enfreindre à Aix tous les principes de la Constitution. — Qu'on réfléchisse un instant à cet ordre de choses, que des Fripons osent nous peindre sous les livrées de la liberté ! Voilà une femme innocente, assassinée pour avoir offensé la Constitution, en médisant d'une troupe de séditieux, armés contre toutes les Loix.

Les Loix interdisent aux Citoyens de se former & d'agir en qualité de Gardes nationales, sans réquisition ou autorisation légale. En supposant que la Municipalité de Marseille eût approuvé ce rassemblement, l'Acte Constitutionnel lui défendoit de l'employer hors de son territoire. — Des Aristocrates troubloient-ils le Département? La Loi confie au Roi seul le droit de prendre les mesures nécessaires au rétablissement de l'ordre & à la répression des Infracteurs. — Quels Officiers civils ont requis les Marseillois de s'emparer d'Aix, de tirer sur les Suisses; de les désarmer? Si ce déploiement de force publique n'a été autorisé par aucun pouvoir légal, il est un brigandage.

Digitized by Google

Nous étions bien trompés la semaine dernière, en rapportant que le régiment d'Ernst avoit été accueilli à Toulon. A la date des dernières nouvelles, il se trouvoit arrêté à Ollioules, par délibération du Club, des Ouvriers de Marine, & de la populace de Toulon. Ces puissances, à ce qu'on ajoute, ont menacé M. *de Coincy*, Commandant de la division, & ordonné que le régiment se retirât à Lorgues, bourg à dix lieues de Toulon. On assure même qu'on a fait sortir de cette ville M. *d'Olivier* malade.

Je le répète; il n'y a pas d'exemple d'un traitement si atroce envers des Alliés, envers des troupes irréprochables, au mépris du Droit des Gens, des Traités, des Capitulations, & à l'instant où l'on envoye en Suisse un Ambassadeur pour presser la formation de nouveaux liens entre les deux Nations.

Déjà offensés de l'amnistie accordée sans leur aveu, & par une atteinte à leur Juridiction, aux 40 Soldats de Châteauvieux, les Cantons ont été soulevés de l'outrage fait à la Nation Helvétique, dans celui qu'éprouve le régiment d'Ernst. Les villes, les campagnes, le Gouvernement, toutes les classes de Citoyens n'ont eu qu'un même sentiment : Les Paysans, en particulier, ont manifesté le vœu que l'on tirât vengeance de cet affront. La plupart des Sol-

Digitized by Google

dats d'Ernst tiennent par la naissance à des propriétaires agricoles : beaucoup de pères de familles ont fait leurs armes dans ce régiment : ils y ont placé leurs fils, & telle race de Payſans a eu héréditairement un de ſes Membres dans ce Corps depuis ſa formation. — Jamais l'eſprit National ne s'eſt manifeſté en Suiſſe, avec plus de force que dans cette occaſion. Le Préavis du Conſeil ſecret fut rapporté il y a douze jours au Conſeil ſouverain : il renferme pluſieurs réſolutions énergiques, entr'autres celle de rappeler ſans délai le régiment, d'écrire au Roi pour demander le paſſage, & déclarer qu'un refus ou une moleſtation ſeroient conſidérés comme une hoſtilité, d'envoyer la délibération aux autres Cantons, &c. &c. En même temps on a expédié un Banquier de Berne avec des lettres de crédit, pour procurer au régiment tous les ſecours dont il auroit beſoin. Un autre exprès eſt parti pour Turin, avec une demande au Roi de Sardaigne & au Miniſtère de protéger ou d'accueillir les détachemens ou les individus du régiment, que les circonſtances pourroient forcer à paſſer les frontières. M. *May*, l'un des Capitaines d'Ernſt, a apporté à Berne les paquets de M. *de Wateville*, & quoiqu'il eût poſé ſon uniforme, on lui a tiré pluſieurs coups de fuſil dans ſa route, heureuſement ſans le toucher.

Digitized by Google

Au moment où nous finissons ce Numéro, le bruit s'accrédite que les Marseillois d'abord rentrés, puis sortis de nouveau au nombre de 7 à 8000, sont allés assiéger Arles de leur propre & souveraine autorité. Hier Mardi, à l'arrivée de quelques dépêches du Département des Bouches du Rhône, on annonça même que cette armée s'étoit emparée d'Arles, & l'avoit désarmée. Cette rumeur est sans fondement : on a confondu la ville d'Arles avec celle d'Apt, où 2000 violateurs de la Loi sont entrés en armes, pour dissiper, disent-ils, les Aristocrates, & fermer les Eglises des Prêtres non-jureurs. Cette nouvelle expédition a eu lieu dans les mêmes formes que celle d'Aix, sans requisition quelconque d'Officiers civils. Le Conseil du Département des Bouches du Rhône, qui remplace le Directoire expulsé par la prise d'Aix, s'est mis aux ordres des Marseillois, contrariés par le Directoire. Il écrit à l'Assemblée que le motif des capteurs d'Apt & des bandes qui menacent la ville d'Arles, est excusable & très-justificatif ; que dans le sommeil des autorités, le *désespoir* devient le guide du Citoyen, & que ces vertueux insurgens s'arment pour *prévenir le meurtre de leurs femmes et de leurs enfans.* Ces raisons sont excellentes pour les Agresseurs ; mais les Arlésiens sur la défensive, journellement menacés depuis six mois, &

Digitized by Google

qui ont auſſi des femmes & des enfans à protéger, ſont, aux yeux du Departement, des Contre révolutionnaires, des Ariſtocrates, des Factieux, &c. Sur le rapport de ces Magiſtrats, dont les Prédéceſſeurs ſoutenoient préciſément l'opinion oppoſée, l'Aſſemblée vient de déclarer Arles en état de rébellion, d'ordonner le déſarmement de ſa Garde Nationale en 24 heures, la démolition de ſes fortifications, &c. La veille, la Majorité du Corps Légiſlatif avoit rendu un Décret d'amniſtie en faveur des Brigands détenus à Avignon, dont vingt-huit venoient d'être écroués & mis dans les liens d'un Décret de priſe de-corps, à la ſuite d'une longue procédure. Nous n'avons pas beſoin d'indiquer la correſpondance de ces divers Décrets avec les expéditions de Marſeille. Cette combinaiſon tend à maîtriſer tout le Midi, à y affermir l'empire des Clubs, & à y effectuer ce que les *Patriotes* nomment fort bien *une ſeconde Révolution.* — Si Arles réſiſte, ſi ſa réſiſtance lui donne pour auxiliaires les lieux où l'on veut obéir à la Loi, mais nullement à la Faction Républicaine, la guerre civile va enſanglanter quatre Départemens. Si Arles ſe ſoumet, le déſarmement des Catholiques & de tous les Citoyens intéreſſés à l'ordre & à la ſûreté, ſera univerſel : le règne des Clubs remplacera dans le Midi celui de la Conſtitution,

Digitized by Google

& la République le Gouvernement Monarchique.

La nouvelle Garde du Roi eſt entrée en exercice la ſemaine dernière. S. M. en l'inſtallant, & en remerçiant la Garde Nationale, leur adreſſa les diſcours les plus nobles, les plus touchans : toutes les Feuilles publiques les ont tranſcrits.

Ces ſentimens de S. M. n'ont pas empêché que des Officiers de ſa garde, portant un crêpe au bras, ne fuſſent grièvement inſultés ; qu'on ne vomît les plus infâmes turpitudes ſous les fenêtres du château, dans les cours, dans le jardin, contre LL. MM., & contre leur Maiſon militaire. Une cloiſon ſéparoit celle-ci de la Garde Nationale dans l'intérieur des appartemens. Quoique cette meſure eût été concertée avec les Chefs même de la Garde Nationale, elle donna lieu ſamedi à une fermentation : on attaqua la cloiſon, & Sa Maj. la fit abattre.

Le Miniſtère entier eſt culebuté. MM. *Duport*, *Cahier*, *Tarbé*, ont donné leur démiſſion ; nous ne connoiſſons pas encore leurs Succeſſeurs, qui très-vraiſemblablement ſeront choiſis dans le Club des Jacobins. L'un de ces Clubiſtes M. *Dumouriez*, adminiſtre aujourd'hui les Affaires étrangères. Ci-devant il fut employé par

Digitized by Google

le Comte *de Broglie* dans la Correſpondance ſecrette : ſes miſſions étoient renfermées dans le cercle des intrigues ſubalternes. On le fit enſuite Lieutenant de Roi à Cherbourg, d'où la Révolution l'a tiré, pour l'élever au grade de Lieutenant-Général, & à la place de Miniſtre d'Etat. Avant-hier au ſoir, il rendit viſite à ſes *frères* les Jacobins, s'affubla d'un bonnet couleur de ſang clair dont les *Patriotes* ont fait leur coëffure, & pérora dans un très-beau ſtyle. On lui prête le propos ſuivant : » *En recevant une lettre de ma main le* » *Prince* de Kaunitz *ſera bien étonné de la* » *voir ſignée d'un Jacobin* ». Si le Prince *de Kaunitz* témoigne, en effet, cette ſurpriſe, elle prouvera qu'il eſt bien loin de nous. — M. *de la Coſte*, ancien premier Commis de la Marine, dernièrement Commiſſaire aux Iſles, & non moins Jacobin que M. *Dumouriez*, remplace M. *Bertrand*.

Les Gazetiers *Patriotiques* de la Capitale ont aſſaſſiné la ſemaine dernière cinq ou ſix Souverains. Sur l'autorité de ces finges politiques, le Pariſien ne doute pas que le Roi de Suède ne ſe ſoit évanoui dans la Diète, & n'ait été enfermé; que le Roi d'Eſpagne n'ait eu ſon Palais forcé, brûlé, & la tête coupée; que l'Impératrice de Ruſſie ne ſoit morte d'apoplexie; que le nouveau Roi de Hongrie ne ſoit mourant, & le Roi de Pruſſe dangéreuſement malade. On peut dire à ces Oſtrogoths comme au menteur de *Corneille* :

Digitized by Google

Les gens que vous tuez, se portent assez bien.

Le Roi de Suède a fermé la Diète le 24 Février, après avoir obtenu d'elle toutes ses demandes sans exception. Il est faux qu'on lui ait refusé 20 millions de subsides extraordinaires, par la raison qu'il n'en a jamais fait la requisition. Le Roi de Prusse n'a pas été incommodé une minute. Le Roi de Hongrie a vaqué aux affaires publiques dès le lendemain de la mort de son père : la marche des troupes dans le Brisgaw a été confirmée : les Corps défilent de jour en jour. Un article de la Gazette d'*Erlang*, copiée par celle de *Francfort*, traduite ensuite par le Journal de Paris, & où l'on annonce des contr'ordres & d'autres dispositions, sont des contes de Cabarets, bons pour les groupes de la terrasse des Feuillans. L'opinion presque universelle en Allemagne, est que l'Empereur n'est pas mort naturellement. Le premier bulletin des Médecins l'avoit dit atteint d'une *fièvre rhumatique ;* mais la Gazette officielle de Vienne, du 3, annonce une *inflammation violente & des douleurs aiguës dans la poitrine & le bas ventre.*

N. B. D'après une lettre insérée dans le *Moniteur*, & signée *Constant de Rebeque*, où l'Auteur imploroit le secours des *Amis de la Constitution de Dijon* en faveur de quelques brouillons du pays de Vaud, nous avions attribué cette lettre, dans le *Mercure* du 15 Octobre 1791, à M. *Constant de Rebeque*, ancien Colonel au service de Hollande.

Cet Officier, vieilli sous les armes où il s'est toujours conduit avec distinction, vient de nous autoriser à démentir cette imputation, & à déclarer qu'on lui a faussement attribué la lettre imprimée dans le *Moniteur*.

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE
ET
POLITIQUE.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 13 Mars 1792.

LA Diète Suédoise, sur laquelle les Fanatiques qui travaillent ailleurs à bouleverser l'Europe, avoient fondé de si belles espérances, a été la plus paisible du règne de *Gustave III.* En la convoquant, ce Monarque avoit eu pour objet de liquider les dettes contractées pour les dépenses de la dernière guerre, & de les consolider par la garantie des Etats du royaume : ces deux opérations ont été consommées sans trouble, sans opposition factieuse, sans incident qui ait embarrassé les vues du Gouvernement. Le plan discuté & arrêté dans le Comité secret, ayant été porté aux délibérations des divers Ordres, il fut agréé

Digitized by Google

le 20 par les Bourgeois & les Paysans ; le lendemain, par le Clergé & la Noblesse. Toutes les dettes contractées pour la guerre depuis la Diète de 1789 sont garanties, comme dettes de l'Etat. On en continuera le paiement jusqu'à la tenue de la prochaine Diète. Un cinquième sera déposé en billets de banque ; les billets du Commissariat de guerre seront échangés contre des billets d'Etat, & les obligations du Comité d'armement acquittées aussi avec des billets de même nature. Chaque année on en amortira un dixième avec deux pour cent d'intérêt.

On avoit répandu quelques pamphlets sur l'état des finances, écrits plutôt dans le style des libelles que dans celui d'une sage & utile discussion. Afin de réprimer cette licence, le Roi ordonna le 9 Février à la Chancellerie, de défendre aux Imprimeurs la publication de tout écrit de ce genre pendant la tenue de la Diète. — Un Comité des quatre Ordres est chargé de présenter un nouveau plan d'assiette & de recouvrement des contributions accordées par la Diète précédente. Celle-ci a terminé ses séances le 24 par un *plenum plenorum*, où le Roi a prononcé un Discours que nous transcrirons dans huit jours.

[illegible]rature qui a règné en Nor-

Digitized by Google

wège, du 9 au 15 Février, entre Chriſtiana & Fridéricshall, a préſenté des variations très-extraordinaires. Les 9 & 10, le vent étant au N. E. il tomba une ſi prodigieuſe quantité de neige, qu'il fallut ſuſpendre le ſervice des poſtes : le temps devint enſuite très-clair, & exceſſivement froid. Le 13, à 7 heures du matin, le thermomètre de Réaumur deſcendit à 24 degrés au deſſous de zéro ; depuis dix ans, on n'avoit pas éprouvé un pareil froid. A midi, le thermomètre remonta à 20 degrés, & ſur le ſoir il fut à 22 ; entre 10 heures & midi, on entendit grand nombre de coups de tonnerre, & on vit des éclairs. Le 14 au matin, le thermomètre marquoit 20 degrés au-deſſous de zéro ; le ſoir il remonta à 17. Depuis ce moment le froid a toujours diminué. Il eſt à remarquer que tandis que le thermomètre de Réaumur marquoit en Norwège 24 degrés au deſſous de zéro, il n'étoit qu'à 6 degrés au-deſſous de zéro à Copenhague. — Peu de temps avant ce grand froid on a éprouvé des commotions ſouterraines dans quelques endroits de la Norwège.

De Vienne, le 14 Mars 1792.

Ce ſeroit fatiguer à pure perte la curioſité & la mémoire du Public ſenſé, que de rapporter les relations courantes de la

Digitized by Google

maladie, des derniers momens, de la mort de l'Empereur. Ce fatras de Gazette ne sert qu'à préparer des énigmes à l'histoire; il faut l'abandonner aux Feuilles du jour & aux Almanachs. Un très-petit nombre de faits avérés surnagent dans ce torrent de versions contradictoires.

Depuis long-temps *Léopold* s'étoit habitué à un genre de vie & à un régime très-échauffans. Il rapporta de Prague une diarrhée qui s'étoit perpétuée, faute de traitement. L'Empereur n'en ressentant aucune incommodité, négligea les abstinences & les légers remèdes, à l'aide desquels cette indisposition pouvoit disparoître. Il faisoit un usage presqu'habituel des *Diavolini*, & d'autres Aromates irritans. Attribuer à des causes si légères une maladie si grave & une fin si prompte, c'est abuser peut-être d'un art conjectural. Quoi qu'il en soit, que cette mort soit due à une crise de la nature, où à un tempérament usé de bonne heure, il paroît que les Médecins n'y ont rien compris du tout dans les premiers momens. Leur bulletin, ainsi que nous l'avons remarqué antérieurement, faisoit mourir l'Empereur d'une *fièvre rhumatique*; la Gazette Officielle a ensuite déclaré une *inflammation violente et des douleurs aiguës dans la poitrine et le bas-ventre.* Avant l'ouverture du cadavre, on a débité qu'il se trouvoit absolument noir, & que le

Digitized by Google

ventre s'étoit ouvert. Après l'ouverture, dont le Procès-verbal ne nous est pas connu, on a généralement assuré que les intestins étoient gangrénés, & que ce principe mortel, les Médecins l'avoient totalement méconnu.

En se fixant aux particularités non contestées de la maladie pendant son cours rapide de 60 heures, on voit que le 26, après avoir donné une audience publique, fatigante, à l'Internonce de la Porte Ottomane, l'Empereur se rendit à Schonbrun & revint ici le même soir. Le lendemain, il se livra à ses occupations ordinaires, sans ressentir aucun mal-aise. Le 28 au soir, il éprouva quelques douleurs d'entrailles, & un peu de fièvre qu'il attribua à un léger rhume : cette indisposition l'inquiétoit si peu qu'il refusa de voir les gens de l'art. Cependant, vers les 6 heures du matin (29) on fit venir son Médecin ordinaire M. *Lagusius*, qui de Florence avoit suivi S. M. I. en Allemagne. Une saignée fut ordonnée, trois autres la suivirent consécutivement sans soulager le malade. La nuit du 29 Février au premier Mars devint très inquiétante ; les Médecins de la Cour furent appellés en consultation. Ils prononcèrent l'existence d'une pleurésie & approuvèrent le traitement de M. *Lagusius*. Les heures suivantes semblèrent moins mauvaises ; mais dans l'après-midi le danger fut

Digitized by Google

ſans remèdes. L'Impératrice ne quittoit point ſon époux mourant. Des vomiſſemens convulſifs ſurvinrent, & dans la violence de ces efforts douloureux l'Empereur expira à trois heures & demie. L'Impératrice reçut ſes derniers ſoupirs : la douleur de cette Princeſſe anéantie ſe répandit bientôt dans le Palais. Ce fut le plus attendriſſant des ſpectacles que celui de l'Impératrice proſternée aux pieds du lit de l'Empereur, entourée de ſa Famille à genoux, & implorant le Ciel au milieu des ſanglots de ſes enfans baignés de larmes.

Une perte ſi inattendue, ſi prématurée, a plongé la Capitale dans la plus profonde affliction : cette douleur publique a été auſſi ſincère qu'univerſelle. Lorſqu'on annonça la mort de *Léopold II*, à peine la moitié de la ville étoit-elle inſtruite de ſa maladie.

Il faut le redire. Quelqu'opinion exagérée qu'aient pu donner de ſon caractère & de ſes talens les Détracteurs & les Enthouſiaſtes, les premices du règne de l'Empereur le placeront au rang des Princes de ce ſiècle, dont l'Hiſtoire honorera la mémoire. Combien peu de Souverains ont opéré en deux années autant de choſes grandes & utiles ! C'eſt au milieu de ſollicitudes multipliées, dans la poſition la plus délicate, qu'il écarta les nuages dont la Monarchie Autrichienne étoit enveloppée, qu'il ſe concilia l'amour de ſes Sujets, la

Digitized by Google

considération des Etrangers, la confiance de ses Ennemis. Si quelque chose peut faire abhorrer la cause des Brabançons, & couvrir du mépris public ces insatigables Brouillons qui ont spéculé sur les malheurs des Provinces Belgiques, en vendant à d'autres Brouillons Etrangers leurs intrigues, leur turbulence, leur fanatisme, c'est l'acharnement de leur résistance à la paternelle condescendance de leur Souverain.

Le 6 au soir, le corps embaumé de l'Empereur fut déposé avec les cérémonies d'usage dans la sépulture de la Famille Archi-Ducale au Couvent des Capucins : le cœur a été porté à l'Eglise paroissiale des Augustins, & les entrailles sont inhumées dans l'Eglise Métropolitaine de St. Etienne.

L'Impératrice succombant elle-même sous les fatigues & la douleur de sa situation, a été attaquée d'une fièvre inflammatoire, & a donné plusieurs jours de vives inquiétudes. Heureusement depuis le 9, les symptômes alarmans ont disparu, & l'on espère n'avoir pas à pleurer une nouvelle perte.

Le nouveau Roi de Hongrie a commencé son règne par la confirmation ordinaire de tous les Chefs & Officiers des divers Dicastères. On ne sauroit préjuger encore s'il se fera ou non des changemens dans l'Administration supérieure. Le 6, S. M. a nommé Ministre d'Etat & de Cabinet, son ancien Gouverneur le Comte *François de Colloredo*.

Digitized by Google

redo : la raison & l'approbation générale ont ratifié ce choix de la reconnoissance. Celle du Roi s'est encore étendue à ses deux Adjudans, les Colonels *Lamberti* & *Rollin*, élevés au grade de Majors Généraux. — Le Prince *Charles de Lichtenstein*, honoré de l'intime confiance du dernier Empereur, n'a point perdu, ainsi qu'on l'a faussement débité, la place de Directeur du Gabinet Privé. En le confirmant, le Roi lui a dit : « Je continuerai de vous aimer comme » chacun de mes Frères, ainsi que je l'ai » fait du vivant de mon père. »

La prestation de fidélité pour l'Archiduché d'Autriche est fixée au 20 de ce mois.

Quelques jours après la mort de l'Empereur, il s'est tenu un grand Conseil d'Etat où ont été appellés les Chancelliers de Bohême, de Hongrie, &c. On y a traité des intérêts de la Monarchie dans les conjonctures actuelles de l'Europe, & du plan de conduite à adopter pour le moment. Les dispositions naturelles du nouveau Roi ont éclaté dans cette conférence, où le Prince *de Kaunitz* a ramené la délibération à son avis, en faisant adopter celui de suivre la marche combinée par *Léopold II.* — Aucuns des préparatifs militaires n'ont été suspendus ; mais on n'en a pas ordonné de nouveaux ; les troupes en marche pour le Brisgaw continueront leur route : les autres resteront prêtes à partir au premier besoin.

Digitized by Google

De Francfort-sur-le-Mein, le 20 Mars.

Les soupçons qu'avoit fait naître la mort violente & subite de l'Empereur ont été presque universels : ils sont aujourd'hui très affoiblis, comme toutes les impressions extraordinaires qui ne résistent pas long-temps à l'examen. Aucune preuve positive n'a soutenu le bruit d'un empoisonnement ; il ne suffit pas de dire que les causes naturelles de la maladie ne sont point encore physiquement démontrées : quelle assertion ne pourroit-on pas défendre, en argumentant ainsi de l'incertain en faveur d'un fait peu vraisemblable ? A qui un pareil crime auroit-il profité ? Qu'en auroient espéré les empoisonneurs ? Ils se seroient donc condamnés à se défaire aussi du Successeur de *Léopold* & de tous les Souverains qu'un semblable forfait eût armé contre ses auteurs ! — La vérité est que cette rumeur ne s'est accréditée quelques instans, que par le rapprochement d'un événement si inopiné avec la formation d'une société de *tyrannicides*, avec les menaces tant de fois adressées aux Souverains, & particulièrement à l'Empereur, par les *Scevola* François, avec les moyens de séduction tentés en différens pays contre la fidélité des Peuples & des Soldats ; la Révolution de France a produit tant & de si horribles crimes, TOUS IMPUNIS, qu'on

est arrivé même à calomnier les scélérats qui font une profession publique & civique du régicide.

Dans la première effervescence des soupçons, on a répandu une anecdote qui quoique répétée dans plusieurs Feuilles Allemandes, n'a pas encore été démentie par le Prince qui en est l'objet. *Le Courier du Bas-Rhin* la rapporte en ces termes d'après une lettre de Bruxelles.

« L'Electeur de Cologne vient d'arriver ici (7 Mars). Il a revelé une anecdote que la mort de *Léopold* a rendue frappante. Huit ou 10 jours avant l'arrivée du fatal courier, il avoit reçu de Suisse une lettre signée d'un homme qu'il ne connoit pas, mais qui probablement est un de ses Sujets ; il lui apprenoit qu'étant couché dans une auberge il avoit entendu à travers une cloison de planches qui séparoit son lit de la chambre voisine, la conversation de trois François qui parloient des moyens d'assurer la révolution, & que l'un deux avoit dit : *Nous ne finirons rien tant que nous ne serons pas débarrassés de cet Empereur.* L'Auteur de la lettre ajoutoit, qu'après avoir consulté un homme grave, il avoit cru devoir avertir S. A. Electorale. »

« La mort subite des Princes donne souvent lieu à des soupçons formés légèrement, mais il n'y a qu'un cri sur celle de *Léopold*. Il est des circonstances où l'homme sage n'ose accuser ; il en est où il n'ose absoudre. Il est fâcheux pour les deux Législatures de France, composées en partie de *Jacobins*, d'avoir permis que leurs Membres & leurs Libellistes se soient déchaînés

Digitized by Google

si scandaleusement contre l'Empereur & les Souverains ; que le régicide ait été préconisé comme une action louable & de vrai civisme. On n'a pas oublié que cette doctrine ayant été prêchée pendant la *Ligue*, par les *Grégoire* & les *Fauchet* de ce temps-là, *Henry IV* fut assassiné trois fois, & que *Henri III* mourut sous le couteau. »

En supposant même véritable ce propos de cabaret, transmis par un anonyme à l'Electeur de Cologne, quelle induction tirer de ces imprécations d'énergumènes en faveur de l'exécution réelle d'un crime à commettre à Vienne, & dont la nature exclut assurément les confidences d'auberges ! L'anecdote citée n'a pas fait fortune à Bruxelles même, où très-généralement on est revenu des premières conjectures sinistres qui ont suivi la mort de l'Empereur.

Cet évènement, ainsi que nous l'avions pressenti, n'apportera aucune altération dans le système actuel de l'Empire, ni dans celui des deux grandes Puissances qui se sont unies pour maintenir la tranquillité de l'Allemagne. Le Général *de Bischofswerder*, arrivé à Vienne le jour même où l'Empereur est tombé malade, a eu déjà trois conférences avec les Princes *de Kaunitz* & *de Colloredo*. Du vivant de son père, le Roi de Hongrie actuel avoit participé à tous les arrangemens concertés entre les deux Cours ; arrangemens qui ne

Digitized by Google

tarderoit pas à être définitivement consolidés.

L'Electeur Palatin & celui de Saxe ont déjà tout disposé pour l'exercice des Vicariats de l'Empire. Si les avis restent partagés sur l'époque de l'élection de l'Empereur, ils ne le sont pas sur le choix du Prince qui occupera cette dignité. Bien loin d'éprouver la moindre opposition, soit dans les suffrages du Collége Electoral, soit dans les articles de la Capitulation, le Roi de Hongrie est appellé par le vœu universel. Dans les conjonctures où se trouve l'Empire, il lui importe tellement d'avoir à sa tête un Chef assez puissant pour en faire respecter les droits & la sûreté, que l'on conjureroit le Roi *François* de se charger de ce fardeau, s'il balançoit à le demander.

Tel est donc ce bouleversement de l'Empire, que d'imbécilles Ecrivailleurs de Paris représentoient comme l'inévitable conséquence de la mort de *Léopold*. L'un de ces Docteurs, *l'Ami des Patriotes* qui est trop rarement celui du sens commun, n'a pas manqué d'assurer que la France alloit reprendre l'ascendant de *Richelieu* en Allemagne, & qu'à elle seule appartiendroit le choix de l'Empereur. — Un autre de ces Barbares, plus ignorant que les derniers Ecoliers de nos dernières Universités, a déployé lui-

Digitized by Google

même la puissance Impériale, en ajoutant un article à la Bulle d'or. Ce Souverain qui règne dans la *Chronique de Paris* a statué que suivant cette Bulle, les Empereurs ne devoient être élus qu'à 25 ans. — Aussi-tôt un savant de même force a répondu qu'en effet la Bulle d'or fixoit à 25 ans la Majorité nécessaire à un Roi des Romains; mais qu'on dérogeoit quelquefois à cette Loi fondamentale. — Pour éclaircir ce beau débat, il n'est tombé dans l'esprit d'aucun de ces illustres Publicistes des Clubs de Paris, d'ouvrir la Bulle d'or. Ils y auroient vu qu'elle ne renferme pas un mot sur la Majorité du Roi des Romains ou de l'Empereur, & qu'elle se borne à fixer celle des Electeurs à dix huit ans. Si les Révolutionnaires de Paris poussoient leur érudition jusqu'à avoir jamais ouvert une histoire d'Allemagne, ils sauroient que par un acte fondamental, par la capitulation de *Joseph I* élu Roi des Romains à l'âge de 12 ans, le 24 Janvier 1690, il fut arrêté qu'à l'avenir nul Empereur, avant 18 ans, n'exerceroit les fonctions réservées aux Vicaires de l'Empire. Ce fut encore sous le règne de ce Prince qu'on décida la permanence de la Diète pendant l'interrègne, sans qu'elle eût besoin d'attendre la convocation du nouvel Empereur. La Chambre Impériale de Wetzlar conserve

Digitized by Google

aussi son activité ; & le seul Conseil Aulique de l'Empire reste fermé jusqu'après l'élection.

Nous avons rapporté une permission réelle ou prétendue de la Cour de Berlin aux Emigrés François, de se retirer en Franconie, en évitant tout armement, tout rassemblement militaire. Ces Réfugiés n'ont point encore profité de cette tolérance ; mais la Légion de *Mirabeau* forcée de sortir du Cercle de Souabe, s'étoit retirée dans celui de Franconie. Par arrangement avec les Princes *d'Hohenlohe*, elle avoit pris ses quartiers sur leur territoire. — La présence de ce Corps auquel on reproche des désordres, a indisposé la Direction & les Habitans du Cercle. On a adressé des lettres exhortatoires aux Princes *d'Hohenlohe*, avec menace de leur envoyer des troupes pour faire respecter les Loix de l'Empire. Le Baron *d'Eckard*, Major Général du Cercle, s'est en effet transporté sur les lieux avec un Corps de 1200 hommes : la Légion de *Mirabeau* a été désarmée le 8 en présence de cet Officier, & les Princes de *Hohenlohe* ont promis de se conformer aux arrêtés du Cercle, relatifs aux Emigrés François. Ces arrêtés sont les mêmes qui existent dans le Brabant, & qui ont été adoptés dans l'Electorat de Trèves & ailleurs.

Digitized by Google

Presqu'au moment où l'Empereur expiroit, le Pape lui a adressé un Bref signé, le 3 Mars, par le Cardinal *Zelada*, & dont la mort de *Léopold* ne détruira pas l'efficace, car cet Ecrit n'en auroit jamais obtenu aucune. Ceux qui imaginent combattre la Révolution de France, & exciter les Souverains par de semblables armes, méconnoissent étrangement leur siècle. Voici la traduction de ce Bref.

Pie VI, Souverain Pontife, à notre très-cher Fils en Jésus-Christ, Léopold, *illustre Empereur, élu Roi des Romains, Roi Apostolique de Hongrie, & Roi de Bohême, Salut & Bénédiction Apostolique.*

« Notre très-cher Fils, au moment où l'Assemblée Nationale de France s'est emparée, par un Décret, & d'une manière si révoltante, de nos anciennes Souverainetés enclavées dans le territoire de la France, quelle autre ressource nous restoit-il, que d'exposer aussi-tôt cet attentat dans un acte public, & d'adresser immédiatement nos protestations *à tous les Rois de l'Europe*, pour exciter du moins leur indignation contre une si énorme injustice ? »

« Avant d'envoyer notre dénonciation *aux autres Souverains*, nous avons chargé notre vénérable Frère *Jean-Baptiste*, Archevêque *d'Ionie*, & Nonce ordinaire à votre Cour, de la présenter à Votre Majesté Impériale. C'étoit à elle, en effet, que nous avions cru devoir d'abord recourir : placé à la tête du plus grand des Empires, distingué entre les autres Potes-

Digitized by Google

tats par une prééminence de dignité & de puissance, vous êtes particulièrement chargé, & c'est l'une des plus hautes prérogatives, de soutenir le Saint-Siège Apostolique, & de défendre ses droits toutes les fois que votre appui lui devient nécessaire. Nous savions d'ailleurs que vos lumières supérieures vous montreroient promptement combien l'impunité de l'injustice qui nous a été faite, seroit un funeste acheminement à l'invasion des autres Etats, dont on voudroit dépouiller sans aucun droit les *légitimes Souverains.* »

« Notre Nonce Apostolique s'est donc rendu auprès de Votre Majesté Impériale, & lui a remis notre mémoire, après avoir exposé avec exactitude les motifs de nos plaintes & l'objet de nos réclamations. »

« Votre Majesté suivant aussi-tôt l'impulsion de sa bonté ordinaire, a manifesté à notre Nonce les nobles sentimens de justice & de magnanimité dont elle est animée. Elle a bien voulu lui dire qu'elle se chargeroit avec un grand intérêt de défendre une cause si juste, & qu'elle saisiroit avec empressement l'occasion de se concerter avec les autres Souverains, pour faire restituer au Saint-Siége les Etats qu'on venoit de lui enlever; mais Votre Majesté ne s'est pas bornée à cette première assurance de ses généreuses intentions; notre Nonce s'étant de nouveau présenté devant elle, V. M. I. lui a réitéré les mêmes promesses, avec encore plus d'énergie. Vous lui avez ordonné de nous écrire en votre nom, que vous emploieriez tous les moyens qui sont en votre pouvoir, *pour nous faire réintégrer dans notre Souveraineté d'Avignon & du Comtat*; que *rien n'étoit plus évidemment*

juste que cette restitution ; que rien n'intéresse d'ailleurs plus essentiellement tous les autres Souverains, que d'empêcher que l'exemple d'une pareille usurpation pût jamais être couvert par aucun titre de prescription. »

« Nous vous rappellons avec joie vos propres paroles, N. T. C. Fils, non-seulement pour vous faire connoître toute l'étendue de la confiance qu'elle nous inspire, mais encore pour publier hautement les importantes obligations dont nous reconnoissons vous être redevables. Nous ne croyons donc pas pouvoir nous dispenser de vous en offrir par écrit nos plus vives actions de grâces. »

« Les autres bons offices que nous avons déjà reçus de V. M. I., & tous ceux que nous espérons qu'elle nous favorisera de jour en jour, quelque grands qu'ils puissent être, ne nous feront jamais oublier un service aussi signalé. »

« Pour indiquer à V. M. tous les motifs qui peuvent la déterminer à ajouter à ses bienfaits, ou à les rendre encore plus glorieux pour elle-même, nous croyons devoir lui faire part de la douleur infinie dont nous sommes nuit & jour accablés en voyant que la Religion de Jésus-Christ, qui étoit si florissante en France depuis l'origine de cette Monarchie, y est à présent livrée aux derniers outrages, presqu'entièrement abolie. »

« Vous n'ignorez certainement pas que les véritables Fidèles & les Ministres de l'Eglise éprouvent les plus violentes persécutions, & *que tous les gens de bien y sont réduits à prendre la fuite.* »

« L'esprit d'impiété qui désole ce malheureux royaume, menace d'étendre ses ravages

dans tous les autres Etats ; & *par les richesses dont ils disposent, par leurs complots, par leurs nouvelles opinions ;* enfin, *par tous les moyens de corruption qu'ils emploient ouvertement ou en secret, les forcenés* travaillent à anéantir par-tout les droits de *la Religion, du Trône & de la Société ;* ils attaquent la puissance de Dieu même, pour faire disparoître entièrement l'*autorité des Rois qui en est une émanation*, & dont sa volonté suprême est le plus ferme appui. »

« Tandis que cette audace jusqu'à présent inconnue fait craindre les revers les plus désastreux ; tandis que cette contagion devient de jour en jour plus terrible, & qu'elle étend au loin les fatales influences d'un venin prêt à se développer par le bouleversement général de l'ordre public, à qui importe-t-il plus qu'aux *Rois eux-mêmes, de couper le mal dans sa racine, & d'en étouffer entièrement le germe ?* »

« Vous occupez, N. T. C. Fils, le premier rang entre les Souverains ; vous pouvez donc être le Protecteur & le Chef d'une coalition si nécessaire pour défendre *la cause de Dieu*, VOTRE CAUSE A TOUS, & pour la faire triompher par la réunion de vos forces. »

« Nous n'avons pu, N. T. C. Fils, nous entretenir avec vous sur les moyens de recouvrer par votre autorité nos Etats enclavés en France, sans vous recommander les intérêts de la Religion elle-même, qui nous touche beaucoup plus profondément, & nous cause une toute autre sollicitude. »

« Si nous vous en parlons, ce n'est pas que nous ayons les moindres doutes sur votre grandeur d'ame ; c'est uniquement pour remplir un devoir sacré de notre Ministère, & pour ajouter

Digitized by Google

autant qu'il est en notre pouvoir l'aiguillon de la véritable gloire aux autres motifs qui vous pressent *d'exécuter les projets si grands & si dignes* de vous, *dont vous êtes occupé.* »

« Afin de rendre le Tout-puissant de plus en plus favorable à toutes vos entreprises, nous accordons, du fond de notre cœur paternel, & avec l'affection la plus tendre, à V. M. I., ainsi qu'à toute l'auguste Maison d'Autriche, notre bénédiction Apostolique, comme le prélude de tous les autres dons du Ciel. »

Donné à Rome, le 3 mars, l'an de N. S. 1792, *& le* 18^e^. *de notre Pontificat.*

FRANCE.

De Paris, le 27 Mars 1792.

SECONDE ASSEMBLÉE NATIONALE.

Du lundi, 19 mars.

M. *Deleutre*, député extraordinaire d'Avignon, ayant demandé, par écrit, à présenter des nouvelles importantes, M. *Thuriot* a nié que, représentant de la commune de Paris en 1790, M. *Deleutre* pût être député d'Avignon en 1792; il a ajouté que le frère de M. *Deleutre* regrettoit l'ancien régime sous lequel Avignon ne payoit pas d'impôts, & a conclu qu'il ne falloit pas entendre M. *Deleutre*. -- « Vous étiez électeur de Paris en 1789, on ne vous a pas moins élu député du département de la Marne, a répondu M. *Laureau*. » M. *Thuriot* poussant la prévention jusqu'à la calomnie même de ce qu'il ignoroit,

Digitized by Google

a dit que M. *Deleutre influenceroit* la discussion par des faits faux. On a décrété que l'homme parlementairement préjugé seroit entendu.

Introduit à la barre, M. *Deleutre* a justifié son frère & lui-même des propos de M. *Thuriot ;* on lui a crié : *au fait*, avec beaucoup d'humeur. Il a dit que la procédure, ordonnée par des décrets, sur les crimes des 16 & 17 octobre, est achevée & *envoyée depuis quelques jours au ministre de la justice ;* qu'il n'y a plus que 28 des accusés détenus à Avignon ; que les autres sont libres & ne courent aucun risque. « Ce peuple qu'on ne cesse de vous peindre comme *aristocrate* ou contre-révolutionnaire, jouiroit d'une parfaite tranquillité s'il n'avoit pas à craindre d'être attaqué par des voisins égarés ; sans doute par ceux qui ont juré de faire disparoître Avignon de la surface du globe... Ne vous y trompez pas, les personnes détenues qui prirent les armes en 1789 & 1790, ce ne sont pas *les premiers soldats de la liberté* (ainsi que n'ont pas rougi de le dire plusieurs orateurs) ; excepté 3 ou 4, tous les autres n'ont pris les armes que lorsque l'appât du butin les y a enhardis. Les crimes qu'ils ont commis sont des crimes réfléchis, médités depuis long-temps... Ceux des nuits des 17 & 18 octobre n'ont été que la suite d'une délibération prise douze heures après le massacre de *Lécuyer*, dix heures après que toute espèce d'attroupement dans Avignon étoit dissipé ; enfin, huit jours après qu'on eut écrit à M. *Muloz* qu'on n'avoit besoin d'aucun secours... Voilà, Messieurs, l'exacte vérité des faits ; voilà ce que vous apprendrez par l'instruction que vous avez ordonnée, qui est faite, dont *vous avez voulu avoir connoissance*, & qui

Digitized by Google

doit être dans vos mains puisque le ministre de la justice l'a reçue... De sa prison *Jourdan* menace, & ses menaces n'ont jamais été vaines ; le comité en a la preuve. Croyez-vous que les Avignonois auront la sûreté qu'ils réclament de vous, lorsque l'amnistie que l'on cherche à vous faire décréter aura été prononcée, puisque les assassins de leurs pères, de leurs épouses, de leurs enfans, seront au milieu d'eux ? Non, Messieurs, vous ne pouvez le croire. »

Des murmures désapprobatifs ont souvent interrompu M. *Deleutre*. Le président lui a répondu sèchement que l'Assemblée prendroit les faits en considération, & lui a déféré les honneurs de la séance. M. *Deleutre* alloit s'asseoir dans le côté droit, ci-devant gauche : « Il n'y a point de place ici pour vous, lui a crié M. *Bazire*. » Plusieurs membres ont eu l'honnêteté de demander qu'on rappellât M. *Bazire* à l'ordre avec censure. « Pour éviter de perdre un temps précieux, a dit M. *Bazire* au président, je vous prie de me rappeller à l'ordre. » Cette bravade mal dissimulée a causé le plus violent tumulte. Le nom de M. *Bazire* sera-t-il inscrit au procès-verbal ? — *Oui, oui ; non, non ;* nouveau vacarme. M. *Bazire* s'est répété en des termes & d'un ton plus modérés. Un des côtés de la salle & les galeries l'ont couvert d'applaudissemens, & l'Assemblée est passée à l'ordre du jour. Si l'on n'assistoit à de pareils débats, jamais on ne se pardonneroit d'y croire.

Revenu à l'affaire d'Avignon, M. *Thuriot* a vu tous les pouvoirs, tous les droits & conséquemment l'amnistie dans la souveraineté déléguée aux représentans de la nation, l'Assemblée & le Roi, ce qui, abstraction faite du *juste* & de *l'injuste* dont il ne s'est point occupé, n'exige,

Digitized by Google

selon lui ; qu'un décret sanctionné, rien de plus. Il a vu « les caractères de la souveraineté (*indivisible*, *inaliénable*, intransmissible, d'après la constitution) ne s'imprimer sur Avignon & sur le Comtat qu'au moment de la réunion » (quoique, suivant les mêmes principes, ces deux peuples eussent, avant la réunion, la *souveraineté imprescriptible* qui fonda leur droit de se réunir ; & c'est d'un semblable galimathias qu'on tire des motifs d'imposer un silence de mort à la justice éternelle !)

M. *Thuriot* a pensé, ou du moins a dit que, l'Assemblée constituante avoit décrété une amnistie générale, pour *des crimes bien plus horribles* que ceux des *Jourdans*, &c. Ces *crimes bien plus horribles* sont ceux de *l'infâme Bouillé*. L'orateur a soutenu que les aristocrates, les nobles, les prêtres (outragés, mutilés, pillés, incendiés, égorgés par les soi-disant *patriotes* ou *braves brigands*) ont été les promoteurs des forfaits. Voici la doctrine qu'il a cru devoir établir, & l'étrange indiscrétion dont il l'a franchement appuyée.

« Je dis, comme l'Assemblée constituante l'a dit elle-même, lorsqu'une *partie d'un empire* milite pour une grande question, celle de savoir si un droit appartiendra à une puissance ou à une autre, *il est très-libre aux citoyens de combattre, de résister, & de ne vouloir pas être soumis à une loi préférablement à une autre loi* (de quoi donc accusez-vous les émigrés ?). Or ce droit que l'on a reconnu en France, pourquoi voulez-vous ne pas le reconnoître dans Avignon ?... Il est impolitique de résister A L'INTENTION de l'amnistie, & vous allez en juger. Nous ne sommes peut-être pas éloignés du moment où

Digitized by Google

une partie voisine de la France voudra jouir des bienfaits de la constitution Françoise. Eh bien! si vous donnez l'exemple d'une punition aussi sévère après la réunion, je demande.... » (Ici de longs murmures l'ont interrompu.) « Je suppose, a-t-il poursuivi, qu'une partie des Brabançons *voudroit* appartenir à la France, & que l'autre partie ne voulût pas lui appartenir; pourriez-vous, au moment de la réunion, faire peser le glaive de la loi sur ceux qui n'auroient pas voulu y appartenir? »

Nous ne nous permettrons aucune réflexion sur les pressentimens politiques de M. *Thuriot*; ce genre de prophétie tient à des dons, à des lumières intérieures, à des combinaisons occultes qui ne sont pas à notre portée.

M. *Thuriot* a conclu que nulle raison ne militoit contre l'amnistie réclamée pour les *coupe-têtes*, &c. & qu'elle étoit indispensable. Une portion de l'Assemblée & les galeries ont applaudi avec transport. Quelques membres seuls étoient frappés de la plus profonde consternation; des pleurs couloient de quelques yeux. Si nous nous refusons au plaisir de nommer ces amis de la justice & de l'humanité bien entendue, c'est qu'ils ne sont pas à-l'abri du reproche d'une foiblesse très-condamnable.

M. *Genty* a démontré que MM. *Guadet* & *Grangeneuve* n'avoient débité que des sophismes, & que, quel que soit l'intervalle qui s'écoule entre la sanction d'une loi, sa promulgation & son exécution, le retard ne change rien aux dispositions de la loi. Il a fait ce raisonnement inexpugnable: « Si le 23 septembre (jour du décret d'amnistie) une voix se fût élevée du sein de l'Assemblée constituante, pour demander que

la loi s'étendît à tous les crimes qui seroient encore commis après la réunion, un mouvement d'horreur n'eût-il pas repoussé une opinion aussi dangereuse, aussi inhumaine ? L'extension qu'on veut donner à la loi est donc diamétralement opposée à l'intention du législateur. » La suite du discours de M. *Genty* est rentrée dans le sens de celui que nous avons rapporté de M. *Fraissenel*.

Selon M. *Lasourée*, ministre protestant, qui a succédé à M. *Genty* dans la tribune, parlez d'humanité, de justice, de danger, d'opprobre, de loix, c'étoit « hérisser la question d'incidens, & l'envelopper de ténèbres..... Nous ne discutons pas, a-t-il dit, pour savoir si les prisonniers d'Avignon sont coupables. Hélas ! ils ne le sont que trop ; mais nous discutons seulement le point de savoir si nous pouvons décréter l'amnistie.... Je me garderai bien de prononcer ici le mot de *patriotisme* ; ce seroit déshonorer la plus belle des vertus, en la faisant servir de manteau aux plus abominables des forfaits. Je ne suis point ici pour vous intéresser au sort de ces malheureux. Je leur voue, comme vous, toute mon indignation ; mais j'avoue que je suis arrêté par des principes auxquels je ne sais que répondre, & par des considérations dont je ne puis me défendre.... Si le décret d'amnistie accordé à la fin de la révolution Françoise, a effacé tous les crimes relatifs à cette révolution ; le décret d'amnistie doit être également prononcé à la fin de la révolution Avignonoise, & effacer tous les crimes relatifs à cette révolution. Sans cela, *les malheureux peuples* du pays d'Avignon ne seroient-ils pas en droit de dire aux autres François ?

François : *Vous aussi vous avez commis des crimes pendant le cours de votre révolution, & cependant les coupables n'ont pas tombé sous le glaive de la loi. Pourquoi donc faites-vous retomber sur nos têtes des coups qui ont épargné les vôtres ?* Les Avignonois seroient en droit de rappeller aux autres François les massacres horribles de Nîmes, Montauban, Nancy..... *Bouillé*, dont le nom seul glace d'horreur & d'effroy ; *Bouillé*, dont l'existence *est une objection contre la justice éternelle* ; *Bouillé* a eu part à l'amnistie ; *Bouillé* vit encore ; *les peuples* d'Avignon & du Comtat vous le rappellent : répondez-leur. »

« Veut-on, s'est-il écrié long-temps après, veut-on abandonner à la justice tous les coupables, les forfaits commis à toutes les époques de la révolution ? J'y consentirai ; car j'aime mieux adopter le système de sévérité générale, que celui d'une indulgence partielle, inadmissible. Je déclare que d'abord telle a été mon opinion. Mais la réflexion que j'ai faite ne vous échappera pas ; elle est déchirante, elle est véritablement affreuse ; elle ôte presque jusqu'à la faculté de penser. La voici : si vous abandonnez tous les coupables au glaive de la justice, *il n'y aura pas de maison où la justice n'entrera...* » (Quoi ! même chez les victimes)!... Enfin, aux vengeances que peut provoquer la monstrueuse impunité des scélérats outrageusement assimilés à *tous les François*, à *tout le peuple*, & que la loi doit absoudre à moins de cesser d'être *égale pour tous*, l'orateur, si jamais on mérita ce titre avec une pareille ame, a opposé, du plus beau sang-froid, que les infortunés qui pleurent un père, un frère, une épouse, des enfans égor-

Digitized by Google

gés, se consoleront; que l'Assemblée leur enverra des *témoignages de sensibilité*, *des secours*, *des bienfaits*, *de touchantes proclamations*. Cet odieux persifflage s'est terminé par un projet de décret, que nous n'aurons que trop l'occasion de transcrire plus bas.

Après avoir long-temps divagué dans la métaphysique constitutionnelle, c'est contre les princes François que M. *de Vaublanc* a cru devoir s'évertuer civiquement, en insistant sur le danger de l'impunité des *braves brigands* d'Avignon & du *coupe-tête*, sur la funeste audace & l'espoir que feroit germer une excessive facilité d'amnistie. Des frères de son Roi, passant aux plus hideux des Cannibales, il a prouvé que ceux-ci n'étoient pas des *patriotes*, des *héros de la liberté*; que le *Te Deum* ayant été chanté le 20 septembre, en actions de grace de la réunion, *ils n'avoient plus à conquérir Avignon & le Comtat* réunis; que la nation ayant pardonné tout le 23, *ils auroient dû pardonner* aussi-tôt que l'amnistie décrétée eut acquis la notoriété publique; & il s'est oublié jusqu'à les supposer *vainqueurs* (d'un peuple que l'on nous peint comme réuni sans violence); pour dire: « quel est donc le droit des gens qui permet au *vainqueur* de tuer son ennemi vaincu & désarmé? » Raisonner de la sorte en un pareil sujet, c'étoit se condamner à n'inspirer aucun intérêt, même en périphrasant, comme il l'a fait, les vérités morales qu'avoient exposées les préopinans les plus honnêtes.

Se trouvant naturellement à la hauteur de MM. *Guadet*, *Thuriot* & *Lasource*, l'épique M. *Vergniaud* a débuté par dire que les crimes dont il s'agissoit « suffiroient pour déshonorer

plusieurs siècles. » Il a distribué cette masse de crimes entre les aristocrates, les nobles, les prêtres, les contre-révolutionnaires, & ses chers *patriotes*, de façon à diminuer sensiblement la part de ces derniers, qui ont eu, a-t-il dit, la gloire de combattre pour la liberté, pour la révolution. « Vous donneriez à l'Europe le scandale d'une impunité barbare (envers ceux-là), & le scandale d'une sévérité atroce (envers ceux-ci). *Ils n'ont respiré que pour être François*..... Pour échapper à cette contradiction qui vous déshonoreroit, il faut ou étendre sur eux l'amnistie ou en rapporter le décret... Ferez-vous déposer les nobles? les prêtres? A-t-on jamais vu des hommes qui aient trahi avec plus d'impudeur les sermens les plus sacrés?..... J'interpelle vos consciences... La procédure seroit un nouvel attentat à l'humanité..... Que des bourreaux ne soient pas votre premier présent *aux malheureux Avignonois*..... Envoyez-leur des paroles de paix; & qu'après avoir tant souffert *pour devenir François*, ils n'aient pas à souffrir de l'être devenus... » Les galeries & une partie de l'Assemblée ont applaudi avec enthousiasme à l'indicible affront qu'on fait à tout un peuple, en supposant une synonymie patriotique entre *Avignonois* & *brigand*, *François* & *fourdan*, entre *peuple* & *scélérats*.

M. *Lacroix* a rédigé le projet de M. *Lasource*, qui a obtenu qu'on en supprimât les mots: *depuis le 13 septembre*; petite ruse, suppression qui marque moins l'extension démesurée donnée au décret dont on veut abuser. L'Assemblée a décrété l'amnistie pour tous les crimes relatifs à la révolution commis dans les deux Comtats jusqu'à l'époque du 8 nov. 1791. Quelques voix altérées par un frémis-

Digitized by Google

sement d'horreur ont crié : *l'épreuve est douteuse. L'appel nominal.* Pour unique réponse on a levé la séance. Le temps dévoilera, l'inexorable histoire appréciera les motifs que déjà l'opinion désigne, & dont nous n'avons pu analyser ici que les prétextes.

Du lundi, séance du soir,

M. *Fassein*, député extraordinaire d'Arles, a écrit à l'Assemblée, que la précipitation avec laquelle il fut décidé hier qu'on s'occuperoit aujourd'hui de cette ville, ôte aux Arlésiens tout moyen de se justifier ; qu'Arles n'a connu dans son sein d'autres crimes que ceux des *monnaiéers* qui ont été décrétés de prise-de-corps ; que les Arlésiens espèrent qu'ils ne seront pas jugés sans être entendus. A la lettre étoient jointes des pièces qui attestoient que, soumis aux loix, ils se bornent à desirer qu'elles les rassurent contre les entreprises des *patriotes* conquérans, tels que les Marseillois, &c. La discussion a commencé comme si l'on avoit tout entendu.

Oubliant que Nîmes a plus de 50 canons & dix mille fusils dont personne ne se plaint, quoique les catholiques y soient désarmés, M. *Delpierre* a posé pour principe général que, les grands moyens d'attaque & de défense appartiennent exclusivement à l'Etat. De cet axiome, & de celui que les fortifications sont des propriétés nationales ; de ce qu'Arles n'est ni dans la première, ni dans la seconde, ni dans la troisième ligne des places fortes ; d'allégations souvent répétées & jamais prouvées, de recrues, de fanatisme, d'aristocratie, il a conclu qu'il falloit transporter les canons d'Arles dans les arsenaux les plus voisins, y laisser deux canons pour la garde nationale dissoute, &

Digitized by Google

recomposée sous l'inspection du département (délivré par force de ceux de ses membres qui protégeoient Arles); démolir tous les ouvrages de défense, aux frais de la commune, & charger des troupes de ligne & des gardes nationaux de garantir cette ville de toute incursion illégale.

« Les vrais patriotes, a ajouté M. *Delpierre*, respecteront la sûreté des personnes & des propriétés; ils concevront que, si pour abattre la tyrannie, il est nécessaire peut-être *que les haches & les faisceaux soient un instant dirigés au gré des volontés populaires*, on ne garde la conquête de la liberté que par la subordination des pouvoirs. »

M. *Vincent*, commentant ces motifs d'assurance, a trouvé très-excusable le zèle des patriotes méridionaux dont on redoute l'irruption, vu que le pouvoir exécutif est endormi (*Bravo !*). « Ne doivent-ils pas *sévir* lorsqu'ils sont, à chaque instant, menacés, insultés, emprisonnés, & craignent pour leur vie ? Ne devez-vous pas excuser les mouvemens trop impétueux que le patriotisme leur inspire ? » (On diroit que les patriotes de Nîmes, de Beaucaire, de Marseille, &c. sont tous en bute aux assassinats des Arlésiens paisibles chez eux; & ces déclamations servent de preuves, & l'on bat des tambours !) L'opinant a proposé de casser la garde nationale d'Arles, d'en désarmer les citoyens, & d'employer la force pour y rétablir l'ordre. M. *Gamon* vouloit qu'on rasât les châteaux de Banne & de Jalès. Au droit de port d'armes que la constitution donne à tout citoyen, M. *Grangeneuve* opposoit *l'étendard de la révolte* que *tout le monde* sait que cette ville a arboré, quoiqu'il n'y ait ni étendard arboré ni révolte à Arles. M. *Vincent*, se ravisant, a demandé qu'on s'emparât des canons & des fusils d'Arles, de

Digitized by Google

Carpentras & d'Avignon & M. l'abbé *Mulot* a appuyé cette motion très-civique au moment où les *Jourdan*, &c. seront relâchés. MM. *Bazire*, *Charlier*, *Chabot* expliquent, conseillent, renchérissent. Où mettra-t-on les canons ? au Fort St-Esprit ? à Marseille ? C'est la matière de longs débats.

Le conseil du département des Bouches-du-Rhône mande, par un courier extraordinaire, que Marseille est le boulevart de la révolution, qu'il faut excuser quelques démarches violentes lorsque le silence de toute autorité constituée les rend presque nécessaires ; qu'à Paris on n'a pas attendu que les autorités constituées eussent prononcé pour attaquer la Bastille (*Bravo !*) ; qu'une apparence de calme peut abuser sur les intentions sinistres des Arléfiens, que l'état de rébellion d'Arles n'en est pas moins alarmant, quoique tout y paroisse tranquille... Et puis, la constitution ou la mort... On voit que le même esprit anime les orateurs de l'Assemblée, leurs fidèles correspondans, les patriotes conquérans, & les galeries qui couvrent cette lecture auxiliaire de leurs bruyantes approbations.

Qui payera les frais des travaux & de la démolition ? Ici la morale le dispute à la politique, & MM. *Chabot*, *Archier*, *Lagrevol*, *Rouyer* & *Bazire* nagent dans leur élément. « Voir s'élever des fortifications, creuser des fossés, & ne pas s'y opposer de toutes ses forces, s'écrie M. *Rouyer !* Il falloit que *tout cela* fût renversé (les fossés aussi ?), ou que la tête des municipaux tombât ; sans *cela* vous n'aurez jamais l'exécution de la Loi. »

M. *Dorisy* rapproche ces inculpations du décret d'amnistie rendu le matin en faveur de scélé-

Digitized by Google

rats ? — *A l'ordre, à l'ordre.* Le préſident le rappelle à la queſtion. *Non, non ; à l'ordre...* & à ce propos le déſordre eſt complet. *Préſidez-vous, ou régnez-vous,* demande M. *Bazire ?* Le vacarme redouble. M. *Grangeneuve* prétend que c'eſt dégrader la majeſté nationale, que de ſuppoſer que le décret d'amniſtie (qui fera frémir d'horreur toute l'Europe) ait été rendu ſans réflexion, & de paſſer à l'ordre du jour... De ces débats ſont nés des articles adoptés d'urgence contre Arles. Nous les donnerons avec les ſuivans.

Du mardi, 20 mars.

Nos lecteurs n'ont point oublié la mer dont M. *Fauchet* entouroit un château de la Suiſſe. Dernièrement, M. *Cambon* a dit qu'on avoit rompu le pont ſur la Durance, qui jamais ne porta de pont, ſes eaux étant trop rapides, & ſon lit trop variable. Hier au ſoir, M. *Rouyer* coupoit la tête à des municipaux, pour n'avoir pas renverſé des foſſés. Aujourd'hui, M. *Lagrevol* alloit démolir les baſtions, les courtines & les ouvrages avancés du château de Jalès, vieille maiſon qui n'a que ſes quatre murailles, & MM. *Ducos*, *Bréard*, &c., appuyoient la lumineuſe motion de M. *Lagrevol.*

Des députés du département des Bouches-du-Rhône accourent à temps à la barre, pour y embraſer l'opinion tandis qu'on la forge. Arles a coupé ſes canaux afin d'inonder ſon territoire, abattu ſes ponts, & garde des *patriotes* en ôtage, pour les égorger ſur les remparts. Le commandant du régiment de la Marck fait venir des ſoldats d'Orange pour arrêter la marche de gardes nationaux, requis par les commiſſaires

Digitized by Google

civils d'Avignon. Carpentras fournit de la poudre à la ville d'Arles, & les *patriotes* d'Avignon sont en mouvement. L'orateur craint le grand nombre des troupes de ligne, & veut qu'on préfère *le patriotisme des gardes nationales*. Ces députés demandent à lire une lettre officielle, & n'en lisent pas les signatures; mais tout est excellent à lire dans le sens où l'on aborde.

« Le 16 mars 1792, l'an 4 de la liberté... Il paroît toujours que la ville d'Arles *veut résister aux tentatives qu'on feroit contre elle*..... Divers détachemens des communes de ce district s'étant rassemblés, ont été *pour désarmer le parti anti-constitutionnel* dans quelques villages voisins, & se sont ensuite transportés à Apt au nombre de deux mille. Avant d'entrer dans cette ville, ils ont juré de respecter les personnes & les propriétés. Leur demande avoit pour objet, 1°. de faire fermer les églises des non-conformistes, & d'obliger les prêtres non-assermentés à quitter la ville, ou à dire la messe dans l'église paroissiale; 2°. d'empêcher tout citoyen d'avoir chez lui des rassemblemens dont le but est de troubler la tranquillité publique; 3°. de désarmer *les gens suspects*, pour leurs armes être déposées au district; 4°. d'obliger les habitans d'Apt à verser de suite leurs contributions dans la caisse du district... Ce qu'il y a d'admirable dans cette expédition, c'est qu'il n'a été fait ni dommage, ni mal à aucun citoyen; & certainement on ne dira pas que de pareils *pétitionnaires* sont des brigands, quand on verra que leur *intention* a été de réveiller l'engourdissement où étoient les contribuables... Pour finir en un mot, la municipalité & le district d'Apt leur ont donné en se retirant, un certificat de bonne conduite. »

Digitized by Google

Aux preuves de la rébellion contre-révolutionnaire des Arléſiens, une lettre de M. *Cahier de Gerville* ajoute le modèle d'un *ſiphon* d'argent, que les hommes d'Arles portent à la boutonnière & les femmes aux oreilles, le mot *ſiphon* rappellant celui de *chiffon*, *chiffoniſtes*. On y a gravé ces deux vers :

Honneur, Siphon, tu ſoutiendras,
Et de ton ſang le ſcelleras.

Nous n'avons entendu lire aucun procès-verbal qui ait atteſté que ces *ſiphons*, s'ils exiſtent, ſoient un ſymbole diabolique ; proſcrit par la conſtitution. Quoi qu'il en ſoit, le *ſiphon* a aidé l'Aſſemblée à décréter ce qui ſuit :

« L'Aſſemblée nationale, conſidérant que la ville d'Arles eſt en état de rébellion ; que pluſieurs citoyens y ont été arbitrairement empriſonnés ; qu'un détachement de la garde nationale eſt allé enlever, de vive force, quatre pièces de canon qui défendoient le fort St. Louis, & les a amenées dans ſes murs ; que l'appareil des forces dont elle eſt environnée, & les approviſionnemens de guerre dont elle eſt pourvue, excitent des alarmes & de la fermentation dans les départemens méridionaux, décrète qu'il y a urgence. »

Décret définitif.

« L'Aſſemblée nationale, après avoir décrété l'urgence, décrète ce qui ſuit :

« Art. I. Les citoyens de la ville d'Arles ſeront tenus de dépoſer leurs armes à la maiſon commune, ſous la ſurveillance de deux commiſſaires de l'adminiſtration du département des Bouches-du-

Digitized by Google

Rhône, dans les 24 heures de la publication du présent décret. »

« II. Tous les canons ou fusils de rempart, & approvisionnemens de guerre qui sont maintenant à la disposition de la ville d'Arles, ainsi que les 1,500 fusils retenus à la municipalité de la même ville, seront, dans le plus bref délai, transportés aux arsenaux les plus sûrs & les plus voisins. »

« III. Les ouvrages de défense, élevés autour d'Arles seront totalement démolis; les frais de démolition seront supportés par la commune, sauf son recours contre ceux qui ont élevé ou fait élever lesdits ouvrages. »

« IV. Une force publique suffisante, extraite des troupes de ligne & des bataillons de volontaires, sera envoyée à Arles pour y protéger les personnes & les propriétés, & garantir la ville de toute invasion & incursion illégale. »

Du mardi, séance du soir.

Des brigands ont insulté, maltraité, frappé le maire d'Epernon, qui refusoit de taxer à leur gré les subsistances au marché.

Trois paroisses du département du Cantal, se sont rassemblées, ont commis des violences, ont massacré un ci-devant lieutenant-criminel, comme *suspect d'aristocratie*. La municipalité d'Aurillac a préféré *la prudence* à l'usage légal de la force, aussi les particularités de ce meurtre civique ont-elles été épouvantables. *Ne lisez pas ces horreurs*, a crié un membre... A la commission des douze.

La garde nationale d'Arras, aussi patriote que les voisins d'Arles, s'arme sans réquisition, déclare que l'objet de ce rassemblement est de faire

Digitized by Google

effectuer par les corps administratifs la clôture des églises non-constitutionnelles ; & le directoire, craignant le sort de celui d'Aix, arrête sur-le-champ la clôture des oratoires, en preuve de liberté civile & religieuse. On renvoie encore cette affaire à la commission des douze.

Au lieu de s'adresser aux autorités administratives, les municipaux aiment mieux venir faire briller & applaudir leurs phrases à la barre de l'Assemblée, qui perd un temps précieux à ces démarches adulatrices, inconstitutionnelles, subversives de toute organisation de pouvoirs. Des députés de la municipalité de Poitiers y racontent que les grains ont été le motif d'une insurrection dans cette ville ; qu'il y a eu un homme de tué, deux de blessés ; que la loi martiale a été proclamée, & que force est restée à la loi (*Bravo !* longs applaudissemens). Mais sur 18 à 20 mille ames que contient Poitiers, ils comptent 6,000 indigens, & demandent un secours provisoire de 30,000 liv. Leur demande est renvoyée à demain soir.

Un membre a annoncé que 24 chevaux ayant paru *suspects par leur marche* à la municipalité de Sens, elle les a dénoncés à celles de Langres, qui les a fait arrêter ; que des officiers ont réclamé ces chevaux, & qu'on a reconnu *à leur interrogatoire*..... La salle a retenti d'éclats de rire, si prolongés que nous avons plus deviné qu'entendu que les chevaux interrogés étoient des aristocrates qui émigroient par Langres ; mais nous ignorons si c'est pour Coblentz ou pour Fontarabie, ou s'ils gagnoient le pont de la Durance, ou la mer en Suisse ; ce qu'il y a de bien sûr, c'est qu'entouré de meurtres, d'affamés, de misère & d'anarchie, on a ri à gorge déployée.

Digitized by Google

La séance n'a d'ailleurs produit qu'un décret d'urgence qui fixe la manière de couper la tête aux criminels, d'après l'*avis motivé* de M. *Louis*, secrétaire perpétuel de l'académie (ci-devant royale) de chirurgie; avis qui indique les difficultés, les expériences connues, les principes méchaniques; & le pouvoir exécutif est chargé de faire les dépenses nécessaires pour parvenir à un mode uniforme dans tout le royaume. La répugnance naturelle à s'appesantir sur ces détails, a fourni l'occasion de déployer tout le charlataniſme de l'humanité philosophique, qui contrastoit singulièrement avec la fraternelle amnistie des *coupe-tête* & co-bourreaux.

Du mercredi, 21 *mars*.

La plupart des prêtres assermentés & salariés se rétractent, & dans quelques départemens on est fort embarrassé pour les remplacer. M. *Jolivet* les accuse d'être, en général, fanatiques & séditieux, plus que ceux qui n'ont pas juré; il demande qu'on leur supprime tout traitement à dater du jour de leur rétractation. D'insignifians débats sur cette question en ont amené le renvoi aux comités de législation & de finances. Le bon-sens, la tolérance & la constitution nous semblent n'avoir rien laissé à faire, sur cet objet, ni à l'un, ni à l'autre comité.

Une lettre des commissaires de l'Assemblée générale de Saint-Domingue a conjuré le corps législatif d'entendre la lecture de lettres qu'ils venoient de recevoir de leurs commettans, au moment où il va s'occuper du sort de la colonie. M. *Ducos* s'y est opposé: malgré ses chicanes, on a lu des lettres du 25 & du 28 janvier.

Digitized by Google

La ville du Cap, seul endroit qui ne soit pas encore dévasté dans la partie du Nord, est dans une horrible détresse. La bande du Sud est en feu. S'il n'arrive de prompts secours, tout est perdu. Les gens de couleur réunis à certains blancs, ne dissimulent plus leur projet d'égorger les autres blancs & de s'emparer du pays. Léogane, les Goaves, les Cayemites, l'Ancéavan, la plaine du fond & la ville des Cayes, & le Port-de-Piment ont été le théâtre des plus abominables excès. La partie de l'Ouest est dans la même situation; le Port-au-Prince est toujours bloqué; St.-Marc dominé par les pompons blancs; Mariebaroux, Ounaminthe, & les autres quartiers de l'Est, épargnés jusqu'à présent, sont entièrement ruinés: les habitans de l'Est du Cap, réfugiés au Fort-Dauphin, courent risque d'y périr à tout instant.

Impatient, non d'envoyer aux malheureux Colons des secours si vainement implorés, si cruellement différés depuis tant de mois, mais de les poursuivre & de les anéantir, M. *Brissot* a demandé que la discussion continuât jusqu'à la délibération définitive. M. *Tarbé* l'a sommé de produire des preuves au lieu d'assertions vagues. On a crié: *à l'ordre du jour*. Il a été décidé que M. *Tarbé* répondroit à M. *Brissot*, que la discussion ne seroit pas interrompue; & M. *Brissot* a pris la parole, en affirmant, sur sa probité connue, que jamais il n'avançoit rien qu'il n'eût les pièces justificatives à la main, ce qui a fait rire l'auditoire.

Nous n'analyserons pas ce nouveau discours qui a duré près de 2 heures. Le rhéteur y a répété tous ses paradoxes & ceux de M. *Garran de Coulon* qu'il a flétri de ses éloges, & du surnom d'*orateur austère* décerné par lui M. *Brissot*. L'injustice

Digitized by Google

envers les gens de couleur, le despotisme des blancs, voilà les seules sources des massacres & des incendies. Les mulâtres n'ont jamais été les aggresseurs; leurs droits politiques valent mieux que les biens & la vie des Colons & de tous les François qu'on y sacrifie; les Parisiens du 14 juillet sont coupables si les hommes de couleur ne sont pas innocens. Ceux-ci n'ont point gâté leur excellente cause par des excès criminels. Ils s'opposèrent constamment à l'insurrection des noirs. « Voulez-vous connoître par un trait la grande ame des hommes de couleur? Lisez ces mots qui terminent le concordat proposé par eux : *tous ces articles, ou la guerre civile;* les blancs répondirent : *la paix*, & signèrent tous, les hommes de couleur les premiers. » (*ou la guerre civile*, quel trait de grande ame! Quel juge en morale que ce M. *Brissot!* Et qu'une nation doit s'honorer d'un représentant aussi juste, aussi humain, aussi vertueux!). Les blancs seuls ont commis des horreurs pour ne pas renoncer *à de petits préjugés*. Dans les colonies *patriote* équivaut, a-t-il dit, à *brigand* & *aristocrate*, à *révolutionnaire* ou *ami de la France*. Soutenir que les mulâtres desirent l'ancien régime, ce seroit vouloir transporter Coblentz dans le Fauxbourg Saint-Antoine. Maintenir l'inconstitutionnel décret du 24 septembre, c'est éterniser la guerre civile; accuser, juger, punir tous les blancs ruinés, voilà son unique remède aux maux des colonies.

La partie de cette déclamation où il a cru réfuter le rapport de M. *Tarbé*, se trouvera dans la réponse de ce rapporteur.

A propos des secours implorés de la Jamaïque plutôt que de la métropole, parce qu'ils pouvoient arriver de la Jamaïque en peu de jours, & n'au-

Digitized by Google

roient pu arriver d'ici de quatre à cinq mois, d'où le déclamateur a conclu qu'il avoit existé un dessein d'indépendance. « Si les départemens du Rhin, a-t-il dit, s'avisoient de demander aux gouverneurs des Pays-Bas d'envoyer leurs troupes de ligne appaiser les troubles élevés sur nos frontières, que diroient les représentans de la nation ? » (que ces départemens ne sont pas à 1800 lieues de Paris). Il a justifié les *amis des noirs* en affirmant, sur sa vertu qui passe en proverbe, que leurs écrits n'ont jamais eu pour objet la liberté des nègres, mais la suppression de la Traite, ce qui est une insigne fausseté; que la police empêchoit l'introduction de ces écrits, autre imposture; que les nègres ne savent pas lire, comme si les propagandistes ne savoient ni parler, ni lire, ni chanter pour les nègres, pour les paysans, pour les soldats... Il a payé son tribut d'éloge & de larmes au vertueux *Ogé*, en finissant par persister dans son projet de décret du premier décembre.

La discussion est prorogée au lendemain.

Du mercredi, séance du soir.

Le comité de l'extraordinaire des finances a proposé d'accorder 15,000 liv. aux 6,000 indigens de Poitiers qui en demandoient 30,000. Des accusations, des amnisties pour des crimes atroces, sont décrétées d'urgence & sur-le-champ. Cette charité réduite à moitié, est encore impitoyablement ajournée.

L'ordre du jour appellant la discussion du mode du séquestre des biens des émigrés, il étoit tout simple qu'il arrivât au moment même une dénonciation qui attisât les passions. Ce hasard eût manqué pour la première fois. Il court depuis plus d'un mois dans le public un pamphlet intitulé:

Digitized by Google

Adresse à l'armée Françoise, avec cette épigraphe : *écoutez, François, la voix de l'honneur.* Le 48^e^. régiment ci-devant Artois en a reçu, dit-on, quelques exemplaires à Rennes, & en a envoyé deux à l'Assemblée nationale accompagnés d'une adresse civique, dont on a décrété la mention honorable & l'impression.

Dans la discussion sur les biens des émigrés, nous ne citerons que la demande inutile (& huée) de M. *Becquey*, d'excepter du séquestre les biens des femmes que la peur fit émigrer ; & la motion de M. *Haussy de Robecourt* en faveur des femmes d'émigrés restées en France. On lui a répondu qu'elles pourront se séparer. Voici les quatre articles qu'on a décrétés :

« XII. Les débiteurs des émigrés, à quelque titre que ce soit, ne pourront se libérer valablement qu'en payant à la caisse du séquestre, conformément à l'article précédent, tous les paiemens faits aux émigrés depuis la promulgation des deux décrets du 9 février, ainsi que ceux faits avant l'échéance des termes portés par les baux qui ne seroient justifiés par des actes authentiques, seront déclarés frauduleux ; &, sans y avoir égard, les débiteurs pourront être contraints de payer aux échéances portées auxdits titres de créance. »

« XIII. Les femmes des émigrés, leurs pères & mères, enfans ou autres parens, les propriétaires par indivis, qui auroient des droits de propriété ou d'usufruit sur les biens séquestrés, pourront, s'ils sont eux-mêmes résidens en France, présenter leurs titres authentiques au directoire du district de la situation des biens ; &, sur son avis, le directoire du département leur accordera une partie des revenus proportionnée à

Digitized by Google

leurs droits ; il pourra même, sur la demande des parties intéressées, leur accorder l'administration de la totalité des biens affectés à leurs droits ; à la charge, en ce cas, de donner caution, de verser dans la caisse du séquestre, la portion de revenus qui appartiendra aux émigrés, d'après l'évaluation qui en sera faite, tant par les propriétaires que par l'administration des domaines séquestrés ; les frais de laquelle évaluation seront supportés par moitié par la portion appartenante à l'émigré. »

« XIV. Dans tous les cas, on laissera aux femmes, enfans, pères & mères des émigrés, la jouissance du logement où ils ont leur domicile habituel, & des meubles & effets à leur usage, qui s'y trouveront ; sans que néanmoins ils puissent être dispensés de l'inventaire des meubles, prescrit par l'article précédent, & sans entendre soustraire ladite maison à la main-mise de la nation ; & si lesdites femmes ou enfans, pères ou mères des émigrés étoient dans le besoin, ils pourront demander une indemnité, qui sera prise sur les biens personnels des émigrés, la distraction, à leur profit, d'une somme qui sera fixée par le directoire du département du lieu du dernier domicile de l'émigré, & dont le *maximum* ne pourra excéder le.... »

« XV. Les créanciers des émigrés seront payés sur le produit de leurs revenus, en se conformant aux articles I & II de la loi du 29 juillet 1792, après le prélèvement des frais d'administration ; sans préjudice du droit que conserveront ces créanciers, de faire vendre les biens & lesdits meubles dans la forme ordinaire pour les meubles, & dans celle prescrite dans l'article suivant pour les immeubles. »

Digitized by Google

Du jeudi, 22 mars.

Presque tout le courant & les objets accidentels ayant été ajournés, nous ne noterons ici que d'arides débats sur les colonies, qui cependant auroient plus besoin de secours que de discours.

M. *Tarbé* a refuté la diatribe de M. *Brissot* contre les Colons. M. *Tarbé* a déclaré avoir voulu dans son rapport, *neutraliser* toutes les haines, & a promis de dire la vérité, & de démentir les fausfetés de M. *Brissot* sans aucun ménagement. Sa précédente modération prise, selon lui, pour de la partialité, a beaucoup fait rire les philantropes.

A l'insoutenable assertion que les Mulâtres n'avoient montré que de l'humanité, M. *Tarbé* a opposé d'exécrables horreurs avérées. Dans son système de *neutralisation*, le rapporteur avoit cru devoir traiter d'*aristocrates* quelques chefs ou moteurs des Mulâtres, que M. *Brissot* nommoit des *patriotes*. Les titres de *chevalier*, *marquis*, *baron*, que conservent MM. *de Jumécourt*, *de Russi*, *de Montalembert*, ont fourni à M. *Tarbé* la preuve d'*aristocratie* qu'il lui falloit absolument pour *neutraliser* les haines; & il s'est moqué de M. *Brissot* qui traitoit d'*aristocrates* les petits propriétaires, les négocians, les artisans, le *club*, les troupes de ligne, & les matelots de la nation; tant il est difficile de ne pas déraisonner de part & d'autre dès qu'on veut apprécier la politique & la morale usuelles, d'après les haines & les préjugés de parti.

Sur l'inculpation de projets d'indépendance, projets que M. *Brissot* prouvoit, à sa manière, en relevant la dénomination d'*assemblée générale* au lieu d'*assemblée coloniale*; les pouvoirs émanés des mandats des commettans, & non des

Digitized by Google

décrets ; les discours tenus dans les séances ; la cocarde noire, l'*ambassade* de M. *Roustan*, & toutes les allégations de MM. *Dupont*, &c... M. *Tarbé* a bien voulu répondre par des raisons. Il a démontré que M. *Brissot* s'étayoit de journaux aussi vrais que le sien, ne produisoit aucune pièce officielle, donnoit ses mensonges pour des faits, ses extravagances pour des principes, ses passions pour de la morale, sacrifioit les colonies & la France à d'absurdes théories, à la vanité, à l'intrigue, & il a dit, en finissant : « Je dois à ma conscience (murmures) de représenter à l'Assemblée que nous ne pouvons, sans nous compromettre, différer de prononcer ; que tout délai dans l'envoi de secours seroit un délit, une abnégation des droits & des devoirs de la souveraineté. »

« Eh bien ! a dit M. *Brissot*, est-ce que des lettres de citoyens ne sont pas officielles ?... C'est aux discours imprimés par ordre de l'assemblée coloniale qu'il faut nous arrêter. Vainement, diroit-on qu'une assemblée n'est pas responsable de ce qui se dit dans son sein ; certes, Messieurs, si quelqu'un avoit l'audace de dire dans votre assemblée qu'il ne faut plus de monarque, plus de monarchie, vous n'ordonneriez pas l'impression de son discours, ou si vous l'ordonniez, vous vous rendriez coupables envers la constitution. » On n'a pas ri ; ce n'est point faute de mémoire.

Persuadé, comme M. *Dorisy*, auquel il a succédé, qu'il n'y a qu'une parfaite égalité de droits politiques qui puisse ramener le calme à St. Domingue, M. *Gensonné*, qui a volé du fauteuil à la tribune, a dit que le décret du 24 septembre, n'étant pas dans la constitution, étoit révocable ; que l'Assemblée & le Roi ont la

plénitude de pouvoir nécessaire pour constituer les colonies. Selon lui, ce décret créeroit deux corps législatifs pour un seul pouvoir exécutif. Il a proposé de confirmer l'initiative accordée aux colons (blancs), en l'accordant aux gens de couleur; ce qui seroit exactement anéantir ce qu'on prétend donner, puisque si l'initiative sur l'état des personnes est déférée aux uns & aux autres, elle ne le sera plus, comme on l'avoit d'abord voulu, aux uns à l'égard du sort ou de l'état politique des autres. Or, cet expédient a paru à l'opinant remplir tous les engagemens, ne point abroger le décret (qu'il étoit inutile de supposer révocable), & tout concilier moyennant deux mesures, inconstitutionnelles au premier chef; savoir l'envoi de commissaires civils, ou dictateurs choisis par l'Assemblée nationale, & « hors des bornes du pouvoir du Roi; parce que la constitution n'a rien prévu de semblable, & qu'il importe qu'ils soient revêtus d'un caractère qui tienne *immédiatement de la requisition nationale.* (l'Assemblée peut-elle déléguer un nouveau pouvoir national?) » Au surplus, si *l'œuvre posthume* du corps constituant attiroit le *veto* sur ce décret, l'Assemblée auroit fait son devoir & n'auroit pas à se reprocher la perte des colonies. Ces moyens, ces motifs, cette doctrine, ont été couronnés de longs applaudissemens, & tout sera imprimé excepté le dernier verbiage de M. *Brissot.*

Du jeudi, séance du soir.

On est rentré dans la discussion sur le séquestre. M. *Lagrevol* préféroit, quant à l'exécution, les tribunaux aux districts, ce qui n'est que préférer un mot à un autre, parce que,

Digitized by Google

si l'injustice est dans la loi, ceux qui l'exécutent ne sont que de vils esclaves, quelque nom qu'on leur donne. « Lorsqu'il s'agit de biens nationaux, disoit-il ingénuement, c'est *votre propriété* que vous vous vendez ; mais ici, c'est la propriété des émigrés, sauf l'indemnité ; c'est un tiers que vous dépouillez. Une administration a-t-elle juridiction pour dépouiller un tiers de sa propriété, & un tiers absent ? Vous ne pouvez, malgré *votre souveraineté*, transporter le droit judiciaire aux corps administratifs. »

M. *Mouysset* a répondu que, dans le cas susdit, il y avoit une condamnation. « Je ne puis souffrir, a ajouté M. *Grangeneuve*, qu'on mette une entrave à cette vente dont la justice est évidente (la justice de la vente des biens d'un tiers *séquestrés* !). » La préalable a sabré tous les amendemens.

M. *Charlier* demandoit que les biens fussent en séquestre jusqu'à ce que l'indemnité due à la nation fût liquidée, les émigrés vinssent-ils à rentrer (vifs applaudissemens) ; M. *Duhem* appuyoit cet *amendement* avec d'autant plus de raison qu'à l'en croire, il étoit arrivé à Lille quatre à cinq cents émigrés qui cherchent à rentrer dans leurs biens, & à qui il est de toute justice de faire supporter les frais immenses *qu'ils nous ont causés* (*Bravo !*). « Accordez-leur un délai d'un mois, disoit M. *Bigot* ; la frayeur en a fait émigrer plusieurs ; la peine ne doit frapper que les coupables ; il en rentrera beaucoup pour sauver leur patrimoine. » On n'a pas d'idée du vacarme, des rugissemens d'indignation que se sont permis les galeries. M. *Lecointre* a traité tous ceux qui n'ont pas eu le civisme de se laisser égorger, de peureux, de lâches, (quoiqu'il n'y

Digitized by Google

ait rien au monde de plus lâche que l'inviolable insultant aux malheureux qu'il dépouille ;) & il a soutenu qu'on devoit se hâter de les empêcher de rentrer en France, de crainte que leurs biens vendus ne paient des ennemis dont on fait assez qu'on n'a aucune peur.

Voici les trois articles décrétés :

« XVI. Lorsqu'un créancier copropriétaire du cohéritier résidant en France, sera fondé, en vertu d'un titre authentique antérieur à la promulgation du décret du 9 février dernier, à faire rendre un immeuble appartenant à son débiteur, co-propriétaire, co-héritier émigré, il pourra, un mois après le commandement par lequel il aura constitué l'émigré en demeure, provoquer d'abord l'estimation, & ensuite la vente de l'immeuble dans la forme prescrite pour l'aliénation des domaines nationaux, en observant toutefois de faire publier chacune des affiches dans le lieu du dernier domicile connu de l'émigré.

« XVII. Le prix entier de l'immeuble, à la déduction des frais de vente qui seront réglés par les directoires de district, sera versé dans la caisse du séquestre, dans trois mois à compter du jour de l'adjudication, pendant lequel temps l'adjudicataire aura la faculté de prendre des lettres de ratification. Le prix sera distribué entre les créanciers opposans qui auront les qualités exigées ci-dessus, suivant les règles établies par les loix civiles.

« L'acquéreur sera tenu de payer les intérêts à compter du jour de son adjudication.

« XVIII. Les actes relatifs à ces ventes, non plus que ceux qui les précéderont & suivront, ne pourront jouir d'aucune des exceptions du

Digitized by Google

droit d'enregistrement, lods & ventes, ou autres attribués aux actes qui ont pour objet l'aliénation des biens nationaux, auxquels ils ne sont assimilés qu'en ce qui concerne seulement le mode d'aliénation. »

Du vendredi, 23 mars.

Aujourd'hui c'est dans le département de Seine & Oise que les troubles recommencent avec plus de force. Les 200 gardes nationaux de Paris, n'y suffisent pas; on ne peut se reposer sur ceux du lieu même. Un décret d'urgence a autorisé le chef suprême de l'armée à envoyer à Etampes 400 hommes & deux pièces de canon, des troupes de ligne qui sont actuellement à Paris. Le moment d'après, M. *Lebrun*, ex-constituant, admis à la barre comme vice-président du directoire du département de Seine & Oise, a sollicité « une vraie force appuyée de toutes les formes qui peuvent la rendre respectable, » & a annoncé la capture d'un procureur-syndic de commune, convaincu d'avoir distribué des écrits incendiaires.

Nous ne dirons rien des projets lus, imprimés, ajournés, pour être relus & ajournés encore une autre fois; & nous nous hâterons d'arriver aux dissertations sur les colonies.

M. *Dubayet* a promis de ne plaider ni la cause des blancs qu'on égorge, ni celle des gens de couleur qui les égorgent au nom des droits de l'homme; mais de parler pour la justice & l'humanité. Il a traité de *fraudes pieuses* les lamentations exagérées des *amis des noirs* sur l'esclavage qu'il a dit être devenu beaucoup plus doux. Selon lui, il seroit imprudent de déroger au décret du 24 septembre, qu'il est fort tenté

Digitized by Google

de croire constitutionnel. Une loi impérative (en est-il d'autres ?) ôteroit aux blancs tout le mérite de leur condescendance envers les mulâtres que la gratitude liera plus affectueusement. Les conclusions de cet orateur, qui ne suppose ni passions, ni scélérats, ni torches lorsque tout est en feu, & que l'on diserte, rit, applaudit, ont été d'envoyer à Saint-Domingue des gardes nationales, d'attendre pour une décision définitive le vœu libre des blancs & des gens de couleur, & d'ajourner jusqu'à cette époque toute question relative à la constitution des colonies.

Le reste de la séance a été rempli d'une harangue d'apparat de M. *Guadet*, qui a péroré plus de sept quarts d'heure. Il a dirigé sa massue oratoire sur le rapport de M. *Barnave*, qui fit rendre le décret du 24 septembre ; & l'on n'a qu'à supposer ce texte commenté, travaillé, en commun, par MM. *Grangeneuve*, *Gensonné*, *Vergniaud*, *Bazire*, *Chabot*, *Isnard*, *Fauchet*, *Rouyer* & *Brissot* ; au moyen de cette fiction dont les élémens sont très-connus, on aura la mesure assez juste des mouvemens, des vues profondes, de l'éloquence qu'a déployés M. *Guadet*, au milieu des transports d'admiration d'une partie de l'Assemblée & des galeries. L'orateur a sur-tout déclamé, avec autant de complaisance que d'amertume, contre les colons ruinés qui sont à Paris. Tout son art a consisté à tourner contre le décret du 24 septembre, les argumens que M. *Barnave* avoit employés pour obtenir l'abolition du décret du 15 mai ; crainte de perpétuer le mal, désir, espoir de mettre un terme à des horreurs imprévues, & jusqu'aux mêmes phrases insipidement parodiées : « Revo-

Digitized by Google

quez-le, & la France & les colonies sont sauvées, &c. » Il a aussi accusé M. *Barnave* d'avoir dérobé à la connoissance des législateurs une *sublime* adresse des mulâtres, où l'amour de la constitution & de l'égalité, les dévore.

Ici comme dans les mille & une amplifications déjà lues, orgueil des blancs qui ne veulent pas que leurs affranchis, que les fils de leurs esclaves, soient leurs administrateurs, leurs législateurs, leurs maîtres; vertu des mulâtres & des nègres libres trop pénétrés de la dignité, de la majesté du citoyen pour se contenter de la liberté, de la propriété, de la sûreté, de tous les droits civils, s'ils n'y joignent les droits politiques & la co-souveraineté. M. *Guadet* demande la révocation du décret du 24 septembre, & adopte le projet de M. *Gensonné* en se réservant de l'enrichir de deux articles lors de la discussion.

Du vendredi, séance du soir.

Le ministre des affaires étrangères envoie à l'Assemblée, par ordre du Roi, une lettre du canton de Berne à Sa Majesté, lettre par laquelle ce canton notifie à S. M. sa résolution de rappeller le régiment *d'Ernst*.

Plusieurs membres ont demandé le renvoi au comité diplomatique « pour qu'il présentât *ses vues* à ce sujet. » M. *Bazire* desirant un ajournement à très-court terme, observoit que le Roi avoit récompensé le colonel en lui donnant le cordon rouge. (Ce qui ne répare nullement l'outrage fait aux soldats & ne disculpe que le Roi), M. *Bazire* a trouvé convenable d'ajouter : « *Il est clair que tout cela est menti.* » D'autres se sont étonnés qu'après la no-

Digitized by Google

tification de l'acte constitutionnel accepté, les cantons Suisses témoignassent un oubli aussi marqué de la souveraineté de la nation Françoise ou de l'Assemblée nationale, & ils ont proposé de décréter que le comité diplomatique présenteroit incessamment *ses vues* encore sur les capitulations helvétiques. M. *Charlier* renvoyoit les mesures à prendre & la lettre au pouvoir exécutif. Sur l'observation de M. *Ramond*, que le Roi n'adressoit cette lettre à l'Assemblée que pour qu'elle en prît connoissance, on l'a renvoyée au comité diplomatique, & l'on est passé à l'ordre du jour.

Revenus au séquestre des biens des émigrés, M. *Albitte* a été fort applaudi en invoquant la préalable sur le projet de leur accorder, s'ils rentroient en France, une amnistie qu'on a décrétée avec tant de zèle en faveur des brigands d'Avignon; M. *Bazire* a condamné ceux des émigrés qui rentreront, à garder les arrêts dans leur domicile habituel jusqu'à ce qu'il plût à l'Assemblée d'en ordonner autrement; M. *Thuriot* les déclaroit incapables d'aucune fonction publique pendant dix ans. Cette dernière idée, accueillie de battemens de mains frénétiques, a été confiée au comité qui la fécondera. On a décrété les quatre nouveaux articles suivans:

« XIX. Les émigrés qui rentreront en France dans le délai d'un mois, à compter du jour de la promulgation du présent décret, seront réintégrés, par les directoires de département, dans la jouissance de leurs biens, en payant les frais d'administration & leurs contributions foncière & mobiliaire pour l'année entière; mais leurs biens resteront affectés & hypothéqués à compter du premier février dernier, jusqu'au paiement

Digitized by Google

de l'indemnité, qui sera d'une somme égale à une triple imposition. »

« XX. Jusques à ce que cette indemnité ait été réglée, les émigrés ne pourront vendre ni engager aucun de leurs biens au préjudice de ladite indemnité. »

« XXI. Jusques à la même époque, tous les biens dont la jouissance leur est accordée par l'article précédent, seront assujétis à une double contribution foncière & mobiliaire, dont il sera fait un rôle additionnel dans les formes ordinaires. »

Conservation.

« XXII. Les biens séquestrés étant le gage des indemnités que la nation a & pourra avoir à répéter contre les émigrés, sont mis sous la sauve-garde de la loi, des corps administratifs, de la garde nationale & de toutes les autorités constituées; tout pillage, dégât, vol ou autres dommages, seront poursuivis contre les prévenus, & punis, sur les coupables, suivant la rigueur des loix; & en général, il sera veillé à leur conservation par tous les moyens indiqués pour les domaines nationaux. »

Du samedi, 24 mars.

M. *Duhem* a déjà compté cent & quelques mille recrues. Il craint que la terre ne manque de bras pour la culture « si l'Assemblée ne met des bornes aux justes témoignages d'amour pour la liberté que donnent les François » (qui manquant d'ouvrage & de pain, adorent la liberté pour 80 à 100 liv. d'engagement, trois sous par lieue, & 15 sous de solde par jour.) Les comités des finances n'ont pas encore publié la

Digitized by Google

mesure de ce patriotisme. On a repoussé le vœu de suspendre provisoirement les enrôlemens, & décrété que le ministre de la guerre en rendra compte demain. On est rentré dans les dissertations philosophiques sur les colonies en cendre. C'étoit le tour de M. *de Vaublanc*.

Il s'est occupé à défendre l'Assemblée générale de Saint-Domingue, & à donner à *nos frères* les gens de couleur tous les droits de citoyen actif. Puis opposant M. *Brissot* de 1789 à M. *Brissot* de 1792, il a rappellé qu'en 1789 ce brocanteur de paradoxes avoit écrit, soutenu, prouvé que les colonies ont un intérêt différent de celui de la métropole & ne pouvoient être soumises au même régime intérieur, & qu'alors M. *Brissot* leur traçoit un plan de gouvernement, une constitution précisément semblable à ce que réclament les colons. D'ailleurs M. *de Vaublanc* a reproché aux législateurs de croire trop à la haine de la patrie qu'ils chérissent, d'accueillir avec trop d'ardeur des inculpations dénuées de preuves. « Soyez *grands comme la liberté*, *nobles comme l'égalité*... Plaignez les maîtres, plaignez les esclaves; ne hâtez pas une révolution que les lumières doivent précéder; conciliez ensemble les colons blancs & les hommes de couleur... » N'appuyant le projet de M. *Genfonné* que pour Saint-Domingue, réservant tous les droits des autres colonies Françoises, se flattant d'un rapprochement, M. *de Vaublanc* recommandoit les moyens de persuasion & de douceur. L'impression de son homélie a été unanimement décrétée, dépense d'autant plus inutile qu'on a décidé, ou tranché la question dans la séance même.

Une lettre ou note du Roi, envoyée à l'As-

Digitized by Google

semblée, a été lue au milieu du plus morne silence ; elle est ainsi conçue :

« Messieurs, profondément touché des désastres qui affligent la France ; & du devoir que m'impose la constitution, de veiller au maintien de l'ordre & de la tranquillité publique, je n'ai cessé d'employer tous les moyens qu'elle met en mon pouvoir pour rétablir l'ordre & faire exécuter les loix. J'avois choisi pour mes premiers agens, des hommes que l'opinion publique & l'honnêteté de leurs principes rendoient recommandables : ils ont quitté le ministère : j'ai cru alors devoir les remplacer par d'autres, accrédités par leurs opinions populaires. Vous m'avez si souvent déclaré, messieurs, que ce parti étoit le seul qui pût remédier aux malheurs actuels, que j'ai cru devoir m'y livrer, afin qu'il ne reste aucune ressource à la malveillance pour jetter des doutes sur le désir constant que j'aurai toujours de prendre tous les moyens possibles pour opérer le bonheur de notre pays : en conséquence je vous fais part du choix que je viens de faire de M. *Rolland de la Platière*, pour le ministère de l'intérieur, & de M. *Clavière*, pour celui des contributions publiques. »

« La personne que j'avois choisie pour le ministère de la justice m'ayant demandé de faire un autre choix ; lorsque j'aurai nommé à ce département, j'en ferai part à l'Assemblée nationale. *Signé*, LOUIS. »

Comme M. *Ducos* alloit recommencer les dissertations, l'affaire des colonies a paru suffisamment éclaircie à M. *Rouyer ;* on a fermé la discussion. Alors M. *Vergniaud* a voulu que les droits politiques des gens de couleur & des nègres libres fussent déclarés & non *décrétés*,

Digitized by Google

parce qu'ils émanent de *la souveraine nature* ; (qui fit les citoyens actifs, les électeurs, les écharpes, les directoires.); M. *Gensonné* qu'on n'accordât pas d'amnistie, de peur que, plutôt connue qu'officiellement notifiée, elle ne servît de prétexte à de nouveaux crimes, réflexion qui bat en ruine tous les sophismes du même membre en faveur des monstres d'Avignon ; M. *Merlin*, que « si la constitution *qui fait le bonheur de la France*, pouvoit faire également celui de l'Amérique, elle y fût portée » ; mais que l'Assemblée laissât agir le pouvoir exécutif, & n'appellât pas *sur sa tête* (*la tête* de l'Assemblée) une terrible responsabilité, en nommant seule les commissaires ; MM. *Rouyer*, *Ducos* & *Leremboure* qu'on substituât une périphrase au mot *mulâtres* ; M. *Rouyer* a tonné contre les gouverneurs &c., « nommés par *l'ex-ministre* M. *Bertrand* renvoyé, à la grande satisfaction de la nation. » Les débats n'ayant offert rien de plus intéressant, nous nous bornerons à transcrire le décret qui en est résulté, au bruit de véritables clameurs de triomphe & d'allégresse.

« L'Assemblée nationale, considérant que l'une des principales causes des troubles qui règnent dans les colonies est le refus qu'ont éprouvé les hommes de couleur libres, lorsqu'ils ont demandé à jouir de l'égalité des droits politiques ; égalité que la justice, l'intérêt général, des promesses solemnelles, & renouvellées à l'époque des derniers troubles, devoient leur assurer ;

« Que les ennemis de la chose publique ont profité de ce germe de discorde pour livrer les colonies au danger d'une subversion totale, en soulevant les ateliers, en désorganisant la force publique, & en divisant les citoyens, dont les efforts

Digitized by Google

réunis pouvoient seuls préserver leurs propriétés des horreurs du pillage & de l'incendie ;

« Que cet odieux complot paroît lié aux projets de conspiration qu'on a formés contre la nation françoise, & qui devoient éclater à-la-fois dans les deux hémisphères ;

« Considérant enfin qu'elle a lieu d'espérer de l'amour de tous les colons pour leur patrie, qu'oubliant les causes de leur désunion, & les torts respectifs qui en ont été la suite, ils se livreront sans réserve à la douceur d'une réunion franche & sincère, qui peut seule prévenir les troubles dont ils ont tous été également victimes, & les faire jouir des avantages d'une paix solide & durable, reconnoît & déclare que les hommes de couleur & nègres libres doivent jouir, ainsi que les colons blancs, de l'égalité des droits politiques ; en conséquence elle décrète ce qui suit :

« Art. I. Immédiatement après la publication du présent décret, il sera procédé, dans chacune des colonies françoises des îles du Vent & sous le Vent, à la réélection des assemblées coloniales & des municipalités, dans les formes prescrites par le décret du 8 mars 1790, & l'instruction de l'Assemblée nationale du 28 du même mois. »

« II. Les personnes de couleur, mulâtres & nègres libres, seront admis à voter dans toutes les assemblées primaires & électorales, & seront éligibles à toutes les places, lorsqu'ils réuniront d'ailleurs les conditions prescrites par l'art. IV de l'instruction du 28 mars. »

« III. Il sera nommé des commissaires civils, au nombre de trois, pour la colonie de Saint-Domingue ; & de quatre pour les îles de la Martinique, de la Guadeloupe, de Sainte-Lucie & de Tabago. »

Digitized by Google

tification de l'acte constitutionnel accepté, les cantons Suisses témoignassent un oubli aussi marqué de la souveraineté de la nation Françoise ou de l'Assemblée nationale, & ils ont proposé de décréter que le comité diplomatique présenteroit incessamment *ses vues* encore sur les capitulations helvétiques. M. *Charlier* renvoyoit les mesures à prendre & la lettre au pouvoir exécutif. Sur l'observation de M. *Ramond*, que le Roi n'adressoit cette lettre à l'Assemblée que pour qu'elle en prît connoissance, on l'a renvoyée au comité diplomatique, & l'on est passé à l'ordre du jour.

Revenus au séquestre des biens des émigrés, M. *Albitte* a été fort applaudi en invoquant la préalable sur le projet de leur accorder, s'ils rentroient en France, une amnistie qu'on a décrétée avec tant de zèle en faveur des brigands d'Avignon; M. *Bazire* a condamné ceux des émigrés qui rentreront, à garder les arrêts dans leur domicile habituel jusqu'à ce qu'il plût à l'Assemblée d'en ordonner autrement; M. *Thuriot* les déclaroit incapables d'aucune fonction publique pendant dix ans. Cette dernière idée, accueillie de battemens de mains frénétiques, a été confiée au comité qui la fécondera. On a décrété les quatre nouveaux articles suivans:

« XIX. Les émigrés qui rentreront en France dans le délai d'un mois, à compter du jour de la promulgation du présent décret, seront réintégrés, par les directoires de département, dans la jouissance de leurs biens, en payant les frais d'administration & leurs contributions foncière & mobiliaire pour l'année entière; mais leurs biens resteront affectés & hypothéqués à compter du premier février dernier, jusqu'au paiement

Digitized by Google

de l'indemnité, qui sera d'une somme égale à une triple imposition. »

« XX. Jusques à ce que cette indemnité ait été réglée, les émigrés ne pourront vendre ni engager aucun de leurs biens au préjudice de ladite indemnité. »

« XXI. Jusques à la même époque, tous les biens dont la jouissance leur est accordée par l'article précédent, seront assujétis à une double contribution foncière & mobiliaire, dont il sera fait un rôle additionnel dans les formes ordinaires. »

Conservation.

« XXII. Les biens séquestrés étant le gage des indemnités que la nation a & pourra avoir à répéter contre les émigrés, sont mis sous la sauve-garde de la loi, des corps administratifs, de la garde nationale & de toutes les autorités constituées; tout pillage, dégât, vol ou autres dommages, seront poursuivis contre les prévenus, & punis, sur les coupables, suivant la rigueur des loix; & en général, il sera veillé à leur conservation par tous les moyens indiqués pour les domaines nationaux. »

Du samedi, 24 mars.

M. *Dahem* a déjà compté cent & quelques mille recrues. Il craint que la terre ne manque de bras pour la culture « si l'Assemblée ne met des bornes aux justes témoignages d'amour pour la liberté que donnent les François » (qui manquant d'ouvrage & de pain, adorent la liberté pour 80 à 100 liv. d'engagement, trois sous par lieue, & 15 sous de solde par jour.) Les comités des finances n'ont pas encore publié la

Digitized by Google

mesure de ce patriotisme. On a repoussé le vœu de suspendre provisoirement les enrôlemens, & décrété que le ministre de la guerre en rendra compte demain. On est rentré dans les dissertations philosophiques sur les colonies en cendre. C'étoit le tour de M. *de Vaublanc*.

Il s'est occupé à défendre l'Assemblée générale de Saint-Domingue, & à donner à *nos frères* les gens de couleur tous les droits de citoyen actif. Puis opposant M. *Brissot* de 1789 à M. *Brissot* de 1792, il a rappellé qu'en 1789 ce brocanteur de paradoxes avoit écrit, soutenu, prouvé que les colonies ont un intérêt différent de celui de la métropole & ne pouvoient être soumises au même régime intérieur, & qu'alors M. *Brissot* leur traçoit un plan de gouvernement, une constitution précisément semblable à ce que réclament les colons. D'ailleurs M. *de Vaublanc* a reproché aux législateurs de croire trop à la haine de la patrie qu'ils chérissent, d'accueillir avec trop d'ardeur des inculpations dénuées de preuves. « Soyez *grands comme la liberté*, *nobles comme l'égalité*... Plaignez les maîtres, plaignez les esclaves; ne hâtez pas une révolution que les lumières doivent précéder; conciliez ensemble les colons blancs & les hommes de couleur... » N'appuyant le projet de M. *Gensonné* que pour Saint-Domingue, réservant tous les droits des autres colonies Françoises, se flattant d'un rapprochement, M. *de Vaublanc* recommandoit les moyens de persuasion & de douceur. L'impression de son homélie a été unanimement décrétée, dépense d'autant plus inutile qu'on a décidé, ou tranché la question dans la séance même.

Une lettre ou note du Roi, envoyée à l'As-

Digitized by Google

semblée, a été lue au milieu du plus morne silence ; elle est ainsi conçue :

« Messieurs, profondément touché des désastres qui affligent la France ; & du devoir que m'impose la constitution, de veiller au maintien de l'ordre & de la tranquillité publique, je n'ai cessé d'employer tous les moyens qu'elle met en mon pouvoir pour rétablir l'ordre & faire exécuter les loix. J'avois choisi pour mes premiers agens, des hommes que l'opinion publique & l'honnêteté de leurs principes rendoient recommandables : ils ont quitté le ministère : j'ai cru alors devoir les remplacer par d'autres, accrédités par leurs opinions populaires. Vous m'avez si souvent déclaré, messieurs, que ce parti étoit le seul qui pût remédier aux malheurs actuels, que j'ai cru devoir m'y livrer, afin qu'il ne reste aucune ressource à la malveillance pour jetter des doutes sur le désir constant que j'aurai toujours de prendre tous les moyens possibles pour opérer le bonheur de notre pays : en conséquence je vous fais part du choix que je viens de faire de M. *Rolland de la Platière*, pour le ministère de l'intérieur, & de M. *Clavière*, pour celui des contributions publiques. »

« La personne que j'avois choisie pour le ministère de la justice m'ayant demandé de faire un autre choix ; lorsque j'aurai nommé à ce département, j'en ferai part à l'Assemblée nationale. *Signé*, LOUIS. »

Comme M. *Ducos* alloit recommencer les dissertations, l'affaire des colonies a paru suffisamment éclaircie à M. *Rouyer ;* on a fermé la discussion. Alors M. *Vergniaud* a voulu que les droits politiques des gens de couleur & des nègres libres fussent déclarés & non *décrétés*,

Digitized by Google

parce qu'ils émanent de *la souveraine nature* ; (qui fit les citoyens actifs, les électeurs ; les écharpes, les directoires.) ; M. *Genſonné* qu'on n'accordât pas d'amniſtie, de peur que, plutôt connue qu'officiellement notifiée, elle ne ſervît de prétexte à de nouveaux crimes, réflexion qui bat en ruine tous les ſophiſmes du même membre en faveur des monſtres d'Avignon ; M. *Merlin*, que « ſi la conſtitution *qui fait le bonheur de la France*, pouvoit faire également celui de l'Amérique, elle y fût portée » ; mais que l'Aſſemblée laiſſât agir le pouvoir exécutif, & n'appellât pas *ſur ſa tête* (*la tête* de l'Aſſemblée) une terrible reſponſabilité, en nommant ſeule les commiſſaires ; MM. *Rouyer*, *Ducos* & *Lerembourg* qu'on ſubſtituât une périphraſe au mot *mulâtres* ; M. *Rouyer* a tonné contre les gouverneurs &c., « nommés par *l'ex-miniſtre* M. *Bertrand* renvoyé, à la grande ſatisfaction de la nation. » Les débats n'ayant offert rien de plus intéreſſant, nous nous bornerons à tranſcrire le décret qui en eſt réſulté, au bruit de véritables clameurs de triomphe & d'allégreſſe.

« L'Aſſemblée nationale, conſidérant que l'une des principales cauſes des troubles qui règnent dans les colonies eſt le refus qu'ont éprouvé les hommes de couleur libres, lorſqu'ils ont demandé à jouir de l'égalité des droits politiques ; égalité que la juſtice, l'intérêt général, des promeſſes ſolemnelles, & renouvellées à l'époque des derniers troubles, devoient leur aſſurer ;

« Que les ennemis de la choſe publique ont profité de ce germe de diſcorde pour livrer les colonies au danger d'une ſubverſion totale, en ſoulevant les ateliers, en déſorganiſant la force publique, & en diviſant les citoyens, dont les efforts

Digitized by Google

réunis pouvoient seuls préserver leurs propriétés des horreurs du pillage & de l'incendie ;

« Que cet odieux complot paroît lié aux projets de conspiration qu'on a formés contre la nation françoise, & qui devoient éclater à-la-fois dans les deux hémisphères ;

« Considérant enfin qu'elle a lieu d'espérer de l'amour de tous les colons pour leur patrie, qu'oubliant les causes de leur désunion, & les torts respectifs qui en ont été la suite, ils se livreront sans réserve à la douceur d'une réunion franche & sincère, qui peut seule prévenir les troubles dont ils ont tous été également victimes, & les faire jouir des avantages d'une paix solide & durable, reconnoît & déclare que les hommes de couleur & nègres libres doivent jouir, ainsi que les colons blancs, de l'égalité des droits politiques ; en conséquence elle décrète ce qui suit :

« Art. I. Immédiatement après la publication du présent décret, il sera procédé, dans chacune des colonies françoises des îles du Vent & sous le Vent, à la réélection des assemblées coloniales & des municipalités, dans les formes prescrites par le décret du 8 mars 1790, & l'instruction de l'Assemblée nationale du 28 du même mois. »

« II. Les personnes de couleur, mulâtres & nègres libres, seront admis à voter dans toutes les assemblées primaires & électorales, & seront éligibles à toutes les places, lorsqu'ils réuniront d'ailleurs les conditions prescrites par l'art. IV de l'instruction du 28 mars. »

« III. Il sera nommé des commissaires civils, au nombre de trois, pour la colonie de Saint-Domingue ; & de quatre pour les îles de la Martinique, de la Guadeloupe, de Sainte-Lucie & de Tabago. »

Digitized by Google

« IV. Ces commissaires sont autorisés à prononcer la suspension des assemblées coloniales actuellement existantes, à prendre toutes les mesures nécessaires pour accélérer la convocation des assemblées primaires & électorales, & y entretenir l'union, l'ordre & la paix; comme aussi à prononcer provisoirement, sauf le recours à l'Assemblée nationale, sur toutes les questions qui pourront s'élever sur la régularité des convocations, la tenue des assemblées, la forme des élections, & l'éligibilité des citoyens. »

« V. Ils sont également autorisés à prendre toutes les informations qu'ils pourront se procurer sur les auteurs des troubles de Saint-Domingue & leur continuation, si elle avoit lieu; à s'assurer de la personne des coupables, à les mettre en état d'arrestation, & à les faire traduire en France, pour y être mis en état d'accusation, en vertu d'un décret du corps-législatif, s'il y a lieu. »

« VI. Les commissaires civils seront tenus à cet effet d'adresser à l'Assemblée nationale une expédition en forme des procès-verbaux qu'ils auront dressés, & des déclarations qu'ils auront reçues concernant lesdits prévenus. »

« VII. L'Assemblée nationale autorise les commissaires civils à requérir la force publique toutes les fois qu'ils le jugeront convenable, soit pour leur propre sûreté, soit pour l'exécution des ordres qu'ils auront donné en vertu des précédens articles. »

« VIII. Le pouvoir exécutif est chargé de faire passer dans les colonies une force armée suffisante, & composée en grande partie de gardes nationales. »

« IX. Immédiatement après leur formation &

Digitized by Google

leur installation, les assemblées coloniales émettront, au nom de chaque colonie, leur vœu particulier sur la constitution, la législation & l'administration qui conviennent à sa prospérité & au bonheur de ses habitans, à la charge de se conformer aux principes généraux qui lient les colonies à la métropole, & qui assurent la conservation de leurs intérêts respectifs, conformément à ce qui est prescrit par le décret du 8 mars 1790, & l'instruction du 28 du même mois. »

« X. Les assemblées coloniales sont autorisées à nommer des représentans pour porter leur vœu, & se réunir au corps législatif, suivant le nombre proportionnel pour chaque colonie, qui sera incessamment déterminé par l'Assemblée nationale, d'après les bases que son comité colonial est chargé de lui présenter. »

« XI. Les décrets antérieurs concernant les colonies, seront exécutés en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent décret. »

Cent mille Familles dépouillées de leurs revenus, & condamnées à voir passer dans les mains du Fisc leurs héritages, sans avoir été entendues, jugées, convaincues, sous le prétendu règne d'une Constitution de papier qui défend de s'emparer du bien d'autrui sans jugement légal, ou sans indemnités; les plus florissantes colonies traitées par l'autorité qui doit les protéger, comme *Thamas-Kouli-Khan* traitoit ses conquêtes dans l'Indostan; les Propriétaires d'une isle qui produisoit un revenu de 250 millions, & 60 millions

Digitized by Google

dans la balance du commerce de la Métropole, livrés à leurs exterminateurs; une Ville considérable du Midi punie de sa fidélité à maintenir la paix, l'ordre, les Loix nouvelles sans distinction d'hommes & de partis, privée du droit de se faire entendre, & condamnée, sur les impostures des Factieux les plus effrontés, à être réduite à l'état de Cité captive, à poser les armes que la Constitution donne à tous les Citoyens, à démolir ses remparts à ses dépens, & à passer bientôt sous le joug des Républiques qui l'avoisinent; enfin, un acte d'oubli prononcé en faveur de scélérats que des brigands ordinaires refuseroient d'admettre dans leur sein; tel est le sommaire des opérations que la majorité du Corps Législatif présente depuis quinze jours à l'admiration & à la gratitude de la France.

On croira peut-être que ces actes d'une souveraineté, dont des Loix mille fois jurées sembloient devoir enchaîner la justice, ont produit à Paris une profonde sensation? Aucune; habiter les Spectacles, bavarder sur les nouvelles du jour, spéculer sur le prix de l'argent, déraisonner à perdre haleine sur le dedans & le dehors, ne penser qu'à ses jouissances, & oublier qu'il existe un lendemain, voilà les mœurs générales de Paris, dans toutes les classes sans distinction: or, à des mœurs de cette

Digitized by Google

espèce il faut le gouvernement des *Louis XI*, ou celui des *Brissot*. La seule amnistie de *Jourdan* & de ses Collègues a remué un assez grand nombre de Personnes; mais les sensations de la plupart n'ont point passé celle de l'étonnement : cette surprise elle-même est bien plus étonnante que l'amnistie.

Nous annonçâmes cette conclusion au moment où l'ouverture de la glacière d'Avignon fit échapper quelques grimaces de douleur dans l'Assemblée Nationale. Des Ecrivains de mérite, plusieurs Députés estimables ont perdu leur éloquence à discuter les arguties, sur lesquelles on a décrété l'abolition des plus abominables forfaits du dix-huitième siècle; ils se sont récriés contre un exemple d'impunité si révoltant; ils ont cité *Locke* & les Publicistes pour prouver que les *Jourdans* ne pouvoient être pardonnés. Quant à moi, je n'entrevois dans cette amnistie qu'une rigoureuse conséquence de la doctrine de la Révolution, & qu'un acte de justice de la part des Professeurs de cette doctrine.

A peine les Chefs des Brigands d'Avignon furent-ils enfermés, que *Brissot* prit leur défense dans son *Patriote François* : il imprima que les œuvres de ses illustres amis étoient le *crime de l'aristocratie*; il ne perdit aucune occasion de venir à leur secours; enfin, le 3 Février

Digitized by Google

on lut dans sa Feuille une apologie en forme des Bourreaux de la Glacière, auxquels l'Auteur ne trouvoit que *quelques petits reproches à faire.* Là, on lut que, *les crimes inséparables d'une Révolution ont pour objet un intérêt public ; qu'alors, c'est la société presqu'entière, ou du* MOINS UNE GRANDE PARTIE DE LA SOCIÉTÉ *qui punit violemment quelques individus qui opposent une résistance* CRIMINELLE *à la volonté générale subitement et tumultuairement exprimée. — La clémence intempestive de nos premiers Législateurs ne doit donc point empêcher l'Assemblée actuelle d'exercer la sienne envers des Accusés, pour lesquels elle sera à-la fois un bienfait et une justice.*

Je fais grace aux Lecteurs de la suite de ces maximes, qu'un valet de *Mandrin* n'auroit pas osé avouer. Bientôt, néanmoins, elles se répétèrent dans tous les Journaux *Patriotiques*, dans les Clubs, & enfin à la Tribune Législative. L'Assemblée n'a donc fait qu'adopter le sentiment réfléchi, & la savante théorie de ses Conducteurs.

Il faut l'avouer ; ils sont conséquens. Leur morale a présidé à tous les crimes de la Révolution, il seroit injuste d'appésantir exclusivement sur le dernier massacre d'Avignon une sévérité si long-temps endormie. Paix, salut & bénédictions aux Menteurs & aux assassins, aux Brigands &

Digitized by Google

aux Intermédiaires ; voilà la formule de liberté sous laquelle nous vivons depuis trois ans de régénération physique & morale.

Lorsqu'un Etat se déchire, & que les Citoyens divisés s'arment les uns contre les autres, ils se soumettent volontairement à la loi du plus fort : l'énormité des vengeances & des excès est proportionnée à la nature de la résistance : lorsque le sort de la guerre a abattu une des Factions, il est tout simple que ses Adhérens portent la peine de leur défaite, & qu'ils expient les dangers qu'ils ont fait courir à leurs ennemis. Ainsi, dans la guerre civile, les confiscations, les bannissemens, les meurtres, les potences viennent à la suite des canons ; la crainte d'une opposition déja éprouvée rend le vainqueur impitoyable ; il règne par le fer & par le feu, puisqu'il a détruit ces moyens dans les mains de ses Adversaires, & que le droit de la guerre, dans toute l'horreur que lui communique le fanatisme politique, semble l'autoriser à prévenir le retour de leur emploi. On ne s'étonne donc pas des cruautés exercées par la Rose rouge, par la Rose blanche, par les Parlementaires après neuf batailles contre les Royalistes, qui laissèrent l'Angleterre à la merci des Républicains.

Mais en France où tout a plié dès le 14 Juil-

Digitized by Google

let ; en France où l'inconduite, la peur, la molesse, l'imprévoyance, les petitesses vindicatives ont abattu les Oppofans sous le premier coup de hache de la Révolution ; où, depuis, il ne s'est formé aucune réfistance, où l'effroi a été fi grand que les Ariftocrates n'ont pas même osé défendre leurs propriétés ; où l'Assemblée constituante a régné 52 mois, sans avoir besoin d'un seul Escadron contre la Minorité qui ne partageoit pas ses opinions ! Certes, les crimes d'une semblable Révolution sont sans modèle, comme sans excuse : il n'appartient qu'à l'*auftère vertu* de M. *Briffot* ; & *à fa volonté générale tumultuairement exprimée*, d'en célébrer la fainteté & l'héroïfme.

Si les souillures de la Révolution sont à jamais exécrables par le motif que je viens de développer, il ne s'enfuit pas que ceux qui les ont commandées, payées, protégées, doivent s'armer aujourd'hui d'autres considérations contre les Prifonniers du Palais d'Avignon. Quelle raifon les excepteroit de l'excufe & du privilége, maintenus aux fcélérats qui envahirent le Château de Verfailles en maffacrant les Gardes de leur Roi, aux Cannibales qui dévorèrent M. *Guillin* & ruinèrent fa famille, aux affaffins de MM. *de Belzunce*, *de Bellud*, *Paficalis*, &c. &c. ? — Comment, enfuite, punir *Jourdan* & fes complices, des forfaits commis par eux à la fuite d'un an d'autres

Digitized by Google

forfaits à Avignon & dans le Comtat, froidement observés par l'Assemblée Constituante, honorés par ses Orateurs, récompensés par ses Commissaires? Quoi! cette bande effrénée pouvoit impunément pendre quatre Citoyens au milieu d'Avignon, saccager Cavaillon, en massacrer les habitans sans distinction d'âge ni de sexe, boire dans le crâne des victimes, égorger des Prêtres au pied des Autels, des mères de familles sur leurs foyers, livrer trois cents Maisons de campagne à l'incendie & au pillage, voler en front de bandière au nom de la Constitution Françoise, chasser de leur patrie les Propriétaires sous le couteau, se dire la Nation eux & les brigands de leur troupe, usurper sur le Peuple l'autorité & les places, forcer le vœu du petit nombre de Citoyens restés dans Avignon & le Comtat, par le spectacle de cent mille actes de férocité, & légitimer cette scène de sang, de bassesse & d'effronterie, en donnant à l'Assemblée Constituante ces Provinces que les Brigands venoient d'arracher aux Propriétaires & à leur Souverain; ils auront pu tout cela sous la sanction des Législateurs François, & le dernier anneau de cette chaîne d'atrocités conduiroit leurs Chefs au supplice!

Non, M. *Brissot* l'a fort bien dit, la justice exigeoit plus d'indulgence: 80 meurtres de plus ou de moins ne sont pas un objet

Digitized by Google

dans une cause céleste, servie d'ailleurs par des Anges, embellie par tant d'autres actes de *civisme pur*, qui a procuré à la France des miracles de prospérité.

Qui prononcera que la glacière d'Avignon n'étoit pas nécessaire au complément de la Révolution ? La décision de ce procès n'est pas du ressort des Tribunaux ; la majesté de l'autorité souveraine s'élève seule à la hauteur du problême. On l'a résolu par les maximes invariables qui ont gouverné tout le système des évènemens, depuis l'époque où l'autorité populacière est devenue en France le Gouvernement de la liberté.

Je n'ai pas besoin de faire observer que, le pardon des Chefs d'Avignon n'a aucune analogie avec les actes d'oubli, proclamés chez les autres Nations, à la suite des Révolutions politiques. Ces Amnisties nécessaires furent par-tout limitées aux actions qui n'avoient offensé que le Gouvernement, aux révoltes, aux séditions, aux démarches contraires à la Loi alors existante ; mais qui jamais s'avisa d'absoudre des bourreaux, des scélérats couverts du sang de Citoyens sans défense, & d'arrêter ainsi le cours de la justice réclamée par des Particuliers ?

Il ne manquoit à ce Décret que l'argumentation des Logiciens qui l'ont provoqué. La discussion des dates, sur-tout, est un chef-d'œuvre de sagacité & de précision. M. *Guadet* & autres mettoient dans

Digitized by Google

la balance, d'un côté un calcul d'almanach, & de l'autre le sang versé. On a déjà vu que deux Prêtres, l'un Constitutionnel, l'autre Calviniste, MM. *Bassal* & *Lasource*, ont puissamment déployé la charité Evangélique en faveur de l'amnistie.

Il n'est pas moins remarquable qu'à l'instant où MM. *Vergniaud*, *Thuriot*, &c. affirmoient que, dans les temps de Révolutions, la justice doit rester muette, & qu'en conséquence, ils absolvoient les Brigands d'Avignon; l'Assemblée, passant dans l'instant à une autre doctrine, punissoit par la perte de leurs propriétés tous ceux que le mécontentement, l'anarchie, ou d'autres motifs ont fait sortir du Royaume. Les Emigrés qui, eussent-ils été coupables par une absence qu'autorisoient les Loix, devoient trouver leur grace dans les principes même de l'Assemblée & dans l'application qu'elle en faisoit en faveur de 28 scélérats, ont été frappés avec le raffinement le plus recherché.

La discussion que je présentai lorsqu'on arrêta le premier article fondamental du Décret, me dispense d'y revenir. Supérieure à toutes les notions de justice naturelle, à tous les droits, à toutes les loix, à toutes les objections, l'Assemblée en disposant indistinctement du patrimoine des Emigrés, s'est laborieusement occupée du soin d'empêcher que cette bonne fortune ne lui échap-

Digitized by Google

pât. Que les absens reviennent ou ne reviennent pas, leurs propriétés restent toujours en tout ou en partie sous la griffe Nationale. Cela se nomme *indemnité des frais de guerre*, & s'effectue en vertu des sermens de maintenir la Constitution. En ruinant les victimes, on n'a pas manqué de les accabler d'invectives, ainsi que les Colons. Cette grandeur d'ame forme un des caractères de nos nouvelles mœurs.

J'ai déjà dit, & l'Europe sait qu'à peine la moitié des Emigrés ont concouru aux rassemblemens sans but, aux préparatifs sans moyens, à la guerre sans armée, dont Coblentz a menacé la Faction dominante.

Que chassés de France par des violences journalières & notoires, contre lesquelles n'existoit la protection d'aucune autorité, la pluralité des Familles absentes n'est entrée par aucune demarche, ni même par sa présence, dans ces projets de Contre-révolution.

Que ces Familles répandues en vingt Contrées différentes, ont quitté le Royaume sur la foi de Loix solennelles, qui interdisent aux Tyrans de gêner la liberté d'aller, de venir, de voyager, de séjourner hors de France.

Qu'à ces Loix inviolables, le Corps Législatif leur a tout-à-coup, & sans en prévenir les Intéressés par une injonction préalable de rentrer dans le Royaume sous peine

Digitized by Google

de séquestre, le Corps Législatif leur a substitué sa volonté, & a puni rétroactivement une absence légitime. En sorte que, s'il plaisoit à la Majorité de décider un jour que tous ceux qui portent des chapeaux sont coupables de n'avoir pas pris le bonnet rouge au mois de Mars, elle pourroit avec la même justice s'adjuger les biens des Citoyens qui portent des chapeaux.

Quelques foibles murmures de cinq ou six Membres de la Minorité ont été la seule discussion de ces loix fiscales. A peine les a-t-on remarquées : la tourbe des Propriétaires hébêtés ne s'est nullement inquiétée de cette conquête sans jugement, faite par la Majorité de l'Assemblée sur l'héritage des Citoyens. — A peine 200 voix de cette Minorité se sont opposées à l'amnistie des Assassins Avignonois. Un nombre beaucoup moins grand a refusé son suffrage au Décret qui consomme la perte des colonies. Nulle Minorité ne montra jamais plus d'insouciance ou plus de lâcheté : on peut lui appliquer à trop juste titre l'apostrophe de *Tibère : O Homines ad servitutem paratos* (1) !

Tant que St. Domingue a pu être sauvé, les Dictateurs actuels de l'Assemblée Lé-

(1) Il faut excepter de cette observation MM. *Laureau*, *Fressenel*, *Becquey*, & un très-petit nombre d'autres qui ont eu le courage de se montrer.

Digitized by Google

gislative ont fait retarder toute déciſion définitive ſur le ſort de cette colonie. Seulement après le maſſacre de quatre mille Blancs & de vingt mille Eſclaves; après que la flamme a eu embraſé tous les quartiers; lorſque les fatigues, les combats, l'épidémie, ont emporté la meilleure partie des petites forces de la colonie, lorſqu'une chaîne d'horreurs s'eſt lentement développée ſur toutes les habitations; lorſqu'enfin il eſt devenu certain que Saint-Domingue étoit perdu ſans reſſource, l'Aſſemblée a froidement délibéré ſur l'égalité politique de cette iſle, baignée du ſang de ſes Habitans. Pendant deux ſéances on a entendu les plus beaux verbiages métaphyſiques ſur les Droits de l'Homme, & l'on a fini par un Décret, qui ſervira de dernier coup de tocſin aux Deſtructeurs de la colonie. Les Propriétaires quelconques du royaume obſerveront, ſans doute, que, l'Aſſemblée motive ſes réſolutions *ſur le trouble qu'occaſionnoit le refus d'admettre les Mulâtres à l'égalité des droits politiques.* On ſe rappellera par quelles abominables atrocités ces Gens de couleur & leurs auxiliaires ſont parvenus à créer ce *trouble*. D'où il ſuit que, ſi des bandes de brigands, ſi vingt mille individus ſe jettoient en France ſur les propriétés, par la raiſon que l'égalité défend la diſtinction des riches & des pauvres, ce *trouble* pourroit devenir auſſi un argument en faveur de la Loi Agraire.

Digitized by Google

Mais laissons parler sur ce Décret, un homme immolé dans sa fortune, comme tant d'autres, à la morale des *Brissot* & à la philosophie des coupe-têtes.

Paris, le 26 mars 1792.

« Le dernier Décret sur les Colonies n'ajoute rien à nos malheurs : il est le développement du plan, le complément de la doctrine qui déchire & dissout cet Empire, qui en dispersera les lambeaux dans la fange & dans le sang ; mais quand ce Décret n'auroit pas été rendu, l'esprit qui l'a dicté n'est-il pas celui des furies qui président depuis trois ans aux destinées de la France ? »

« N'avez-vous pas vû constamment que, lorsque *leur sainte & sublime Constitution* les embarrasse, ils la foulent aux pieds, & que leurs loix de sang n'ont jamais précédé, mais suivi le brigandage & les malheurs ? Ce n'est point par un Décret que *Jourdan* précipita ses victimes dans la glacière d'Avignon ; mais la loi qui l'absout est le signal de nouveaux meurtres, qu'une autre loi légitimera. »

« Ainsi depuis trois ans, aucun Décret n'avoit mis les armes à la main des Mulâtres & des Noirs ; mais lorsqu'ils ont brûlé nos habitations & égorgé les Colons, le dernier Décret annonce que, c'est ainsi qu'on acquiert l'investiture des Droits de Citoyen actif, & la protection Nationale. Ils savoient tout cela : sans doute que vous n'avez pas cru que les Gens de couleur eussent soulevé les esclaves sans autorisation, sans la certitude d'un appui tout-puissant. -- Vous connoissez les correspondances, les combinaisons perfides, & les Feuilles sanguinaires à l'aide desquelles la subversion des Colonies, comme celle de la France, s'est opérée. Mais connoissez-vous bien comment les plus vils scélérats, aussi lâches, aussi

Digitized by Google

absur les que ceux qui leur obéissent, ont obtenu des succès aussi multipliés ? Voila l'énigme qu'il faut expliquer à nos contemporains & à la postérité. »

« Si les cachots de Bicêtre & tous les mauvais lieux de l'Europe vomissoient à-la-fois tout ce qu'ils renferment de plus dépravé, il ne seroit point étonnant qu'il en sortît de savantes & profondes atrocités. --- C'est à peu de chose près ce qui nous est arrivé. »

« Tout ce qui étoit honnête & éclairé dans le Royaume paroit de liberté & de réforme dans le Gouvernement, vouloit le bien & se seroit facilement accordé sur les moyens de l'opérer. -- Des hommes vains & ardens se sont lancés au milieu d'eux, & ont voulu faire prévaloir leur système & leur domination, en s'appuyant de la multitude. Ce n'étoit pas encore là, la lie de la Nation; mais aussi-tôt qu'elle a été en mouvement, tout ce que vous connoissez de plus méchant, de plus abject, n'a eu qu'un pas à faire, qu'un mot à dire pour s'élever aux premiers rangs. Il ne s'agissoit que d'exagérer les idées de liberté, d'assurer à la licence l'impunité, de présenter des alimens à la vanité & à l'avidité. C'est ce qui a été fait. »

« Le nivellement de tous les états de la société tendoit irrésistiblement à celui des propriétés; car il faut en convenir, l'égalité des droits est une chimère incompatible avec l'inégalité des fortunes. De-là le plan de spoliation qui se poursuit avec persévérance, & qui ne pouvoit réussir qu'au moyen des violences, des persécutions, & des massacres. Inutilement, néanmoins, un baptême de sang eût régénéré la France, si ses possessions d'Outre-mer avoient été l'asyle inviolable des grandes propriétés. Il falloit donc en attaquer le

Digitized by Google

régime, & comme il existoit dans les Colonies une classe de propriétaires qu'on ne pouvoit persécuter & dépouiller comme Aristocrates, savoir les Gens de couleur, il étoit important de les intéresser eux-mêmes à la spoliation & à la destruction des Blancs, en les passionnant pour la déclaration des droits & l'égalité démocratique, qui les livrèront eux-mêmes, bientôt après, au couteau de leurs esclaves. »

« Tel sera inévitablement le dernier terme de la révolution dans les colonies. -- Il ne falloit rien moins que la vanité stupide des gens de couleur, pour leur laisser croire que la Déclaration des droits s'arrêtera à eux, & ne s'appliquera point à leurs esclaves. Les colons blancs n'ont pas montré plus de sagesse & de lumières. Tout avertis qu'ils étoient du plan d'attaque de la société des *amis des noirs*, ils ont été au-devant de tous les piéges qui leur étoient tendus. -- Le premier, le plus grossier comme le plus dangereux, étoit la division des propriétaires, quelle que fut leur couleur. Il n'étoit pas douteux qu'ayant des intérêts communs, ils ne dussent, à quelque prix que ce fût, s'unir pour les défendre : ainsi les blancs devoient, avant toute intervention de la métropole, s'attacher les gens de couleur, en effaçant des anciens préjugés tout ce qui n'étoit pas nécessaire à la séparation de la classe des affranchis de celle des ingénus : c'étoit dans les colonies même que devoit se consommer cette transaction, avant de l'ériger en loi ; car l'Assemblée en s'emparant de l'initiative sur le régime intérieur, ne laisse plus aucun espoir de salut aux colons. »

« La seconde faute irréparable des colons blancs, est d'avoir appellé au milieu d'eux l'esprit & les désordres de la révolution dont ils

Digitized by Google

avoient tant à craindre, & de s'être réunis pour déſorganiſer le ſeul gouvernement qui put les protéger. --- C'eſt qu'il y a là comme ici, des hommes avides de pouvoir, qui ont voulu s'en ſaiſir & s'aider pour cela de la multitude, à laquelle ils ne pouvoient plaire que par le langage & les formes démocratiques : mais par la plus bizarre inconſéquence, tandis qu'ils proclamoient pour eux & pour *les petits blancs*, *non propriétaires*, l'égalité des droits & les grandes maximes de *la ſainte conſtitution*, ils eſpéroient les faire fléchir à l'égard des mulâtres propriétaires, & des nègres eſclaves. -- Dans ce conflit d'intérêts & de paſſions aveugles, les propriétaires blancs de quelques quartiers ſe ſont réunis aux gens de couleur, & leurs habitations ont été préſervées. Par-tout où cette réunion ne s'eſt point effectuée, les eſclaves ſe ſont ſoulevés, les maîtres ont été maſſacrés, & il n'eſt reſté que des cendres. »

« Ainſi la ruine de la colonie eſt bien évidemment le réſultat des prétentions des gens de couleur. Qu'elles ſoient légitimes ou non ; que les colons aient tort d'y avoir réſiſté, il n'en n'eſt pas moins conſtant que les dominateurs actuels de la France ſont coupables envers les colonies, envers l'humanité, de la plus horrible perfidie, & qu'en légitimant, en récompenſant les maſſacres & les incendies, ils réduiſent leur morale & leurs liens au droit terrible du plus fort. »

« Quel ſera la ſuite de ce décret ? le déſeſpoir & la vengeance. Nos colonies appartiendront à la première puiſſance qui voudra s'en emparer, ou reſteront au pouvoir des nègres qui extermineront les deux autres races d'hommes ; car l'Aſſemblée

l'Assemblée leur indique la marche qu'ils ont à suivre pour se rendre les maîtres du territoire. Quatre ou cinq millions d'hommes périront ensuite faute de travail & de subsistance ; mais la *sainte égalité* sera triomphante sur des monceaux de ruines & de cadavres. »

On prendra une idée juste de l'état de désolation où se trouvoit la colonie à la fin de Janvier, par la Note suivante que nous remit la semaine dernière l'Auteur de la lettre qu'on vient de lire.

« Vous me demandez si la lettre de M. *de Tourard* est authentique ? Oui, malheureusement. — Vous me demandez si j'ai reçu d'autres détails. Je n'ai rien reçu, quoiqu'on ait écrit à M. *de Thébaudieres* & à plusieurs autres Colons, qu'ils pouvoient s'adresser à moi pour les détails ; & que le vaisseau parti du Cap le 2 Février, me portoit plusieurs paquets contenant toutes les relations. Les paquets ont été sans doute interceptés ; mais les Commissaires de la Colonie & les Propriétaires de mon quartier qui sont à Paris, m'ont communiqué leurs lettres. Je n'ai que trop de certitudes sur l'incendie & la dévastation complette de mon habitation, & de toutes celles qui m'avoisinent dans la plaine de l'Est à trois lieues à la ronde. »

« Cette riche plaine de Maribaroux est dans le même état que celle du Cap : plantations, bâtimens, animaux, tout a été détruit dans la matinée du 15 Janvier, & c'est au même instant que le feu a pris par-tout entre quatre & cinq heures du matin ; ce qui annonce la complicité de tous les ateliers séduits par les Mulâtres. — On mande à M. *de la Grave* qui m'a fait lire la

Digitized by Google

lettre de son Correspondant du Cap, que cette reprise de massacre & d'incendie a eu lieu, d'après l'avis donné aux gens de couleur *de tenir bon, que les troupes qu'on envoie de France seroient pour eux.* Vous vous rappellerez, en effet, que le premier décret rendu par l'Assemblée Nationale actuelle sur nos désastres, porte que le Roi sera invité à ne pas employer les troupes contre les gens de couleur. La promesse de ce décret qu'on ne connoissoit pas encore à St. Domingue, a été trouvée dans des boëtes de fer-blanc placées dans des barils d'harengs, & adressées aux Chefs des gens de couleur. Le Correspondant de *M. de la Grave* dit que ces lettres sont de *Brissot* & *Grégoire*. Voulez-vous quelques détails sur les exploits militaires de leurs protégés ? voici ce que j'ai lu dans les lettres des Commissaires. --- Les gens de couleurs *portent à leurs chapeaux des oreilles de Blancs* en *guise de cocarde. Ils disent nettement aujourd'hui que la Colonie leur appartient, & qu'il faut que l'une des deux races, de Blancs ou de Mulâtres, soit exterminée. Ils ont éventré des femmes grosses, & jetté leurs enfans aux cochons. Ils ont coulé bas un vaisseau chargé de femmes blanches qui fuyoient. Ils ont forcé un mari de manger la chair de sa femme, & l'ont poignardé après..... La France nous abandonne, la France périra après nous.* »

« Hélas ! oui, tout annonce cette dissolution prochaine. Les Magistrats Romains se laissèrent égorger par les Gaulois sur leurs chaises curules ; mais c'est à la comédie, à table, au jeu, dans leurs sallons, dans leurs boutiques, que les Propriétaires François attendent leurs assassins. Hommes vils ! vous subirez votre destinée. Hommes féroces ! votre tour arrivera. »

Digitized by Google

Depuis ces nouvelles du mois de Janvier, on en a reçu du 15 Février. A cette époque, 3600 hommes de troupes de ligne étoient arrivés d'Europe; mais au lieu de les tenir & de les faire agir en masse, l'Assemblée coloniale a eu l'imprudence de les disperser par pelotons sur différens quartiers de la colonie: c'est courir le risque d'éterniser la rébellion, les meurtres, le saccagement, en laissant par-tout aux Révoltés l'avantage du nombre, & celui des irruptions subites par lesquelles ils peuvent écraser tour-à-tour ces détachemens isolés. Ces 3600 hommes auroient suffi il y a cinq mois à la préservation des quartiers intacts; réunis aux troupes de la Colonie, ils formoient alors une défense respectable; mais le mal est maintenant beaucoup plus fort que le remède. L'intrépide régiment du Cap est à peu-près entièrement détruit par le fer ou par la mortalité; le Corps des Volontaires du Cap est réduit à 60 hommes. A l'exception du petit quartier des *Gonaïves* défendu par sa situation & par M. *de Fontanges*, les autres sont ou incendiés, ou livrés à l'insurrection la plus sanguinaire: par-tout les habitations, brûlées ou non, sont teintes du sang des Blancs égorgés: les seules villes du Cap & du Port-au-Prince tiennent encore contre les Brigands.

Le Décret de Samedi dernier étendroit la destruction de St. Domingue sur toutes

Digitized by Google

les isles Françoises, si son exécution devenoit possible. Il replongeroit la Martinique dans les horreurs d'où la fermeté de M. *de Damas*, de M. *de Behague*, & de l'Assemblée coloniale l'a tirée. La Guadeloupe qui a maintenu sa tranquillité; la Guadeloupe qui a eu la sagesse d'appercevoir qu'il ne falloit dans les colonies ni Révolutions, ni Citoyens actifs, ni Districts, ni Municipalités, ni toute cette cohorte d'Autorités anarchiques propres à subvertir l'Empire le mieux affermi; la Guadeloupe qui, avec un Gouverneur responsable & une Assemblée peu nombreuse de Propriétaires, s'est donné le régime excellent des Colonies Angloises, & a rejetté de son sein cette horde d'aventuriers, de soldats infidèles, de vauriens qui essayèrent un moment de la ravager; la Guadeloupe, dont cette conduite digne d'exemple a doublé les cultures, a triplé les revenus, prévenu toute dissention entre les différentes races, partagera, en recevant le Décret, les dangers sous lesquels St. Domingue est anéanti.

Chacun remarquera que les Auteurs de cette Loi de désolation, ont renchéri sur les fautes, comme sur le despotisme qu'ils ont tant reproché au Parlement Anglois, dans sa querelle avec l'Amérique septentrionale. Ils se sont arrogés le droit, non seulement de dicter des Loix aux colonies sans qu'elles fussent représentées, mais encore celui de

Digitized by Google

bouleverſer arbitrairement l'état des perſonnes, auquel étoit attaché le ſyſtême entier de la propriété, de la paix, de l'exiſtence des iſles à ſucre; de le bouleverſer contre le vœu des Colons cent fois déclaré, à la ſuite des plus exécrables violences, & au mépris du principe fondamental de la Conſtitution, que nul n'eſt tenu aux Loix qu'il n'a point conſenties, par lui-même ou par ſes Repréſentans.

Le choix forcé de Gardes nationales à faire paſſer aux iſles achève de déſeſpérer les Colons; car ces troupes prétendues volontaires qu'on va ſemer ſur ces terres déſolées, ne ſeront pas formées à coup sûr de ces ſoldats véritablement Citoyens, que leurs familles, que leurs travaux utiles, que leurs propriétés ou leur induſtrie attachent à la défenſe du Royaume. On verra refluer dans les iſles l'écume de nos ports, tous ceux qui n'ont plus de moyens de ſubſiſter, & que les exterminateurs de St. Domingue s'efforceront d'aſſocier au partage de leurs rapines.

Le Roi ſanctionnera-t-il les différens Décrets que nous venons d'analyſer? Les ſacrifices qu'a faits S. M. depuis trois ans, de ſes prérogatives les plus eſſentielles à la liberté, à la ſûreté publique, à l'action du Gouvernement Monarchique, peuvent-ils s'étendre juſqu'à ratifier des réſolutions qui plongent dans le deuil, dans la mi-

Digitized by Google

sère, dans le désespoir, des millions de Citoyens existans sous la sauve-garde des Loix Constitutionnelles ? La conscience du Prince sera-t-elle donc éternellement subordonnée aux conjonctures ?

Nous ne tenterons pas de résoudre ces questions; mais le dernier changement de Ministère fait nécessairement tomber l'exercice du *veto* suspensif, en entourant le Trône des Agens de la Faction qui dicte les Décrets. Ce qu'avoit prévu un petit nombre d'esprits tranquilles s'est vérifié. Après avoir essayé de toutes les nuances intermédiaires entre les Monarchistes & les Républicains, enfin d'échelon en échelon, le Roi vient de s'abandonner aux Jacobins; une partie de leur Conseil est devenu le sien. Il suffit de lire la Note de S. M. à l'Assemblée au sujet de ce renouvellement du Ministère, & les commentaires atroces qu'en ont fait les Cerbères de la Démocratie, pour se convaincre de la violence exercée sur le choix libre du Monarque. On ne s'en convaincra pas moins, en apprenant les noms des hommes auxquels il a remis le soin de ses intérêts, & les rênes du Gouvernement. Des exploits & des extravagances populaires, voilà les titres de ces Parvenus qui chassent M. *Delessart* doué de l'expérience des affaires, M. *Duport du Tertre*, Zélateur outré de la Constitution; mais honnête homme & incapable de trahir ses devoirs de Ministre,

Digitized by Google

d'homme du Roi, de Citoyen, autrement que par foiblesse; M. *Cahier* encore plus exalté que le Garde-du Sceau, imbibé jusqu'à saturation de tous les préjugés populaires du moment, fanatique inconséquent, mais droit par instinct, & l'ayant été par habitude toute sa vie, jusqu'aux jours où la Révolution a atteint momentanément la morale des cœurs les plus honnêtes. — Cet ancien Conseil est remplacé par MM. *de Grave*, *la Coste* & *du Mouriez*, que nous avons indiqués la semaine dernière; ensuite par M. *Roland de la Platière*, & par M. *Clavière*.

Le premier, allié de *Brissot*, a été l'un des principaux Agitateurs de Lyon qui l'a accusé de ses différens troubles. Inspecteur des Fabriques, il a composé pour l'Encyclopédie le Dictionnaire des Manufactures. Aucun talent d'administration, nulle expérience des affaires d'Etat; une tête ardente, & les principes du temps dans leur plus grande exagération.

On me dispensera de rien dire de M. *Clavière* dont on fait mal-à propos un Génevois. Né en France d'un père François, étranger depuis plusieurs années à la patrie qui l'avoit adopté lui & les siens, il ne l'a guères connue que pour participer aux agitations qui la traînèrent au bord du précipice. C'est un Ecrivain infatigable, il a inondé la France de brochures; toutes décèlent du talent, de la sagacité, de la

Digitized by Google

fineſſe, un eſprit faux; l'opiniâtreté de l'amour-propre, & une préſomption qui révolte même les ſots. Il donna à l'Aſſemblée Conſtituante un eſſai de ſa modeſtie. On lui pardonne le zèle de la Démocratie populacière, puiſqu'il a vécu dans les diſſentions républicaines; mais telle eſt la trempe de ſon jugement, que le régime auquel il ne pût atteindre à Genève même le Parti populaire, il ne ſera point embarraſſé de l'éprouver ſur un Empire de 25 millions d'ames.

Ces deux nominations ſont l'ouvrage de *Briſſot*. Ainſi, le Pouvoir légiſlatif & le Pouvoir executif du royaume de France ont aujourd'hui leur fil dans les mains d'un obſcur Brochurier, connu dans le monde par des paradoxes dignes de *Bedlam*, moraliſant depuis trois ans en faveur des ſcélérats, cachant l'ame d'un tyran atrabilaire ſous le maſque hypocrite de la liberté, ſoutenu contre le mépris public par l'eſtime de ceux qu'on ne peut pas même mépriſer, & devenu important par la faveur de quiconque n'a rien à perdre.

Ce fut le 16 de ce mois qu'à la pluralité de 124 voix contre 6, le Conſeil Souverain de Berne arrêta le rappel du régiment *d'Ernſt*. Sa lettre au Roi a été infidèlement rapportée dans le *Journal des Débats* & la *Gazette Univerſelle*; en voici la traduction exacte.

Digitized by Google

Berne, le vendredi 16 Mars.

SIRE,

« Le plus ancien des régimens Suisses au service de France, qui depuis plus d'un siècle est resté constamment fidèle à ses devoirs, & dont la conduite a toujours été irréprochable, le régiment *d'Ernst* vient d'essuyer à Aix le plus cruel des malheurs. »

« Assailli par un nombre très-supérieur, contraint dans ses moyens de défense par la Loi nouvelle qu'il avoit juré d'observer; trahi peut-être par qui devoit le protéger, il s'est vû forcé de mettre bas les armes. »

« Dans une guerre ouverte contre des ennemis déclarés de V. M., il ne les eût perdues qu'avec la vie. Nous n'affligerons pas votre cœur, SIRE, par les détails de la perfidie & de l'atrocité qui ont marqué & caractérisé ce funeste évènement; & nous n'essayerons pas de vous peindre l'impression profonde & douloureuse qu'il a fait sur nous & sur tout notre Peuple. »

« Dans cet état des choses, il ne nous reste qu'un parti à prendre. Ses services ne pouvant plus être d'aucune utilité pour V. M., l'honneur du régiment & la protection que nous lui devons, nous obligent à le retirer d'un pays, où l'on viole impunément les traités, sur la foi desquels il étoit venu. En conséquence, nous attendons, SIRE, de votre justice, qu'il vous plaira d'ordonner, qu'après avoir restitué au régiment *d'Ernst* ses armes, sa propriété, dont il a été dépouillé par une violence injuste & illégale, il lui soit marqué une route pour se retirer sans retard dans sa Patrie. »

« SIRE! daignez vous rappeler que nos troupes ont souvent mérité les bontés, dont V. M. &

Digitized by Google

les Rois vos prédécesseurs ont honoré la Nation Suisse en général, & notre République en particulier. Nous n'ajouterons point d'autre motif pour obtenir que ce régiment traverse le Royaume, par la voie la plus courte, la plus commode, la plus sûre, & qu'il en sorte avec honneur. »

« Constamment animés du même *dévouement pour votre personne*, SIRE, nous ne cesserons de faire des vœux pour votre bonheur. Puisse V. M. trouver dans la félicité de la Monarchie Françoise, une récompense qui soit digne de ses peines & de ses vertus ! »

Voilà la première Puissance qui se soit souvenue de sa dignité. On espéreroit vainement de détruire l'effet de la résolution invariable, exprimée dans cette lettre pleine de noblesse & de fermeté, par des négociations & des faux-fuyans. Le Canton persistera dans la retraite préalable du régiment : il a notifié sa décision & ses motifs à tout le Corps Helvétique & à ses Alliés. — MM. *Rosset* & *Muller de la Mothe* emprisonnés & poursuivis judiciairement, comme complices des troubles dont le Pays de Vaud fut menacé l'année dernière, ont été jugés le 20, & condamnés à 25 ans de prison dans la Citadelle d'Arbourg. Sur 140 voix, 26 ont opiné pour la mort : la séance a duré depuis 8 heures du matin jusqu'à 7 heures du soir.

Cette époque féconde en phénomènes n'en a pas encore produit de plus singulier que les

Digitized by Google

combinaisons & le succès momentané de la prétendue Banque de M. *Potin - Vauvineux*, qui n'a pour unique base & seule avance que des affiches énigmatiques. M. *Fouquet* en a présenté un apperçu à l'Assemblée Nationale, dans un Rapport *ad hoc* lu Samedi soir. Voici toute la théorie de cette spéculation :

Sept personnes apportent à M. *Potin - Vauvineux* chacune 21 liv. en argent, & reçoivent un billet ou numéro : de ces 21 liv. répétées sept fois (147 liv.), il paie en argent pour 100 liv. d'assignats, *au pair*, à l'une des sept personnes & 21 liv. Il lui reste conséquemment 100 liv. en assignats & 26 liv. en argent. Puis il s'oblige à payer la seconde des sept personnes, lorsque six autres auront payé 21 liv. en argent à la Banque, mais pas plutôt. De ses bénéfices, il destine 10 pour cent à la Nation, à l'Assemblée Nationale ; 5 pour cent à la monnoie ; 5 pour cent à des œuvres de bienfaisance, & l'excédent sera pour ses frais & pour lui. Or telle est la progression de ce calcul, digne du siècle des vertus nées des lumières.

Le premier Actionnaire est payé lorsqu'il en est venu six, prénumérateurs comme lui ; ces six seront payés lorsqu'il y en aura 42 ; ces 42, lorsqu'il en arrivera 294 ; ces 294, lorsqu'il tiendra l'argent de 2058 ; ces 2058, dès qu'il s'en présentera 14,406 autres, &c.

En supposant que le nombre des prénumérateurs ou Joueurs soit, chaque semaine, de 14,406, nombre égal à celui des Joueurs dont l'argent a servi à payer la cinquième mise ; ceux-ci ne seroient payés que dans un mois & dix-neuf jours ; ceux dont l'argent les payeroit, ne recevroient leur paiement qu'au bout de onze

Digitized by Google

mois & treize jours ; & les fonds qui auroient servi à payer la neuvième mise, ne pourroient être remboursés que dans 326 ans neuf mois & dix-neuf jours.

Supposons, pour plus d'éclaircissement, que, la première semaine, cent Jouenrs aient pris des billets ; ils auront versé, en assignass ou en argent, 12,100 liv. Pour que les remboursemens puissent s'effectuer complettement chaque semaine, il faudroit que pendant la durée de la seconde semaine, les versemens fussent de 84,700 liv. ; pendant la troisième, de 592,900 liv. ; pendant la quatrième, de 4,150 300 liv. ; pendant la cinquième, de 29,052,100 liv. ; pendant la sixième, de 203,364,700 liv. ; pendant la septième, de 1,423,552,900 liv. ; pendant la huitième, de 9,964,870,300 liv. Pendant la douzième semaine (avant la fin du treizième mois), il faudroit que la France contînt assez de fous ayant chacun 121 liv. à porter à M. *Potin de Vauvineux*, pour lui fournir 23,925,643,590,300 liv.

De ces vérités arithmétiques, de la certitude qu'il en résulte d'une banqueroute inévitable, ou de la nécessité de restituer les assignats à leurs possesseurs, il faut nécessairement conclure que c'est mettre à contribution la bêtise des dupes qui s'y portent en foule ; qu'on ne peut accepter les dons de M. *Potin de Vauvineux*, sans se déclarer, aux yeux de l'Europe, coupable de vol envers les six septièmes de ses Actionnaires ; que la Banque finira par bouleverser, ruiner le peu de crédit individuel & public que nous a laissé le malheur des temps, & que mille Décrets d'honneurs de séance ne sauroient honorer un pareil *Inventeur*.

Digitized by Google

GALE[illegible]ELIEU,

Magasin [illegible] genres imaginables [illegible] pour bal.

MA[illegible]taisie,

A l'honneur [illegible]r les nouveaux objets qu'[illegible]s trois saisons; Pékin sati[illegible] rayé, satiné; Taffetas u[illegible]; Crêpe blanc; Linon [illegible]

De[illegible]erie.

[illegible]ur, le coté, de[illegible] déſignant la [illegible]auteur de la [illegible]

Les Dame[illegible]ner à Madame TEILLARD [illegible] qui n'auroient pas de connoi[illegible] par la Poſte, à un Banquier [illegible] commiſſion ne ſouffre aucun [illegible]res, à compter du jour que [illegible]joint une explication.

Madame T[illegible] bien au-deſſous de l'augment[illegible]

Quant aux [illegible]l'on commet; pour en don[illegible]es, y compris l'embalage,

le prévenir Messieurs les Amateurs,
olier un Traité élémentaire de l'*Art*
uel du Tourneur, à l'aide duquel on
à Tourner seul & sans maître, &
ortes d'ouvrages au Tour, depuis le
'au plus difficile & au plus composé.
contiendra deux volumes *in*-4°,
s, où les Tours de toute espèce,
nens, la manière de tenir l'outil
s, la manière de tirer le plus grand
des métaux, sont représentés avec
oin. On y a même rendu, d'après
ainé, la plus grande partie des bois
que des Isles.
lume est actuellement en vente; &
solument que chez lui, à l'adresse
Demprime en ce moment le second
oîtra dans six mois.
vend 20 liv. pour Paris, & 22
, franc de port. On est prié d'affran-

avoir soin de mettre une enveloppe &
Lettres qui renferment des Assignats:
cette formalité.

Digitized by Google

PROSPECTUS.

Un Bureau de liquidation et correspondance générale vient de se former à Paris, *rue neuve des Petits-Champs*, N.os 88 et 89, sous la direction de MM. Musset et Leroi le jeune, homme de loi.

Ce Bureau dont les chefs ont pour correspondans, dans deux principales villes du Royaume, MM. Musset et Leroi, leurs frères, le premier, homme de loi, place du Change *à Lyon*, et le second, ci-devant attaché à l'administration des Etats de Bourgogne, porte Saint-Pierre *à Dijon*, offre aux différens créanciers de la Nation, l'avantage d'une liquidation prompte et peu dispendieuse.

Déja chargés d'une masse considérable de créances, principalement sur les pays d'Etats, les villes et communes, les Administrateurs du Bureau se sont spécialement attachés à ces deux parties; d'ailleurs, leur expérience pour tout ce qui concerne les liquidations, l'habitude des bureaux, leur zèle et leur activité ne laisseront rien à desirer pour la prompte expédition et le succès de toutes les affaires confiées à leurs soins.

Objets dont se charge le Bureau.

De la liquidation, 1.° de toutes les créances sur les pays d'Etats, villes et communes à la charge de la Nation, et de la reconstitution des contrats.

2.° De toutes créances sur le clergé, les communautés religieuses, et autres corps et compagnies supprimés.

3.° Des offices de judicature, ministériels, de notaires, greffiers domaniaux, et autres droits domaniaux pris à titre d'engagement.

4.° Des indemnités résultantes de la suppression des dixmes inféodées, des messageries, de la résiliation des baux et marchés; en un mot, de toute indemnité à la charge de la Nation, à quel titre que ce soit.

5.° Des charges de perruquiers, brevets, pensions, maîtrises et jurandes d'arts et métiers, et autres objets de cette nature.

6.° Et enfin, de former toutes oppositions et remplir les formalités convenables pour la conservation des droits des créances.

Digitized by Google

A l'égard des objets contentieux, susceptibles de

quelques difficultés à la liquidation, le Bureau se charge de présenter, soit aux Comités, soit à l'Assemblée nationale, ou autres autorités constituées, des mémoires instructifs, et de faire toutes les démarches nécessaires pour obtenir une décision prompte et favorable.

Droits et émolumens du Bureau.

1.° Pour toutes créances non litigieuses et qui n'excèdent pas mille livres, *un et demi pour cent;* pour celles au-dessus de mille livres, *un pour cent* pour toutes rétributions, à l'exception des déboursés justifiés par quittance.

2.° Pour toutes créances litigieuses, depuis cent jusqu'à cinq cents livres, *deux pour cent;* depuis cinq cents jusqu'à mille livres et au-dessus, *un et demi pour cent*, aussi pour toutes rétributions, frais et faux frais, à l'exception des déboursés.

3.° Pour toutes oppositions simples, trois livres douze sous; pour les doubles, quatre livres dix sous; et en progression à raison de l'augmentation des droits d'enregistrement.

Ce prospectus, dont la minute est déposée en l'étude de M. Pezet de Corval, notaire, rue du-Four-Saint-Honoré, est l'engagement que prennent les Administrateurs du Bureau envers leurs commettans, de n'exiger autre que ce qui y est porté.

Nota. On observe que la loi du 5 janvier 1792 assujettit tous les créanciers de l'état à déposer d'ici *au 1.er mai*, leurs titres de créances, et *porte la déchéance* contre ceux qui ne les produiroient pas. Cette loi proroge à l'égard des créanciers dont les titres sont susceptibles d'une vérification préalable de la part des directoires des districts et départemens, le délai jusqu'*au 1.er juin.*

Ceux des créanciers qui seront plus rapprochés de Lyon et Dijon, que de Paris, pourront y adresser leurs titres légalisés et paquets, aux correspondans du bureau, qui leur en accuseront la réception, en fourniront des récépissés et les feront passer à Paris à moins de frais; ceux au contraire qui seront plus rapprochés de Paris, pourront les adresser directement au bureau qui leur en accusera également la réception en faisant passer le récépissé.

DEU
AU
A L'A S
Portant

Faisant s
Réform
tantes.

Avec l'annc
apoplecti
plusieurs
nistratio
dépendar
médicina
l'art de

Remede *rec*
artisteme

Suite, ou Agenda A
maladies se propa
dans le mariage, a

Avis conservateur d
mort imprévue qui
Paris, 1787, chez M

Nota. Tous ces ouv
rue S.-Paul, N°. 24,

Avi

On prévient les lect
trefaites dans la Capit
en a établi ledébit. L'
et il déclare formellen
l'efficacité et la bénign
lui, à Paris. Le désord
états, notamment dan
confier aucun dépôt d
personnes de l'art vra
les accidens dangereux
capitale comme ailleu
latans, *brigands et int*
qui ne cessent de ren
et de leur cupidité, l
ment à leurs drogues
De pareilles dénonc
quence pour la santé
gré à l'auteur de ce re
pour le bien public.

S'adresser donc dir
correspondance et ad
la direction de M.
Montpellier, rue de

En affranchissant
on peut se procurer p
avec les avis et instruc

N. B. Déférant au
temps qu'au désir et à
de médecins, de ch
fixé le prix de la
les maladies ou

Harlay »
sons de cha-

imprimer; sinon il sera renvoyé au premier

crit à Paris, chez le sieur LAURENT, ue de la Harpe, No. 18. A Fribourg en ez l'Auteur.

CRAPART, imprimeur-libraire, rue °. 129.

de l'abonnement, pour recevoir chaque nc de port, sera, pour toute la France et angers, de 3 liv. 10 sols par mois, et de toute la Suisse; il faudra affranchir le port et de l'argent.

---

personnes qui voudront s'adresser directe- l'Auteur en Suisse, pour l'abonnement à r DE LA CONTRE-RÉVOLUTION, ou CORANCE POLITIQUE, etc.

s souscripteurs résidant en France, sont erver que les assignats n'ayant pas cours en s'imprimera ce journal, le prix de leur t, payé avec cette monnoie, sera réduit à voudront donc bien, autant qu'il leur sera réaliser en espèces.

---

arts, pourront être remboursés qui leur en accusera également sant passer le récépissé.

COURS DES EFFETS PUBLICS. *Février* 1792.

Effets Nat.	Jeudi 23.	Vend. 24.	Sam. 25.
Actions	2110.....	2110. 5....	2112½. 15.
D°. $\frac{6}{24}$ ces.	.....	.....	.....
Emprunt Oct.	.....	419.....	.....
Id. Décembre 82.	2. 1¼	1½.....	2. 1¼.....
Lot. d'Avril.....	.....	.....	.....
Lot. d'Octobre..	.....	.....	.....
Emprunt 125 mill..	3⅝.....	3⅝.....	3⅞.....
Id. 80 millions..	.....	.....	12½.....
Sans Bulletin....	4 5⅛ ..	5.....	5 4⅛.....
Bulletin.....	.....	71.....	71.....
Emprunt 120 mill.	.....	.....	.....
Borde. Ch	.....	.....	.....
Caisse d'Escompt.	3810.....	3815. 23..	3830. 38..
D°. demi-act....	1896. 900.	1906. 10..	1910. 12.
Eaux de P.....	.....	.....	.....
Empr. National..	1⅞.....	1 1½.....	1½.....

CHANGES du 25.

Amst. 30½.
Lond. 16½.
Ham. 355.
Mad. 27. 10.
Cad. 27. 10.
Liv. 185.
Gên. 175.
Lyon. 1 ¼ p.

Paveurs, année 1771, Lettre E.

AVIS TRÈS-IMPORTANT.

Le Public est prévenu qu'on ne recevra jamais dans ce Journal aucune réclamation, aucun détail d'intérêt particulier employé dans d'autres Feuilles. On ne fait usage que des lettres signées, & qui rendent compte de faits bien constatés.

On observe encore que les Rédacteurs n'ont rien de commun avec l'Abonnement, la distribution, &c. C'est à M. GUTH, seul Directeur du Journal, hôtel de Thou, rue des Poitevins, & non à aucun d'eux, qu'il faut adresser tout ce qui concerne ces objets; autrement des lettres souvent importantes pourraient rester au rebut.

Les personnes qui enverront à M. Guth des effets sur Paris, pour acquit de leur Abonnement, voudront bien les faire timbrer; faute de quoi ils ne seraient pas acquittés. Les lettres contenant des Assignats, doivent être chargées à la Poste, pour ne pas courir le risque de s'égarer.

Le prix de l'abonnement est de trente six liv. franc de port pour la Province, l'Assemblée Nationale, par son Décret du 17 Août, a accordé le port de ce Journal. L'abonnement pour Paris est de trente-trois liv. Il faut affranchir le port de l'argent & de la lettre, & joindre à cette dernière le reçu du Directeur des Postes. On souscrit Hôtel de Thou, rue des Poitevins. On s'adressera au sieur GUTH Directeur du Bureau du Mercure L'abonnement ne peut avoir lieu que pour l'année entiere.

Google

COURS DES EFFETS PUBLICS. *Mars* 1792.

Effets Nat.	Lundi 27.	Mardi 28.	Merc. 29.	Jeudi 1er.	Vend. 2.	Sam. 3.
Actions	2127 1/2	2130. 37 1/2	2147 1/2. 50.	2150	2145. 40.	2147 1/2. 45.
Dº. 1/10es						
Emprunt Oct.	460	460	460	437 1/2. 38	438	438
Id. Décembre 82.	2 1/4 2 1/2	3. 1 1/8	2. 1 1/8	1. 2 1/2	1	1. 3 1/2
Lot. d'Avril.						
Lot. d'Octobre.						
Emprunt 125 mill.	3 1/8	3 1/8 4 1/8	4 1/8 4 1/2	5 1/8 4 1/2	4 1/8 4 1/2	4 1/8
Id. 80 millions.	12 1/2		12			12 1/2
Sans Bulletin.	5	5	5	5 1/8 5	5. 4 7/8	5
Bulletin.	72	72	72		76	77 78.
Emprunt 120 mill.						
Borde. Ch.						
Caisse d'Escompt.	3840. 50.	3855. 70.	3875. 95.	3908. 885.	3855. 70.	3830 90.
Dº. demi-act.	1920. 25.	1928. 29.	1940. 42.	1948. 38.	1930. 32.	1938. 43.
Eaux de P.						
Empr. National.	1 1/8 1 1/4	1 1/4 2 1/4	1. 1 1/4	1 1/8 1 1/4	1 1/2	1 1/4 1

CHANGES du 29.

Amst.	30.
Lond.	16.
Ham.	355.
Mad.	27. 10.
Cadix	27. 10.
Liv.	185.
Gên.	175.
Lyon.	1 1/4 p.

CHANGES du 1er.

Amst.	29.
Lond.	15 5/8.
Ham.	360.
Mad.	28. 5.
Cad.	28. 5.
Liv.	190.
Gên.	80.
Lyon.	1 p.

Payeurs, année 1791, Lettre F.

AVIS TRÈS-IMPORTANT.

Le Public est prévenu qu'on ne recevra jamais dans ce Journal aucune réclamation, aucun détail d'intérêt particulier employé dans d'autres Feuilles. On ne fait usage que des lettres signées, & qui rendent compte de faits bien constatés.

On observe encore que les Rédacteurs n'ont rien de commun avec l'Abonnement, la distribution, &c. C'est à M. Guth, seul Directeur du Journal, hôtel de Thou, rue des Poitevins, & non à aucun d'eux, qu'il faut adresser tout ce qui concerne ces objets; autrement des lettres souvent importantes pourraient rester au rebut.

Les personnes qui enverront à M. Guth des effets sur Paris, pour acquit de leur Abonnement, voudront bien les faire timbrer; faute de quoi ils ne seraient pas acquittés. Les lettres contenant des Assignats, doivent être chargées à la Poste, pour ne pas courir le risque de s'égarer.

Le prix de l'abonnement est de trente six liv. *franc de port pour la Province, l'Assemblée Nationale, par son Décret du 17 Août, ayant doublé le port de ce Journal. L'abonnement pour Paris est de* trente-trois liv. *Il faut affranchir le port de l'argent & de la lettre, & joindre à cette dernière le reçu du Directeur des Postes. On souscrit Hôtel de Thou, rue des Poitevins. On s'adressera au sieur* Guth, *Directeur du Bureau du Mercure. L'abonnement ne peut avoir lieu que pour l'année entiere.*

Digitized by Google

COURS DES EFFETS PUBLICS. *Mars* 1792.

Effets Nat.	Lundi 5.	Mardi 6.	Merc. 7.	Jeudi 8.	Vend. 9.	Sam. 10.
Actions	2140	2135	2132½ 30.	2127½ 35.	2130 35	2135
D°. 16ces			1400		1400	
Emprunt Oct.	438	438 40	440			
Id. Décembre 82.	2 2¼	2½	2 1	½ ¼	½ 3½	1 2¼
Lot. d'Avril						
Lot. d'Octobre						
Emprunt 125 m.	5 4⅞	5	4⅛	4⅛	4⅞	4¾5
Id. 80 millions	13 13¼	14		14	14½	5 5⅛
Sans Bulletin	5 4	5 1/16	5 17/28	6 5¼	6	
Bulletin	79 80	80 81				74
Emprunt 120 m.						
Borde. Ch.						
Caisse d'Escompt.	3895	3895 83	3885 87	3891 80	3875	3870 68
D°. demi-act.	1941 45	1940 42	1940	1940 38	1935	1930
Eaux de P.						
Empr. National.	¼ ⅓	¼ ½	½ 1	1 1¼	1 1¼	⅛ ¾

CHANGES du 7.	
Amst.	28.
Lond.	
Ham.	365.
Mad.	28. 10.
Cadix.	28. 10.
Liv.	192.
Gên.	182.
Lyon.	7/8 p.

CHANGES du 10.	
Amst.	27½.
Lond.	15.
Ham.	368.
Mad.	29. 5.
Cad.	29. 5.
Liv.	200.
Gên.	190.
Lyon.	½ p.

Payeurs, anticip. Lettre de

Digitized by Google

AVIS TRÈS-IMPORTANT.

Le Public est prévenu qu'on ne trouvera mais dans ce Journal aucune réclamation détail d'intérêt particulier employé dans Feuilles. On ne fait usage que des lettres & qui rendent compte de faits bien

On observe encore que les Rédacteurs rien de commun avec l'Abonnement, bution, &c. C'est à M. GUTH, seul du Journal, hôtel de Thou, rue des & non à aucun d'eux, qu'il faut adre qui concerne ces objets; autrement souvent importantes pourraient rester

Les personnes qui enverront à M. effets sur Paris, pour acquit de leur ment, voudront bien les faire timbrer quoi ils ne seraient pas acquittés. Les contenant des Assignats, doivent être à la Poste, pour ne pas courir le s'égarer.

Le prix de l'abonnement est de trente francs de port pour la Province, l'Assemblée nationale, par son Décret du 17 Août, a exempté le port de ce Journal. L'abonnement pour est de trente-trois liv. Il faut affranchir de l'argent & de la lettre, & joindre à dernière le reçu du Directeur des Postes. On crit Hôtel de Thou, rue des Prêtres. On dressera au sieur GUTH Directeur du Mercure. L'abonnement ne peut avoir lieu pour l'année entière.

Digitized by Google

COURS DES EFFETS PUBLICS. *Mars* 1792.

Effets Nat.	Lundi 27.	Mardi 28.	Merc. 29.	Jeudi 1er.	Vend. 2.	Sam. 3.
Actions	2127½	2130.37½	2147½.50	2150	2145.40	2147½.45
D°. 1/2es						
Emprunt Oct.	460	460	460	437½.38	438	438
Id. Décembre 82.	2 2/4	3.1/4	2.1/8	1.2/8	1	1.3/4
Lot. d'Avril						
Lot. d'Octobre						
Emprunt 125 mill.	3/8	3 4/8	4 4/8 7	5/8 4 1/2	4 4/8	4 5/8
Id. 80 millions	12½		12		12½	
Sans Bulletin	5	5	5	5 1/8 5	5.4/8	5
Bulletin	72	72	72		76	77 78
Emprunt 120 mill.						
Borde. Ch.						
Caisse d'Escompt.	3840.50	3855.70	3875.95	3908.885	3855.70	3830 90
D°. demi-act.	1920.25	1928.29	1940.42	1948.38	1930.32	1938.43
Eaux de P.						
Empr. National.	1 1/4	1 2/4	1.1 3/4	1/2 1/4	1 1/2	1/4 1

CHANGES du 29.	
Amst.	30.
Lond.	16.
Ham.	355.
Mad.	27. 10.
Cadix	27. 10.
Liv.	185.
Gén.	175.
Lyon.	1¼ p.

CHANGES du 1er.	
Amst.	29.
Lond.	15 5/8.
Ham.	360.
Mad.	28. 5.
Cad.	28. 5.
Liv.	190.
Gén.	80.
Lyon.	1 p.

Payeurs, année 1791, Lettre F.

AVIS TRÈS-IMPORTANS

Le Public est prévenu qu'on ne recevra jamais dans ce Journal aucune réclamation, aucun détail d'intérêt particulier employé dans ces Feuilles. On ne fait usage que des lettres signées & qui rendent compte de faits bien constatés.

On observe encore que les Rédacteurs n'ont rien de commun avec l'Abonnement, la distribution, &c. C'est à M. Guyot, seul Directeur du Journal, hôtel de Thou, rue des Poitevins, & non à aucun d'eux, qu'il faut adresser tout ce qui concerne ces objets; autrement des lettres souvent importantes pourraient rester au rebut.

Les personnes qui enverront à M. Guyot des effets sur Paris, pour acquit de leur abonnement, voudront bien les faire timbrer; sans quoi ils ne seraient pas acquittés. Les lettres contenant des Assignats, doivent être chargées à la Poste, pour ne pas courir le risque de s'égarer.

Le prix de l'abonnement est de trente sols par franc de port pour la Province, l'Assemblée Nationale, par son Décret du 17 Août, ayant doublé le port de ce Journal. L'abonnement pour Paris est de trente-trois liv. *Il faut affranchir le port de l'argent & de la lettre, & joindre à cette dernière le reçu du Directeur des Postes. On souscrit Hôtel de Thou, rue des Poitevins. On s'adressera au sieur* Guyot, *Directeur du Bureau du Mercure. L'abonnement ne peut avoir lieu que pour l'année entière.*

Digitized by Google

COURS DES EFFETS PUBLICS. *Mars* 1792.

Effets Nat.	Lundi 5.	Mardi 6.	Merc. 7.	Jeudi 8.	Vend. 9.	Sam. 10.
Actions	2140	2135	2132½ 30.	2127½ 35.	2130 35	2135
Dº. 16es			1400		1400	
Emprunt Oct.	438	438 40	440			
Id. Décembre 82.	2. 2¼	2½	2. 1	½ 1/4	½ 3½	1 2¼
Lot. d'Avril						
Lot. d'Octobre						
Emprunt 125 mˢ	5 4⅞	5	4⅛	4½	4⅞	4 5
Id. 80 millions	13. 13¼	14		14	14½	5 5½
Sans Bulletin	5 4	5 5/16	5 17/28	6 5¼	6	
Bulletin	79 80	80 81				74
Emprunt 120 mˢ						
Borde. Ch.						
Caisse d'Escompt.	3895	3895 83	3885 87	3891 80	3875	3870 68
Dº. demi-act.	1941 45	1940 42	1940	1940 38	1935	1930
Eaux de P.						
Empr. National.	¼ ⅓	¼ ⅛	½ 1	1 1¼	1 1¼	⅛ ¾

CHANGES du 7.

Amst.	28.
Lond.	
Ham.	365.
Mad..	28. 10.
Cadix.	28. 10.
Liv...	192.
Gên.	182.
Lyon.	7/8 p.

CHANGES du 10.

Amst.	27½.
Lond.	15.
Ham.	368.
Mad.	29. 5.
Cad.	29. 5.
Liv.	190.
Gên.	190.
Lyon.	½ p.

Payeurs, année 1791. Lettre M.

AVIS TRES-IMPORTANT.

Le Public est prévenu qu'on ne recevra jamais dans ce Journal aucune réclamation, aucun détail d'intérêt particulier employé dans d'autres Feuilles. On ne fait usage que des lettres signées, & qui rendent compte de faits bien constatés.

On observe encore que les Rédacteurs n'ont rien de commun avec l'Abonnement, la distribution, &c. C'est à M. Guth, seul Directeur du Journal, hôtel de Thou, rue des Poitevins, & non à aucun d'eux, qu'il faut adresser tout ce qui concerne ces objets; autrement des lettres souvent importantes pourraient rester au rebut.

Les personnes qui enverront à M. Guth des effets sur Paris, pour acquit de leur Abonnement, voudront bien les faire timbrer; faute de quoi ils ne seraient pas acquittés. Les lettres contenant des Assignats, doivent être chargées à la Poste, pour ne pas courir le risque de s'égarer.

Le prix de l'abonnement est de trente-six liv. *franc de port pour la Province, l'Assemblée Nationale, par son Décret du 17 Août, ayant doublé le port de ce Journal. L'abonnement pour Paris est de* trente-trois liv. *Il faut affranchir le port de l'argent & de la lettre, & joindre à cette dernière le reçu du Directeur des Postes. On souscrit Hôtel de Thou, rue des Poitevins. On s'adressera au sieur* Guth, *Directeur du Bureau du Mercure. L'abonnement ne peut avoir lieu que pour l'année entière.*

Digitized by Google

Digitized by Google

AVIS TRÈS-IMPORTANT.

Le Public est prévenu qu'on ne recevra jamais dans ce Journal aucune réclamation, aucun détail d'intérêt particulier employé dans d'autres Feuilles. On ne fait usage que des lettres signées, & qui rendent compte de faits bien constatés.

On observe encore que les Rédacteurs n'ont rien de commun avec l'Abonnement, la distribution, &c. C'est à M. Guth, seul Directeur du Journal, hôtel de Thou, rue des Poitevins, & non à aucun d'eux, qu'il faut adresser tout ce qui concerne ces objets; autrement des lettres souvent importantes pourraient rester au rebut.

Les personnes qui enverront à M. Guth des effets sur Paris pour acquit de leur Abonnement, voudront bien les faire timbrer; faute de quoi ils ne seraient pas acquittés. Les lettres contenant des Assignats, doivent être chargées à la Poste, pour ne pas courir le risque de s'égarer.

Le prix de l'abonnement est de trente-six liv. *franc de port pour la Province, l'Assemblée Nationale, par son Décret du 17 Août, ayant doublé le port de ce Journal. L'abonnement pour Paris est de* trente-trois liv. *Il faut affranchir le port de l'argent & de la lettre, & joindre à cette dernière le reçu du Directeur des Postes. On souscrit Hôtel de Thou, rue des Poitevins. On s'adressera au sieur Guth, Directeur du Bureau du Mercure. L'abonnement ne peut avoir lieu que pour l'année entière.*

Digitized by Google

COURS DES EFFETS PUBLICS. *Mars* 1792.

Entre Nat.	Lundi 19.	Mardi 20	Merc 21.	Jeudi 22.	Vend. 23.	Sam. 24.
Actions	2182½	2182½	2180	2 77½ 80.	2180.77½	2175
D° ½				1415		
Emprunt Oct.	4 0	412	45	412.50	50.	45
12. Décembre 82.	½ au p.	½ au p.	½ au p.	p.	½ p. au p.	au p ½ p.
Lot. d'Avril						
Lot. d'Octobre						
Emprunt 125 mill.	6.6½	6½7	6 6½	6 6½	7.6½	6 6½
id. 80 millions	14½		14½	14½		
Sans Bulletin	5½6	6	6.5½	6.5½	6	5 5½
Bulletin	82	79.80	80	79	80	
Emprunt 120 mill.						
Bords. Ch.						
Caisse d'Escompt.	3860 88	3900.92	1900.98	3892.90	3895 888.	3890 88
D° demi-act.	1925.42	1948.44	1945	1935.39	1940.39	1938.40
Faux de P.						
Empr. National.	au p. ½ b.	au p. ½ p.	au p. ½ p.	½ b. ½ p.	au p. ½ b. ½ p.	au p. ½ p.

CHANGES du 21.

Amst	28½
Lond.	19½
Hamb.	350.
Mad.	28. 12.
Cadix	28. 12.
Liv.	190.
Gên.	180.
Lyon.	½ p.

CHANGES du 24.

Amst.	30.
Lond.	17.
Hamb.	340.
Mad.	27. 15.
Cad.	27. 15.
Liv.	185.
Gên.	175.
Lyon.	½ p.

Payeurs, année 1791, Lettre *J*.

Digitized by Google

AVIS TRÈS-IMPORTANT.

Le Public est prévenu qu'on ne recevra jamais dans ce Journal aucune réclamation, aucun détail d'intérêt particulier employé dans d'autres Feuilles. On ne fait usage que des lettres signées, & qui rendent compte de faits bien constatés.

On observe encore que les Rédacteurs n'ont rien de commun avec l'Abonnement, la distribution, &c. C'est à M. GUTH, seul Directeur du Journal, hôtel de Thou, rue des Poitevins, & non à aucun d'eux, qu'il faut adresser tout ce qui concerne ces objets; autrement des lettres souvent importantes pourraient rester au rebut.

Les personnes qui enverront à M. Guth des effets sur Paris, pour acquit de leur Abonnement, voudront bien les faire timbrer; faute de quoi ils ne seraient pas acquittés. Les lettres contenant des Assignats, doivent être chargées à la Poste, pour ne pas courir le risque de s'égarer.

Le prix de l'abonnement est de trente six liv. franc de port pour la Province, l'Assemblée Nationale, par son Décret du 17 Août, ayant doublé le port de ce Journal. L'abonnement pour 3 mois est de trente-trois liv. Il faut affranchir le port de l'argent & de la lettre, & joindre à cette dernière le reçu du Directeur des Postes. On souscrit Hôtel de Thou, rue des Poitevins. On s'adressera au sieur GUTH *Directeur du Bureau du Mercure. L'abonnement ne peut avoir lieu que pour l'année entière.*

Digitized by Google

COURS DES EFFETS PUBLICS. *Mars* 1792.

Effets Nat.	Jeudi 29.	Vend. 30.	Sam. 31.
Actions.....	2165. 67½.	2165. 57½.	2160.....
D°. $\frac{16es}{25}$.....	.....	.....	.....
Emprunt Oct	4418. 45...	.....	4440 .....
Id. Décembre 82	3½3¼...	2¼3.....	3⅝3⅜...
Lot. d'Avril	.....	.....	.....
Lot. d'Octobre	.....	.....	.....
Emprunt 125 m^{s}	5⅞4⅜.....	4.....	4¼4⅜.....
Id. 80 millions..	14.....	.....	.....
Sans Bulletin. ..	5⅛4⅞.....	4¼4.....	4½.....
Bulletin	.....	8.....	8 .....
Emprunt 120 m^{s}	.....	.....	.....
Borde. Ch.....	.....	.....	.....
Caisse d'Escompt.	3850. 38..	3800. 95..	3795. 25..
D°. demi-act.	1920. 12..	1900. 90..	1900. 10..
Eaux de P. ..	.....	.....	.....
Empr. National.	¼¼...	¾¾.....	¼1 p.....

CHANGES du 31.

Amst. 33.
Lond. 18¼.
Ham. 300.
Mad.. 25.
Cadix. 25.
Liv.. 170.
Gén. 160.
Lyon. au p.

Payeurs, année 1791, Lettre J.

AVIS TRÈS-IMPORTANT.

Le Public est prévenu qu'on ne recevra jamais dans ce Journal aucune réclamation, aucun détail d'intérêt particulier emprunté d'une autre Feuille. On ne fait usage que des lettres signées & qui rendent compte de faits bien constatés.

On observe encore que les Rédacteurs n'ont rien de commun avec l'Abonnement, la distribution, &c. C'est à M. Guth, seul Directeur du Journal, hôtel de Thou, rue des Poitevins, & non à aucun d'eux, qu'il faut adresser tout ce qui concerne ces objets; autrement des lettres souvent importantes pourraient rester au rebut.

Les personnes qui enverront à M. Guth des effets sur Paris, pour acquit de leur Abonnement, voudront bien les faire timbrer; faute de quoi ils ne seraient pas acquittés. Les lettres contenant des Assignats, doivent être chargées à la Poste, pour ne pas courir le risque de s'égarer.

Le prix de l'abonnement est de trente six liv. *franc de port pour la Province, l'Assemblée Nationale, par son Décret du 17 Août, ayant doublé le port de ce Journal. L'abonnement pour Paris est de* trente-trois liv. *Il faut affranchir le port de l'argent & de la lettre, & joindre à cette dernière le reçu du Directeur des Postes. On souscrit Hôtel de Thou, rue des Poitevins. On s'adressera au sieur* Guth, *Directeur du Bureau du Mercure. L'abonnement ne peut avoir lieu que pour l'année entière.*

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google



Digitized by Google

Schulz

Digitized by Google